

320

1-1-99

~~La 1900~~
45

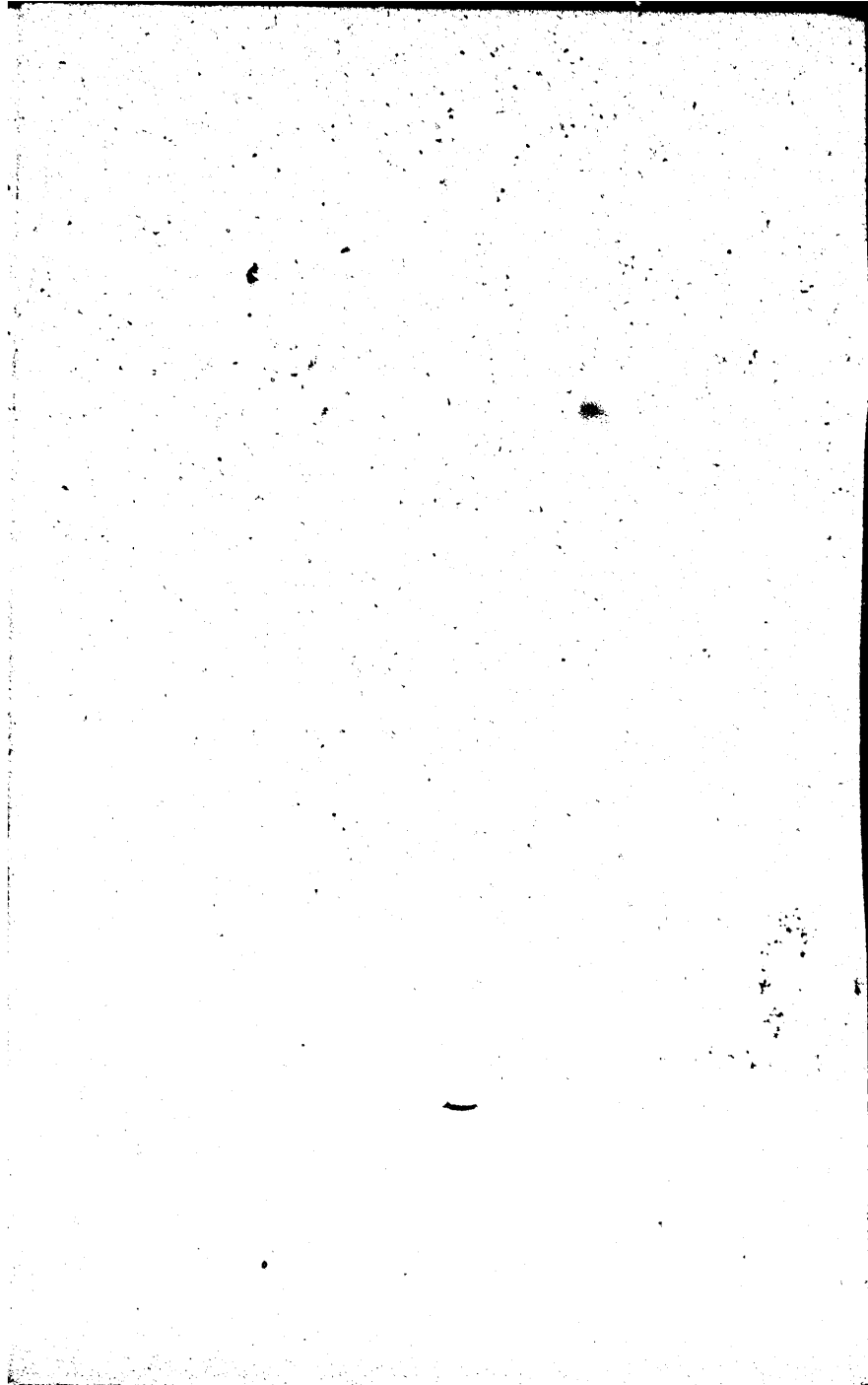
1-1-99

HISTOIRE
DE LA
RÉVOLUTION DE FRANCE.

1833

TOME DOUZIÈME.

32



HISTOIRE
DE LA
RÉVOLUTION DE FRANCE,
PAR A. F. BERTRAND DE MOLEVILLE,
ANCIEN MINISTRE D'ÉTAT.

TROISIÈME PARTIE,

Comprenant les années 1793, 1794, 1795, 1796,
1797, 1798 et 1799, jusqu'à l'avènement du gou-
vernement consulaire. (18 Brumaire an VIII.
9 nov. 1799.)

*... Quæque ipse miserrima vidi
Et quorum pars.*



OME DOUZIÈME.

A PARIS,
CHEZ GIGUET ET MICHAUD, IMPRIM.-LIBRAIRES,
RUE DES BONS-ENFANS, N^o. 6.

AN XI. — (1803.)



HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION.

LIVRE DEUXIÈME.

*Annales de la République depuis l'avènement
de la constitution des démagogues jusqu'à
l'insurrection de thermidor.*

Ce période renferme un peu plus de treize mois, puisqu'il commence le 23 juin 1793, et qu'il finit le 28 juillet 1794. C'est l'histoire de la longue tyrannie du décemvirat français, jusqu'à ce que la nation, épuisée par tant de sang qu'elle avoit laissé répandre, et lasse de son abjection, respirât un peu par la défaite de la *montagne* et le supplice de Robespierre : on ne rencontre dans aucune histoire de l'antiquité un système plus froidement raisonné pour la dégradation de l'espèce humaine : les Busiris, les Phalaris et les Néron étoient des philanthropes en présence de nos despotes révolutionnaires. Ces scènes de destruc-

tion sont pénibles à décrire. Vingt fois j'ai été tenté de jeter au loin une plume qui me sembloit trempée dans le sang, mais Tacite étoit devant moi; il m'a appris que l'histoire qui pouvoit être le plus utile aux hommes étoit celle qui exigeoit le plus de courage de la part de l'écrivain qui se devoit à la tracer.

D'ailleurs les annales de ces treize mois d'erreurs et de crimes ne sont pas toutes souillées de sang humain : il y a des momens où les accès de la fièvre démagogique s'apaisent, où les tyrans de la république prennent un grand caractère, où la grande conspiration contre les sujets semble s'expier par des victoires contre les étrangers : ces momens reposent l'imagination affaissée, et je m'y arrête avec plaisir pour adoucir les teintes trop sombres de mon tableau.

Ajoutons qu'à côté de l'orgueil des tyrans est la magnanimité des victimes : il n'y a aucun peuple chez qui, pendant treize mois de massacres, des proscrits aient déployé une magnanimité plus soutenue, un courage plus calme, une vertu plus pure : les oppresseurs grincoient des dents en signant les listes de proscription, et les martyrs de la patrie sourioient avec dignité en marchant à l'échafaud.

Malheureusement la plupart de ces dévouemens sublimes sont inconnus, parce que les révolutionnaires en étouffoient la célébrité; parce

DE LA REVOLUTION.

que non contents d'assassiner, à l'ombre de la loi, les hommes dont l'unique délit étoit d'avoir des opinions plus amies de l'ordre social, ils osoient encore, au-delà de la tombe, calomnier leurs victimes.

Mais le temps vient où toutes les bouches vont s'ouvrir, où toutes les plumes auront la permission d'être vraies ; alors le tableau de la sérénité du juste, au milieu de ses longues infortunes, achèvera de se dérouler, et les héros immolés par la politique comme ceux qui l'ont été pour la religion, auront leur martyrologe.

CHAPITRE PREMIER.

Des projets de constitution de Robespierre et de Saint-Just. — Rapport de Hérault-Séchelles sur son code populaire. — Examen de la constitution démagogique, et anecdotes sur sa discussion. — Peine de mort prononcée contre ceux qui l'altèrent ou la falsifient. — Décret pour son acceptation par le peuple français.

DEPUIS que Condorcet avoit échoué dans le plan de constitution philosophique qu'il avoit voulu donner à un peuple hors de la ligne du cercle social, des orateurs de la *montagne*, plus à portée de connoître l'esprit dominant, avoient offert à la discussion de l'assemblée nationale d'autres monumens de l'extravagance publique : les deux principaux essais en ce genre sont ceux de Saint-Just et de Robespierre.

Robespierre, dès le 24 avril, avoit demandé la parole pour une déclaration des droits, qu'il faisoit annoncer par ses émissaires comme le chef-d'œuvre de l'esprit humain : son préambule fut une satire virulente contre les ennemis naturels de la révolution française.

« Demandez, dit-il, à un marchand de chair humaine ce que c'est que la propriété, il vous dira, en vous montrant cette longue bière qu'il appelle un navire, et où il a entassé des hommes qui paroissent vivans : voilà mes propriétés, je les ai achetées tant par tête. Interrogez le gentil-homme qui a des terres, des vassaux ; ou qui croit l'univers bouleversé depuis qu'il n'en a plus, il vous donnera de la propriété des idées à peu près semblables. Interrogez les augustes membres de la dynastie des Capets, ils vous diront que la plus sacrée des propriétés est sans contredit le droit héréditaire dont ils ont joui de toute antiquité, d'opprimer, d'avilir et d'asservir légalement et monarchiquement les vingt cinq millions d'hommes, qui vivoient sous leur bon plaisir dans leur royaume. »

Il lut ensuite sa déclaration des droits qui étoit remplie d'articles révolutionnaires tels que ceux-ci :

« Ceux qui font la guerre à un peuple pour arrêter les progrès de la liberté et anéantir les droits de l'homme, doivent être poursuivis partout, non comme des ennemis ordinaires, mais comme des brigands rebelles et des assassins.

» Les rois, les aristocrates, les tyrans, quels qu'ils soient, sont des esclaves révoltés contre le souverain de la terre, qui est le genre humain,

et contre le législateur de l'univers ; qui est la nation. »

Ces extravagances politiques écoutées avec plaisir par la *montagne*, furent peu accueillies par la masse de l'assemblée ; alors Saint-Just présenta un autre plan de constitution républicaine : on annonça dans les papiers publics que son discours préliminaire, plein de saine morale et brûlant d'idées nouvelles, avoit été aussi vivement que justement applaudi. Examinons un moment la *saine morale* et les *idées nouvelles* de cette harangue de démagogue.

« Tous les tyrans avoient les yeux sur vous lorsque vous jugeâtes un de leurs pareils (Louis XVI) : aujourd'hui que vous méditez la liberté du monde, les peuples qui sont les véritables grands de la terre, vont vous contempler à leur tour.

Voilà un code de *morale* qui débute par l'apologie du régicide.

« Tous les arts ont produit leurs merveilles : l'art de gouverner n'a produit que des monstres ; c'est que nous avons cherché nos plaisirs dans la nature, et nos principes dans notre orgueil. »

Les *monstres* de Saint-Just sont ici Numa, Codrus, Charlemagne, Louis XII, Henri IV, Titus et Marc-Aurèle ; on peut juger de la logique de l'orateur, ainsi que de sa moralité.

« Le principe de l'esclavage et du malheur de

L'homme s'est consacré jusque dans son cœur; il s'est été sauvage sur la foi des tyrans, et c'est par douceur qu'il a laissé supposer et dompter sa ferocité. »

Il y a ici autant d'erreurs que de mots; jamais le cœur de l'homme n'a consacré le principe de l'esclavage; jamais les tyrans ne lui ont fait croire qu'il étoit sauvage; jamais il n'a, par douceur, laissé croire à sa ferocité; voilà assurément des *idées nouvelles* comme on l'imprimoit dans le temps; mais il n'y a en elles rien de *moral*, et surtout rien qui *brûle* le cœur de l'homme de bien.

Il est probable que, malgré le grand succès de ce préambule, Robespierre fit avorter la constitution de Saint-Just, non parce qu'elle étoit mauvaise, mais parce qu'elle n'étoit pas la sienne: car il étoit le plus jaloux des hommes, ainsi que le plus absolu, c'est le vice de toutes les âmes petites et abjectes qui veulent gouverner la terre avec des crimes, n'ayant pas le génie qui, quelquefois, les fait excuser.

Enfin, le 10 de juin, Hérault-Séchelles, au nom du comité de salut public, vint à la tribune présenter le plan de ce qu'il appeloit une vraie constitution républicaine; et, pour avoir plus de suffrages, il déclara que les travaux des commissaires, dont il étoit l'organe, avoient été accompagnés de la plus *touchante* unanimité.

Comme ce code nouveau a tenu lieu , pendant quelques mois , de grande chartre aux Français , il faut , malgré la brièveté de son règne , l'examiner un moment.

Le rapport d'Hérault-Séchelles commence par ces phrases pleines de jactance :

« Si dans quelques contrées de la république , des effervescences se manifestent , c'est uniquement parce que la constitution leur manque ; il semble que ce seroit un crime national de la retarder un jour de plus ; mais aussi le jour où elle paroîtra sera celui d'une résurrection pour la France , d'une révolution pour l'Europe ; tous nos destins reposent dans ce monument : il est plus puissant que toutes nos armées. »

On se doute bien qu'en présentant une constitution , annoncée comme vraiment républicaine , par des démagogues , on se permettra quelques injures contre la royauté ; c'est ce que fait Hérault-Séchelles , qui cependant avoit été accueilli par les bienfaits de Louis XVI qu'il avoit longtemps adulé pour obtenir un jour quelque ministère.

« La royauté tenoit beaucoup de place dans notre code de 1791 ; mais nous nous en sommes débarrassés pour jamais ; un grand nombre d'articles que la royauté traîne à sa suite en souilloient encore les pages... Mais nous ne daignons pas re-

parler de tant de puérilités ; ces souvenirs ne sont plus que du domaine de l'histoire, qui sera forcée de les raconter en rougissant. »

Le noble, démagogue tente ensuite de justifier la grande brièveté de la nouvelle constitution qu'il propose.

« Le mérite d'une constitution populaire doit être dans une combinaison forte, qui, créant une réalité à des idées philosophiques, maintienne tous les élémens du corps social à leur place. Plus un peuple est immense et agité, plus il importe de n'offrir à son assentiment que les axiomes de la raison, ou du moins que les premières conséquences de ces axiomes. Voilà pourquoi un ouvrage de ce genre, présenté à des républicains, ne sauroit avoir trop de brièveté. »

Malheureusement il n'y a aucune *combinaison forte* dans l'ouvrage de Séchelles ; sa concision ne vient que de la sécheresse ou plutôt de l'absence des idées ; les cent vingt-quatre petits paragraphes qui le constituent n'offrent qu'une vaine table de chapitres.

Après une analyse du nouvel acte constitutionnel, le rapporteur termine ainsi son rapport :

« Puisse cet ouvrage, si nécessaire à la prospérité commune, être bientôt sanctionné ! Puisse la postérité vous bénir comme les fondateurs de la république française ! Il n'existe point sur la terre

une plus haute destinée. Puisse surtout la chartre que vous allez consacrer à la sagesse humaine, amortir les haines locales, éteindre et les flambaux de discordes et les feux de la guerre, épouvanter les rois, consoler les peuples, conquérir à l'humanité des nations étrangères, et faire planter un rameau d'olivier sur toutes les citadelles! »

Les vœux de Séchelles ne furent rien moins qu'exaucés; sa constitution n'épouvanta pas les rois, ne consola pas les peuples, ne conquit aucune nation étrangère, à l'humanité : voyons-en les motifs dans ses détails.

Séchelles, qui croyoit être Montesquieu, parce qu'à son exemple il faisoit des chapitres d'une phrase, proposa à la sanction du corps législatif le premier chapitre de sa constitution, qui ne renfermoit que ces mots : *La république française est une et indivisible*; et on se doute bien qu'il n'eut pas de peine à le faire adopter.

Les articles purement démagogiques et censés neufs, parce que jamais ils n'avoient paru dans aucune constitution de l'Europe, furent ceux qui parurent le plus applaudis; tels que ceux que je vais transcrire.

« L'exercice des droits de citoyen se perd par l'acceptation de faveurs émanées d'un gouvernement non populaire.

« La force générale de la république se compose du *peuple* entier.

» Tous les Français sont *soldats*. »

L'organisation générale du gouvernement, dans ce code éphémère, est infiniment *défectueuse*, parce qu'elle tend à réunir les trois pouvoirs dans une assemblée de législateurs, qui alors devient nécessairement un sénat d'aristocrates.

Quoique Sèchelès eût pris le soin de n'être, à l'égard des privilèges des membres de l'assemblée nationale, que l'interprète de la *montagne*; il eut bien de la peine à faire passer l'article 5 du chapitre 8, conçu en ces termes : *Les députés ne peuvent être recherchés, accusés ni jugés en aucun temps pour les opinions qu'ils ont énoncées dans le sein du corps législatif*. Marat et les autres suppôts turbulens de la *démagogie*, sentoient que par ce moyen les vingt-deux alloient leur échapper, et ils ne vouloient pas se voir, avec un paragraphe, arracher leurs victimes.

Rullh demanda qu'on ajoutât à l'article : *à moins que ces opinions ne tendent à rétablir la royauté*. Thuriot exigea ce second amendement : *et à détruire l'unité et l'indivisibilité de la république*.

Raffron alla plus loin : il voulut supprimer l'article comme un brevet d'impunité pour les mauvais citoyens ; il demanda s'il n'étoit pas honteux qu'en voulût dérober à la vengeance du

peuple ceux qui avoient proposé la *loi martiale* : ou demandé la *force départementale*.

Bazire vit un danger bien plus grand dans l'article du nouveau code. Il est très-possible, fit-il entendre, qu'un membre propose d'anéantir la république ; que la majorité corrompue d'une assemblée s'y prête, et qu'on ramène un roi. Plusieurs membres dissipèrent ses alarmes en lui disant que *le peuple étoit là* pour se faire justice.

Après une longue discussion l'article resta, et les vingt-deux, par une contradiction digne de ces temps-là, n'en allèrent pas moins à l'échafaud.

Le chapitre 25, qui traitoit des rapports de la république française avec les nations étrangères, fut celui qui auroit dû amener le plus de débats, parce qu'il tendoit à légitimer une guerre à mort de la France avec l'Europe.

Les deux premiers articles furent adoptés sans examen.

« Le peuple français se déclare l'ami et l'allié des peuples *libres*.

» Il ne s'immisce point dans le gouvernement des autres nations ; il ne souffre pas que les autres nations s'immiscent dans le sien. »

Le troisième étoit une espèce de tocsin sonné contre les rois, et même contre les républiques, qui avoient la sagesse de ne point introduire de *montagnes* dans leurs sénats.

« Le peuple français donne asile aux étrangers bannis de leur patrie, pour la cause de la liberté : il le refuse aux tyrans. »

L'évêque constitutionnel Grégoire proposa d'ajouter, *et aux traîtres* ; mais, malgré sa grande influence quand il se permettoit des déclamations anti-royales, son amendement fut rejeté.

L'article 4 amena un nouvel acteur sur la scène : « Le peuple français ne fait point la paix avec un ennemi qui occupe son territoire. »

Mercier qui, jusqu'à ce moment, n'avoit été qu'un acteur muet dans les sanglantes tragédies qui se jouoient autour lui, s'avisa alors de monter à la tribune : « De tels articles, dit-il, s'écrivent ou s'effacent avec la pointe de l'épée ; on peut assurément faire des traités très-avantageux sur son territoire ; eh quoi ! législateurs, vous flattez - vous d'être toujours triomphans ? avez-vous fait un pacte avec la victoire ? »

Bazire répondit alors par un mot qui visoit à être sublime : « Non, mais nous en avons fait un avec la mort. »

« Cette exaltation d'idées, reprend Mercier, n'est point de la vraie grandeur ; à peine avez-vous des idées justes sur la liberté, et déjà vous osez vous placer au niveau des Romains ! »

Robespierre attendoit là l'orateur ; et s'élançant à la tribune, il crut faire justice de la logique de

Mercier en l'écrasant avec les foudres de la démagogie.

« Je n'aurois jamais cru qu'un représentant du peuple osât professer ici les maximes de l'esclavage et de la lâcheté. Où a-t-il vu que nous fussions inférieurs aux Romains ; que cette assemblée n'égâlât pas un sénat despotique *qui ne connut jamais la déclaration des droits de l'homme* ; que le peuple qui verse son sang pour la liberté universelle , ne vaille pas des conquérans qui devinrent les oppresseurs de toutes les nations . . . ? Qu'un homme qui , sous le despotisme , a paru faire quelques pas vers l'avenir , rétrograde aujourd'hui que la liberté règne sur la France , cela est facile à concevoir ; mais qu'il sache , *cet homme* , qu'après avoir décrété l'article qui lui déplaît , nous saurons le soutenir. »

Mercier avoit raison ; mais il plia. Il croyoit voir sans cesse étinceler sur sa tête le glaive de la proscription. On applaudit Robespierre , et l'article fut conservé.

L'article 122 sur la garantie des droits est le moins mauvais de ce code de démagogie ; et peut-être conviendrait-il à toutes les constitutions , si on ne l'avoit pas gâté en sanctionnant les sociétés populaires , et surtout si on avoit prévenu le fléau des insurrections , en y joignant un chapitre du code des devoirs.

« La constitution garantit à tous les Français l'égalité, la liberté, la sûreté, la propriété, la dette publique, le libre exercice des cultes, une instruction commune, des secours publics, la liberté indéfinie de la presse, le droit de pétition, le droit de se réunir en sociétés populaires, et la jouissance de tous les droits de l'homme. »

Nous ne tarderons pas à voir que ce fameux article 122, qui excita dans le temps un si grand enthousiasme, parce qu'il sembloit à tous les partis un *palladium*, soit contre le despotisme, soit contre l'anarchie, fut celui que la Convention viola toujours avec le plus d'audace; mais enfin il étoit toujours bon que ce principe fût consigné dans un livre, ne fût-ce que pour servir de pièces de procès, quand l'histoire un jour prononceroit aux infracteurs leur sentence.

Le morceau le plus étrange de la constitution populaire de Sèchelles, fut la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, qui lui servoit de préambule.

Tous les hommes sont égaux par la nature et devant la loi. On est enfin convaincu aujourd'hui que la nature, qui n'a jamais fait égales deux feuilles du même arbre, n'a jamais rendu deux hommes parfaitement homogènes, par la structure physique, par le caractère et par l'entendement.

Le droit de manifester sa pensée et ses opi

nions, soit par la voie de la presse, soit autrement..... ne peut être interdit : et la nécessité d'énoncer ce droit suppose, ou la présence, ou le souvenir récent du despotisme.

Il falloit être Hérault-Séchelles, et écrire en faveur d'une Convention, pour insérer une satire de la royauté dans les principes primordiaux d'un acte constitutionnel : personne ne s'aperçut de l'inconvenance de cette phrase de rhéteur, et ne sentit combien elle déparoit la majestueuse simplicité d'une loi.

La loi doit protéger la liberté publique et individuelle, contre l'oppression de ceux qui gouvernent.

La loi n'est qu'un mot vide de sens, quand ceux qui gouvernent sont des oppresseurs ; et quand un pouvoir insurrecteur lui donne de la force, il n'y a plus de gouvernement.

La loi ne reconnoît point de domesticité ; il ne peut exister qu'un engagement de soins et de reconnaissance entre l'homme qui travaille et celui qui l'emploie.

Ce mensonge, politique qui feroit le procès aux peuples civilisés de tous les âges, ne s'est jamais rencontré depuis l'origine du monde, que dans le catéchisme de Séchelles ; et à cette époque même, on en sentoit si bien l'absurdité, que personne dans la république ne songea à satisfaire à la loi. Les domestiques existèrent tou-

jours sous ce nom, ou sous celui d'*officieux* qui le remplaça un moment. Seulement la faculté qu'on donna aux domestiques de dépouiller leurs maîtres, sous le bon plaisir de la démagogie, en fit de temps en temps des autorités constituées, et des proconsuls, qui surent, comme d'autres, piller les peuples au nom des droits de l'homme.

Que tout individu, dit l'article 27, qui usurperoit la souveraineté, soit à l'instant mis à mort par les hommes libres.

L'article 33 est énoncé ainsi : *La résistance à l'oppression est la conséquence des autres droits de l'homme,*

L'article 35 est encore plus fort : *Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.*

Je ne m'amuserai point à réfuter ces trois provocations à l'anarchie, qu'on a honorées du nom de lois, parce que la réponse naturelle est dans l'horrible tableau que l'histoire va dérouler, jusqu'à ce que nous arrivions à la demi-régénération de thermidor.

Il falloit que la constitution de Séchelles ne fût pas un drapeau de paix, auquel les factions fussent tentées de se rallier; car à peine fut-elle proclamée, que les désordres de l'intérieur et

la guerre civile recommencèrent. Les malveillans de Paris se soulevèrent et pillèrent un bateau de savon; Barrère dénonça le général Wimpffen, qui, dominateur dans le département du Calvados, et se jouant des ordres du conseil exécutif, répondoit au ministre de la guerre qui l'appeloit à Paris, qu'il ne pouvoit y aller qu'à la tête de soixante mille hommes. Il fait donner un décret qui le destitue et le met en état d'accusation, ce qui eût été une grande absurdité, si Wimpffen ayant le génie des Monck et des Condé, avoit su faire usage de ses soixante mille hommes.

Le département de la Côte-d'Or, le jour même que la constitution fut publiée, écrivoit à la Convention que les Français étoient prêts partout à s'entr'égorger, qu'on arrêtoit les caisses publiques, que les mécontents vouloient marcher sur Paris. Il fut statué que ce département, qui donnoit de pareils avis, avoit bien mérité de la patrie; mais on ne prit aucune grande mesure pour mettre la république naissante à l'abri des revers.

L'adresse de Lindet aux citoyens de la république, pour faire sanctionner la nouvelle constitution, étoit peu propre à dissiper les alarmes; on y faisoit entendre que si la guerre continuoit à embraser les départemens, la France ressembleroit bientôt à la Pologne démembrée, qui subit le joug de trois puissances, sans avoir pu tirer l'épée pour se défendre.

C'est en ce moment que le ministre de l'intérieur, Garat, qui sembloit avoir à se reprocher de n'avoir pas su mourir à son poste le 31 mai, au lieu de justifier les perturbateurs qui avoient organisé cette journée odieuse, vint désavouer une lettre circulaire répandue avec profusion dans la Bretagne, où on le faisoit inviter les autorités constituées à reconnoître le triumvirat de Danton, de Marat, et de Robespierre. Personne ne crut à une pareille calomnie; mais on fut bien-aise qu'il descendit à s'en justifier, pour qu'il n'oubliât pas qu'il étoit sous la main d'une démocratie ombrageuse, qui pouvoit saisir tous les prétextes pour le perdre ou pour le sauver.

C'est au milieu des mouvemens de la France, et de la terreur qu'ils inspiroient, que la Convention, qui regardoit sa constitution populaire comme l'unique ancre de salut qui lui restât pour la mettre à l'abri des tempêtes, prononça la peine de mort contre tout homme qui l'altéreroit ou la falsifieroit. « C'est un devoir, étoit-il dit dans la proclamation, c'est un devoir pour un peuple révolutionnaire, qui touche par un grand moyen au terme de sa régénération, de surveiller avec plus d'activité que jamais, de vils calomniateurs du monument constitutionnel, qui veulent anéantir les droits d'un grand peuple, et empoisonner jusqu'à ses espérances. »

Le décret pour présenter le code nouveau à

l'acceptation du peuple Français, est de la même époque.

Le premier article veut qu'il soit envoyé aussi aux sociétés populaires, alors partie intégrante du gouvernement, et aux armées.

L'article 5 statue que quand les assemblées primaires auront émis leur vœu, elles enverront un fédéré à Paris pour la fête nationale du dix août; et, d'après l'article 7, cette fête, destinée à perpétuer le souvenir de la dévastation, du carnage, et de l'anarchie, doit tous les ans remplacer celle du quatorze juillet.

CHAPITRE II.

Actes révolutionnaires du gouvernement. — Discours de Robespierre sur le prince royal. — Rapport de Cambon sur la situation de la république. — De quelques institutions sages surprises à l'assemblée nationale. — Unanimité avec laquelle le code démagogique est accepté. — Assassinat de Marat et ses suites. — Proscriptions. — Acharnement contre les trente-deux. — Décret qui déclare traîtres à la patrie ceux qui ont pris la fuite, et met les autres en état d'accusation.

La Convention étoit si persuadée que le code éphémère qu'elle venoit de tracer défieroit les siècles, comme ceux de Lycurgue et de Solon, qu'à l'ombre de ce monument qui lui assuroit l'impunité de ses crimes, elle se livra sans crainte à toutes ses fureurs contre les ennemis qu'elle s'étoit faits, et contre un simulacre importun de royauté, dont elle ne pouvoit bannir la mémoire.

Elle ne pouvoit ignorer que la noblesse dont elle avoit brûlé les châteaux et rendu, à force de violences, l'émigration légitime, rentreroit quelque jour dans ses foyers, pleine de souvenirs accusateurs; afin d'assurer à cette époque l'impuissance des ses ennemis, impuissance qui seroit le résultat de leur pauvreté, elle suppri-

ma par un décret toutes les redevances seigneuriales, tous les droits féodaux censuels, même ceux que sa législation, onze mois auparavant, avoit cru devoir conserver, et cette suppression imaginée par les brigands de la *montagne*, fut sans indemnités.

Tout monument, qui pouvoit rappeler la royauté, excita surtout la surveillance ombrageuse des hommes qui s'honoroient d'avoir fait la journée du 10 août, et d'avoir, le 21 janvier, envoyé leur souverain au supplice.

On supprima les assignats à face royale; ce qui étoit d'autant plus absurde, que l'on conservoit tous les louis et les écus où la tête du prince détrôné gardoit bien mieux son empreinte que sur un frivole papier; et cette contradiction s'est prolongée jusqu'à l'avènement du gouvernement consulaire, qui a anéanti pour jamais la république des démagogues.

Avant cette suppression des assignats à face royale, un autre décret non moins étrange avoit condamné les bannières, données par l'assemblée constituante aux fédérés du 14 juillet, à être brûlées le 10 août comme *portant les signes odieux de la royauté*; on promettoit de les remplacer par d'autres, avec l'emblème de l'unité et de l'indivisibilité de la république.

Le comité de l'instruction publique même, qui par sa nature ne devoit que conserver, s'occu-

poit alors à proscrire ; ce fut lui qui sollicita et obtint la loi de Vandales contre les monumens de Paris, qui rappeloient encore aux peuples les monarques qui avoient bien mérité de l'empire que leur naissance les avoit appelés à gouverner.

Le décret qui porte la date du 4 juillet énonce expressément dans son préambule les monumens où l'on voit des *attributs de la royauté*, des *inscriptions en l'honneur des rois* ou des *allégories fastueuses prodiguées à Louis XIV*, entre autres les arcs de triomphe des *portes Saint-Denis et Saint-Martin*.

Cet acte, digne des siècles de barbarie, proposé par un comité chargé de propager l'instruction et les lumières, eut son effet dans toute l'étendue de la république : on détruisit, ou du moins on mutila des chefs-d'œuvre de sculpture et d'architecture, qui servoient à lier les époques de notre histoire. Il n'y eut guerre que les arcs de triomphe des portes Saint-Denis et Saint-Martin qui, sur la motion du littérateur Dussaulx, furent conservés intacts au sein de la capitale.

Cette extravagance barbare coïncide avec la lecture faite par Robespierre, du plan tant préconisé de Lepelletier-Saint-Fargeau sur l'instruction publique, qu'on avoit trouvé après son assassinat parmi ses papiers. Il ne seroit pas hors de vraisemblance d'imaginer, qu'un plan d'éducation tracé par un martyr de la démagogie et

préconisé par un être aussi froidement atroce que Robespierre, renfermoit quelques élémens du vandalisme ; et cette présomption ne peut être infirmée que par l'oubli profond où tomba l'ouvrage posthume de Lepelletier, peu après sa lecture devant l'assemblée nationale. Il est certain que si l'écrit avoit été trace dans l'esprit désorganisateur du temps, la *montagne* l'auroit fait traduire dans toutes les langues, comme sa constitution polyglotte.

Ce qui contribua le plus à donner l'idée de ces mesures révolutionnaires contre le fantôme de la royauté, fut le bruit qui se répandit alors à Paris et dans les départemens circonvoisins, que le fils de Louis XVI s'étoit évadé du Temple et étoit porté en triomphe à Saint-Cloud. L'avidité avec laquelle ce mensonge populaire fut reçu, par les partisans infiniment nombreux de l'ancien gouvernement, ulcéra les destructeurs du trône ; ils se hâtèrent d'envoyer quatre *démagogues* bien exaltés, Maure, Dumont, Chabot et Drouet, pour s'assurer que le prince royal étoit encore au Temple, et ils ne se rassurèrent que quand ceux-ci leur apprirent que *les femmes* (c'étoit ainsi qu'ils désignoient la reine, sa belle-sœur et sa fille) s'occupoient de broderie, et que le *fils de Capet* (le prince royal) *jouoit tranquillement aux dames* dans son appartement, à la tour.

Robespierre profita de cet événement pour af-

fermir les bases de sa puissance naissante. « Législateurs, dit-il, quoique l'on ne puisse douter que le projet d'enlever le fils du *tyran* ne fût très-conforme au vœu de l'aristocratie..., il paroit certain que ce bruit imposteur n'a été semé que par les ennemis hypocrites de la liberté que vous avez frappés : ce sont eux qui répandent que c'est la *montagne*, le conseil-général de la commune, le peuple de Paris, et vous surtout, les fondateurs de notre constitution populaire, qui voulez relever, en faveur du fils, le trône du tyran que vous avez puni...; et il n'est point indifférent de fixer l'attention des Français et la vôtre sur la nouvelle intrigue de ces conspirateurs, qui depuis long-temps s'efforcent d'égorger la liberté avec le poignard de la calomnie. »

« Les monstres ! ajoute-t-il, ils ont voulu sauver le *tyran* ; ils se sont ligués avec tous les ennemis du peuple, pour ressusciter l'antique tyrannie, et ils osent encore vous imputer leurs propres forfaits, et ils l'osent, au moment où votre constitution républicaine vient de sceller à jamais le tombeau de cette tyrannie ! Ils ont calomnié un peuple sublime qui a confondu tous les traîtres, vaincu tous les tyrans, au moment où volant au devant du nouveau code de la liberté, il donne à la France entière le plus beau des modèles, et au monde le plus grand des spectacles. »

Cette sortie extravagante tendoit à accélérer le

procès des trente-deux, avec qui, disoit-il, la France ne pouvoit avoir ni paix ni trêve, aussi long-temps que le glaive de la loi ne les auroit point frappés.

La Convention, exaltée par ce discours où il n'y avoit ni logique, ni véritable éloquence, décréta qu'il seroit imprimé au bulletin des lois, *comme un nouveau moyen d'éclairer l'opinion publique* sur un système de calomnie, qui avoit si long-temps compromis la liberté de l'empire et sa tranquillité.

Cette *opinion publique* se prononçoit cependant, dans un sens bien contraire à celui que la Convention provoquoit ; on peut en juger par le rapport de Cambon sur la situation de la république à cette époque, rapport infiniment important pour l'histoire, parce qu'il rassemble beaucoup de faits épars, surtout ceux qui regardent la guerre, objet que je traiterai à part, pour ne point le morceler, mais dont il faut que le lecteur ait ici un aperçu, pour voir avec plus d'intérêt les scènes orageuses qui vont avoir lieu dans la grande tragédie de notre décemvirat, qui ne put se dénouer que par le supplice de Robespierre.

Suivant le rapport que je vais analyser, Dumouriez avoit tellement désorganisé l'armée du Nord, qu'il ne restoit plus que deux mille hommes dans les places fortes destinées à protéger cette partie de nos frontières.

L'ennemi avoit forcé nos armées du Rhin et de la Moselle de rétrograder.

Les neiges seules des montagnes mettoient à l'abri des invasions les armées des Alpes et de l'Italie.

Celles des Pyrénées n'avoient que des canons sans affûts, et des soldats sans discipline; les premières descentes des Espagnols les obligèrent à la plus ignominieuse des retraites.

Cinq mille hommes défendoient seuls les côtes si difficiles à garder, de Brest et de Cherbourg.

Tel étoit l'état de la France, quand le comité de salut public fut organisé.

Alors le nouveau gouvernement déploya quelque énergie. Le général Custines fit rallier les bataillons du Nord et des Ardennes, consternés par la déroute du camp de Famars. Les armées du Rhin et de la Moselle furent mises sur un pied formidable; celle d'Italie fit quelques conquêtes; l'armée de la Vendée, formée de soixante mille hommes, qui n'étoient pas des soldats de réquisition, empêchoit les progrès des troupes catholiques et royales. Cambon observa à cet égard qu'elle avoit à combattre une force inconnue; souvent, dans une contrée où l'on ne voyoit aucun apprêt d'hostilité, une armée se levoit pendant une nuit au son des cloches, fondeoit sur nos troupes dispersées, et les mettoit en déroute.

Tout ce système de défense n'empêchoit pas les escadres combinées d'Espagne et d'Angleterre

de s'emparer de l'île de Saint-Pierre, que la république avoit enlevée à la Savoie, et de croiser de la manière la plus inquiétante sur les côtes de Nice et de Villefranche.

Au milieu de ces craintes, que les invasions étrangères faisoient naître, il se formoit au sein de la France une coalition formidable qui tenoit à renverser le nouveau gouvernement. Caen, Évreux, Nîmes, Bordeaux, Marseille et Lyon, se liguèrent contre les fondateurs de la république. Il fallut toute l'énergie du comité de salut public, pour rendre cette confédération impuissante ; lui seul, avec son crédit, son affreux génie, et le peu d'argent qu'il tiroit de la trésorerie nationale, réussit à approvisionner cent soixante-seize places fortes qui étoient dans le dénuelement ; espèce de prodige que la postérité refusera encore de croire, lorsque tous les contemporains l'ont vu avec une surprise mêlée d'effroi.

Cambon ajouta aux grandes espérances qu'il donnoit, la nouvelle que cinquante départemens demandoient déjà l'acte constitutionnel, promettant de le défendre contre l'ennemi extérieur, et les traîtres de l'intérieur. Il appuya aussi sur ce que les États-Unis Américains continuoient à être les amis de la France, et que la cour de Berlin vouloit traiter avec la république.

On se doute qu'un tel rapport fut accueilli avec une sorte d'enthousiasme. Cambon qui étoit le

plus mince des hommes par le génie, et un des plus pervers par les opinions, fut dès-lors regardé comme un des héros du jour par la *montagne*.

Au milieu des alarmes qu'inspiroit à la Convention la position cruelle où elle se trouvoit, entre les départemens insurgés qui vouloient la punir, et les puissances étrangères qui tentoient de la renverser, il lui échappa quelques mesures de justice et de sagesse qui annonçoient qu'elle n'étoit pas toujours sous le joug d'une insolente minorité.

Quelque besoin qu'elle eût d'un papier-monnaie, pour subvenir aux dépenses énormes qu'entraînoient son administration intérieure et l'entretien de ses onze armées, craignant d'être engloutie tôt ou tard dans l'abîme de la dette publique, elle eut la sage politique de diminuer par une loi la masse des assignats en circulation, en consacrant une partie exclusivement au paiement des contributions échues, à la liquidation de la dette exigible arriérée et à celle du clergé.

L'ancien ministre Necker, quand il fut arrêté à Bar-sur-Aube, avoit écrit à l'assemblée nationale, qu'il déposoit deux millions à la trésorerie pour répondre de ses comptes, et on refusoit de lui en payer le foible intérêt qu'il avoit demandé; la Convention, sans égard à ses opinions politiques, qu'elle étoit loin d'aimer, se montra juste

envers lui, en lui assurant l'intérêt de ses deux millions, et ajourna la question insidieuse qu'on avoit élevée, si ce trop fameux Genevois, trois fois ministre en France, étoit émigré ou non.

Ce respect pour la propriété s'étendit jusque sur les productions du génie, dont la nation pouvoit s'honorer : un décret du 15 juillet assura aux hommes de lettres et aux artistes la jouissance, pendant leur vie, du droit exclusif de céder la propriété de leurs ouvrages, et d'en propager le débit dans toute l'étendue de la république : ce droit étoit réversible pendant dix ans à leurs héritiers ou leurs cessionnaires ; la même loi condamnoit les contrefacteurs à payer au propriétaire une somme équivalente au prix de trois mille exemplaires de l'édition originale.

C'est aussi à cette époque qu'en peut rapporter la belle invention sur le perfectionnement de la langue des signaux, qu'on appelle le télégraphe : on sait que le temps employé pour la transmission de chaque signal, d'un poste à l'autre, n'est guère que de vingt secondes, et qu'ainsi, en moins de quatorze minutes une dépêche peut franchir l'intervalle de Paris à Valenciennes.

Il faut mettre encore au rang des sages mesures d'administration intérieure, le décret qui fait ouvrir un canal de navigation pour joindre les rivières d'Eure et Loire, ce qui facilitoit les communications, et ouvroit de nouvelles bran-

ches de commerce et d'industrie, surtout d'Angers et au Pont-de-l'Arche.

Je suis tenté de croire que ce foible retour aux principes, en donnant des lueurs d'espérance à la nation, déterminâ tous les partis à se rallier un moment autour de l'avorton de constitution que venoit de produire la *montagne*. L'espérance put ramener les uns ; la terreur toujours croissante fit obéir les autres.

La convocation des assemblées primaires avoit été faite avec solennité, dès le 27 juin, sur le rapport fait par Barrère au nom du comité de salut public.

Ce rapport, comme on devoit l'attendre, est plein des phrases révolutionnaires si familières à l'orateur.

Ces phrases sont surtout dans le préambule.

« Avant l'immortelle journée du 10 août, la liberté n'avoit été qu'un projet ; la déclaration des droits, qu'une *transaction avec le despotisme*, et la constitution, qu'une *chartre royale*. Le jour du 10 août la liberté sonna le tocsin, le trône fut frappé de la foudre populaire, et l'égalité ne fut plus une chimère ; la Convention nationale fut proclamée, et aussitôt tous les droits de la nation se ravivèrent. »

Barrère fait entendre ensuite que la nouvelle constitution, qu'une année de travaux n'avoit pu produire dans une assemblée tumultueuse,

devint l'ouvrage de quelques jours de méditations constantes de la part d'une assemblée paisible, et qui recueilloit les lumières dans le silence des passions : il y avoit bien de la franchise à avouer qu'un code de lois primordiales, destiné à un grand empire, n'avoit exigé que quelques jours de méditations de la part d'un petit nombre de sages ; car naturellement on devoit en conclure, ou que le ciel l'avoit révélé aux législateurs, ou qu'elle n'auroit que la durée de son organisation.

L'orateur sentit peut-être que son aveu trahiroit la politique de la Convention ; car, quelques paragraphes après, il revient à l'idée échappée dans un moment de franchise.

« La voilà, dit-il, cette constitution tant désirée, et qui, comme les tables de Moïse, n'a pu sortir de la *montagne sainte* qu'au milieu des foudres et des éclairs ! Et qu'on ne dise pas qu'elle est l'ouvrage de quelques jours : dans quelques jours on a recueilli la lumière de tous les siècles. »

L'orateur raconte ensuite comment nos pères ayant trouvé dans les ruines d'Amalphi un manuscrit des lois romaines et des rescrits des empereurs, l'enthousiasme en ordonna la lecture au peuple dans les temples et à la lueur des cierges bénis : sans les *cierges bénis*, il auroit recommandé qu'on eût fait aussi une lecture publique

du code démagogique de Séchelles dans la Basilique de Notre-Dame, devenue le Temple de la Raison.

Il se demande ensuite quels sont les hommes assez audacieux pour s'opposer au vœu du peuple sur l'acte constitutionnel qu'il est appelé à sanctionner.

Sont-ce les prêtres? Mais leur subsistance est liée à la dette publique que ce code garantit.

Les fanatiques? Mais il assure le libre exercice des cultes et la tolérance de toutes les religions. (Les fanatiques étoient ceux qui avoient quelques idées religieuses.)

Les aristocrates? Il ne faut qu'un clin-d'œil du peuple pour les faire rentrer dans la poussière.

Les citoyens fortunés? Est-ce que leurs jouissances ne tiennent pas à un gouvernement, dont une bonne constitution assure la stabilité?

Les infortunés? Ce code leur garantit la permanence des travaux, l'assurance du secours, une instruction commune et gratuite, avec des moyens de devenir propriétaires et arbitres souverains du produit de leur industrie.

Les commerçans? La constitution mène à la paix, et la paix centuple les bénéfices du commerce.

Les agriculteurs? Mais la destruction des fiefs et des dîmes, des seigneuries et des corvées, des

dépendances serviles et des impôts arbitraires, est un bienfait des nouvelles lois.

Cette énumération des biens que le code, ouvrage de quelques jours de travail, promettoit aux générations, fit quelque effet avant la lecture de ce prétendu chef-d'œuvre de Séchelles : on crut à la parole de cet homme qui annonçoit de nouvelles tables de Moïse, *sorties de la montagne* au milieu des foudres et des éclairs, et l'illusion ne se dissipa que quand, après une lecture réfléchie, on s'aperçut qu'il auroit mieux valu citer, en cette occasion, Ésope que Moïse, et dire que la *montagne* en travail avoit enfanté une souris.

Cependant, grâce au zèle des sociétés populaires, le code de Séchelles, propagé sur tous les points de la république, y fut reçu avec enthousiasme, et accepté à l'unanimité.

Ces sociétés populaires étoient d'autant plus intéressées à soutenir, à cet égard, l'ouvrage de la *montagne*, qu'elles formoient à cette époque une partie intégrante du gouvernement : il y avoit en un décret qui déclaroit coupable d'attentats contre la liberté toute autorité constituée, tout individu qui se permettroit, sous quelque prétexte que ce fût, de tenter de dissoudre ces réunions perturbatrices : la peine contre les fonctionnaires publics étoit de dix ans de fers.

C'est dans ces circonstances que l'assassinat d'un démagogue, d'une bien plus grande impor

tance que Léonard Bourdon et Lepelletier, vint remplir d'un nouvel effroi les fondateurs ou plutôt les désorganiseurs de la république.

On ne pouvoit se dissimuler alors que Marat, le bœuf-tigre de Voltaire, Marat qui vouloit décimer la Convention, et faire tomber en France trois cent mille têtes, Marat porté en triomphe dans Paris, quand le gouvernement le dévouoit au supplice, ne fût à cette époque, malgré son abjection personnelle, un des personnages les plus marquans de la démagogie régnante : il maîtrisoit la Convention avec son audace, servoit, avec ses discours virulens contre les orateurs de la Gironde, les haines de la commune conspiratrice, et soulevoit, avec son *ami du peuple*, les sociétés populaires, la capitale et les départemens : c'étoit un homme sans génie, il est vrai, mais les hommes qui gouvernent en ont peu besoin dans les démocraties, parce qu'il y a alors un génie commun qui remue la chose publique, celui de la démence, de la fureur et des bouleversemens.

Ce fut une femme qui, dans la stupeur générale, tenta d'être le Brutus de son pays : peut-être eût-il été plus utile à la chose publique que, dans le complot plus hardi que sage qu'elle tramoit, ses coups se fussent portés sur un tyran plus adroit, plus consommé dans l'art du crime, tel que Robespierre; elle auroit alors sauvé à la patrie les

horreurs du décemvirat : mais Robespierre, à cette époque, n'ensanglantoit la scène française que caché derrière la toile ; il n'avoit pas encore organisé la justice révolutionnaire des échafauds, il ne faisoit qu'essayer la toute-puissance : ainsi il étoit pardonnable à une femme, qui n'habitoit point la capitale, qui ne jugeoit de l'opinion publique que par l'*ami du peuple* et les procès verbaux de la Convention, de croire que Marat étoit un chef populaire, et ce fut à ce chef que ses coups s'adressèrent.

Cette héroïne, car elle en avoit la hauteur de caractère, se nommoit Charlotte Corday ; elle étoit née à St.-Saturnin, département du Calvados, d'un gentilhomme aisé, se faisant honneur de son bien, et surtout idolâtre de sa fille. Il est certain que la vue de cette dernière justifioit cette idolâtrie ; elle avoit une taille enchanteresse, de beaux yeux, et une de ces têtes de vierge qu'on ne rencontre guère que dans les tableaux de Raphaël ; d'ailleurs son esprit étoit très-cultivé, elle parloit avec grâce, et écrivoit comme Sévigné. On a dit que c'étoit un désespoir amoureux qui l'avoit conduite à aller assassiner Marat, c'est une calomnie des démagogues ; elle n'avoit qu'une passion dominante, celle d'imiter les héroïnes de Rome, les Porcia et les Clélie, en défendant la patrie, ou en se dévouant pour la venger.

Son premier plan annonce la hauteur de son génie. Arrivée à Paris le jeudi 11 juillet, elle se proposa d'attendre jusqu'au 14, anniversaire d'un jour qu'on regardoit comme celui de la fondation de la liberté française, de suivre Marat au champ de la fédération, et de l'y poignarder en présence du peuple, qui lui auroit décerné une couronne civique. Ce plan fut déconcerté, parce que la fête du 14 juillet se trouva réunie avec celle du 10 août, époque bien plus mémorable pour les démagogues, parce qu'ils ne croyoient la liberté utile que dans le sens où elle leur serviroit à renverser tous les trônes de l'Europe.

Charlotte Corday choisit alors un théâtre non moins distingué, pour se montrer la libératrice de son pays; elle se rendit à la Convention, déterminée à se glisser parmi les membres du corps législatif, à monter jusqu'au haut de la *montagne*, et à y poignarder Marat au milieu de tous les complices de ses brigandages; mais les sentinelles, fidèles à leur consigne, ne la laissèrent point passer, et cette nouvelle tentative échoua.

Elle s'informa alors de la demeure de l'*ami du peuple*, et lui écrivit ce billet : *Votre civisme doit vous faire désirer de découvrir des complots, j'en ai un grand à vous dévoiler ; c'est chez vous que je souhaiterois que vous voulussiez m'entendre.*

Marat étoit dans son bain, quand Charlotte Corday fut introduite; déjà la vengeance céleste

s'exerçoit sur ce scélérat ; son sang brûlé rendoit sa figure hideuse, une lèpre universelle couvroit son corps, et annonçoit l'approche de la gangrène. Il est probable que la Clélie française voulut d'avance connoître l'ame de sa victime avant de la frapper ; elle s'entretint d'abord assez froidement avec lui de l'insurrection des départemens, ensuite elle en vint aux troubles du Calvados, et lui demanda ce que deviendroient les proscrits qui s'étoient réfugiés dans la ville qu'elle habitoit. « Ce sont des conspirateurs, dit le démagogue, qui porteront tous leurs têtes sur l'échafaud. » Charlotte Corday n'en demanda pas davantage, et tirant son poignard de son sein, elle porta un coup mortel à Marat ; la servante du dernier accourt, jette un cri qui répand l'alarme dans la maison, et l'héroïne est arrêtée.

A peine Charlotte Corday étoit-elle en voiture pour aller dans les prisons de l'Abbaye, que la populace des tribunes, des halles et de la Grève, instruite du délit de la personne qu'on venoit d'arrêter, fit un mouvement terrible autour de la voiture ; elle entendit les imprécations des cannibales, et s'attendant à être immolée, elle tomba évanouie. Cependant un représentant du peuple qui se trouvoit là calma cette populace, en lui faisant entendre que rien ne déroberoit la coupable au supplice, et l'attroupement se dissipa.

La démagogie, toujours aux aguets pour tirer

parti, au gré de ses vengeances, même des complots qu'on tramait contre elle, ne manqua pas de supposer à Charlotte Corday un grand nombre de complices, quoiqu'elle dit constamment qu'elle n'avoit partagé avec personne la gloire de sauver son pays ; elle prétendit que c'étoit une trame ourdie de longue main par les amis de la Gironde, pour détrôner la *montagne* ; et sur les simples soupçons que ces discours firent naître, il y eut un décret d'accusation contre Duperret et l'évêque Fauchet : ce dernier étoit un prédicateur de lois agraires, et quelque peu méritée que fût sa disgrâce, personne ne le plaignit dans son infortune.

Le même esprit de calomnie qui donnoit des complices à Charlotte Corday multiplioit aussi le nombre des hommes qui devoient être tôt ou tard leurs victimes. On assura la Convention que les noms les plus républicains étoient sur la liste des proscrits ; on citoit Thuriot, Cambon, Armonville, Hérault-Séchelles, Danton et Garat même, le ministre de l'intérieur, qui eut la honte d'être associé avec les plus vils démagogues. C'étoit un nommé Maure qui promenoit ainsi l'inquiétude et la terreur autour de la *montagne*, et celle-ci l'applaudissoit, afin d'avoir sans cesse de nouveaux aliments pour repaître sa férocité.

On se doute bien de l'éclat que fit dans Paris fanatisé le meurtre de Marat. Ce fut le président de l'assemblée nationale, Jean-Bon St.-André,

qui l'annonça officiellement; aussitôt les sections de Paris affiliées à la *montagne* se présentèrent à la barre de la Convention pour demander vengeance. Celle du Panthéon désigna la victime de Charlotte Corday sous le nom de *Caton français*; celle du Contrat-Social fit entendre que le supplice en usage, qu'elle désignoit par le *passage* d'un instant qui sépare la vie de la mort, ne suffisoit pas à la punition du parricide. « Inventez, dit l'orateur, un tourment qui égale et surpasse, s'il est possible, l'énormité de l'attentat. » Cette phrase de cannibale fut applaudie, et on invita les pétitionnaires aux honneurs de la séance.

David ajouta à la fermentation en faveur de la mémoire de Marat, en disant que, député par la société des Jacobins pour l'aller voir en son nom, il l'avoit trouvé mort, dans l'attitude la plus imposante, ayant auprès de lui un billot qui portoit de l'encre et du papier, et prolongeant hors de sa baignoire une main qui sembloit écrire ses dernières pensées pour le salut du peuple. L'assemblée décréta qu'elle assisteroit en corps aux obsèques de Marat, *lûchement assassiné pour la cause de la liberté*. On demanda en même temps que pour prouver que ce héros des démagogues, mort dans l'indigence, n'avoit été soudoyé ni par les puissances étrangères ni par l'anarchie, ses dettes fussent payées aux frais de la république.

David annonça bientôt que le *saint* de la déma-

gogie, putréfié dès le jour de sa mort, ne pouvoit paroître à la pompe de ses obsèques que couvert d'un drap funèbre, qui représenteroit la baignoire où il fut assassiné. Il ajouta que sa section avoit arrêté qu'on l'inhumeroit sous les arbres, où il se plaisoit à *instruire* les hommes libres. « C'est du fond d'un souterrain, continua-t-il, que Marat désignoit au peuple ses amis et ses ennemis; que mort il y retourne, et que sa vie vous serve d'exemple. Caton, Aristide, Socrate, Timoléon, Fabricius et Phocion! vous, dont j'admirois la vie respectable, je n'ai pas vécu avec vous, mais j'ai connu Marat, je l'ai admiré comme vous, et toute justice lui sera rendue par la postérité. »

Il est bien évident que quand David mettoit sur la même ligne, d'un côté Marat et de l'autre Aristide, Phocion et Socrate, il avoit moins pour but d'élever le plus abject des scélérats, que de faire descendre les plus magnanimes des héros des anciennes républiques.

Il étoit tout simple que David, qui voyoit Socrate revivre dans Marat, fût chargé par la Convention de diriger la pompe de la fête funèbre qui devoit honorer sa mémoire. L'artiste Bouvalet fut désigné dans le même temps par la commune pour faire le buste de ce martyr de la *montagne*, et le présenter à l'assemblée nationale, qui décréta qu'il seroit placé avec celui de Brutus dans le lieu de ses séances. Ce décret prouve le dernier

degré d'avilissement de la Convention, surtout quand on se rappelle qu'elle en avoit donné deux de son vivant, pour annoncer son mépris pour sa personne et pour le faire traduire devant le tribunal révolutionnaire.

Peu de temps après, la société populaire des Cordeliers annonça qu'elle élèveroit dans sa salle un autel au cœur de Marat. Un *autel* à celui qui étoit à peine un homme, et un autel à un *cœur* qui fut toujours gangrené ! ce seroit le comble de la dépravation de l'homme social, si ce n'étoit pas en même temps celui de l'absurdité. La Convention acheva de s'avilir, s'il étoit possible encore, en décrétant que vingt-quatre de ses membres assisteroient à l'inauguration de l'*autel* érigé au *cœur* de Marat.

Cependant l'apothéose de Marat ne servoit de rien à la *montagne*, si elle ne conduisoit pas à étendre les scènes de carnage qu'elle méditoit ; elle engagea la veuve de ce scélérat à se présenter devant la Convention avec un cortège de femmes en longs habits de deuil, et un de ses orateurs lui fit la harangue qu'elle consentit à débiter.

« Vous voyez, législateurs, devant vous la veuve de Marat ; je ne viens point vous demander les faveurs que réclame l'indigence ; la veuve de Marat n'a besoin que d'un tombeau. Avant d'arriver à ce terme heureux de la vie, je viens vous demander justice des attentats nouveaux commis contre la

mémoire de mon époux. Les monstres ! avec quel horrible acharnement ils ont voulu lui donner une célébrité hideuse ! Aujourd'hui, tout couverts de son sang, ils le poursuivent jusqu'au sein du tombeau, et chaque jour ils osent encore assassiner sa mémoire ; ils s'efforcent à l'envi de peindre comme une héroïne intéressante le monstre qui plongeait dans son sein le fer parricide. On voit jusque dans cette enceinte les plus lâches de tous les journalistes, les Carra, les Ducos, les Dulaure, la vanter sans pudeur dans leurs pamphlets périodiques, pour engager ses pareils à l'imiter. Je ne parle pas de ce vil Pétion, qui, à Caen dans l'assemblée de ses complices, osa dire à l'occasion du meurtre de *l'ami du peuple*, que l'assassinat étoit une vertu.... Voilà la plus perfide des manœuvres des ennemis de mon époux ; ils ont soudoyé des écrivains scélérats, qui prêchent en son nom des maximes extravagantes, que toute sa conduite désavoue.....

» Si vous laissez ces hommes impunis, je les dénonce au peuple français, à l'univers. La mémoire des martyrs de la liberté est le patrimoine du peuple : celle de Marat est le seul bien qui me reste ; je consacre à sa défense les derniers jours d'une vie qui s'éteint. Législateurs, vengez la patrie, l'infortune et la vertu, en frappant les plus lâches de tous leurs ennemis. »

On reçut la veuve de Marat, qui venoit dénon-

cer des membres de la Convention, avec tous les honneurs que le sénat de Rome auroit décernés à Cornélie. Robespierre fit décréter qu'une pétition si *touchante* seroit insérée au bulletin, et que le comité de sûreté générale seroit tenu d'examiner la conduite des hommes, dont la veuve de l'*ami du peuple* poursuivoit la vengeance.

A mesure que l'enthousiasme populaire se refroidissoit pour Marat, il y avoit toujours sur la *montagne* des hommes tout prêts à le relever. Un jour que Chénier venoit demander une statue pour Rousseau de Genève, Montaut se présenta à la tribune, et sollicita la préférence pour Marat : « Rousseau, dit-il, a consigné dans ses écrits des maximes précieuses, mais Marat les a mises en pratique; et j'ignore si Rousseau eût agi comme Marat, lorsqu'il a fallu braver tant de fois les poignards et les assassins. » Montaut termina son discours par une phrase encore plus étrange : *Il est encore un grand homme pour qui je demande la seconde place, c'est Brutus; car Marat doit occuper la première.* Je ne crois pas qu'il soit jamais entré dans aucune tête pensante de former une hiérarchie de grands hommes dont Marat fût la tige; mais ce qui confond toute la philosophie humaine, c'est que la demande extravagante de Montaut fut décrétée.

Il ne manquoit plus au délire général, que de décerner à la cendre avilie du dernier des **hommes**

les honneurs de l'apothéose ; et ce fut David qui en donna l'idée. Le jour où il apporta le tableau de *l'ami du peuple*, que *le peuple*, dit-il, *lui avoit demandé*, il vota pour que ses restes fussent déposés avec pompe au Panthéon. Malheureusement il y avoit une loi qui interdisoit de déférer de pareils honneurs à aucun citoyen, si ce n'est dix ans après sa mort : mais la Convention trouva tout simple qu'on fit une exception en faveur d'un être aussi supérieur que Marat ; et il fut décrété qu'en dérogeant à l'ancienne loi, Marat, *l'ami et le représentant du peuple*, auroit les honneurs du Panthéon.

Ce fut le comité d'instruction publique qui fut chargé du mode d'exécution d'un décret aussi insensé. Chénier, son interprète, le même qui n'avoit pu obtenir une statue pour l'auteur d'*Émile*, vint déclarer à la Convention qu'on avoit trouvé un expédient très-simple pour honorer *l'ami du peuple*, sans augmenter le nombre des places destinées aux grands hommes dans le Panthéon français : c'étoit de chasser Mirabeau de son enceinte, pour y substituer Marat. Une idée aussi ingénieuse fut adoptée ; et, pour donner la plus grande solennité à une fête publique aussi indécente, il fut statué que la Convention, le conseil exécutif, les autorités constituées de Paris, et les sociétés populaires, assisteroient en corps à la cérémonie de la translation.

Les honneurs que reçut après sa mort ce prétendu ami du peuple, qui pour le bien de son pays n'auroit jamais dû naître, se terminèrent par un obélisque, que les *sans-culottes* de Paris élevèrent à sa gloire dans le Carrousel. La Convention eut la bassesse d'envoyer une députation de ses membres, pour assister à la consécration de ce monument; et la police y entretenit une sentinelle, jusqu'à ce que les restes de cet être impur fussent jetés en cérémonie dans le cloaque de la rue Montmartre.

Si les pinceaux de l'histoire ont été flétris par les honneurs rendus à Marat, ils vont être ravivés par l'image touchante de la sérénité et du courage que Charlotte Corday déploya à son supplice.

Amenée devant le tribunal révolutionnaire, cette femme, dont l'âge de vingt-cinq ans annonçoit la réunion de la force d'esprit et des grâces, en imposa un moment au peuple, qui la haïssoit, par la fierté de son attitude, et celle de ses réponses dans son interrogatoire.

Pendant que les témoins donnoient des renseignements pour constater l'identité de sa personne avec celle de la meurtrière de Marat, elle interrompit les dépositions, en disant : *oui, c'est moi qui l'ai tué.*

Le président. Qui vous a porté à cet assassinat ?

L'accusée. Ses crimes.

Le président. Qui vous a donné une idée si contraire aux lois?

L'accusée. Personne; moi seule j'ai conçu le plan, et je l'ai exécuté.

Le président. Y avoit-il long-temps que vous conjuriez contre la vie de Marat?

L'accusée. Depuis la journée du 31 mai, où les députés du peuple furent arrêtés. Je savois que Marat pervertissoit la France, et j'ai tué un homme pour en sauver cent mille.

Le député Fauchet, évêque du Calvados, fut confronté avec Charlotte Corday : celle-ci dit qu'elle n'avoit eu aucune correspondance avec un pareil homme. « Je le regarde, ajoute-t-elle, comme un homme sans principes et sans mœurs, et je le méprise. »

Le président. Comment avez-vous pu regarder Marat comme un monstre, puisqu'il vous a laissé introduire chez lui pour alléger votre infortune?

L'accusée. Que m'importe qu'il se montre humain envers moi, si c'est un monstre envers les autres?

Le président. Croyez-vous avoir tué tous les Marat?

L'accusée. Non sans doute.

Chauveau-Lagarde avoit été nommé défenseur de l'accusée par le tribunal; il n'employa à cet effet qu'un simple mouvement oratoire. « L'accusée, dit-il, avoue tout, et ne cherche pas même

à se justifier. Voilà, dans ce peu de mots, sa défense tout entière. Ce calme imperturbable et cette entière abnégation de soi-même en présence de la mort ; ce calme, dis-je, cette abnégation sublime, sous un rapport, ne sont pas dans la nature ; ils ne peuvent s'expliquer que par l'exaltation du fanatisme politique qui lui a mis le poignard à la main : c'est aux jurés à juger de quel poids doit être cette considération morale dans la balance de la justice, et je m'en rapporte, à cet égard, à leurs lumières. »

Charlotte Corday trouva que cette manière délicate et noble de la défendre étoit la seule qu'elle pût avouer, et cette idée ajouta encore à sa touchante sérénité.

Cependant le juri ne balança pas un seul instant, ni sur la nature du délit, ni sur la peine ; il condamna unanimement l'accusée à la peine de mort, et déclara ses biens confisqués au profit de la république.

Charlotte Corday se tourna avec dignité vers Chauveau-Lagarde ; et, prenant l'ame et le ton des héroïnes de Rome, « vous, dit-elle, qui m'avez si bien défendue, je vois que mes biens sont confisqués, et je ne puis reconnoître ce que vous avez fait pour moi ; mais je dois quelque chose dans ma prison, et pleine d'estime pour vous, je vous charge d'acquitter ma dette. »

De retour à la Conciergerie, l'intéressante cri-

minelle écrivit à son père : « Pardonnez , ô mon père , d'avoir disposé de ma vie sans votre avis ; mais j'ai vengé bien des victimes , j'ai prévenu bien des désastres . . . Je vous prie de m'oublier , ou plutôt de vous réjouir de mon sort : vous connaissez votre fille ; un motif digne de blâme n'aurait pu conduire sa main ; n'oubliez pas le vers de Corneille :

Le crime fait la honte et non pas l'échafaud. »

Charlotte Corday alla à l'échafaud avec la même sérénité qu'à une fête , dont elle auroit été l'héroïne. Les applaudissemens de cannibales , que la populace des *sans-culottes* lui prodigua à son passage , ne la firent point changer de visage : le sourire du juste opprimé fut sa seule réponse.

On observa que pendant qu'on préparoit l'instrument de sa mort , son teint conserva la fraîcheur et le coloris d'une femme qui est dans l'attente du bonheur. Cependant une espèce d'opprobre d'un genre nouveau l'attendoit après sa mort : lorsque sa tête fut séparée , un des bourreaux , avant de la montrer au peuple , lui donna plusieurs soufflets. Il est vrai que , malgré l'immoralité publique , des murmures de la part de la masse des spectateurs firent justice d'une pareille lâcheté.

Cependant la mort de Marat , au lieu de mettre un terme aux dissensions publiques , ne fit qu'en

accroître la violence : la *montagne*, dont on avoit fait tomber une des têtes, songea à se venger, et le sang des victimes coula sur l'autel du dieu du mal par hécatombes.

Le tribunal révolutionnaire étoit alors présidé par Montanet, dont l'esprit n'étoit pas à la *hauteur* de celui de la *montagne*. On l'accusa du délit anti-civique, d'avoir rayé sur la minute du jugement prononcé contre les assassins de Léonard Bourdon, la disposition qui confisquoit leurs biens au profit de la république; et, non content de le destituer, un décret le mit lui-même en état d'arrestation.

De plus, pour *activer* les opérations de ce tribunal de sang, on augmenta le nombre des jurés et des juges, et on en fit deux sections qui purent siéger collatéralement, ce qui doubloit le nombre des victimes.

C'est à cette époque que redoubla la persécution contre les prêtres, et que commença l'établissement légal de l'athéisme sur les ruines de toute religion.

Quelques évêques constitutionnels s'opposèrent au mariage des ministres du culte. Danton parla contre eux avec son énergie révolutionnaire : « Qu'ils imitent, dit-il, leurs fondateurs; ils rendoient à César ce qui appartenait à César; eh bien! la nation est plus que tous les Césars. Je demande la destitution des évêques per-

turbateurs, et même leur condamnation à une année de fers.»

La Convention, électrisée par le violent démagogue, décréta que tout évêque qui s'opposeroit, soit directement, soit indirectement au mariage des prêtres, seroit déporté et remplacé.

Le comité de législation, chargé de proposer le mode d'exécution de cette loi de fanatisme politique, proposa la déportation du clergé réfractaire, à la Guiane française. « Il ne faut pas, s'écria Danton, nous venger du poison que nous avons reçu du Nouveau-Monde, en lui envoyant un poison non moins mortel : je demande que les pros crits soient jetés sur les plages de l'Italie ; c'est la patrie du fanatisme..... c'est dans cet empire du St.-Père qu'il faut concentrer ce méphitisme sacerdotal ; il y fera sans doute explosion, et se détruira ainsi lui-même.... Que les prêtres réfractaires aillent donc grossir la cour du cardinal Maury, et s'ils rentrent sur le territoire français, qu'ils meurent. »

La Convention dans ce premier moment ne prononça point ; elle renvoya l'affaire à un examen réfléchi de ses comités.

Après avoir fait le procès en masse au clergé de France, les hommes du 10 août et du 31 mai tentèrent d'attaquer aussi en masse ce qu'ils appeloient les accapareurs ; le ministre de l'intérieur,

Garat, se trouva impliqué dans cette affaire, et son nom lui donna quelque célébrité.

Depuis long-temps on s'occupoit de lois repressives contre l'agiotage; et, il étoit d'autant plus difficile de l'atteindre, que le contre-coup portoit sur la liberté du commerce, et par conséquent sur le foyer des subsistances. C'est au milieu de cette crise du gouvernement, qu'un nommé Garin, agent principal de l'administration des vivres, couvrit les rues d'un placard, où il accusoit le ministre de l'intérieur d'avoir imaginé un plan pour affamer Paris. Celui-ci n'eût pas de peine à démontrer l'absurdité d'une pareille calomnie; mais il résulta des débats une loi prononcée, sur le rapport de Collot-d'Herbois, qui fit traîner des milliers de citoyens, coupables ou non, à l'échafaud.

Cette loi, en quatorze articles, déclare l'accaparement un crime capital. L'article 2 donne le nom d'accapareurs à ceux qui laissent perdre volontairement les denrées de première nécessité. On ne donne, par l'article V, que huit jours à tout négociant qui tient des entrepôts, pour en faire la déclaration à sa municipalité, et au bout de ce terme, l'infracteur du décret est puni de mort.

Une déclaration fausse, une simple supposition de nom, suffisoient pour faire décerner la même

peine au négociant : il en est de même du fonctionnaire public qui favorise ces prévarications ; sa tête doit tomber sur l'échafaud.

L'article 12 accorde le tiers du produit des marchandises, à tout homme qui dénonce la fausseté des déclarations de ce genre.

Enfin, pour comble de férocité, les jugemens de mort prononcés par rapport au délit des accaparemens, sont sans appel.

Outre ces proscriptions de corps, il y en avoit d'individuelles que se permettoit, sur la plus légère dénonciation, l'assemblée nationale. Elle décréta d'accusation le général Westermann, dont le grand crime étoit d'avoir fait incarcérer dans la Vendée le *sans-culotte* Rossignol, l'instrument passif des fureurs des démagogues ; elle mit hors de la loi le général Beysser, ainsi que le représentant du peuple Constard, et, sur de nouvelles lumières, elle rapporta son décret ; elle fut sur le point de traduire au tribunal révolutionnaire le général Beauharnais, qui remportoit des victoires pour elle à l'armée du Rhin ; et en repoussant foiblement la calomnie, elle ne fit qu'ajourner son supplice.

Mais le meurtre de Marat la détermina surtout à diriger ses vengeances contre les trente-deux, qu'elle accusoit d'avoir mis indirectement le poignard dans la main de l'héroïne qui l'avoit assassiné.

A la nouvelle de leur proscription, Grange-neuve et Lasource s'étoient tenus cachés ; et pour les punir de s'être soustraits au décret qui venoit de les frapper, on les avoit mis hors de la loi. Le premier écrivit à la Convention, pour réclamer contre une mesure aussi injuste qu'odieuse, et ne put obtenir qu'on fit droit à sa demande.

La haine contre Buzot, qui soulevait alors Évreux contre la tyrannie des démagogues, se manifesta d'une manière encore plus violente : non content de l'avoir mis hors de la loi, on proposa de raser sa maison, et de déclarer qu'elle ne seroit jamais rebâtie. On observa qu'avant de raser la maison de Buzot, il falloit d'abord rechercher si Buzot avoit une maison : ensuite on demanda s'il étoit juste, quand le proscrit avoit des créanciers, de les priver militairement de leurs droits sur cette propriété. « Voilà de singulières considérations, s'écria Thuriot : c'est Buzot qui, avec ses collègues réfugiés au Calvados, a dirigé le poignard qui a frappé Marat. Lorsque de pareils hommes existent, et que la loi ne les atteint pas directement, il faut qu'elle atteigne leurs propriétés. » En effet, le décret immoral eut lieu. La nation héritant, d'après le nouveau code criminel, d'un citoyen vivant et qui n'étoit pas encore jugé, on rasa la maison de Buzot, et il fut défendu de la rebâtir : c'est ce qu'on appeloit, dans le code des républiques grecques, *dévouer aux furies*.

Enfin, l'orage contre les trente-deux éclata sur leur tête : ce fut le féroce Saint-Just qui, dans un rapport fait au nom du comité de salut public, traça les premières lignes, non de leurs crimes, mais de leur sentence.

Voici la substance du roman de l'orateur, pour parvenir à engager la Convention à se laisser décimer. Ce roman avoit une sorte de vraisemblance, du moins pour les départemens éloignés, à qui il importoit peu de quelle manière on dénoueroit cette sanglante tragédie, parce qu'ils n'avoient jamais vu le jeu des personnages.

La prétendue conspiration tenoit à un bruit vague, répandu sans preuves, que le général Dillon avoit été sollicité de se mettre à la tête d'un soulèvement, pour placer sur le trône le prince royal, déclarer sa mère régente, et anéantir les sociétés populaires et l'anarchie. « Ce projet, dit l'orateur, échoua par l'insurrection du 31 mai. L'anarchie étoit alors le cri de ralliement des conjurés ; on espéroit, par l'excès des malheurs publics, arriver au point de justifier le plus grand de tous, *celui de donner un roi aux Français*.

Un des chefs de cette trame étoit Brissot, homme, dit-on, qui n'eut que de la finesse sans courage. Par une contradiction digne de Saint-Just, il dit qu'il étoit trop défiant pour avoir des complices. Mais, si Brissot étoit sans complices,

de qui sait-on la conspiration qu'il avoit ourdie? Et d'ailleurs, quel est le danger d'une conspiration tramée par un homme seul, *qui n'a que de la finesse sans courage?*

Buzot et Gorsas tendent *secrètement*, suivant l'orateur, la main à la Vendée. Il est probable que ce secret a été bien gardé, car le dénonciateur n'offre aucune preuve qui mette seulement sur la voie. Il est difficile de se jouer plus audacieusement de la crédulité des hommes.

Le rapporteur revient ensuite à Brissot, l'objet *secret* de toutes les haines de la *montagne*; et il l'accuse d'avoir écrit, avant le 10 août : *S'il existe des hommes qui tendent à établir une république sur les ruines de la constitution de 1791, le glaive de la loi doit frapper sur eux comme sur les émigrés de Coblenz.* Mais, avant le 10 août, c'étoit le symbole de tous les Français; et Saint-Just lui-même, à cette époque, auroit été criminel de lèse-nation, s'il avoit tenu un autre langage.

Pétion est inculpé sur un fait reconnu faux par tous les historiens du temps, c'est qu'il donna l'ordre au commandant de la garde nationale de tirer sur le peuple, ce même 10 août qui amena le renversement de la monarchie.

Qui croiroit que Vergniaud est trahit, comme conspirant la ruine de la république, pour

avoir appelé *une mesure vigoureuse* le décret sur la suspension du roi, qu'il demanda lui-même ?

Après avoir attaqué les proscrits en détail, Saint-Just les calomnie en masse; à l'en croire, les détenus ont flatté tous les hommes pervers; tout ce qu'ils ont dit tendoit obliquement au pouvoir arbitraire; ils n'ont pas fait un pas qui ne conduisît à la monarchie; ils vouloient des honneurs, et la république n'offroit que des vertus stériles pour leur orgueil.

Les conjurés, ajoute-t-on, avoient des intelligences avec Paoli, en Corse; avec Dumouriez, dans la Belgique; Saint-Domingue même étoit dans leur secrète dépendance.

Saint-Just se résume, et annonce qu'il résulte des pièces remises au comité dont il est l'organe et l'interprète :

Qu'il y a une conjuration ourdie pour empêcher en France l'organisation du gouvernement républicain.

Qu'on a tenté, par elle, de mettre sur le trône le fils de Louis XVI.

Qu'on avoit formé, dans les conciliabules présidés par Valazé, le projet de faire assassiner une partie de l'assemblée nationale.

Qu'on a tenté de diviser d'opinions le Nord et le Midi de la France pour y allumer la guerre civile.

Ce rapport, fait le 8 juillet, n'amena le décret, contre les détenus, que le 29; en attendant, Condorcet, qui croyoit sa constitution philanthropique, qu'on avoit rejetée, le chef-d'œuvre de l'esprit humain, écrivit contre l'avorton politique de Séchelles; et sa brochure, ouvrage de l'amour-propre offensé plutôt que d'une critique sage qui appelle la lumière, hâta la condamnation des trente-deux. Le capucin Chabot vint à la tribune, l'écrivit insidieux à la main, et lut à la Convention les dernières pages où l'assemblée étoit présentée comme dressant dans son code républicain un piédestal à un roi : « Quoi, dit-il, vous, fondateurs de la liberté; vous, qui avez fait tomber la tête du dernier de nos tyrans, c'est vous qu'un marquis de Condorcet accuse d'être royalistes! c'est lui qui dit que votre conseil exécutif constitutionnel renferme le germe de la royauté, et qu'en l'organisant ainsi, vous favorisez l'ambition de quelque scélérat à grand caractère. »

Condorcet n'étoit point à l'assemblée pour se défendre; il avoit peu d'amis, même parmi les complices de sa démagogie. La Convention, d'après ce silence général, décréta qu'il seroit mis en arrestation, et qu'on mettroit les scellés sur ses papiers : alors celui-ci prit la fuite; et, pour avoir cédé à l'instinct qui porte tout homme

à se conserver, l'assemblée, qui ne croyoit pas à la nature, le mit hors de la loi.

Enfin Barrère vint annoncer, au nom du comité de salut public, que le moment étoit arrivé où la Convention devoit prendre l'attitude fière de la justice nationale, et frapper indistinctement tous les conspirateurs; alors le décret contre les trente-deux passa sans discussion. Il n'étoit composé que de deux articles, et réunissoit ainsi la précision des sentences du tribunal révolutionnaire, ainsi que leur férocité.

« Art. 1^{er}. La Convention nationale déclare
» traîtres à la patrie Buzot, Barbaroux, Gorsas,
» Lanjuinais, Salles, Bergoing, Louvet, Pétion,
» Guadet, Chassey, Chambon, Lidon, Valazé,
» Fermont, Kervélégan, Henry-Larivière, Ra-
» baut-Saint-Etienne et Lesage, qui se sont sous-
» traits au décret rendu contre eux le 2 juin, et
» se sont mis en état de rébellion dans les dé-
» partemens de l'Eure, de Rhône et Loire, et du
» Calvados, dans le dessein d'empêcher l'établis-
» sement de la république, et de rétablir la
» royauté.

» II. Il y a lieu à accusation contre Gensonné,
» Lasource, Vergniaud, Mollevault, Grange-
» neuve, Gardien, Fauchet, Boileau, Valazé,
» Cussy, et Lemaignan, prévenus de complicité
» avec ceux qui ont pris la fuite, et se sont mis en
» état de rébellion. »

Quand on vit la Convention abandonner ainsi à la hache des bourreaux, ceux de ses membres qui avoient le moins perdu de leurs droits à la confiance publique, la dernière lueur d'espérance s'éteignit dans l'ame des Français ; l'homme de bien vit la patrie frappée à mort ; il s'enveloppa de son manteau, et le règne de la terreur commença.

CHAPITRE III.

Désastres militaires de la France. — Arrestation de ses ambassadeurs. — Énergie du comité de salut public. — Suite des mesures révolutionnaires et des proscriptions. — Destruction des mausolées, et dispersion de la cendre des rois. — Orage contre Danton. — Garat abdique le ministère. — Epurement de la scène française à la façon des démagogues. — Position critique de la république. — Fête effroyable du 10 août.

PLUS la France se déchiroit dans son intérieur, plus elle éprouvoit de désastres sur ses frontières. Mayence, qu'elle avoit eu tant de peine à conquérir, venoit de capituler, lorsque, d'après les expressions de la lettre officielle des proconsuls, Soubrany et Maribon-Montant, ses *murs n'avoient souffert aucune brèche*, et qu'elle avoit encore des hommes pour la défendre, et du pain. Une violente indignation s'empara en ce moment de tous les esprits ; Barrère fit décréter que le commandant de la place et tous les officiers de son état-major, qui ne s'étoient pas ensevelis sous ses ruines, seroient arrêtés, et que la garnison rentreroit dans l'intérieur ; mais cet élan de patriotisme étoit encore mal dirigé : car sur les nouvelles ultérieures qui parvinrent à la Conven-

tion, il se trouva que la garnison de Mayence paralysoit sous ses murs, depuis quatre mois, quatre-vingt mille hommes des meilleures troupes de l'Europe ; qu'elle avoit perdu cinq mille soldats d'élite dans ses sorties ; et que lorsqu'elle capitula, elle avoit des pièces de seize sans boulets, et des mortiers sans bombes ; il fallut bien alors revenir sur ses pas ; et l'assemblée qui, sur la dénonciation des proconsuls Soubrany et Maribon-Montaut, avoit ravi l'honneur de la garnison de Mayence, sur la simple apologie de Merlin de Thionville, décréta qu'elle avoit bien mérité de la patrie. Cette légèreté, dont aucun gouvernement de l'Europe ne pouvoit alors offrir de modèle, venoit de ce que les opinions, suivant la démagogie régnante, servoient à juger les faits, et non les faits à juger les opinions. Cette versatilité de la Convention fut funeste, comme nous le verrons bientôt, au général Custine, qui laissa sa tête sur un échafaud.

En même temps que Mayence se rendoit au roi de Prusse, Condé recevoit dans ses murs le prince de Cobourg, général des troupes impériales ; ce fut son défaut d'approvisionnement qui l'obligea à se rendre ; cette conquête ne coûta au vainqueur ni un grain de poudre, ni une goutte de sang ; le prince, en prenant possession de la place, respecta le droit des gens, et accorda au citoyen paisible toute sûreté et toute protection ;

seulement il fit fermer tous les clubs et toutes les sociétés populaires qui tendoient à semer des germes de discordes, et à entraver la marche du gouvernement : tout le monde le bénit, excepté les démagogues.

Il y avoit alors à Maubeuge un *frère et ami* de la *sainte montagne*, nommé Dubois - Dubais, qui exerçoit avec tout le zèle de sa secte politique son proconsulat ; il répondit, par un libelle, à la sage proclamation du prince de Cobourg ; c'est une pièce propre à faire connoître l'esprit du temps ; la Convention l'applaudit, et les paisibles gens de bien la méprisèrent.

« Tu prends possession de Condé... soumis par les *valeureuses* troupes que tu commandes ; ton imposture est bien digne d'un *esclave* tel que toi ; ce n'est pas ta valeur qui a mis en ta possession cette ville républicaine ; tu la tiens du *monstre* Dunouriez, qui a empêché son approvisionnement.

» Tu parles de maintenir la sûreté des propriétés, et tu violes la plus essentielle et la plus sacrée de toutes, en défendant les clubs et en asservissant ainsi jusqu'à la pensée... Déjà les malheureux habitans de Condé n'entendent plus autour d'eux que l'affreux cliquetis des chaînes que tu leur prépares... Mais tu apprendras bientôt ce qu'on doit attendre du courage invincible des hommes libres. Ose faire encore un pas de

plus sur la terre de la liberté, et ta perte est certaine; un peuple indigné se lèvera en masse, écrasera de son seul poids tes *armées d'esclaves*, et dans sa *rage*, aussi légitime qu'indomtable, il purgera la terre, des *tyrans* et de tous leurs vils suppôts.

« Glorifie-toi, Cobourg, de ta conquête : tu ne la dois qu'à la trahison, et tu la rendras à la valeur; la seule conquête sur laquelle tu peux compter, pour toi et tes *bandes de satellites*, c'est le tombeau! . . . Frénis, et sois convaincu que telle sera la fin de vos *sanguinaires et imbéciles efforts*. »

Ce n'est pas tout à fait dans cette langue que les généraux de Louis XIV écrivoient au prince Eugène et au lord Malborough; mais aussi, est-ce que la Convention, qui, suivant Robespierre, avoit éclipsé la gloire de la Grèce et de Rome, pouvoit s'abaisser à imiter les *esclaves* qui commandoient les armées de Louis XIV?

Le prétendu Démosthène Dubois-Dubais, qui avoit annoncé au prince de Cobourg que toutes les armées d'esclaves s'anéantiroient, si elles faisoient un pas de plus sur le sol français, fut bien étonné quand il apprit, quelques jours après, la prise de Valenciennes; cette place importante se rendit après quarante-cinq jours de bombardement. En même-temps une flotte anglaise faisoit le siège de Dunkerque, il y avoit une insurrec-

tion dans la Savoie, les basses Alpes entraînées en coalition avec la Gironde; Marseille se défaisoit de son aspect révolutionnaire, et Lyon, déchiré par des anarchistes, préparoit la scission avec une république désorganisatrice, qui ne vouloit régner que sur des décombres et des cadavres.

Dans le même temps la France, humiliée par les victoires des étrangers, essuyoit de la part des rois qu'elle avoit insultés, des outrages dans la personne de ses diplomates.

Les citoyens Sémonville et Marét, l'un nommé ambassadeur à Constantinople, et l'autre ministre plénipotentiaire à Naples, avoient été forcés de prendre la route de la Suisse pour se rendre à leurs postes respectifs. Arrivés dans le comté de Chiavenna, qui dépendoit des lignes grises, malgré l'assurance qu'ils avoient d'être respectés dans un pays neutre, quarante soldats Milanais les investirent, les garottèrent ainsi que toutes les personnes de leur suite, et les conduisirent au château de Gravedona, sur les bords du lac de Coire. On permit aux ambassadrices et à leurs enfans de retourner à Chiavenna, jusqu'à ce qu'on reçût des ordres ultérieurs du gouvernement de Milan.

En vain la Maison d'Autriche fit-elle répandre dans le temps par ses agens que les ambassadeurs

arrêtés n'entroient dans les villes où ils devoient jouer le rôle de ministre de paix, que pour les républicaniser; ne se faisoient admettre dans les cours des rois que pour les détrôner: ces motifs, auxquels la conduite enportée des prisonniers ne donnoit que trop de vraisemblance, ne suffisoient pas pour légitimer un attentat contre le droit des gens: toute puissance a le droit de refuser des ambassadeurs qui lui sont suspects, de déclarer que le passage dans son territoire leur est interdit; mais les arrêter, mais les enfermer dans des forteresses, c'étoit justifier la démagogie même contre laquelle on s'armoit.

Le comité de salut public, au milieu de ces crises violentes, redoubla d'audace et d'énergie; et, s'il employa des moyens épouvantables, il faut avouer que les effets en furent extraordinaires.

Les chefs et les directeurs de la Convention s'aperçurent que la prudence des généraux qui commandoient les armées avoit amené, contre leur intention bien prononcée, la perte de Mayence, de Condé et de Valenciennes; Barrère se présente à la tribune au nom de son comité: «Les généraux français, dit-il, ont méconnu le tempérament national; l'irruption, l'attaque soudaine, voilà le système qui lui convient; ce n'est pas à des Français à languir dans les camps, à marcher métho-

diquement au combat. Le peuple doit se précipiter sur ses ennemis et les écraser de son poids : la guerre des monarques est un tournois qu'ils font durer, tant que la patience ou l'imbécillité des nations veut bien l'entretenir. La guerre des états libres doit être une irruption, et comme un torrent entraîner tout dans son cours; *ce doit être une inondation de liberté*. Les Romains étoient de grands tacticiens, ils asservirent l'Europe, mais les Gaulois qui fondirent sur eux en masse, les vainquirent; citoyens, imitons nos ancêtres.»

Le rapporteur avoit parfaitement raison : jamais la France avec son système de guerre défensive, ne faisant usage que de la tactique des Turenne, des Montécuculli et des Villars, n'auroit tenu un mois contre la coalition des rois de l'Europe; il falloit une autre théorie militaire qui ne supposât ni expérience dans les généraux, ni discipline parmi les soldats; il falloit jeter un peuple en masse contre un autre, afin que la population seule décidât la victoire. Il est vrai que ce système entraînoit l'effusion du sang humain par torrent, mais depuis que Dumouriez avoit sacrifié avec succès tant de milliers de soldats, à forcer les lignes de Jemmappes, la démagogie s'occupoit peu de la vie des hommes, pourvu que ses orateurs déclamassent des phrases sonores à la tribune, que ses ambassadeurs semassent autour

des trônes des germes de révolution, et que ses généraux comptassent leurs marches par des victoires.

La Convention électrisée par le mouvement oratoire de Barrère, déclara que le *peuple français alloit se lever en masse pour la défense de sa liberté, le maintien de sa constitution et l'indépendance de son territoire.*

Ce décret, passé à l'unanimité, emportoit d'autres dispositions non moins vigoureuses; telles que l'obligation de tout citoyen capable de porter les armes, de se joindre à la masse nationale, sans en dispenser même les anciens fonctionnaires publics, lorsqu'on leur en-ignoît de marcher; la nomination de dix-huit représentans du peuple, répartis dans les divers départemens et chargés de faire les réquisitions d'hommes d'armes, de fourrages, et de chevaux.

L'attention du comité de salut public se porta jusqu'aux hôpitaux militaires; une loi mit en réquisition permanente pour le service des camps et armées, tous les pharmaciens, chirurgiens et médecins, depuis l'âge de dix-huit ans jusqu'à celui de quarante, qui se trouvoient sur le territoire de la république.

Cependant ce grand mouvement demandoit à être organisé d'une manière assez régulière, pour qu'on ne mit pas une arme de plus entre les

ains des étrangers, et de ceux que la *montagne* appeloit des royalistes et des aristocrates.

Barrère chercha d'abord à définir cette levée en masse qui, à la première réflexion née à la suite de l'enthousiasme, avoit effrayé tous les esprits; il déclara qu'il ne s'agissoit pas de faire marcher dix millions d'hommes en bataille. « Les Français, dit-il, sont réellement tous en réquisition; mais dans ce sens, que les uns doivent à la patrie leur fortune, les autres leurs bras, un certain nombre leur industrie, et tous ce sang qui coule dans leurs veines. » Pour que le sang ne fût pas épargné, l'orateur proposa un décret en dix-huit articles, qui fut adopté.

Tous les Français, d'après cette loi de circonstances, étoient en réquisition permanente, jusqu'à ce que l'ennemi fût chassé du territoire de la république.

Les jeunes gens devoient aller au combat, les hommes mariés forger les armes, les femmes fabriquer des tentes et des habits, les vieillards se répandre dans les places pour y prêcher la haine des rois et l'unité de la république.

On convertissoit les maisons nationales en casernes, les places publiques en ateliers d'armes, et le sol des caves des particuliers devoit fournir le salpêtre pour la fabrique de la poudre.

On prenoit les chevaux de selle pour compléter

les corps de cavalerie, et les chevaux de trait pour conduire les vivres et l'artillerie.

La levée des hommes devoit être générale ; les premiers soldats requis étoient composés des célibataires ou des veufs sans enfans, depuis dix-huit ans jusqu'à vingt-cinq.

On écrivoit en lettres d'or sur les drapeaux : *le peuple Français est debout contre les tyrans.*

Avec ces lois, moitié terribles, moitié ridicules, on fit marcher de pair quelques lois de philanthropie destinées à les légitimer ; la seule loi raisonnable rendue alors, fut l'autorisation donnée au ministre de l'intérieur, d'indemniser les communes qui avoient souffert de l'invasion des ennemis dans la dernière campagne.

La dernière mesure que proposa Barrère, et qui fut adoptée avec enthousiasme, fut de charger les envoyés des assemblées primaires d'étouffer dans les départemens les germes du royalisme, de présenter à la jeunesse le tableau des dangers de la patrie, et de propager partout l'esprit d'unité et d'indivisibilité de la république. Le nom de Barrère revient toujours dans ces temps malheureux. Le discours qu'il prononça le premier août, sur les progrès de l'ennemi et sur les troubles de l'intérieur, appartient tout entier à l'histoire.

« Les époques de la révolution, dit-il, qui doivent rehausser notre courage contre la con-

jurament des rois, sont dignes de vous être retracées.

» Le 10 août 1792, le *canon* ouvrit la route.

» Le 21 septembre, la Convention marqua sa naissance et sa destinée par la proclamation de la république.

» Le 21 janvier 1793, cette république proclamée s'affermir par la mort du *tyran*.

» Le 2 juin, l'horizon politique surchargé des vapeurs du fédéralisme et de l'anarchie *royale* s'éclaircit, la *foudre populaire* frappa quelques têtes *orgueilleuses* et paralysa des mains intrigantes.

» Le 23 juin, il y eut un code populaire, et la république fut constituée. »

Après l'énumération de ces époques, l'orateur jacobin fait un tableau des malheurs de la république.

Dans l'intérieur, il représente les citoyens désolés par une famine artificielle ; les capitalistes amenant sans gradation le surhaussement du prix de tous les premiers besoins de la vie, les agioteurs dégradant les signes de la fortune publique, le fanatisme religieux promenant la *Sainte-Ampoule* dans la Vendée pour y créer des rebelles, l'esprit d'insurrection se repandant partout pour désorganiser les départemens.

Les lettres, arrivées de toutes parts au comité,

annonçoient dans les villes investies des trahisons provoquées par des chefs, ou des capitulations proposées par la lâcheté ; des désorganisations déclarées au milieu des troupes les plus belliqueuses ; des dilapidations scandaleuses dans les diverses administrations des armées : ce n'étoit pas avec de pareils élémens qu'on pouvoit compter sur des victoires.

« Mais, dit-il , il faut prendre à la fois des mesures vastes, promptes et surtout vigoureuses ; il faut que le même jour la république frappe l'Angleterre , l'Autriche , la Vendée , le *Temple* et les Bourbons ; il faut que la terrible *loi* de représailles soit exécutée sur les étrangers qui, abusant de l'hospitalité , la première vertu d'un peuple libre , viennent la corrompre et tramer dans son sein des perfidies. »

L'orateur montre partout un danger pressant, universel et incalculable ; il le voit pour les places frontières où la brayoure de Lille n'est pas imitée, où la honte de Longwi n'inspire aucun effroi ; il le voit dans les ports dégarnis de vaisseaux et trop faiblement surveillés ; il le voit dans les départemens égarés , qui préfèrent sans cesse un homme ou quelques hommes à la patrie ; il le voit enfin dans une espèce d'opinion publique désorganisatrice , qui menace nos récoltes par des incendies combinés , notre existence par des

guerres civiles interminables, et notre indépendance par l'agglomération inopinée de tant de désastres.

Il y a dans cette *carmagnole* (c'est ainsi qu'on appelloit les rapports de Barrère) des faits sur le système de corruption imaginé par le cabinet anglais, dont les preuves ne sont rien moins que d'un ordre mathématique, tel que l'envoi de 4 millions en or aux Lyonnais par la voie de Genève, pour soutenir leur insurrection; mais le rapporteur n'en conclut pas moins que c'est avec des poignards aiguisés dans Londres qu'on assassine la république.

Le portrait que Barrère fait de Pitt est plus d'un rhéteur que d'un historien; il le représente comme le froid esclave d'un roi en démence, insensible à toute autre gloire qu'à celle des oppresseurs, qui n'a du gouvernement que les calculs, de la politique que les crimes, de la fortune que l'avarice, de la renommée que les intrigues. Si cet homme d'état célèbre n'avoit eu que la physionomie oblique et tortueuse que lui prête son ennemi, l'Angleterre, au milieu des tempêtes que la révolution lui suscita, ne seroit pas sortie avec toute son ancienne puissance du naufrage de l'Europe.

Le comité de salut public n'avoit pas attendu le rapport de son véhément orateur pour lancer

un décret foudroyant contre l'Angleterre, la famille des Bourbons et tout ce qui pouvoit rappeler aux Français le bonheur dont ils avoient joui sous les bons rois de la monarchie : ce décret est d'une nature si étrange, dans la nomenclature des lois qui ont pesé sur la surface des empires, qu'il faut en transmettre les principaux articles, dans les pages sanglantes de l'Histoire.

« ART. IV. La Convention dénonce, au nom
» de l'humanité outragée, à tous les peuples, *et*
» *même au peuple anglais*, la conduite lâche,
» perfide et atroce du gouvernement britannique
» qui *soudoie* l'assassinat, le poison, l'incendie et
» tous les crimes, pour l'anéantissement des *droits*
» *de l'homme*.

» V. Les biens de toutes les personnes *qui ont*
» *été* et qui seront hors de la loi, par décret de la
» Convention, sont déclarés *appartenir* à la ré-
» publique.

» VI. Marie-Antoinette est envoyée au tribu-
» nal extraordinaire ; elle sera transférée sur le
» champ à la Conciergerie.

» VII. Tous les individus de la famille *Capet*
» seront déportés hors du territoire de la républi-
» que, à l'exception des deux enfans de *Louis*
» *Capet* et des individus de la famille qui sont
» sous le glaive de la loi.

» VIII. Élisabeth *Capet* ne pourra être déportée, qu'après le jugement de Marie-An-toinette.

» IX. Les membres de la famille *Capet* qui sont sous le glaive de la loi, seront déportés après le jugement, s'ils sont absous.

» X. La dépense des deux enfans de *Louis Capet* sera réduite à ce qui est nécessaire, pour l'entretien et la nourriture de deux individus.

» XI. Les tombeaux et mausolées des ci-devant rois, élevés dans l'église de Saint-Denis, dans les temples et autres lieux, seront, le 10 août prochain, détruits dans toute l'étendue de la république. »

Il n'existe rien dans les annales des Cambyse, des Phalaris et des Néron, de comparable à cette conspiration contre la nature humaine, qu'on a honorée du nom de *loi*; tous les genres de férocité et d'abjection y sont réunis. La dernière disposition surtout, qui étend froidement la férocité sur des cendres éteintes et de vains tombeaux, annonce le pas le plus retrograde que jamais l'homme civilisé ait fait vers la barbarie.

Après cette épouvantable loi, l'histoire respire un moment, parce que les attentats dont elle a désormais à parler ne sont plus que des crimes ordinaires qu'on peut rencontrer à Rome dans les annales de son décemvirat, et à Athènes dans celles de sa tyrannie des quatre cents.

C'est à cette époque que les Amar et les Clabot commencèrent à provoquer des lois contre les hommes suspects et les aristocrates, dénonciation vague, mais qui devoit plaire aux proscriptionnaires, parce qu'en ne fixant aucune idée, elle embrassoit un plus grand nombre de victimes.

Un des commissaires des assemblées primaires, qui devoit se trouver à la fédération du 10 août, alla bien plus loin encore : dans un discours insolent qu'il pronouça à la barre de la Convention, il demanda non seulement l'arrestation de ces hommes suspects, mais encore leur traduction aux frontières, afin de les mettre en première ligne dans les armées des *sans-culottes*, et les faire ainsi foudroyer par l'artillerie de l'Autriche et de la Grande-Bretagne.

Danton et Robespierre parlèrent pour appuyer cette étrange motion, que la majorité de l'assemblée repoussa ; mais le principe de l'arrestation des hommes suspects fut décrété.

Il y avoit déjà du temps que les demagogues se plaignoient d'un grand nombre d'administrateurs des départemens, qui tuoient la liberté, parce qu'ils n'égorgeoient pas des hommes et qu'ils ne violent pas des tombeaux : ils commencèrent par faire décréter d'accusation ceux du département du Gard, qu'ils accusoient du crime nouveau de fédéralisme ; ensuite ils de-

mandèrent qu'on fit la liste de ceux qui n'avoient pas paru aux assemblées primaires, prétendant qu'ils s'occupaient alors à égarer l'opinion publique : « ce sont des usurpateurs de la souveraineté, s'écria Legendre, et il faut les faire rentrer dans la poussière. » Thomas Lindet arrêta toutes les déclamations, en annonçant que le comité de salut public se proposait de demander le renouvellement et la réorganisation des administrations des tribunaux et des municipalités.

Pendant ce temps-là les sections de Paris se renouvelaient elles-mêmes. Grâce aux sociétés populaires qui prenoient sans cesse un plus grand ascendant sur la chose publique, elles chassèrent de leur sein les hommes purs, et c'est ce qu'elles appeloient dans la langue populaire *s'épurer*. Celle du Mail vint demander à la Convention la permission de s'appeler *Section de la montagne*, et pour prouver qu'elle étoit digne de ce nom, elle sollicita un décret qui prononçât la peine de mort, contre tout homme qui proposerait une amnistie pour les fédéralistes.

Ce fut encore une société populaire d'Auxerre, qui fit porter le décret odieux, que tout Français qui posséderoit encore des croix de St.-Louis ou de tout autre ordre royaliste, seroit tenu de les déposer, ainsi que leurs brevets, avant le 10 août,

à leurs municipalités, sous peine d'être regardés comme suspects, et traités comme tels.

Après ces proscriptions générales des hommes et des choses, on en vint aux proscriptions individuelles ; et ici le génie du mal se déploya indistinctement sur les hommes dont les opinions étoient le plus contradictoires, sur les amis et les ennemis de la Gironde, sur les fougueux enthousiastes de la révolution et sur les contre-révolutionnaires.

La *montagne* se plaignoit sans cesse qu'un grand nombre des trente-deux s'étoit dérobé à sa vengeance, et elle ne vouloit perdre aucune de ses victimes. Sous prétexte que Ronyer et Brunet entretenoient des correspondances avec des corps administratifs suspects de fédéralisme, la Convention fit mettre ces députés en état d'arrestation sans les entendre, et les scellés furent mis sur leurs papiers.

Carra, le mauvais physicien, le mauvais traducteur de l'*Histoire de Grèce* de Gillies, entretenoit quelquefois dans ses feuilles le public des qualités du duc d'Yorck et du général Brunswick ; sur la demande de Couthon, il fut décrété d'accusation, comme prévenu d'avoir, par ses écrits, conjuré contre la liberté française, et tenté de maintenir la royauté. L'accusé se présenta à la tribune, on le fit descendre à la barre ; il se dé-

fendit avec lâcheté, prétendant qu'il avoit soutenu l'insurrection désastreuse du 31 mai. Robespierre voyant la défaveur que faisoit naître sa justification, s'acharna sur l'infortuné avec sa férocité ordinaire. « Lâche, lui dit-il, tu vois enfin tes complots découverts..... tu te réjouissois des progrès des satellites de ton duc de Brunswick, ton ame atroce espère encore qu'il viendra t'arracher au supplice dû à tes longs forfaits ! ton attente sera trompée, les Français feront encore une fois repentir les esclaves du despotisme, d'avoir souillé le sol de la liberté. »

La *montagne* applaudissoit avec transport. « La présence de Carra, dit un des démagogues, souille cette assemblée; je demande qu'il soit envoyé au tribunal révolutionnaire. » L'accusé sortit, la mort dans le sein, et alla grossir le nombre des révolutionnaires destinés à l'échafaud.

Danton lui-même, ce fougueux Danton, qui avoit joué un rôle si odieux dans les massacres de septembre, qui ne parloit que pour proscrire, qui tout récemment avoit appuyé l'idée gigantesquement féroce de faire partir la France en masse aux frontières, disant que c'étoit le levier d'Archimède, avec lequel il falloit remuer l'Europe conjurée contre nous; Danton, dis-je, fut sur le point d'être enveloppé lui-même dans le vaste filet où il avoit enlacé la France; on lut à la Convention une

lettre signée de lui, et écrite le 21 juillet à Dubois-Grancé, où il s'exprimoit ainsi :

« La fameuse journée du 10 août s'approche ; il est temps de frapper le grand coup , il faut qu'enfin la sainte *montagne* triomphe. Tu sais que Lyon entre pour beaucoup dans ce projet ; emploie toutes les forces dont tu disposes pour soumettre les rebelles de cette cité riche et superbe..... Si l'on ne peut la réduire par les armes, il faut la mettre en cendres ; si les cultivateurs crient et demandent à qui ils vendront leurs denrées, dis-leur qu'ils aillent à Constantinople ; surtout répands les assignats, ne les compte pas, ils se retrouveront à la fin. »

Il n'y avoit rien dans cette lettre, trouvée à Grenoble dans un porte-feuille égaré par Dubois-Grancé, qui ne fût bien dans le caractère de Danton, mais celui-ci trouva plus prudent de la désavouer, et on le crut. Il n'avoit pas encore réveillé la sombre jalousie du farouche Robespierre, et provoqué ainsi ses vengeances.

Il étoit difficile qu'au milieu de ce flux et reflux de dénégations, qui frappoit tour à tour les hommes qui avoient joué un rôle dans la révolution, Garat fût oublié ; Collet-d'Herbois vint l'accuser devant la Convention de ce qu'au lieu de propager dans les départemens des écrits bien incendiaires, il s'amuseit à consulter les communes

pour savoir *si l'on avoit confiance dans les assignats, si les propriétés y étoient respectées, si les bonnes mœurs y étoient en vigueur.* L'assemblée indignée, et voyant dans ces questions des principes conspirateurs, décréta le ministre d'arrestation, et ordonna qu'il seroit traduit à la barre.

Garat comparut, eut l'adresse de déclarer dans la première phrase de son apologie, qu'il ne regardoit la dénonciation de Collot d'Herbois que comme *l'expression de la franchise républicaine*, se justifia auprès de la *montagne*, et le décret fut rapporté.

Ce fut le farouche Danton qui contribua le plus à le sauver, mais il le fit d'une manière qui ne dut pas plaire à l'accusé. « Le ministre, dit-il, a outre-passé sans doute ses pouvoirs, en convoquant les municipalités ; il devoit se borner à tourner l'esprit public vers le grand développement de la force nationale. Garat a pu commettre une erreur, mais Garat a bien servi la chose publique ; il a de la philosophie, il aime la révolution, mais il n'a pas reçu de la nature cette énergie de caractère, nécessaire dans une révolution telle que la nôtre : au moment où l'on frappoit de grands coups, il a montré de la faiblesse. Je demande que le décret soit rapporté. »

Collot-d'Herbois voyant que sa victime alloit lui échapper, demanda que le rapport fût motivé

sur la faiblesse du caractère du ministre. Son amendement ne fut point accueilli, et dans son dépit il donna sa démission de membre de son comité; la Convention passa à l'ordre du jour.

Ce demi-triomphe de Garat ne pouvoit le satisfaire; quelques jours après il envoya sa démission du ministère au comité de salut public. « Il est un terme, dit Barrère en l'annonçant, aux forces de l'homme; celles de Garat sont inférieures à ses travaux. Ce ministre, qui s'est distingué par son patriotisme, annonce qu'après avoir fait exécuter les lois de la république, il va consacrer sa plume à les faire connoître, et surtout à *les faire chérir*. »

Cependant le comité de salut public, qui sembloit le vrai pouvoir exécutif de l'empire français, commençoit à alarmer les bons esprits; on sentoit que tôt ou tard il domineroit la Convention, comme le décenvirat d'Appius avoit dominé le sénat de Rome, et les têtes fortes de la démagogie songèrent à l'empêcher d'abuser de sa toute-puissance.

Un comité de salut public adultérin, qui s'étoit organisé sans pouvoir à Lons-le-Saunier, dans le département du Jura, et qui avoit chassé la société populaire du lieu de ses séances, ajouta aux alarmes de la *montagne*. Ce comité avoit refusé de se dissoudre, et il avoit fallu un décret solennel de la Convention pour le forcer à se séparer; le décret rétablissoit la société populaire, annul-

loit les actes du comité, traduisoit les chefs à la barre, et ordonnoit à tous les membres de quitter leurs fonctions, sous peine de mort.

Mais Danton, qui ne pensoit jamais tout à fait comme les énergumènes qui l'avoient choisi pour chef, au lieu d'affoiblir le comité de salut public, demanda qu'on lui donnât plus d'énergie encore, en le constituant provisoirement le centre d'unité de la république, et en lui donnant les ministres pour premiers commis. On pouvoit lui objecter qu'alors c'étoit la Convention qui se chargeoit du fardeau de la responsabilité ; mais il répondoit que l'argument étoit sans force, parce qu'une assemblée nationale étoit toujours responsable de la liberté envers ses concitoyens ; il entroit dans son plan de confier à cette nouvelle puissance cinquante millions ; et quand il vit que ses propositions étoient applaudies, il demanda, *au nom des générations futures*, qu'elles fussent décrétées.

Quelques membres de la *montagne* firent des objections sur l'inconvenance de cette mesure qui pourroit, disoient-ils, faire calomnier la Convention. Danton observa que quand on étoit homme d'état, on devoit peu craindre la calomnie. Il se déclara au-dessus de tout soupçon, du côté d'une corruption abjecte ; mais, comme on pouvoit le croire plus facile du côté de l'ambition, il jura, au nom de la patrie, qu'il

n'accepteroit aucune place dans le gouvernement provisoire. Ce dévouement ne fit pas tout l'effet que Danton pouvoit en attendre, et son plan fut ajourné.

Hérault-Séchelles le lendemain remit l'affaire sous les yeux de l'assemblée. Il prétendit que le comité, pour déployer toute son énergie, n'avoit pas besoin d'un nouveau titre, mais seulement d'une organisation parfaitement révolutionnaire; il consentit, au nom du comité même, à se dépouiller de ce qu'il appeloit *une fausse et petite vertu*, et à accepter, pour le bien de la patrie, la disposition d'une somme de cinquante millions. L'assemblée ferma alors la discussion : il n'y eut point de comité de gouvernement, mais le dépôt des cinquante millions fut décrété.

Le comité de salut public ayant plus de moyens de consolider son influence sur la chose publique, et par conséquent plus de force, donna un plus grand essor au mouvement révolutionnaire.

Une des mesures de ce genre, qui fit le plus connoître que le gouvernement ne vouloit marcher qu'avec l'épée, c'est le décret qui statua qu'après un terme de huit jours, tout enclos, parc, jardin, maison et édifice qui porteroient des armoiries, seroient confisqués au profit de la république.

L'opinion publique se prononçoit quelquefois, dans les spectacles de Paris, d'une manière qui ne

flattoit point les désorganiseurs. Dès qu'il se présentoit dans les vieilles pièces du grand Corneille, ou dans les ouvrages dramatiques d'un âge postérieur, des sujets d'allusion aux grands crimes contemporains, à l'ombre de la liberté qui n'existoit qu'aux théâtres, on les saisissoit avec enthousiasme, et l'on forçoit quelquefois même des fronts de démagogues à rougir. Un député de la *montagne*, qui craignit les suites de cette fermentation, proposa de fermer tous les spectacles, jusqu'à ce que l'ennemi eût évacué le territoire de la république.

Sur quelques murmures qui s'élevèrent, « citoyens, dit le Caton populaire, lorsque Annibal étoit aux portes de Rome, le peuple ne s'amusoit pas à voir jouer des pantomimes. »

Le comité de salut public fut d'un avis contraire; un de ses membres prétendit que c'étoit au contraire un moyen de plus de développer l'énergie française, que de donner souvent des spectacles purement républicains, tels que Brutus, la Mort de César, et Guillaume Tell. Il proposa, non d'anéantir les spectacles, mais de les diriger. La fameuse commune conspiratrice étoit alors la sentinelle de la démagogie; un décret la chargea de ce soin, et il fut dit expressément dans la loi, qu'elle ne feroit donner que *des pièces propres à exciter l'esprit public*. Telle est l'origine de ces malheureux drames

révolutionnaires, monumens du mauvais goût comme de la perversité, qui ont régné long-temps sur les théâtres, où l'on jouoit Armide, Cinna, Iphigénie ou le Misanthrope, et qui aujourd'hui sont parfaitement oubliés.

Cette opinion publique contre les désorganiseurs de la France étoit au reste si forte à cette époque, que des membres même de la Convention, qui ne passaient pas pour anti-démagogues, en rendoient compte dans leurs départemens. Chabot, au nom du comité de sûreté générale, vint lire à la tribune une lettre de son collègue Laplaigne, adressée à des assemblées primaires, où les malheurs de son pays étoient peints avec assez de franchise, pour qu'aujourd'hui que nous touchons au port après tant de naufrages, elle puisse servir de monument à l'histoire.

« Oui, la représentation nationale mise à deux doigts de sa perte par les conjurés qui vouloient la disperser, sera sauvée par le peuple entier, non par d'inutiles adresses, mais par des actes éclatans de sa toute-puissance; non par l'acceptation commandée et aveugle d'une constitution en miniature, dont la préface consacrant le ridicule droit d'insurrection, renferme le germe certain de son instabilité, mais par la punition terrible des usurpateurs du pouvoir souverain, des dilapidateurs des finances, des traîtres qui ont détruit la liberté individuelle, pour y substituer la plus

abjecte tyrannie : voilà , dans la crise actuelle , l'objet de mes espérances.

« Quant au dernier état des choses depuis les odieuses journées des 1 et 2 juin , la moitié de la Convention s'est abstenue de prendre part aux délibérations. Plus de cent cinquante membres , le 2 juin , ont fui l'appel nominal Quelques jours après , un décret déclara que les auteurs de la journée du 2 juin avoient bien mérité de la patrie. »

Les faits que renferme cette lettre sont d'autant plus précieux , qu'à la discussion de l'affaire ils ne furent point désavoués. La désertion d'une partie de l'assemblée , depuis l'effroyable insurrection du 31 mai , fut appuyée indirectement par Chabot lui-même , qui se contenta d'observer que cette désertion n'avoit pas empêché les députés qui désespéroient de la chose publique , de venir toucher leur indemnité. La Convention qui auroit peut-être excusé une calomnie , ne pardonna pas une vérité importune qui sortoit de son sein ; et le signataire de la lettre fut mis en état d'arrestation.

Le peuple lui-même au nom duquel on gouvernoit , pour le jouer avec plus de perfidie , s'apercevoit quelquefois du bandeau qu'on mettoit sur ses yeux , et tentoit de le déchirer. Il y avoit dans Paris une famine factice ou réelle , dont on s'occupoit peu à voiler le hideux tableau. Dès la

pointe du jour, on voyoit des rassemblemens à la porte des boulangers, rassemblemens où se glissoient des malveillans déguisés en femmes des halles, quelquefois même de fausses patrouilles; là on semoit les défiances les plus fortes, on encourageoit les hommes sans caractère contre un gouvernement qui ne marchoit qu'entre la famine et les échafauds. Le comité de salut public, pour étouffer l'insurrection naissante, fit répandre le bruit que le cabinet de Londres achetoit lui-même à prix d'or cette prétendue disette; et un de ses orateurs osa interpeller l'assemblée nationale de déclarer par un décret, que tout citoyen français qui assassinerait un monstre tel que Pitt, qui se fait un jeu de la vie des hommes, aurait bien mérité de l'humanité. Heureusement que, par un reste de pudeur, on repoussa une pareille mesure, si indigne du nom français. On se contenta d'arrêter que le ministre anglais étoit traître à l'humanité.

C'est au milieu de toutes ces horreurs, lorsque le fléau de la famine et celui de la guerre extérieure pesoit sur la France, lorsque le gouvernement se jouoit de la morale publique et des propriétés individuelles; lorsque la Convention, partagée entre deux arènes de gladiateurs, vouoit ses membres à l'ignominie ou à l'échafaud, que la grande fête fédérale du dix août s'exécuta. On y annonça solennellement l'acceptation *unani-*

me de ce misérable code de Hérault-Séchelles, qui par sa nature étoit condamné à mort en naissant, et on statua qu'il seroit frappé une médaille pour en éterniser (s'il étoit possible) la mémoire.

La loi portoit que cette médaille ne seroit frappée qu'en bronze, et non en or ou en argent; (car elle étoit destinée principalement aux *sans-culottes*) : on défendit expressément de la porter en signe de décoration, et on profita de la circonstance, pour abolir la distinction d'une couronne murale accordée aux vainqueurs de la Bastille.

Les membres des assemblées primaires de tous les départemens qui formoient la masse de cette fédération, réunis aux sociétés populaires et aux démagogues de la Convention auxquels ils étoient affiliés, firent retentir Paris de leurs vociférations en faveur de la constitution nouvelle, demandèrent avec rage la destruction de la noblesse, la déportation des prêtres, et le supplice des trente-deux, et crurent avoir rempli par là les devoirs de ce qu'ils appeloient leur souveraineté.

La Convention fit imprimer le procès-verbal de la marche des cérémonies et des discours prononcés à cette fête sinistre du 10 août, à laquelle la France entière sembloit avoir été appelée, moins pour l'inauguration de la nouvelle constitution, que pour légitimer aux yeux des peuples

le supplice de Louis XVI : un coup-d'œil rapide sur ce tableau entre dans le plan de ces annales.

Le 10 août 1793 étoit marqué, dit le procès-verbal, pour la plus belle époque de la France et du genre humain.

La Convention nationale, les envoyés des assemblées primaires, les autorités constituées de Paris, les sociétés populaires et le peuple étoient convoqués sur la place où fut autrefois la Bastille, à l'apparition des premiers rayons du soleil.

Une statue colossale de la Nature avoit été élevée sur les débris entassés des tours de cette antique prison royale; et on lisoit sur sa base : *nous sommes tous ses enfans*; c'est-à-dire, les enfans de Saturne, dévorés par leur père.

Hérault-Séchelles, arrivé au pied de ce monument de carton, qui placé trop près n'offroit rien de pittoresque à l'ami des arts, s'inclina devant lui, et le montrant au peuple :

« O Nature ! dit-il, cette nation est libre, elle est digne de toi. . . . reçois les sermens que te fait la France en ce jour, le plus beau qu'ait éclairé le soleil, depuis qu'il a été suspendu dans l'immensité de l'espace ! »

Ensuite le président but de l'eau qui jaillissoit des mamelles de la Nature, exemple qui fut suivi par les envoyés des assemblées primaires dans un ordre déterminé par le hasard de l'ordre alpha-

bétique. Un d'eux, ajoute le procès-verbal, *saisi d'un esprit prophétique*, s'écria en s'approchant du colosse : « O France ! les lois de ta république, comme celles de la Nature, ne périront jamais. »

Cette cérémonie, *qui rappeloit les premiers jours du genre humain*, une fois achevée, la foule immense se mit en mouvement, au bruit de l'artillerie, pour se rendre au champ de Mars.

La Convention suivoit, précédée de la *Déclaration des Droits de l'homme et de l'acte constitutionnel*, comme, dit l'écrit officiel, *en présence du peuple souverain*. Aucun costume orgueilleux ne devoit distinguer les représentans : les législateurs n'étoient distingués que par un bouquet d'épis de blé, ou par quelques guirlandes de fruits, du reste de la multitude.

Quant aux envoyés des assemblées primaires, plus décorés que les représentans, ils tenoient d'une main une pique, et de l'autre une branche d'olivier.

Le peintre David, l'ordonnateur de la fête lui avoit imprimé, dit-on, par une seule idée démagogique, un *grand caractère* ; il avoit voulu qu'après ces deux corps, il n'y eût plus de division de fonctionnaires et de classes. Le conseil exécutif étoit dispersé au hasard ; l'écharpe du maire, les plumets des juges, se trouvoient confondus avec le bonnet rouge des artisans et des manœuvres ; le nègre marchoit à côté du blanc, et les

différences même de la nature étoient effacées par la *raison sociale*.

A la suite de cet immense cortège, huit chevaux blancs trainoient un char de triomphe, où l'on avoit déposé l'urne destinée à renfermer la cendre des hommes morts pour la cause de la république.

A une certaine distance, on avoit ménagé un autre spectacle encore plus dans l'esprit de ces temps révolutionnaires; c'étoit un tombereau pareil à ceux qui conduisoient les victimes au lieu de leur supplice; on y avoit rassemblé des sceptres, des couronnes, des écussons, des livres de généalogie, et tous les attributs de l'aristocratie et de la royauté. Une inscription gravée sur le tombereau portoit: *voilà ce qui a toujours fait le malheur de la société humaine* (même sous Codrus, sous Salomon, sous Titus, sous Marc-Aurèle, sous Henri IV, et sous Charlemagne). *A cette vue*, dit David, qui probablement avoit fait à la fois la fête et le programme, *le peuple paroissoit frémir d'horreur, et les dépouilles de la victoire indignoient encore les vainqueurs*.

La pompe démocratique s'arrêta cinq fois dans l'espace qu'elle avoit à parcourir, et chaque station présenta des monumens qui rappeloient les *beaux actes* (ou plutôt les grands désastres) de la révolution française.

Sur un des boulevards intermédiaires, on avoit

érigé un arc de triomphe, où l'on avoit peint des femmes traînant des canons, et combattant à Versailles les satellites du despote. David les appelle, dans son programme, *les héroïnes des 5 et 6 octobre*. C'est la première fois, dans les annales du monde, qu'on a décerné de pareils honneurs à des orgies sanglantes de cannibales.

Le président, Hérault-Séchelles, couronna cette extravagance en disant aux héroïnes de la Grève : « ô liberté ! voilà tes merveilles ! C'est toi qui, dans ces deux journées de Versailles, où le sang commença à expier les crimes des rois, allumas dans le cœur de quelques femmes, cette noble audace ; par toi, sous des mains délicates, roulèrent ces bouches de feu, destinées à faire entendre à l'oreille d'un roi, le tonnerre qui devoit changer ses destinées. »

La place qui portoit le nom de Louis XV, où le petit-fils de ce monarque étoit mort sur un échafaud, étoit destinée à présenter un autre tableau. Au pied de la statue massive et hideuse de la Liberté, qui avoit remplacé le monument de Pigal, on avoit élevé un immense bûcher, destiné à recevoir les attributs de la royauté.

« Ici, dit Séchelles, la hache de la loi a frappé le tyran... Justice ! vengeance ! divinités tutélaires des peuples libres, attachez à jamais l'exécration du genre humain au nom de ce traître ! » Ensuite il mit le feu au bûcher, qui consuma le

sceptre, les fleurs de lis, le manteau ducal, et les armoiries, *aux acclamations*, dit le programme, *de huit cent mille hommes* (c'eût été le plus grand prodige de ce jour); et trois mille oiseaux s'élancèrent dans les airs, portant à leur col des banderoles tricolores, où on lisoit ces mots: *nous sommes libres, imitez-nous*. Cette farce héroïco-burlesque se joua à la grande édification des fidèles de la *montagne*.

A une autre station se trouvoit encore un colosse; car l'imagination de David, qui ne créoit rien en révolution que de mesquin, ne voyoit jamais que des colosses. Celui-ci représentoit le peuple abbattant le fédéralisme; il étoit assis sur un rocher, et renouoit le faisceau des départemens, tandis qu'un monstre, copié d'après ceux de l'Opéra, s'efforçoit d'atteindre, en rampant, jusqu'au faisceau, pour le briser. En contemplant ces emblèmes, *le peuple*, dit le peintre des Sabines, *a reconnu sa force et son triomphe*.

Arrivé au Champ de Mars, et parvenu au point le plus élevé de l'autel de la patrie, Séchelles harangua les huit cent mille républicains qui ne l'entendoient pas:

« Français, dit-il, vos mandataires ont interrogé, dans quatre-vingt-sept départemens, votre conscience et votre raison, sur l'acte constitutionnel qu'ils vous ont présenté, et quatre-vingt-sept départemens ont accepté l'acte constitutionnel.

Jamais un vœu plus unanime n'a organisé une république plus grande et plus populaire. Jurons de défendre la constitution jusqu'à la mort. La république est éternelle.

La pompe se termina par une espèce d'apothéose des *grands hommes* morts pour la cause de la régénération française. Marat en étoit le chef. Séchelles leur rendit, à la manière des démagogues, les honneurs funèbres. « Enfin, dit-il, la république triomphe, cette république qui, à elle seule tient tête à tous les tyrans, à tous les peuples qui se déshonorent; cette république que l'humanité a chargée de sa cause, et qui doit sauver l'univers.

Le programme finit par ces mots : « Jamais la liberté ne s'étoit montrée plus auguste aux siècles et aux nations : *le peuple a été grand et majestueux comme elle.* »

Pendant le tumulte de cette fête désastreuse, on se portoit en foule à Saint-Denis, et on y renversoit des mausolées vénérables de douze siècles, on exhumoit les corps de nos rois, on dispersoit leur cendre avec ignominie; et ce triomphe de cannibales se répétoit à la grande gloire de la liberté française, dans toute l'étendue de la république.

~~~~~  
7



## CHAPITRE IV.

Fin tragique du général Custines. — Destruction des académies.

LA fin tragique du général Custines, à cette époque, fit rêver d'une manière bien sinistre cette partie de la noblesse transfuge, qui n'ayant que de l'ambition, sans le génie qui semble la légitimer, se voyoit condamnée à servir les tyrans de la démagogie.

Custines, gentilhomme titré de la Lorraine, d'une famille comblée des bienfaits de la cour, avoit été de l'assemblée constituante, et y avoit puisé des germes d'insurrection et d'anarchie, dans la société de Mirabeau. Avec un esprit souple et liant, il ne lui fut pas difficile d'arriver aux places de la révolution, et il devint général en chef de l'armée du Rhin.

Custines étoit trop instruit, pour ne pas savoir qu'il n'y avoit rien de stable dans une farouche et sanglante démagogie; alors il se mit à étudier l'opinion publique qui étoit à l'ordre du jour, et n'ayant ni assez de talent, ni assez de puissance, pour maîtriser les flots qui submergeoient la chose publique, il prit le parti de louver. Tantôt il mandoit à la Convention, qu'avant même la mort

de Louis XVI il avoit juré de vivre et de mourir républicain, tantôt il l'accusait avec une sorte de courage, de n'offrir que le tableau d'une arène, où les passions se heurtoient avec effort. Il est vrai que, dans cette dernière occasion, il gâta le fruit de sa franchise par ce mot : *le jour, législateurs, où vous aurez un roi, sera celui de mon émigration*. Ce général en imposait; car, d'après son caractère versatile bien connu, le jour où un roi auroit été proclamé, il lui auroit, comme tant d'autres, vendu l'armée de la république.

Lors de la défection de Dumouriez, Custines réunit le commandement en chef des deux armées du Rhin et de la Moselle; et alors, l'immense pouvoir militaire dont il se trouvoit revêtu donna de l'ombrage. Les proconsuls démagogues, Ruamps, Montaut et Soubrany, qui étoient chargés de le surveiller, lui donnèrent des dégoûts, et il offrit sa démission. Le comité de salut public examina sa conduite; il déclara, par l'organe de Barrère, qu'il étoit, de tous les généraux républicains, celui qui *avoit le mieux maintenu la discipline militaire*; que l'armée qu'il commandoit étoit celle qui *avoit le plus honoré le nom français chez les puissances étrangères*; et d'après ce rapport, la Convention donna à Custines le commandement en chef des armées du Nord et des Ardennes.

La jalousie ombrageuse de la montagne ne



laissa pas Custines tranquille dans ce nouveau poste ; on l'abreuva d'humiliations ; mais ce fut la prise de Mayence qui le perdit : on attribua ce désastre à sa trahison , ou du moins à son impéritie. Mandé à Paris par le ministre de la guerre , son malheur voulut qu'il se présentât au Palais-Royal , où la veille , des députés de la *montagne* avoient été insultés , et qu'il s'y vît accueilli des cris de *vive Custines*. On ne manqua pas de prévenir la Convention que sa présence agitoit les esprits ; et celle-ci , sans autre information ultérieure , décréta que Custines seroit mis en arrestation à l'Abbaye , par forme de sûreté générale.

Il falloit que Custines ne se jugeât pas coupable , du moins du crime de perfidie ; car pouvant retourner à son armée , il se laissa mettre en arrestation , et demanda lui-même à l'assemblée nationale qu'on portât contre lui le décret d'accusation , afin de dissiper tous les nuages que la malveillance accumuloit sur sa tête. Barrère , qui l'avoit fait maintenir à son poste , fit un rapport contre lui au nom du comité de salut public , et le décret d'accusation fut prononcé : bientôt après il fut traduit devant le tribunal révolutionnaire.

L'effervescence des démagogues , contre le malheureux Custines , étoit telle , que son fils ayant répandu dans Paris une apologie courte et énergique de ce général , en forme d'affiche , on dénonça à la Convention ce jeune homme , pour avoir *sali*

*les rues de Paris* d'une défense de son père ; et , pour ce délit d'un genre nouveau , il fut arrêté.

Custines , dans cette position , vit d'un coup d'œil toute l'étendue du danger qu'il couroit ; et pour laisser à cette fureur démagogique le temps de s'exhaler , il appela le général Houchard , et divers commandans des places frontières , pour rendre témoignage de son patriotisme et de sa valeur. Thirion prétendit que ce moyen de défense étoit *contre-révolutionnaire*. La Convention termina les débats , que ce déni de justice élevoit dans son sein , en mandant à sa barre le président et l'accusateur public du tribunal révolutionnaire.

Dans l'intervalle de l'arrivée de ces derniers personnages , qui devoient dénouer la sanglante tragédie , deux nouveaux incidens dramatiques s'y réunirent ; le général Beauharnais qui , depuis long-temps , prévoyoit que son malheur d'être né dans la caste de la noblesse , empoisonneroit toujours aux yeux des démagogues les services qu'il rendoit à la république , et qui , à cet effet , avoit plusieurs fois sollicité sa démission , ayant renouvelé sa demande , lors du procès de Custines , la Convention accepta froidement cette démission , sans honorer du moindre regret ce sacrifice.

Le second événement regarde le député Saladin , un des hommes qui s'exprimoient avec le plus de force contre la proscription de Custines , qui lui

sembloit moins tenir de la justice que de la vengeance. Tout à coup, et au moment où on s'y attendoit le moins, il parut à la barre une députation des assemblées primaires du département de la Somme, qui accusa ce député d'avoir dit que la *montagne* étoit composée de scélérats, de déprédateurs et de septembriseurs; et que si son influence sur la Convention augmentoit, celle-ci deviendrait le parlement d'Angleterre sous la tyrannie de Cromwel. Aussitôt, sans entendre l'accusé, sans vérifier le fait, et regardant ce propos comme un délit de lèse-représentation nationale, elle décréta que Saladin seroit en état d'arrestation, et que les scellés seroient apposés sur ses papiers.

Peu de temps après l'accusateur public et le président du tribunal révolutionnaire entrèrent; le premier déclara que l'assemblée avoit été mal informée; que jamais on n'avoit eu l'intention au tribunal de faire droit sur la demande de Custines; et en effet, il suffisoit de connoître les personnages qui composoient cette chambre ardente pour sentir qu'il étoit impossible qu'un acte de justice émanât de son sein. « Ne doutez pas, dit le président, de notre zèle et de notre patriotisme; nous mettrons à l'instruction du procès de Custines toute l'activité *que commandent les circonstances.* »

L'interrogatoire de Custines à un tribunal qu'il

devoit récuser, puisqu'en qualité de général, et par la nature des délits qu'on lui reprochoit, il ne pouvoit être jugé que par un conseil de guerre; cet interrogatoire, dis-je, refroidit un peu l'intérêt que portoient à l'accusé des hommes de bien, que la différence des opinions politiques n'empêchoit pas d'être justes. Quand on lui demanda ses qualités, il répondit : *ci-devant militaire, et aujourd'hui citoyen...* Comme si ces deux titres étoient contradictoires ! comme si des *militaires*, tels que Fabert, Catinat ou Turenne, n'avoient pas pu, en servant les rois, prendre le titre de *citoyens* !

Fouquier-Tinville fit lire devant lui l'acte d'accusation qui le traduisoit au tribunal révolutionnaire, comme prévenu d'avoir trahi les intérêts de la république, en refusant de s'emparer des gorges de Porentrui ; en accusant le général Kellermann d'avoir arrêté le cours de ses conquêtes dans la Belgique ; en laissant sans vivres et sans munitions la ville de Mayence, ce qui l'avoit obligé à capituler ( tous objets qui, comme l'on voit, étoient parfaitement du ressort d'un procureur au Châtelet, devenu accusateur public, et des vils *sans-culottes* qui formoient le jury du tribunal. ) Ensuite l'acte fait mention de quelques délits contre-révolutionnaires, dont le principal est le mot que prononça Custines devant son état-major, en apprenant le supplice de Louis XVI : *ce*

*n'étoit pas mon avis; il falloit garder le roi pour otage, et non le faire mourir; et l'absurde plaidoyer finit par ces mots: «Telle est la manière perfide et combinée qu'employoit Custines pour anéantir cette liberté, si chère à tout être pensant, étouffer et pulvériser jusqu'aux plus légères traces de la république naissante.»*

Les débats durèrent un grand nombre de séances, à cause de la quantité de témoins, tous à charge, qu'on fit intervenir. La plupart étoient des députés du parti de la *montagne*, à qui on entendoit parler, pour la première fois, la langue des Vauban, des Montécuculli et des Folard; le président du tribunal révolutionnaire, Coffinhal, avoit le ton d'un major qui interroge un déserteur; toutes ces absurdes atrocités se terminèrent par un jugement digne de l'interrogatoire.

Il est constant, est-il dit dans le préambule, 1°. que pendant le cours de la guerre actuelle, il a été entretenu des manœuvres et intelligences criminelles avec les ennemis de la république; 2°. que par suite de ces manœuvres et intelligences, les villes de Francfort, Mayence, Condé et Valenciennes, sont tombées au pouvoir des ennemis; 3°. que Custines, ci-devant général en chef des armées de la république, est convaincu d'avoir coopéré auxdites manœuvres et intelligences; ensuite, d'après ces trois faits *constans*, qui, au tribunal de l'opinion publique, étoient à peine

des *probabilités*, l'infortuné général fut condamné à la peine de mort, et ses biens acquis et confisqués au profit de la république.

Quand on lut à Custines sa sentence, il chercha des yeux, dans l'assemblée, Tronçon-Ducoudray, son défenseur, et ne le vit point; *« il a tort, dit-il, d'avoir disparu : au reste, ma conscience ne me reproche rien ; je meurs calme et innocent. »*

De retour à la prison, il écrivit à son fils une lettre touchante, où il le prioit, *quand les beaux jours de la république reviendroient*, de faire réhabiliter sa mémoire ; ensuite il ne chercha plus de consolation que dans la religion de ses pères, qu'il n'avoit jamais apostasiée, comme la plupart de ses ennemis et de ses juges. Le long de la route, qui le conduisoit à la place de la Révolution, il regarda plusieurs fois, avec sensibilité, une populace de cannibales qui applaudissoit avec transport à son supplice, et mourut avec une constance digne peut-être d'une meilleure cause.

Le jour même de l'exécution de Custines, le gouvernement, abjurant tout reste de pudeur, fit traduire à l'Abbaye le confesseur du général, et sa belle-fille à Sainte-Pélagie. Son généreux fils qui, disoient des dénonciateurs du temps, *avoit sali les murs de Paris de la défense d'un père*, ne tarda pas à subir sa fatale destinée, et périt sur le même échafaud.



Un autre fait hideusement célèbre de ce long période d'erreurs, de désastres et de crimes, est la destruction froidement raisonnée des académies.

Et ici j'ai une garantie non moins précieuse que les procès-verbaux de la Convention et les mémoires du temps ; c'est une histoire de cette expédition du vandalisme, écrite la première année du dix-neuvième siècle, par une plume connue pour n'avoir jamais trahi la vérité. Mon récit-gagnera dans cette occasion à se montrer sous la forme d'une analyse.

Il y avoit déjà long-temps que la liberté de la presse gênoit la faction régnante. Dès les derniers jours de 1790, dans une discussion assez verbale sur l'instruction publique, il étoit échappé à Durand-Maillane de dire, aux acclamations de la horde révolutionnaire, *que la destinée du gouvernement français reposoit à la fois sur l'ignorance et sur la vertu.*

La Convention jeta tout à fait le masque le 29 mars 1793, lorsque sous la présidence de Jean-de-Bry Lamarque vint lui dire que dans les momens révolutionnaires toutes les espèces de liberté individuelle, et surtout celle de penser, devoient souffrir quelque modification, et qu'alors le délit d'écrire contre le gouvernement établi devoit être puni de la peine de mort. La loi fut adoptée ; de ce moment la dernière digue contre

le torrent de l'anarchie fut brisée; L'historien jeta au loin une plume qui ne pouvoit que nuire à lui-même, et le silence profond des académies fut le précurseur de leur anéantissement.

Ce fut l'avant-veille du 10 août que Grégoire, l'évêque constitutionnel de Blois, fit, au nom du comité d'instruction publique, son rapport contre les mêmes académies dont il est ensuite devenu membre, à l'organisation de l'Institut. Ce rapport, tout incendiaire qu'il étoit, parut si sage et si lumineux à la Convention, qu'aucun député ne se présenta dans la lice pour le combattre; Lacroix seul trouva quelques contradictions dans les sept articles qui composoient le décret; et, sur son amendement, l'assemblée supprima les cinq intermédiaires, et ne conserva que le premier et le dernier, qui portoient plus éminemment l'empreinte du génie de la destruction; le décret passa à la presque unanimité.

On mit sous la surveillance des autorités constituées, c'est-à-dire, des vandales de la révolution, les jardins botaniques, les cabinets, les muséum et les bibliothèques publiques, et on anéantit les sociétés littéraires et les académies.

Le comité d'instruction publique, au nom de qui fut rendue cette loi contre les lumières, sembloit, par la nature même de son institution, chargée de la repousser: il étoit composé, à cette époque, de vingt-six membres, dont cinq ou six

gens de lettres obscurs, plus ou moins asservis au parti révolutionnaire, qui vouloit régner par l'erreur et sur l'erreur. Le personnage dominant dans cette fraction de comité, étoit Anacharsis Clootz, le dom Quichotte de la *montagne*, qui, avec son style gigantesque d'hyperboles, ne parloit jamais qu'au genre humain, croyoit l'univers attentif à écouter ses oracles, et se flattoit de faire adopter un jour son code de liberté aux législateurs des étoiles. Tous les autres, inconnus dans la république des lettres, et étrangers, pour la plupart, aux grands principes de l'instruction publique, ne tenoient aux lumières que par le fil de la révolution. Il faut s'arrêter un moment sur le rapport de Grégoire, l'évêque de Blois, qui fut imprimé dans le temps par ordre de la Convention, comme un monument d'éloquence et de logique. On ne tardera pas à reconnoître que cette *éloquence* n'étoit qu'un cliquetis de mots révolutionnaires, et cette *logique* l'art d'aligner des idées fausses, imaginé par les sophistes que confondoit Socrate.

« Après demain, dit l'orateur, la république française fera son entrée dans l'univers. »

*Après demain* est le 10 août, anniversaire terrible du renversement d'un trône qu'on pouvoit regarder pour la France comme une propriété de quatorze cents ans; ce 10 août devoit être une fête, de la nature de celles qu'on instituerait en

l'honneur de l'assassinat de Henri IV, des vèpres Siciliennes ou de la Saint-Barthélemi.

« Cependant quelques-unes de nos institutions qui portent l'empreinte du despotisme, et dont l'organisation heurte l'égalité, avoient échappé à la réforme générale, ce sont les académies. »

Il y a presque autant d'erreurs que de mots dans ce texte de la diatribe contre les académies.

S'il existe quelque chose de républicain dans la monarchie illimitée (de droit plutôt que de fait) de Louis XIII et de Louis XIV, c'est l'institution des trois académies, où l'on récompensoit les travaux volontaires que leurs membres s'imposoient, où les fondateurs ne parloient que d'honorer les lettres et non de les enchaîner.

Il est encore plus essentiellement faux que l'organisation des académies blessât l'égalité : il est bien avéré que si jamais ce dogme de la démocratie a pu s'introduire dans notre antique monarchie, ce sont les corps lettrés qui lui ont donné asile. Tout le monde sait qu'un Nivernois, un Beauveau, oubliant ce qu'ils étoient auprès du trône, aspiraient à être hommes de lettres ; que le comte de Clermont, prince du sang, brigua l'honneur d'être assis entre Gresset et Duclos.

« Heureusement la raison a accéléré sa maturité ; elle a foudroyé le fanatisme, la féodalité et la royauté, les trois grandes erreurs de l'esprit humain. »

La royauté est bien étonnée de se trouver ici entre le fanatisme et la féodalité, comme une des trois grandes erreurs de l'esprit humain; mais c'est une de ces périodes à la Danton : l'auteur, plus voisin de ce démagogue que de Démosthène, a cherché le sublime de trait, et n'a rencontré que le ridicule.

« La France entière est persuadée que le dépérissement des sciences et des arts seroit celui de son existence, et leur tombeau celui de sa liberté. »

On ne revient pas de sa surprise, quand on voit une pareille phrase sortie de la bouche d'un homme qui, depuis son entrée dans la cure d'Embermesnil, a toujours cultivé les lettres, et comme membre de l'Institut s'honore, depuis sept ans, d'être des académies qu'il a fait supprimer.

« L'académie française, l'ainée de toutes les académies, présente tous les symptômes de la décrépitude. »

Observons bien qu'à cette époque la cendre de Voltaire et de Buffon fumoit encore; que Marmontel, Boufflers et Saint-Lambert jouissoient de toute leur renommée; que Gaillard et Laharpe écrivoient; que l'abbé Delille ajoutoit un chef-d'œuvre à ses *Géorgiques*; que l'académie française n'étoit veuve encore ni de ses Bailli, ni de ses Malesherbes.

« Les académies qui, à l'exemple de celle fon-

dée par Richelieu, se bornoient à la littérature, sont, pour la plupart, restées en arrière de la masse de ce peuple qui, par un instinct brûlant, se précipite en avant de son siècle pour présenter l'étendard de l'insurrection, et la hache de la justice à tous les peuples opprimés. »

Ces mots *restés en arrière* sont, contre l'intention de l'interprète du comité, le plus bel éloge qu'on puisse faire des académies, qui, considérées en masse, n'ont en effet aidé en rien le mouvement rétrograde, qui tendoit à ramener la France vers les âges de barbarie.

« Le grand motif qui commande la suppression de ces sociétés, c'est que la plupart sont désorganisées par l'effet de cette révolution *sublime*, qui a déplacé tant de rapports et froissé tant de préjugés, tant d'intérêts. Les patriotes y sont presque toujours en minorité; cette discordance d'opinions politiques est étrangère à l'objet qui rassemble les gens de lettres; mais comme elle a sa source dans le cœur encore plus que dans l'esprit, quel bien peuvent opérer, par leur rassemblement, des hommes dont les uns sont gangrenés d'une incurable aristocratie, et les autres ont l'inflexible austérité du républicanisme? La servitude et la liberté étant inalliables, leurs partisans respectifs le seront à jamais. Il en résulte que ces académies sont une arène, où Oromase et Arimane se battent; et certes il n'y a pas plus

de distance entre les deux principes des manichéens qu'entre un patriote et un aristocrate. »

Le rapport est ici d'une franchise qui braye l'opinion publique : il est incontestable que les *patriotes* (de la *montagne*) ont toujours été en minorité dans les académies : ainsi la sentence de mort de ces sociétés littéraires se lit dans ce dernier paragraphe :

« Dans un gouvernement sage, il ne doit exister aucune institution parasite, et le fauteuil académique doit être renversé. »

On se doute bien qu'après avoir renversé la digue des lumières, qui gênoit le cours du torrent révolutionnaire, la *montagne* ne s'arrêta pas au milieu de sa sanglante carrière. Cinq jours après cet événement sinistre, Danton, qui présidoit la Convention nationale, eut le crédit de faire ériger en loi une autre violation des propriétés, dont la forme ne fut pas moins révoltante. Il parut un décret qui autorisoit la nation, héritière alors de tous les infortunés qu'elle faisoit, à ne payer aucun des créanciers de Louis XVI. Par un raffinement digne du siècle de Scylla, il fut statué que la liste de ces victimes de la tyrannie seroit imprimée, *afin*, dit la loi, *que le peuple fût à portée de les connoître*, c'est-à-dire, de les égorger.

Le torrent, une fois sorti de ses limites, ne trouva plus d'obstacles, ou les renversa : on vit, avant qu'un mois fût écoulé, la France inondée

de décrets oppresseurs, qui firent bientôt oublier le désastre des académies. Conséquente dans son plan de ne s'organiser que sur des ruines, la Convention prépara, d'un côté, par la suppression de la caisse d'escompte, celle de la Compagnie des Indes; de l'autre, elle cassa la régie générale et l'administration des domaines; ensuite, revenant à son idée favorite de n'abattre le tronc des connoissances humaines qu'après avoir brisé toutes ses branches, elle enleva à Cassini les cent soixante et treize planches de sa belle carte de l'Académie, fit disparaître du sol de la France ses écoles militaires, et anéantit d'un trait de plume les quatre facultés antiques, de droit, des arts, de médecine et de théologie.

Le gouvernement marchait cependant, au milieu des ruines qu'il amoncelait sans cesse : nous ne tarderons pas à voir Dubois-Crancé écrire au comité de salut public, *qu'il fait chauffer les grils et placer les mortiers, pour bombarder Lyon de la manière la plus effrayante*; Carrier, le Phalaris de Nantes, en instruisant le corps-législatif de sa découverte des bateaux à soupapes, lui montrer une légion de prêtres et de gentilshommes *ensevelis dans les vagues par un tourbillon révolutionnaire*, et Merlin de Thionville, annoncer froidement, à sept cents députés qui l'écoutent de même, *qu'enfin la Vendée n'est plus qu'un monceau de cendres, arrosé de sang humain*.



C'est avec la suppression des académies que coïncide le fameux décret sur le *maximum*, qui organisa la famine en France; et la *loi sur les suspects*, bien plus désastreuse encore, parce qu'en démoralisant un grand empire, elle naturalisoit dans son sein le crime, l'opprobre et la mort.

Cette époque à jamais mémorable dans les annales sanglantes de la liberté, se terminera par le supplice de Bailli, l'apothéose de Marat, et l'établissement légal du gouvernement révolutionnaire.

---

## CHAPITRE V.

Suite des mesures pour l'extinction des lumières. — Désastres intérieurs et extérieurs de la France. — Toulon tombe au pouvoir des Anglais ; reprise de cette place. — Vengeances odieuses exercées par les vainqueurs. — Esprit de férocité dans les décrets de la Convention. — Faineuse loi des suspects. — Extension du tribunal révolutionnaire. — Organisation d'une armée révolutionnaire. — Triomphe du comité de salut public.

LAKANAL, qui, en qualité de membre du comité d'instruction publique, avoit coopéré de tout son pouvoir à la suppression des académies, vint, vers la même époque, solliciter l'attention du gouvernement sur un établissement célèbre où l'on commandoit encore, dit-il, *au nom des rois*, sur l'Observatoire ; il demanda qu'on imprimât à ce monument les formes républicaines, et il fut écouté : par suite du décret qu'amena son rapport, Cassini, héritier de la gloire de trois de ses aïeux, fut écarté de cet observatoire qui sembloit le patrimoine de sa famille, et on laissa ce monument sous la direction de quatre astronomes, à condition que dévoués servilement aux volontés de la *montagne*, ils ne verroient que des demi-dieux dans les désorganiseurs de la république.

C'est d'après le même système d'asservir tout jusqu'à la pensée, qu'un décret donna la police exclusive des spectacles aux municipalités : celle de Paris remplit parfaitement les vues des démagogues ; elle ne laissa sur le répertoire de la scène française que des pièces révolutionnaires à l'ordre du jour, défendit de jouer *Cinna* et *Athalie*, et mutila les chefs-d'œuvre de l'esprit humain pour les mettre à la hauteur des *Charles IX* et des *Timoléon*.

Les autorités constituées de Paris ayant obtenu un décret qui établissoit dans cette ville trois degrés d'instruction, il s'établit le lendemain dans l'assemblée une discussion, qui mit à jour la pensée secrète du parti dominant sur l'esèce de lumières qui convenoit à des démagogues.

Chabot demanda le rapport du décret, parce qu'il tendoit à ressusciter tous les abus du régime proscrit, et à ériger l'aristocratie des savans, tandis qu'il ne falloit pour la république naissante que la démocratie des *sans-culottes*.

Fabre-d'Eglantine, connu par quelques bonnes comédies, et plus encore par ses crimes révolutionnaires, demanda qu'on fit de nouveaux livres, qu'on créât de nouveaux maîtres; et peu à peu la doctrine du vandalisme gagnoit toute l'assemblée, lorsque Basire ramena un peu les esprits, en faisant observer que les sciences et la philosophie ayant préparé la révolution fran-

çaise, la reconnaissance vouloit qu'on les fixât désormais dans la république : il appuya surtout sur l'idée que la subversion de l'ancienne instruction étoit un service rendu aux ennemis de la patrie, et que si jamais nous tombions dans ce piège, l'Angleterre, forte de notre foiblesse, ne tarderoit pas à nous donner un dominateur; alors quelques yeux se dessillèrent, et le décret fut suspendu.

Quelques jours après, on proposa d'établir pour base de l'instruction publique la rédaction de feuilles purement morales, qui seroient affichées tous les jours sur les murs de Paris et dans toute la république : l'idée de faire apprendre à vingt-cinq millions d'hommes leurs devoirs, au coin des rues, est une des plus extravagantes qui ait jamais passé dans la tête des démagogues.

Fourcroy observa que la vraie morale est moins d'afficher une feuille qui en expose les principes, que de surveiller les hommes en place, et d'élever les enfans pour le républicanisme : mais la feuille d'instruction prévalut; on afficha pendant quelques jours, dans les rues, des maximes de *sans-culottes*; les *sans-culottes* ne les lurent pas, et le code nouveau de morale fut oublié.

L'évêque constitutionnel Grégoire, voyant ce moyen d'instruction en discrédit, proposa, au nom d'un comité, un autre plan : il s'agissoit de re-

cueillir les actions mémorables des patriotes ; et les *patriotes* , pour le prélat , étoient les hommes qui exagéroient la philanthropie , qui rendoient les nègres libres pour la ruine des blancs , et qui appuyoient l'harmonie des empires sur le détronement des rois.

Il entroit dans son système , de mettre en contraste les crimes des royalistes avec les vertus *qui sont la propriété des républicains* , parce qu'alors , suivant lui , les peuples détrompés se hâteroient d'atteindre leur virilité politique , et que *les volcans allumés sous les trônes feroient explosion*.

Ce rapport sur la morale publique est dans quelques points un chef-d'œuvre d'immoralité : après avoir dit que l'exemple grave les principes dans l'ame , il s'élève avec raison contre la gloire si peu raisonnable des conquêtes , prétendant que les éloges donnés à Achille ont fait égorger les Perses dans les champs d'Arbelles ; que la fureur de vouloir imiter Alexandre a fait joncher de cadavres les plaines de Pharsale : « *mais aussi* , ajoute-t-il froidement , *c'est Brutus qui , par la main d'Ankastroom , a délivré la terre de Gustave III.* » : on peut observer que ce *mais aussi* renferme l'éloge du régicide.

C'est dans cette galerie de tableaux patriotiques , continue le rapporteur , que la patrie en deuil contempera les législateurs assassinés pour avoir voté la mort du tyran ; et ce récit gra-

vera en caractères ineffaçables, dans tous les cœurs, la haine de la royauté.

Ce rapport étoit parfaitement à l'ordre du jour; il fut couvert d'applaudissemens, moins pour ce qu'il renfermoit d'utile, que pour l'exagération de ses principes. On décréta le prétendu *livre classique* à l'usage des républicains : quelques chapitres parurent, mais peu à peu le zèle des patriotes se refroidit, et il en fut du recueil des grandes actions, opérées par les philanthropes qui proclamoient l'indépendance des nègres, l'insurrection contre les pouvoirs légitimes et l'assassinat des rois, comme de la morale *affichée au coin des rues*, qui s'anéantit faute de lecteurs.

Le rapport de Grégoire coïncide avec les désastres de nos colonies, que son principe philanthropique de la liberté absolue des noirs avoit préparés : une insurrection épouvantable s'étoit déclarée dans la ville du Cap, notre métropole, à Saint-Domingue. On avoit massacré une partie des colons, et les autres avoient été demander un asile aux États-Unis : Polverel et Santhonax, les commissaires du gouvernement français, avoient joué un rôle odieux dans cette sanglante tragédie ; mais le parti dominateur à la Convention partageoit les opinions de Grégoire, et l'assemblée ne prit que des mesures insuffisantes pour conserver à la France une colonie qui étoit sur le point de lui échapper.

Les troubles du midi continuoient avec plus de force que jamais : Marseille ; encouragée par la résistance de Lyon, avoit donné sa confiance au conseil-général de ses trente-deux sections, qui vouloit concourir à ramener la France à son ancien ordre de choses. On savoit, par les administrateurs du département des Alpes-Maritimes, que la ville ne vouloit plus que des assignats à face royale, qu'elle donnoit le nom de factieux aux proconsuls qu'on envoyoit pour la pacifier, et qu'elle avoit organisé un tribunal révolutionnaire pour faire tomber les têtes des démagogues. Il y avoit un peu loin de cette Marseille à celle qui envoya ses cohortes à Paris pour y organiser l'effroyable journée du 10 août, et substituer à la plus tolérante des monarchies la plus désorganisatrice des républiques.

Mais cette Marseille, en usant de l'affreux droit de représailles, gâta son insurrection : beaucoup de sang fut versé sur son échafaud révolutionnaire, et ce qui acheva d'aliéner d'elle les bons esprits qui n'épousent aucune querelle politique, c'est que les fanatiques qu'elle fit périr moururent avec un courage qu'on auroit pu prendre pour celui de la vertu.

La prise de Toulon par les Anglais fit oublier pendant quelque temps l'insurrection de Marseille : depuis long-temps cette ville étoit en opposition ouverte avec la Convention ; on n'y recevoit

plus le *bulletin des lois* ; on y avoit fait brûler la constitution de Séchelles par la main du bourreau. Quand l'insurrection fut parfaitement consolidée, l'amiral Hoode parut à l'entrée du port ; toutes les sections de la ville adhérèrent aux propositions qu'il leur fit transmettre ; le pavillon blanc fut arboré, et le fils de Louis XVI détenu au Temple, reconnu roi sous le nom de Louis XVII. L'amiral avoit sous ses ordres vingt vaisseaux de ligne et vingt-cinq frégates ; il demandoit la garde des côtes et des forts, et promettoit, à la paix, de rendre à la France sa pacifique conquête.

Peu de temps après, la petite flotte française qui croisoit sur la côte sous les ordres du contre-amiral Saint-Julien, ayant été abandonnée par plusieurs des capitaines qui la montoient, l'escadre anglaise entra sans résistance dans la rade de Toulon.

Les nouvelles de cette défection remplirent le comité de salut public d'indignation et d'effroi. Quand la patrie devoit verser des pleurs, le comité demanda encore du sang : « qu'ils périssent, dit Barrère, ceux qui vouloient que la république périt ; que l'expiation soit plus terrible que le délit : ce ne sont plus des Français, ce ne sont plus des hommes ; ils ont foulé aux pieds tous les droits, tous les titres de l'humanité ; la France les a perdus et l'Angleterre ne les a pas gagnés ; ils n'appartiennent plus qu'à l'histoire



des traîtres et des conspirateurs; que les lâches habitans de Toulon, l'horreur et la honte de la terre, disparaissent enfin du sol des hommes libres. »

Cependant des périodes emphatiques et des cris de vengeance ne suffisoient pas pour rendre Toulon à la république. Barras et Fréron, représentans du peuple près l'armée d'Italie, se chargèrent de prendre quelques mesures provisoires, pour arrêter le démembrement de la France; ils vinrent, avec l'armée qu'ils surveilloient, sous les murs de Toulon, firent sonner le tocsin dans toutes les communes des départemens du Var, et requirèrent tous les hommes, depuis l'âge de seize ans jusqu'à celui de soixante, de marcher au secours de la patrie; ensuite ils annoncèrent que de concert avec le général Carteaux, ils assiégeroient Toulon, la bombarderoient et la raseroient de fond en comble, à l'exception des forts et des arsenaux: cette manière de faire la guerre étoit celle des Genséric et des Attila, et méritoit d'entrer dans la tactique de nos héros révolutionnaires.

Cependant l'amiral Hoode prenoit possession de Toulon, et proclamoit partout qu'il ne venoit point faire de conquête, mais rendre la paix à un peuple fatigué d'insurrections, et rétablir la constitution monarchique de 1791.

Le comité de salut public redoubla de fureur.

Jean-Bon-Saint-André, qui fut son interprète auprès de la Convention, s'étendit verbeusement sur la perfidie du cabinet de Saint-James : à l'en croire, Pitt avoit acheté l'insurrection de Marseille pour avoir Toulon, un des plus beaux ports de la Méditerranée. Aucun député n'éleva de doutes sur cette inculpation, et le rapport amena un décret dont les dispositions peignent bien l'esprit de terreur du temps, combiné avec celui de férocité.

Le contre-amiral Trogolff, commandant l'escadre de Toulon, et Puissant, l'ordonnateur de la marine, dans le même port, sont déclarés traîtres à la patrie, et mis hors la loi.

Les Anglais qui ont été mis en état d'arrestation sur le territoire de la république, ou qui le seront désormais, doivent être soigneusement renfermés, sous la responsabilité nationale des corps administratifs ; ils seront regardés comme otages, et répondront sur leurs têtes de la sûreté des commissaires Pierre Bayle et Beauvais, prisonniers dans Toulon.

Les représentans du peuple auprès des armées des Alpes et de l'Italie se concerteront avec les généraux sur les mesures les plus efficaces pour réduire les rebelles ; ils veilleront à ce qu'il soit employé la plus grande vigueur dans le développement de ces mesures.

Avant que ce décret fût proclamé, l'esprit d'op-

position continuoit à faire des progrès dans Toulon. On y brûloit en cérémonie la guillotine ; on y publioit des édits au nom de Louis XVII, et le représentant du peuple Pierre Bayle, pour échapper à la honte d'un supplice mérité, s'étoit poignardé dans sa prison.

Cependant les armées françaises s'occupèrent de bloquer Toulon ; le général Carteaux livra aux Anglais une bataille qui, dit-on, ne lui coûta qu'un homme, et dont il sortit vainqueur. Quelque temps après, l'ennemi s'étant présenté sur cinq colonnes hors des remparts, les Français lui livrèrent un second combat un peu plus mémorable, qui lui coûta cinquante hommes et deux cent cinquante blessés.

Il se passa encore long-temps avant que ces succès amenassent une action décisive ; la Convention imagina d'électrifier, par une adresse, l'armée républicaine qui faisoit le blocus de Toulon.

« Soldats, y étoit-il dit, trop long-temps vous avez différé la vengeance nationale, trop long-temps vous avez ajourné votre gloire, les infâmes traîtres de Toulon sont debout... ; n'existeriez-vous donc plus, puisqu'ils vivent encore?...

» Un vil troupeau d'esclaves parqué dans des murs odieux insulte à la république, et ses nombreux bataillons cernent en vain les brigands de Madrid et de Londres ; ... osez-vous rentrer dans vos foyers, si la victoire ne vous en ouvre

bientôt la route ? souffrirez - vous qu'on dise en France , en Europe , dans l'avenir : *La république leur commanda de vaincre , et ils craignirent de mourir.* »

Enfin , au mois de décembre , les mesures vigoureuses de la Convention eurent leur effet , et Toulon fut rendu à la France : mais ici les historiens se partagent , et la vérité semble se couvrir d'un nuage. A en croire les papiers officiels de la *montagne* , le bombardement s'exécuta contre Toulon ; il dura douze heures , et mit une partie de la ville en cendres. Les Anglais évacuèrent la place , au moment que les échelles se plaçoient pour escalader ses remparts ; ils mirent le feu à l'arsenal , et embrasèrent l'escadre française avant de se retirer : l'embarquement des Toulonnais fugitifs se fit avec un tel désordre , que deux chaloupes chargées sans mesure coulèrent à fond ; la ville , le port et les forteresses furent en peu d'heures au pouvoir des armées de la république.

Un récit qui diffère par le fonds , et qui présente bien plus de détails faits pour attacher , m'a été fourni par un homme de lettres justement estimé , qui se trouvoit , avec sa famille , dans les remparts de cette ville malheureuse. On peut compter sur la véracité de cet écrivain , qui doit un jour imprimer et signer ses Mémoires.

A en croire ce précieux manuscrit , les habitans de Toulon , réunis à un renfort de dix mille Mar-

scillais qui étoient venus les protéger, s'étant, à force de valeur, rendus maîtres d'un poste qui commandoit les gorges d'Ollioules, pouvoient défier long-temps, et les deux armées conventionnelles, et toutes les forces de la république; mais ils eurent à combattre la disette et la perfidie, et leur beau plan de résistance fut renversé.

D'un côté l'amiral Hoode, commandant de l'escadre anglaise, qui avoit un motif secret pour ne pas donner trop de force à ce noyau d'insurrection, décida que Toulon n'avoit pas assez de troupes pour se maintenir dans cette position, et dès le lendemain elle lui fut enlevée.

De l'autre, l'arrivée de dix mille bouches étrangères, sans nouveaux approvisionnemens, avoit augmenté la disette, qui s'annonçoit depuis un mois, d'une manière assez inquiétante; et les assiégés se trouvoient entre la famine et les échafauds.

Un jeune héros de l'Espagne, du nom de Gravina, qui arriva sur ces entrefaites, et qui prit le commandement des troupes de terre, sut relever un moment toutes les espérances de Toulon. A peine installé dans son poste, il voulut faire une sortie vigoureuse; on lui représenta que la ville n'avoit pas dans ses remparts une seule pièce de campagne. *Eh quoi*, dit-il avec enthousiasme, *les républicains n'en ont-ils pas? Suivez-moi et mar-*

chons. La sortie eut lieu : les assiégés s'emparèrent de sept pièces de canon, et rentrèrent en triomphe dans leurs murs, qui alloient bientôt être renversés.

Les Anglais à qui la valeur espagnole faisoit ombrage, la contrecarrèrent. Sous le vain prétexte que si la ville avoit dans son sein des hommes dignes de leur estime, elle renfermoit aussi des espions de la *montagne*, dont il falloit se défier, ils ordonnèrent un désarmement général, qui réduisit douze mille hommes en état de porter les armes, à être simples spectateurs de leur gloire ou de leur ignominie.

Cependant le commandant Gravina ne s'endormoit pas sur ses lauriers ; voyant l'ennemi maître du pas de la Masque, et de la redoute de Pharon qui dominoit la ville, il se mit à la tête de ses soldats de marine, soutenus d'un corps de Piémontais et de Napolitains, ( ces derniers n'avoient jamais vu le feu, ) pour reprendre ce poste important du pas de la Masque, où cent mille Perses auroient pu être arrêtés par dix héros des Thermopyles. Le poste, ainsi que la redoute furent emportés, et il en coûta la vie à dix-huit cents soldats de la *montagne*.

C'est à cette époque que Louis XVII et le comte de Provence furent proclamés dans la ville, l'un roi, et l'autre régent de France. La municipalité avoit demandé aussi que le comte de

Provence fût invité à venir établir momentanément dans Toulon le siège du nouveau gouvernement ; mais l'amiral Hoode déclara qu'il ne le recevrait pas dans la place.

Sur ces entrefaites, le général anglais Oara se laissa faire prisonnier par les troupes républicaines : et un soupçon assez fondé se répandit, que son but secret étoit de traiter avec les proconsuls de la Convention, pour leur livrer la ville, que l'honneur et les droits des nations l'obligeoient de défendre.

Ce qui légittima ces soupçons, c'est que peu de jours après un équipage somptueux parut aux portes de la ville ; il renfermoit deux conventionnels, qui prirent le titre de parlementaires ; on les vit traverser la ville sans avoir les yeux bandés, comme il est d'usage dans les places qu'on assiège ; s'enfermer pendant quelques heures avec le gouverneur anglais ; aller de là visiter un proconsul de leurs amis, prisonnier au fort de Lamalgue, et s'en retourner sous les tentes des assiégeans, sans qu'on ait jamais pu deviner l'objet de leur voyage et celui de leur conférence.

Les évènements postérieurs déchirèrent bientôt le voile qui couvroit cette étrange aventure.

Les Anglais s'emparèrent seuls de l'Arsenal, et en interdirent l'entrée, non seulement aux Français, mais encore aux troupes de la coali-

tion, aux Piémontais, aux Napolitains, et aux Espagnols.

Le moment de mettre la perfidie dans tout son jour approche, et ce sinistre dénouement paroitra d'autant plus incroyable, que Toulon, avec ses forts, ses ouvrages avancés, ses vingt-deux mille hommes de garnison, et surtout le nom de son commandant Gravina, pouvoit, avec une merlibre qui l'auroit approvisionné, faire échouer devant ses murs les onze armées de la république.

Le 16 décembre, l'ennemi s'empare du grand camp de Balaguiet et domine, par cette position, la grande rade où étoient les batteries flottantes qui protégeoient la place. Le conseil de guerre s'assemble : Gravina dit que cet échec peut être réparé par une victoire. Le gouverneur anglais prétend que c'est un avantage décisif qui entraîne la ruine de la coalition, et il est écouté.

Pendant ce temps là, les espions de la *montagne*, qui étoient en grand nombre dans Toulon pour paralyser ses forces, répandent la fable populaire que les généraux républicains ont amené la grande coulevrine d'Arles, qui porte à trois lieues, et qui va réduire la ville en cendres, et la multitude saisie d'effroi se porte vers la mer pour échapper à la fatale coulevrine.

Le 17, à huit heures du soir, on apprend que le fort Pharon est évacué, et que les Anglais s'embarquent à la hâte sur leurs vaisseaux. Les



Toulonnais effrayés se partagent : les uns vont demander leurs armes au gouverneur ; les autres se précipitent pour solliciter des passe-ports auprès de leur municipalité.

Vers minuit une force armée parcourt la ville avec des flambeaux , escortant un hérault chargé de publier une proclamation pour rassurer les habitants , démentir le bruit de leur abandon , et les inviter de rentrer dans leurs foyers.

A peine la proclamation étoit-elle publiée dans les divers quartiers , qu'un bruit effroyable vint détruire ce retour à la sérénité ; c'étoit l'explosion d'une mine qui fit sauter le fort Paumès : à l'instant les alarmes se renouvellent avec plus de force que jamais , et tout le monde se porte vers le port pour se dérober à l'incendie , aux massacres et à l'échafaud.

En peu de temps , dit l'écrivain que j'analyse , on put compter dans cette dernière retraite vingt mille individus de tout sexe , de tout âge , séparés en groupes suivant les familles , et tous tremblant d'effroi , les uns debout , les autres assis sur les débris de leurs propriétés , ayant devant eux une mer féconde en orages , et pas une chaloupe pour s'abandonner à la providence.

Cependant la générosité espagnole ne s'endormit pas ; il partit de la flotte de l'amiral Langara plus de trois cents chaloupes qui , profitant

d'un calme plat qui survint, embarquèrent successivement la plus grande partie de ces vingt mille hommes.

Les effets des Toulonnais, leurs richesses mobilières restoient amoncelés sur les quais : des brigands pareils à ceux qui se répandirent dans Lisbonne dévastée par son tremblement de terre, spéculant sur ces trésors à demi abandonnés, firent feu sur le reste des habitans qui attendoient leur tour pour être embarqués, et commencèrent leur effroyable pillage. En ce moment, suivant le manuscrit que je ne me permets ici que de transcrire, une terreur panique saisit toute cette multitude : on croit les républicains maîtres de Toulon, et les infortunés, hommes et femmes, se précipitent par centaines dans les flots : on n'entend plus que des cris déchirans ; le génie de l'enfer lui-même ne sauroit imaginer un plus effroyable tableau.

Pendant ce temps là, les trois cents chaloupes errantes et surchargées de malheureux fugitifs, qui sont sur le point d'être engloutis dans les flots, demandent vainement un asile aux vaisseaux anglais, qui menacent de faire feu sur elles si elles ne s'éloignent à l'instant. (1) C'est encore

---

(1) Notre impartialité nous oblige d'ajouter ici que ce fut l'impossibilité de donner place à des hommes dans la plupart des vaisseaux anglais, encombrés de mâts, de voiles

l'amiral Langara qui empêcha ce grand attentat d'être consommé.

Une dernière scène d'horreur termina cette nuit de désastres. Le magasin à poudre sauta par une explosion égale à celle du Vésuve, et les maisons de Toulon parurent la proie d'un long et vaste incendie.

La reprise de Toulon coûta à la France neuf vaisseaux de ligne qui étoient dans son port, encore en état de tenir la mer, et dont les Anglais fugitifs s'emparèrent.

A peine les généraux français commençoient-ils à régner sur les ruines ensanglantées de Toulon, qu'un décret sollicité par le comité de salut public déclara que l'armée qui s'enorgueillissoit d'une pareille conquête, avoit bien mérité de la patrie; il condamna les maisons de cette ville insurgée à être rasées, et supprima son nom pour lui donner celui de *Port de la montagne*.

Ce triomphe inespéré de la *montagne* amena de sanglantes proscriptions; car les républiques ne sont jamais généreuses; elles ne le furent pas au Péloponèse, sous les institutions de Solon: on

---

et de cordages, enlevés dans les magasins de Toulon, qui amena cette infraction de tous les droits de l'humanité. La funeste consigne ne fut pas donnée dans les navires qui avoient moins de charge, et qui recueillirent un certain nombre de Toulonnais que les Espagnols n'avoient pu embarquer.

ne devoit pas s'attendre à trouver telle la république française, fondée sur le meurtre de son roi et sur les lois sanglantes du gouvernement révolutionnaire.

Une lettre d'un des proconsuls, apprit aux restes infortunés de la population de Toulon, ce qu'ils devoient attendre des hommes féroces qui, après avoir eu le bonheur de vaincre ne savoient qu'assassiner.

« Soyons terribles, pour ne pas craindre de devenir foibles, ou cruels; anéantissons dans notre colère, et d'un seul coup, tous les rebelles, tous les conspirateurs, tous les traîtres, pour nous épargner le long supplice de les punir en rois.

» Exerçons la justice à l'exemple de la nature, vengeons-nous en peuple; frappons comme la foudre, et que la cendre même de nos ennemis disparoisse du sol de la liberté.

» Que de toutes parts les perfides et féroces Anglais soient assaillis; que la république entière ne forme qu'un volcan qui lance sur eux la lave dévorante; que l'île infâme qui produisit ces monstres, soit à jamais ensevelie sous les vagues de l'Océan! »

Ces menaces terribles ne s'exécutèrent pas sur les insulaires de la Grande-Bretagne, mais elles n'atteignirent que trop les Toulonnais désarmés et tremblans, qui croyoient que leurs vainqueurs étoient encore des hommes.

On lisoit les premiers jours de janvier 1794, à la Convention : « La justice nationale s'exerce journellement sur le champ de bataille ; tous les rebelles sont fusillés..... Des vieillards s'étoient glissés dans l'armée, nous avons arrêté contre ces scélérats la peine de mort. »

Les proconsuls chargés d'exercer cette *justice nationale* firent fusiller par bandes tous les Toulonnais qu'ils soupçonnèrent de ne s'être pas opposés à la défection de leur malheureuse patrie. On lit dans les mémoires du temps que les soldats républicains coupoient les oreilles des morts et en entouroient leurs chapeaux. Un des bourreaux en chef, qui se trouvoit représentant du peuple, justifia ces horribles vengeances, en écrivant à la Convention, qu'à son arrivée dans Toulon, *il n'avoit trouvé que les forçats des galères qui fussent patriotes*. On fait monter le nombre des infortunés de tout rang, de tout âge et de tout sexe, qui périrent dans ces boucheries raisonnées et exécutées de sang froid, à deux mille hommes.

L'histoire a déjà recueilli, sur ces horribles scènes, un trait devant lequel l'imagination recule épouvantée. Un grand nombre de Toulonnais ayant été réunis sur une place, les ordres furent donnés de tirer sur eux à mitraille. Un membre de la Convention, qui assistoit à cette terrible exécution, se promena froidement sur ce champ de mort ; et, s'étant aperçu que quelques-unes des

victimes avoient échappé à la mitraille, il s'écria tout haut : *Que ceux qui ne sont pas morts se relèvent, la république leur pardonne.* Quelques-uns de ces malheureux se relevèrent en effet, et l'ordre fut sur le champ donné de les fusiller.

La Convention n'avoit pas attendu ces vengeances de ses proconsuls, pour organiser autour d'elle le système de la terreur, qui seul pouvoit contenir l'indignation publique, toujours sur le point d'éclater.

Ses premières fureurs se dirigèrent du côté des étrangers, dont le plus grand nombre indifférent aux haines nationales, ne s'occupoient que des arts ou du commerce qui les faisoit vivre, se croyant en sûreté à l'ombre de l'hospitalité française. On osa discuter lors d'un rapport solennel, fait au nom des comités de salut public, des finances et du commerce, s'il falloit confisquer toutes les propriétés appartenantes aux nations qui se trouvoient en guerre avec la république; et l'unique motif qui empêcha de confirmer cette mesure immorale, déjà proposée, c'est que cette confiscation peu lucrative par elle-même, entraîneroit une perte immense pour les Français, à cause du droit de représailles.

Avant cette discussion, si peu digne de l'ancienne loyauté française, la loi contre les étrangers avoit été proclamée; on y condamnoit à la réclusion dans des maisons de sûreté, tout indi-

vidu né sur le territoire des puissances avec lesquelles la France étoit en guerre; on n'exceptoit de cette disposition, si contraire au droit des gens, que les artistes, ou les transfuges, qui, depuis leur entrée sur notre territoire, avoient donné des preuves d'attachement à la révolution.

L'article 9 de la loi condamne tout étranger convaincu d'intelligence avec des puissances étrangères ou avec des émigrés, à la peine de mort; l'article 11 soumet à la même peine capitale, l'infortuné qui se travestit ou qui se suppose d'une autre nation que celle qui l'a vu naître.

Ce code de mort ne fut point simplement comminatoire: les annales sanglantes de la république attestent qu'un grand nombre d'étrangers, même patriotes, furent trainés à l'échafaud par l'ordre du gouvernement, à qui ils étoient venus demander l'hospitalité.

Ces lois contre les étrangers avoient pour principe des lettres interceptées à la poste contre tout droit public, et qui, interprétées par les démagogues chargés d'en faire la lecture, annonçoient des intelligences entre les mécontents de l'intérieur et les ennemis du dehors, pour ramener la France déchirée et malheureuse à l'ancienne monarchie. Le rapporteur nommé pour en rendre compte à l'assemblée, fit passer à cet égard dans sa harangue toute la férocité du gouvernement. Il faut en rapporter un trait qui peindra mieux l'esprit du temps que toute la philosophie de l'histoire.

« Les royalistes veulent un mouvement : eh bien ! ils l'auront, mais ils l'auront organisé ; et, d'après le grand mot proféré à la commune, on placera la terreur à l'ordre du jour..... Les royalistes veulent du sang : eh bien, ils auront celui de Brissot et de Marie-Antoinette ; vous saurez que du fond de leur prison ces *scélérats* conspirent encore..... Les royalistes veulent troubler les travaux de la Convention nationale.... conspirateurs, elle troublera les vôtres ! Vous voulez faire périr la *montagne*, elle vous écrasera de son poids. »

Cette torche allumée par le comité de salut public ne manqua pas de produire un embrasement général.

Le département de la Meuse fit brûler en place publique, au milieu de tous les emblèmes de la féodalité, l'image auguste de Louis XVI.

Dans celui de la Somme, le proconsul André-Dumont écrivoit à la Convention : « Je crois que tous les ci-devant comtes, marquis, ducs, et leurs familles, sont dans ce pays. D'arrestation en arrestation j'extirperai ce *chancre* qu'on appelle la haute noblesse..... Dans ces nouvelles mesures se trouvent compris les Mailly, les Deligne, les Beuvron et les d'Harcourt..... je les fais conduire à la citadelle de Doullens.... Le duc de Châtelet détenu ici.... se sent l'ame si nette qu'il a fait appeler un médecin, auquel il a demandé une double dose d'opium ; il a aussi sollicité le



geolier de lui remettre du poison ; j'ai placé un grenadier pour veiller sur sa personne. »

Après de pareilles proscriptions, on sent que la tête des généraux de la haute noblesse, qui avoient le mieux servi la révolution, n'étoit pas en sûreté ; le duc de Biron, qui, depuis long-temps sollicitoit vainement sa démission, fut arrêté, demanda à être jugé ; et sur l'observation de Léonard-Bourdon, que l'accusé avoit sa femme émigrée et qu'il fut autrefois le compagnon des plaisirs du duc d'Orléans, on ne daigna ni accueillir sa demande, ni l'honorer d'une réponse. Il falloit, suivant le tribunal révolutionnaire, qu'il attendît son tour d'être interrogé, comme les compagnons d'Ulysse d'être égorgés dans l'autre du Cyclope.

De la noblesse on descendit au clergé, et la faux révolutionnaire vint atteindre les prêtres jusque dans l'oubli auquel la plupart d'entr'eux se condamnoient loin du ministère des autels.

Les évêques nouveaux furent les premiers attaqués ; on observa qu'il n'y avoit aucun rapport de traitement entre celui de Paris, qui jouissoit de 75,000 livres de rente, et celui d'un petit département, à qui les lois républicaines n'en assignoient que 10,000 ; et pour maintenir dans le haut clergé l'égalité démagogique, on décréta que le *maximum* de tout évêque ne seroit que de 6,000 francs.

Ensuite on organisa une persécution contre

tous les ministres du second ordre, du culte catholique, sous prétexte qu'ils étoient réfractaires ou perturbateurs. Nous ne parlons ici que du clergé constitutionnel, qui ne put se sauver, même en blasphémant son dieu. Les prêtres restés fidèles étoient pros crits depuis long-temps; les Jacobins n'avoient pas besoin d'être autorisés par une loi, pour les jeter dans les fers, ou pour les mettre à mort.

André Dumont écrivoit au commencement de septembre à la Convention : « Soixante-quatre prêtres insermentés du département de la Somme vivoient ensemble dans une superbe maison nationale; je les ai fait lier deux à deux et traverser ainsi la ville, pour les enfermer dans une maison d'arrêt. Cette nouvelle espèce de *monstres* qu'on n'avoit pas encore exposés à la risée des peuples, a produit ici un bon effet; les cris de vive la république retentissoient dans les airs, à côté de ce troupeau de *bêtes noires* : indiquez-moi la destination de ces cinq douzaines d'*animaux*; c'étoient des comédiens de garde qui étoient chargés de l'escorte. »

Ces diatribes absurdes et insolentes contre les ministres d'un dieu de paix, achevèrent de dissoudre le dernier frein qui empêchoit le débordement des délits secrets; la morale n'exista plus que dans les replis de la conscience de l'homme de bien, et on marcha à grands pas vers le renversement de toute religion.

La fidélité de l'histoire nous force cependant de dire ici qu'André Dumont fut un des proconsuls qui sacrifièrent le moins à l'affreux génie de la terreur. Il s'étoit fait méchant dans ses lettres pour cacher quelques actes de modération. Tel étoit le malheur des temps, qu'il falloit calomnier les hommes pour pouvoir les sauver, et se montrer avide du sang humain, pour se faire pardonner aux yeux de la Convention le tort de n'en pas répandre.

Si des attaques faites au plus vénérable des cultes, on descend à celles qui sont dirigées contre la saine politique des états, les scandales s'accroissent ; et on s'étonne qu'un gouvernement qui sa-  
poit à chaque moment les bases de l'ordre social, ait eu 24 heures d'existence. Le monument le plus étrange en ce genre, dont les Machiavels du temps se soient honorés et dont notre âge ait à rougir, est la fameuse loi sur les suspects, qu'imagina Merlin de Douai, et qui a fait couler des fleuves du sang le plus pur sur les échafauds révolutionnaires.

C'est d'après le rapport d'un comité de législation que l'assemblée nationale donna son décret qui renversoît par sa base la législation de tous les peuples et de toutes les sociétés.

Tous les gens suspects qui couvroient le sol de la France devoient être arrêtés à la fois, comme dans une journée des vèpres siciliennes, ou de la Saint-Barthélemi.

Mais quels sont ces hommes suspects qui provoquent ici toutes les foudres de la démagogie ? La définition n'en est pas facile ; car elle ne s'est trouvée, jusqu'à ce moment, dans la grammaire d'aucun homme d'état. Le génie du rapporteur va y suppléer.

« On doit réputer, dit-il, comme suspects, 1°. ceux qui, par leur conduite, leurs actions, leurs propos, ou leurs écrits, se sont montrés artisans de la tyrannie, du fédéralisme, et ennemis de la liberté ; 2°. ceux qui ne peuvent pas justifier de leurs *moyens d'existence*, et de l'acquit de leurs devoirs civiques ; 3°. ceux à qui il a été refusé des *certificats de civisme* ; 4°. les fonctionnaires publics suspendus ou destitués de leurs fonctions, soit par la Convention nationale, soit par ses *commissaires*, et qui n'ont pas été réintégrés ; 5°. ceux des ci-devant nobles, ensemble les maris, *femmes*, pères, mères, fils ou *filles*, frères ou *sœurs*, et *agens* d'émigrés, qui n'ont pas constamment manifesté leur attachement à la révolution : 6°. ceux qui ont émigré dans l'intervalle du premier juillet 1789, à la publication de la loi du 8 avril 1792, *quoiqu'ils soient rentrés en France dans le délai fixé par cette loi, ou précédemment.* »

Le dernier article du décret augmente encore le nombre des suspects ; il statue que les tribunaux civils et criminels pourront tenir en arres

tation, sous ce titre, les prévenus de délits, à l'égard desquels *il seroit déclaré n'y avoir pas lieu à accusation*, ou *qui seroient acquittés des accusations portées contre eux*.

Il semble que, d'après une pareille extension donnée à la dénomination de suspects, les prisons de la France entière ne devoient pas suffire à contenir le nombre des victimes; mais Collot-d'Herbois vint encore renchérir sur le mode de proscription proposé par Merlin de Douai. Il demanda qu'on ajoutât à la liste fatale les hommes *qui répandent de fausses nouvelles politiques, et cette branche de l'aristocratie mercantile*, qui accapare les denrées pour les vendre à un prix exorbitant. Sa motion fut regardée comme une mesure révolutionnaire très-utile; cependant la crainte d'organiser une nouvelle famine dans Paris la fit ajourner.

La porte étoit ouverte à toutes les interprétations sinistres du mot de suspect; et les départemens se disputèrent à qui mettroit dans son acception grammaticale plus d'immoralité. Celui de l'Hérault se distingua et mérita les applaudissemens de la *montagne*. Il transmit à la Convention un arrêté qui déclaroit suspects, et par conséquent soumis à la peine de l'arrestation, les pères et mères des jeunes gens en réquisition, qui n'indiqueroient pas leur retraite, ainsi que les citoyens qui se permettroient de les receler. Cette idée de for-

cer un père à être délateur de son fils, quand il se refusoit à d'odieuses réquisitions, est digne de ces temps de barbarie où, par civisme, on abjurait la nature. L'arrêté fut approuvé par l'assemblée nationale.

La loi des suspects étoit bien faite pour raviver le tribunal révolutionnaire, qu'on accusoit, malgré la féroce de son organisation, de ne pas immoler assez de victimes.

Il y avoit déjà quelque temps que ce tribunal étoit divisé en quatre sections, toutes en activité à la fois, toutes envoyant à la fois ce qu'elles appeloient des *aristocrates* à l'échafaud; et le député Faure disoit encore qu'il n'étoit tribunal révolutionnaire que de nom, et on l'applaudissoit; tant la *montagne* avoit soif du sang des hommes!

Cette fameuse chambre ardente, à l'époque où elle ouvrit sa longue carrière de crimes, avoit pour président Hermann, l'ami et le complice de Robespierre; et pour vice-président, le trop fameux Dumas, qui expia, après l'insurrection thermidorienne, ses attentats sur l'échafaud.

On distinguoit, parmi les juges les plus prononcés en faveur de la démagogie, Coffinhal, Subleyras, le fougueux Antonelle, le député de l'assemblée législative, Topino Lebrun, Chrétien, Dopsent, et le peintre Châtelet.

Le système de l'égalité avoit fait introduire dans cette compagnie de juges conspirateurs, une

foule d'individus sans nom, et peu faits pour se rencontrer avec d'anciens législateurs. On y voyoit le cordonnier Seryières, le luthier Renaudin, le serrurier Deydier, le tailleur Aubry et le marchand de vinaigre Gravier. Ce n'étoit pas dans de pareilles professions qu'on apprenoit à décider de la liberté, de l'honneur et de la vie des hommes.

On s'aperçut bientôt qu'un tribunal qui enverroit tous les jours cinquante infortunés au supplice, n'en expédieroit pas quinze cents en un mois, ce qui emporteroit plus de seize ans, pour abattre les trois cent mille têtes prosrites par Marat, dans la seule enceinte de la capitale. Alors on imagina d'aider l'action du tribunal de sang, par celle d'une armée révolutionnaire.

Ce fut le procureur-général de la commune, Chaumette, l'interprète ordinaire de tous les désorganiseurs, qui vint à la barre de la Convention sonner ce nouveau tocsin contre tout ce qui avoit de la naissance, de l'or et des lumières.

« Les citoyens de Paris, dit ce fongueux démagogue, las de voir leurs destinées trop longtemps incertaines et flottantes, veulent enfin les fixer. Les tyrans de l'Europe, les ennemis intérieurs de l'état persistent avec atrocité dans leur affreux système d'affamer le peuple français pour le vaincre, et de le forcer à échanger sa souveraineté contre un morceau de pain. . . .

« Vous commandez aux arts, et les arts obeis-

ent; et les métaux, sous les mains républicaines, se changent en armes tyrannicides; mais où sont les bras qui doivent tourner ces armes contre la poitrine des traîtres? Les ennemis exécrés de l'intérieur, avec le mot de liberté sur les lèvres, arrêtent la circulation de la vie; ils ferment les greniers, et soumettent froidement à un calcul atroce combien leur rapportera une disette, une émeute, un massacre...

« Il est temps, législateurs, de faire cesser la lutte impie qui dure depuis 1789, entre les enfans de la Nature et ceux qui l'ont abandonnée; il faut que nous détruisions nos ennemis ou qu'ils nous détruisent..... O toi, *montagne* à jamais célèbre dans les pages de l'histoire! sois le Sinaï des Français; lance au milieu des foudres les décrets éternels de la justice du peuple et de sa volonté... Plus de quartier, plus de miséricorde aux traîtres. Jetons entre eux et nous la barrière de l'éternité. /

« Législateurs, au nom d'un rassemblement immense de citoyens réunis sur la place et dans l'intérieur de la maison commune, nous vous demandons l'organisation de l'armée révolutionnaire, dont vous avez adopté le principe; que cette armée forme son noyau dans Paris, et que dans tous les départemens qu'elle parcourra, elle se grossisse de tous les hommes qui veulent sincèrement la république.

« Vous avez décrété que la France étoit en ré-



volution, jusqu'à ce que son indépendance fût assurée; il ne faut pas que cette loi ait été rendue en vain. Hercule est prêt : remettez dans ses mains sa massue, et bientôt la terre de la liberté sera purgée de tous les brigands qui l'infestent. »

Les magistrats du peuple furent invités à la séance : ensuite on vit défiler dans l'intérieur de la salle *l'immense rassemblement* dont Chaumette avoit parlé. L'assemblée qui craignoit un 31 mai, plia sous la volonté du prétendu souverain, et, suivant les procès-verbaux du temps, *partagea le sublime enthousiasme* avec lequel les *sans-culottes* criaient *vive la république* !

Billaud-Varennes convertit en motion la pétition de la commune, et demanda en outre que tous les ennemis bien connus de la liberté fussent mis dans le jour même en état d'arrestation. Gaston, persuadé que les demi-mesures faisoient traîner les révolutions en longueur, ajouta à la proposition incendiaire de Billaud - Varennes, qu'il falloit tirer à l'instant le canon d'alarme, et fermer les barrières. Heureusement toutes ces mesures impolitiques ne furent point appuyées, et on se contenta de décréter en principe l'organisation d'une armée révolutionnaire.

Barrère vint alors, au nom du comité de salut public, proposer deux décrets dans l'esprit de la société des Jacobins *qui*; suivant lui, *veilloit nuit*

*et jour au salut de la patrie; et on les adopta sans discussion.*

Le premier statuoit sur l'organisation, dans le jour même, d'une force armée soldée par le trésor public, composée de six mille hommes et de douze cents canonniers, destinée à *comprimer les contre-révolutionnaires*, et à protéger les subsistances.

Le second présentoit beaucoup plus de détails, et n'étoit pas moins odieux sous tous ses points de vue.

Tout militaire en activité de service étoit tenu de sortir de Paris sous vingt-quatre heures, et de se rendre à son poste sous peine de destitution, et, pour surcroît de peine, d'être arrêté comme *suspect*.

Tout militaire démissionnaire, destitué, suspendu, ou sans lettres de service, étoit tenu, dans le même espace de vingt-quatre heures, de se rendre dans sa municipalité, *sous peine de dix ans de fers*.

On assujétissoit à la même mesure toute personne qui auroit été dans la maison militaire de *Louis Capet*, ou de ses frères, et même dans la garde décrétée par la Législature.

Saint-André n'étoit pas encore satisfait de la férocité de ces décrets; il demanda, pour se donner un renom de Spartiate, qu'on déportât au delà

des mers, les femmes publiques; et les applaudissemens des tribunes le consolèrent de voir que sa motion n'étoit pas appuyée.

Billaud-Varennes fut plus heureux que Saint-André, si on peut l'être avec de pareils triomphes. Il demanda que le ministre des contributions publiques Clavière, qui n'étoit pas affilié à la *sainte montagne*, et le ministre des affaires étrangères Lebrun, qui avoit eu l'impudeur d'appeler Dumouriez un grand homme, subissent enfin la peine des traîtres; et un décret les traduisit devant le tribunal révolutionnaire.

Fier de ce succès, « annoncez, ajouta-t-il, aux puissances ennemies, que le glaive est suspendu sur la tête du fils du tyran, et que si elles avancent, il en sera la première victime. »

L'armée révolutionnaire une fois décrétée, il s'agissoit de former la liste des républicains qui devoient la composer; on chargea les comités révolutionnaires des sections de ce soin, et outre cela de fixer leur choix entre les individus de vingt-cinq ans et ceux de quarante : les officiers de l'état-major devoient être nommés par le conseil exécutif, et les autres par les volontaires.

Le comité de salut public s'étoit prêté de bonne grâce à tous les mouvemens que la *montagne* avoit voulu lui imprimer, et il reçut une récompense digne de tous deux. Robespierre fit une longue

An II.) DE LA RÉVOLUTION.

151

apologie des crimes commis ou ordonnés, la Convention tout entière se leva à la fin de sa harangue, et déclara que le comité, qui formoit l'essence du gouvernement français, avoit toute sa confiance.

---

---

## CHAPITRE VI.

Ère républicaine. — Jugement et supplice des trente-deux. — Loi définitive qui organise le gouvernement révolutionnaire.

**A** PEINE la Convention commençoit-elle à triompher des départemens insurgés et des rois coalisés de l'Europe, qu'elle songea à ériger un trophée impérissable de ses honteuses victoires : ce trophée étoit une ère nouvelle, à laquelle elle se proposoit d'assujétir tous les peuples, à mesure qu'ils feroient partie de sa république universelle.

Cet événement a fait époque dans l'histoire moderne : tout absurde qu'est, à quelques égards, une pareille institution, douze ans qui se sont écoulés, le respect du gouvernement consulaire pour elle, le silence de l'Europe, semblent en avoir fait une espèce de propriété pour la France, et sous tous ces rapports il n'est point indifférent de s'en occuper.

Il y eut d'abord un rapport fait au nom du comité de salut public, qui fit pressentir tout ce qu'on alloit oser contre les antiques usages des Français, leurs mœurs et leur religion : on y représenta l'ère de la religion chrétienne comme

un monument d'ignorance et de crédulité, qui servoit à fixer dans la durée du temps les progrès du fanatisme, l'avilissement des nations, et le triomphe de la sottise. Il n'y avoit qu'un an que la république des démagogues subsistoit, et déjà elle voyoit en pitié un culte de dix-huit cents ans qui avoit jeté ses racines dans les deux mondes.

« La révolution, dit le rapporteur, a retrempe les ames des Français; le temps ouvre un nouveau livre à l'histoire, et, dans sa marche majestueuse et simple comme l'égalité, il va graver d'un burin mâle et vigoureux les annales de la France qui se régénère. »

On proposa ensuite le 22 septembre 1792, époque de l'équinoxe d'automne, pour le commencement de l'ère nouvelle et indestructible de la république.

Peut-être la logique auroit-elle dû choisir le 22 septembre 1789, comme l'époque où les états-généraux, abusant de leur prépondérance dans la balance politique, préparèrent cette liberté orageuse qui amena la ruine de l'antique constitution, le renversement des mœurs et la chute de la monarchie; mais la logique est inutile aux désorganiseurs: on ne raisonne pas, quand on arrive à tout en frappant des victimes.

Le 22 septembre 1792, est, suivant le rapporteur, le seul temps de la révolution digne d'ouvrir

une ~~de~~ nouvelle, parce qu'il offre aux regards le dernier moment de la monarchie ; cette assertion est une imposture audacieuse de la part des législateurs ; car la monarchie a été évidemment renversée le 10 août , lorsque les démagogues firent pointer le canon contre le château des Tuileries, et qu'ils punirent l'infortuné Louis XVI de n'avoir su dans cette journée effroyable ni vaincre ni mourir.

Ce 22 septembre, à 9 heures 18 minutes 30 secondes du matin, car le comité obtint cette précision des astronomes de l'Observatoire, le soleil arriva à l'équinoxe vrai, en entrant dans le signe de la balance. Or, dirent les rhéteurs de ce comité, l'égalité des jours aux nuits étoit marquée dans le ciel, au moment même où l'égalité civile et morale étoit proclamée par les représentans du peuple français, comme la base sacrée de son nouveau gouvernement.

La vérité, avec laquelle l'histoire ne compose jamais, n'admet point le prétendu synchronisme de ce comité d'instruction : elle déclare que l'époque républicaine est fautive, comme monument historique, parce qu'un grand intervalle l'empêche de coïncider avec les deux événemens atrocement mémorables, qui servent de point de réunion au calendrier des démagogues ; plus de quarante jours la séparent du 10 août où s'opéra le renver-

sement du trône, et quatre mois entiers du supplice de Louis XVI.

Je dois ajouter, que c'étoit une grande bizarrerie de prendre pour commencer une ère philosophique, l'équinoxe d'automne où la nature s'éteint, au lieu de celui du printemps où elle se renouvelle. L'exemple des Syriens, conquis par les successeurs d'Alexandre, n'auroit pas dû influencer sur le décret de cette Convention, qui dans ses rêves orgueilleux, se flattoit de conquérir les mondes; et la raison devoit être pour elle un guide plus sûr que la chronologie des Séleucides.

La destruction de l'ère vulgaire devoit entraîner, dans le système des novateurs, celle de l'antique nomenclature des mois et des jours : ici le rapport du comité d'instruction éprouve de grandes difficultés.

Le plan primitif étoit de désigner les mois, par ce qu'on appeloit les grands évènements de la république : le premier étoit celui de la *régénération*, un autre portoit celui de *feu de paille*; il y avoit un mois de la *Bastille*, un mois de la *fraternité*, et surtout un mois de la *montagne*.

La semaine, composée désormais de dix jours, et désignée sous le nom de *décade*, n'exprimoit encore que des allusions aux triomphes des démagogues. Voici les jours dans l'ordre du rapport, et tels qu'ils furent rejetés : le jour du *niveau*, symbole de l'égalité; ceux du *bonnet* de la liberté,



de la *concorde*, des *piques*, de la *charrue*, du *compas*, symbole de nos richesses industrielles, du *faisceau* ou de la force, née de l'union, du *canon*, du *chêne*, symbole des vertus sociales, et du *repos*.

Cette nomenclature n'eut pas l'assentiment général, quoiqu'elle fût le fruit de conférences long-temps prolongées avec des membres des anciennes académies; avec le père Pingré, le géomètre Lagrange, Dupuis, Monge et Guyton-Morveau.

Mais on décréta les premiers articles présentés par le comité d'instruction publique; l'abolition de l'ère vulgaire pour les usages civils, et la fixation de la nouvelle au 22 septembre 1792, au moment où le soleil arriva à l'équinoxe d'automne.

On en proposa ensuite un autre, qui par hasard se trouva très-sage et qui subit peu de discussion; celui qui divise l'année en douze mois égaux, chacun de trente jours, en leur donnant pour supplément cinq jours d'épagomènes, et six dans les années bissextiles.

Quand on en vint aux dénominations morales à donner aux mois, aux décades et aux jours, un démagogue fut le premier à en faire sentir l'absurdité: « Ne faisons pas, dit-il, comme le souverain pontife de Rome, qui remplit son calendrier de saints, et ensuite, quand il en vient de nouveaux,

ne sait plus où les placer ; ne faites point d'ailleurs un calendrier pour la seule nation française ; que ce monument devienne peu à peu celui de tous les peuples, et , à cet effet, ne vous écartez pas de l'ordre numérique, qui est celui de la nature.

Quelques énergumènes de la *montagne* trouvèrent très-mauvais qu'on ne voulût pas imprimer au calendrier français un cachet moral et révolutionnaire. Fourcroy, de son côté, prétendit que l'ordre numérique, où on laisseroit la nomenclature des jours en blanc, engageroit les fanatiques et les aristocrates à remplir le vide à leur manière. Toutes ces observations n'empêchèrent pas que l'ordre numérique ne fût adopté.

Un article du décret divisoit le jour et la nuit, suivant le calcul décimal ; mais, malgré les montres nouvelles, commandées à des artistes républicains, malgré la loi des suspects et l'inquisition des comités révolutionnaires, jamais on n'a pu plier un seul instant la nation française à cette institution, qui la contrarioit sans l'éclairer. La Convention, qui se joua impunément de l'honneur, des biens et de la vie des hommes, échoua devant une frivole division des heures.

Il en fut de même d'une espèce de période, imitée des Olympiades grecques, qui étoit destinée à perpétuer la mémoire de la révolution, et à laquelle on avoit donné le nom de *Franciade* : les

fêtes républicaines que cette période devoit amener ne se célébrèrent jamais.

Le peu d'accueil qu'on fit à quelques autres parties du rapport du comité, engagea à adjoindre à ses membres de nouveaux commissaires, entre autres les deux poètes Chénier et Fabre-d'Eglantine : c'est au dernier qu'on dut la dénomination des mois républicains, d'après les diverses manières dont la France est vivifiée par la nature. Cette désignation est ingénieuse, mais ne remplit pas le but philosophique, parce que, dans le système d'une république universelle, il falloit moins travailler pour la France que pour la grande famille du globe.

Fabre d'Eglantine imagina aussi les noms de primidi, duodi, etc., qui rappeloient au peuple son lundi, son mardi, ce qui n'étoit pas un grand effort de génie ; il substitua aux saints du calendrier catholique, le chon, le navet, la betterave, et toute la nomenclature des dictionnaires de jardinage ; enfin il couronna ces puériles innovations en donnant aux cinq jours d'épagomènes le nom ridicule et odieux de *sans-culottides*.

Cette ère nouvelle, qui devoit braver l'éternité, n'a pas duré dix ans dans toute son intégrité ; le gouvernement consulaire n'en a guère conservé que ce qui est conforme à la raison universelle, c'est-à-dire la division du mois en trente jours,

avec les épagomènes; cette même raison demande encore , 1°. qu'on ne commence pas une année à l'automne ; 2°. qu'on ne se sépare pas du reste de l'Europe , en dataut des origines nationales d'une époque qu'il faudroit oublier à jamais , d'une révolte qui a amené la chute d'un trône et un régicide.

L'ère républicaine coïncide avec les derniers traits de fureur de la *montagne* , des sociétés populaires , et des perturbateurs à leurs gages , contre les trente-deux. Il y avoit plus de quatre mois qu'on demandoit leurs têtes , et l'insurrection des départemens en leur faveur ne servit qu'à hâter leur supplice.

Ce fut le farouche Amar qui , le 3 octobre , fit décréter l'acte d'accusation contre ces infortunés , comme ayant conspiré contre la liberté du peuple Français , ainsi que contre l'unité et l'indivisibilité de la république ; c'étoit le protocole d'usage pour trouver des crimes aux hommes qui n'en avoient point commis ; les députés qui avoient pris la fuite étoient déclarés traîtres à la patrie ; et ceux qui , tranquilles sur leur innocence , avoient cherché un asile contre la tyrannie , jusque dans le sein des prisons , étoient traduits devant le tribunal révolutionnaire.

Les membres de la Convention qui se déroberent à leurs assassins , se trouvoient au nombre

de vingt : c'étoient Buzot, Barbaroux, Gorsas, Lanjuinais, Salle, Louvet, Bergoing, Pétion, Guadet, Chasset, Clambon, Lidon, Valady, Fernont, Kervélégan, Henry-Larivière, Lesage, Cussy, Meillant et Rabaut-Saint-Etienne.

Les noms des derniers se trouvent dans le premier article du décret, et il ne faut pas que l'histoire les efface d'une liste qui ne peut être qu'honorable pour leur mémoire.

Ce sont Brissot, Vergniaud, Gensonné, Duperret, Carra, le marquis de Sillery, Condorcet, Fauchet l'évêque constitutionnel du Calvados, Doucet marquis de Pontécoulant, Ducos, Boyer-Fonfrède, Gamon, Mollevault, Valazé, Gardien, Valée, Duprat, Mainvielle, Delahaye, Bortnet, Lacaze, Mazuyer, Savary, Hardy, Boileau, Rouyer, Lchardy, Antiboul, Lasource, Beauvais, Isnard, Duval, Devérité, Bresson, Noël, Andrez, Coustard et Duchatel.

Billaud-Varennès fit ajouter à la liste le duc d'Orléans; c'est pour la première fois que ce scélérat se montra juste; ensuite il ajouta : « Il importe qu'ici la Convention se montre grande et énergique; son décret doit être aussi solennel que celui qui a envoyé le *tyran* à l'échafaud; que chacun donc se prononce et s'arme du poignard qui doit frapper les traîtres : je demande l'appel nominal. » Robespierre eut honte d'assimiler au

roi des victimes qu'il traitoit d'abjectes. L'appel n'eut pas lieu, mais le décret passa à une immense majorité.

Il y avoit déjà dans le décret trente-neuf députés proscrits; mais la rage des tigres s'accroît en buvant le sang. Les délateurs, aussi honorés à la Convention qu'au sénat de Tibère, demandèrent qu'on inscrivit encore Aubry, Vigée et Duroy sur la liste fatale, et on les inscrivit; la minorité de l'assemblée auroit, si la fermentation révolutionnaire avoit duré encore, envoyé la majorité à l'échafaud.

Cette épouvantable séance fut couronnée par un dernier crime de Billaud-Varennes. « La Convention vient, dit-il, de donner un grand exemple; il lui reste un décret solennel à rendre. *La femme Capet* (il s'agit de la reine) n'est pas punie; il est temps enfin que la Convention appesantisse le glaive de la loi sur cette tête coupable. Déjà la malveillance fait courir le bruit qu'elle a été acquittée et reconduite au Temple, comme s'il étoit possible qu'une femme, *couverte du sang du peuple Français*, pût être blanchie par un tribunal révolutionnaire! »

La proposition, vivement applaudie, de faire juger immédiatement *la femme Capet*, fut, disent les papiers officiels du temps, décrétée à l'unanimité.

Dans l'intervalle du jugement, le journaliste

Gorsas fut arrêté; on le traita comme étant hors de la loi, et sa tête, dans les vingt-quatre heures, tomba sur l'échafaud.

Le même jour on s'occupoit, au comité de sûreté générale, de l'acte d'accusation contre les quarante-deux prétendus complices de Gorsas; cet acte avoit été dressé d'avance à la société des Jacobins, et il devoit servir de modèle à l'accusateur public du tribunal révolutionnaire; c'est une pièce infiniment importante à cause des anecdotes vraies ou fausses que le féroce Amar y rassembla, pour ôter à ses victimes leur dernière planche dans leur naufrage.

Brissot, y est-il dit, fut agent de la police sous les rois, et il ne commença à figurer dans la révolution que comme membre du comité des recherches.

Il combina en 1790 l'exécution d'un plan d'intrigues, qu'il déguisa sous une apparence de philanthropie, et dont le résultat fut la ruine de nos colonies.

En janvier 1792, il vint prêcher la guerre, que tous les ennemis de la révolution appeloient sur la France, pour étouffer dans son germe son indépendance.

Brissot, dans son *Patriote Français*, de concert avec Condorcet dans sa *Chronique*, défendit le parjure ministre Narbonne, le complice de Lafayette Dietrich; ils firent plus (et ceci, dans

la bouche d'Amar, est un trait d'éloge) il osa, après le 10 août, s'opposer à la déchéance de Louis XVI.

Amar fait de Pétion un vil Machiavel; il dit qu'au 10 août, tandis que le peuple *marchoit contre les Tuileries*, ce démagogue conféroit avec le roi, et donnoit l'ordre à Mandar, le commandant général de la garde, de laisser passer les insurgés pour les canonner par derrière.

A le croire, Gensonné et Vergniaud, quelques jours avant cette époque fatale, avoient fait présenter à Louis XVI, par l'entremise du peintre Boze et du valet de chambre Thierry, une espèce de concordat, où ils s'engageoient à le défendre, à condition qu'il rappelleroit Servan, Rolland et Clavière au ministère. Le résultat d'un si coupable traité, ajoute le délateur, eût été la conservation de la monarchie, et l'assassinat de tous les citoyens *magnanimes* qui étoient venus de tous les départemens pour provoquer la chute du tyran.

Le crime de Lasource et des députés de la Gironde étoit d'avoir harangué avec véhémence les fédérés au club des Jacobins pour les déterminer à sortir de Paris (où leur présence encourageoit l'anarchie), et à se rendre au camp de Soissons, où la disette régnoit, grâce à la perfidie du ministre Narbonne.

On reproche à Condorcet d'avoir publié, sur



*la république*, un livre qui n'avoit rien de républicain que le nom ; c'est une calomnie pure pour perdre un homme que ses liaisons avec la Gironde rendoient odieux ; l'ouvrage dont il s'agit étoit de l'auteur de la *Philosophie de la nature* ; celui-ci ne s'en cachoit point , et il eut même le courage de l'avouer, lorsqu'on lui en fit un titre pour l'envoyer à l'échafaud.

En général, Amar accuse les gens de lettres, qui se trouvoient parmi les quarante-deux, d'avoir été républicains sous les rois, et royalistes pendant la république. Ce reproche est un éloge ; car il prouve que ces hommes, pleins de lumières, se plaçoient toujours dans la ligne intermédiaire qui sépare le despotisme de l'anarchie.

Vergniaud étoit président de la Convention, le jour du renversement du trône ; et quand le roi, entrant dans l'assemblée, lui dit ce mot touchant, que son courage au 21 juin rendoit encore plus remarquable : *je suis venu ici pour éviter au peuple un grand crime* ; Vergniaud, ému, ne put s'empêcher de lui répondre : « L'assemblée met au rang de ses devoirs les plus chers le maintien de toutes les autorités constituées ; nous saurons tous mourir à notre poste pour le remplir. » Qui croiroit que cette réponse empoisonnée par Amar n'est digne que d'un ennemi du peuple, et d'un complice de la tyrannie ? On ne peut faire un pas dans cette histoire de l'anarchie, sans se croire

transporté dans un monde nouveau, où il faut en entrant répudier sa logique et sa grammaire.

« Dans cette mémorable journée, dit Amar, dont je copie le texte avec scrupule, Vergniaud, Guadet, Gensonné, et tous les chefs de la faction girondine, se relevoient au fauteuil du président, à la tribune, pour abattre l'énergie du peuple, et sauver la royauté sous l'égide de la prétendue constitution.

Un des crimes de Guadet est d'avoir dit aux rebelles du faubourg Saint-Antoine : *l'assemblée nationale espère de rétablir la tranquillité publique et le règne de la loi.*

Un autre de Vergniaud est de s'être opposé à la motion insolente de Choudieu, qui demandoit qu'on chassât du sein de la Convention les membres des assemblées constituante et législative.

Carra, Sillery, sont déclarés partisans de la cour de Londres et du duc de Brunswick, parce qu'ils sont liés avec la jeune Pamela et les fils du duc d'Orléans, prisonnier au château de Marseille.

Louvet, Rabaut-Saint-Etienne, égarent l'opinion publique dans leurs feuilles, décréditent la monnaie nouvelle, avilissent la représentation nationale, et assassinent les amis de la liberté après les avoir déshonorés.

Pendant ce temps-là, les ministres Clavière et Lebrun épuisoient les moyens du gouvernement,

pour propager en Europe les libelles destinés à flétrir le berceau de la république.

Roland joue un grand rôle dans cet acte d'accusation : on l'accuse d'avoir enlevé seul, sans témoins et sans inventaire, les papiers qu'il trouva dans la fameuse armoire de fer des Tuileries, et ce fait, dont le ministre ne s'est jamais justifié, n'a pas réconcilié les gens de bien avec sa mémoire.

Amar prétend que Buzot et Pétion avouèrent au comité de sûreté générale, deux mois avant le 31 mai, qu'ils avoient à leurs ordres trois cents hommes armés et avec des canons, qui étoient disposés, au moindre signal, à tomber sur la *montagne*. Si ce mot imprudent a été prononcé, il semble légitimer les fureurs des démagogues, qui, après avoir vaincu leurs ennemis plutôt que ceux de la république, ne les oublièrent qu'après leur supplice.

Il est inutile de suivre cet acte d'accusation dans toutes les divagations que se permet le délateur : il attache les noms des accusés à tous les faits contemporains qui pouvoient leur procurer de la défaveur ; il en fait les complices de la défection de Dumouriez ; il leur fait jouer le rôle d'agitateurs dans les troubles des départemens de la Gironde, de l'Eure et du Calvados ; il les suppose en correspondance avec les insurgés de Lyon ; il pousse même les rameaux de cette vaste cons-

piration jusque dans la Corse, pour les rendre plus odieux. « Ce qui les distingue, dit-il, en terminant son atroce philippique, des tyrans les plus abhorrés, c'est qu'ils ont imprimé à tous leurs crimes le caractère odieux de l'hypocrisie; ils ont créé la science infernale de la calomnie; ils ont appris à tous les ennemis de la révolution l'art exécrationnable d'assassiner la liberté, en adoptant son cri de ralliement; ils n'ont levé leur masque qu'à mesure qu'ils ont vu naître leur puissance: l'un des secrets les plus importants de leur politique, fut d'imputer d'avance aux amis de la patrie tous les forfaits qu'ils méditoient ou qu'ils avoient déjà commis; ils ont presque flétri le nom de la vertu en l'usurpant; ils l'ont fait servir au triomphe du vice. »

Cet acte monstrueux d'accusation déterminait le jugement du tribunal révolutionnaire. En vain les accusés se défendirent-ils, les uns avec la circonspection de la faiblesse qui veut changer sa destinée, les autres avec l'énergie du courage qui la brave; toutes victorieuses qu'étoient leurs réponses, elles ne pouvoient influencer sur des juges, qui avoient déjà dans leurs cœurs condamné ces infortunés avant de les entendre. Les jurés, après trois heures de délibération, déclarèrent, par l'organe du foudroyant Antonelle, leur interprète, que leur conscience étoit suffisamment éclairée. Interpellés par le président de répondre sur les deux

questions qui servoient de base au procès, ils déclarèrent *unaniment*, 1°. qu'il avoit existé une conspiration contre l'unité et l'indivisibilité de la république; 2°. que les quarante-deux accusés en étoient les auteurs ou les complices: alors le tribunal condamna ces derniers à la peine de mort.

Il paroît que les proscrits, tranquilles sur la vigueur de leur apologie, et encore plus sur leur innocence, croyoient encore à la probité humaine dans le temps des révolutions, et s'attendoient à être élargis. Quand on leur fit lecture de la déclaration unanime des jurés, et de la sentence qui étoit intervenue à la suite, un grand mouvement se fit parmi les condamnés; les uns, dans un enthousiasme touchant, crièrent à diverses reprises: *vive la république!* d'autres exhalèrent contre leurs juges une indignation d'autant plus violente, qu'elle avoit été plus long-temps concentrée. Le président fit cesser le tumulte, en ordonnant aux gendarmes de déployer la force des baïonnettes, pour faire rentrer les condamnés dans la prison.

La suite de ce jugement prouva que la plupart des quarante-deux, en éprouvant l'injustice de Socrate, n'avoient pas sa grandeur d'ame. Il y en eut qui, en sortant, jetèrent des assignats au peuple pour le corrompre et le soulever; comme si l'honneur de bien, le seul qui s'intéressât à leur

cause, pouvoit s'insurger pour des assignats ! Un autre, c'étoit Valazé, plus instruit de l'opinion publique, plus persuadé que dans les temps révolutionnaires il n'y a d'énergie que parmi les perturbateurs, tira un poignard caché dans son sein, le dirigea contre son cœur, et tomba mort avant de rentrer à la Conciergerie. Le tribunal à qui ce suicide fut dénoncé, ordonna que le cadavre de Valazé seroit mis dans la charrette des condamnés et exposé sur l'échafaud.

Des hommes dignes de foi m'ont assuré aussi que Brissot et la plus grande partie des quarante-deux, la nuit qui précéda leur supplice, s'enivrèrent avec des liqueurs, au lieu de raisonner avec calme, comme le maître de Platon, sur l'immortalité de l'ame, ou de mettre l'Être-suprême entre leur conscience et les provocateurs odieux de leur supplice. C'est avec regret que ma plume franche et impartiale transmet une pareille anecdote à l'histoire.

Le massacre de ces vingt-deux députés de la Convention est un exemple terrible pour ceux qui seroient tentés de se jeter dans une révolution, avec l'espoir de s'y sauver. Ils avoient contribué à la chute du trône, et ils se trouvèrent ensevelis sous ses débris. Ils avoient *démoralisé* la nation ; ils avoient renversé tous les principes qui pouvoient les défendre ; il ne leur resta aucun appui lorsqu'ils furent attaqués ; ils avoient banni

la justice du gouvernement, et la justice fut vainement invoquée par eux : la plupart de ces pros crits avoient donné le signal des proscriptions, avoient insulté à la vertu malheureuse ; et, lorsqu'ils reconnurent leurs fautes, ils furent immolés par leurs complices ; et ce qui acheva de cor rompre l'esprit public, c'est qu'ils ne furent pas punis pour le mal qu'ils avoient fait, mais pour le bien qu'ils vouloient faire.

L'assassinat juridique des quarante-deux est à peu près de l'époque de la proclamation du fameux décret sur le gouvernement révolutionnaire.

« ART. I<sup>er</sup>. Le gouvernement provisoire de la » France est révolutionnaire jusqu'à la paix.

» II. Le conseil exécutif, les ministres, les gé » néraux, les corps constitués, sont placés sous » la surveillance du comité de salut public.

» IV. Les lois révolutionnaires doivent être » exécutées rapidement.

» VI. L'inertie du gouvernement étant la cause » des revers, les délais pour l'exécution des me » sures de salut public seront fixés, et la viola » tion de ces délais sera punie comme un attentat » à la liberté.

» XII. La direction et l'emploi de l'armée ré » volutionnaire seront incessamment réglés sur » le plan du comité de salut public, de manière à » comprimer les contre-révolutionnaires.

» XIII. Le conseil enverra garnison dans les  
» villes où il se sera élevé des mouvemens contre-  
» révolutionnaires. Les soldats seront payés et  
» entretenus par les riches de ces villes jusqu'à  
» la paix. »

Ces six articles de la loi sont le fondement de toutes les horreurs qui se sont passées en France, au nom du décemvirat, pendant les dix mois qui s'écoulèrent jusqu'au détronement de Robespierre.

La postérité demandera sans doute ce que c'est qu'un gouvernement révolutionnaire ; par quelle contradiction grammaticale on fait marcher ensemble le mot *gouvernement*, qui n'est institué que pour prévenir les révolutions, et le mot *révolution*, qui ne s'organise qu'en mettant à mort les gouvernemens ; mais depuis le 10 août, qui renversa le trône, jusqu'au 18 brumaire qui a tué les cinq rois du directoire, jamais on ne s'est occupé à raisonner les lois françaises : on a mis des mots nouveaux à la place des principes, et les peuples égarés par ces mots ont cru qu'on les gouvernoit, quand on mettoit le nom de *propriété* dans le préambule des décrets qui tendoient à ruiner les pères de famille, et celui de *loi* à la tête des tables de proscription qui mettoient les citoyens hors de la loi.

~~~~~


CHAPITRE VII.

Règne de la terreur ; nouvelles conspirations qu'il fait éclore. — Proscriptions individuelles. — Evénemens particuliers. — Fausses mesures pour l'instruction publique. — Traits isolés pour l'encouragement des arts. — Epurement du Panthéon.

Au milieu des ravages du torrent révolutionnaire, qui menaçoit de tout engloutir, quelques bons esprits parmi les républicains (car il s'en trouvoit encore au milieu d'eux) firent réflexion, qu'ils alloient être entraînés au-delà de leurs mesures, et tâchèrent d'imprimer au torrent un mouvement rétrograde, mais ce fut en vain ; on tenta de les rendre responsables des dissensions intestines qu'ils alloient faire naître, et Bazire, pour sauver sa tête, fut obligé de dire que la révolution ne devoit s'arrêter que lorsque la France entière seroit régénérée. Pour consommer cet acte de foiblesse, il remercia les Jacobins, *ses frères et amis*, de l'avoir ramené dans la bonne route, et demanda qu'il fût décrété qu'ils avoient bien mérité de la patrie.

Chabot, dont les terreurs contrarioient aussi son foible retour à l'ordre, surpassa Bazire en bassesse : non seulement il remercia les Jacobins

de la surveillance active qu'ils exerçoient sur tous les fonctionnaires publics, mais il ajouta que s'il s'écartoit jamais des principes sacrés du républicanisme, il les remerciroit encore de le dénoncer à la loi, et d'en fixer la sévérité sur sa tête. Les Jacobins le prirent au mot. Chabot et Bazire périrent quelque temps après sur l'échafaud.

Il est certain qu'à cette époque les Jacobins avoient la toute-puissance ; leurs orateurs avoient l'initiative des lois ; la feuille officielle plaçoit les détails de leur séance avant celle de la Convention. Grâce aux quarante-quatre mille sociétés populaires qui leur étoient affiliées, ils enveloppoient la France entière d'un vaste filet, dont elle ne pouvoit sortir que par la mort ou par l'esclavage.

Ces Jacobins, dans la séance même où Chabot et Bazire leur donnèrent des éloges que leur cœur repoussoit, parurent à la barre de l'assemblée nationale, et parlèrent en maîtres, tant en leur nom qu'en celui de vingt sociétés populaires, soit de Paris, soit des départemens. Ce fut le démagogue Dufourny qui fut leur interprète, et Catilina ne se seroit pas exprimé avec une audace plus franche devant la bande de conjurés, à qui il fit boire du sang humain pour leur apprendre à le verser.

« Nous avons juré de vivre libres ou de mourir, et nous tenons nos sermens... ; c'est sur les cadavres

des tyrans étrangers que nous ouvrons la marche triomphale de la liberté... , nous réduisons les villes rebelles... ; et c'est ainsi que le fer et la flamme dévoreront tous les ennemis ouverts de la république ; mais il est des ennemis exilés ; il est des traîtres, des conspirateurs, et il faut que la hache quoique tardive de la justice les extermine sans distinction ; il est enfin des hommes suspects, des intrigans, et les plus méprisables de tous, des indifférens dont la coalition coupable corrompt l'esprit public ; mais la prudence a tendu ses filets et les tient enchainés : en vain l'exécrable comité des douze avoit juré notre perte ; toute la France qui avoit juré d'être libre ou de périr étoit révolutionnaire ; Paris et ses autorités constituées étoient révolutionnaires. Grâces vous soient rendues, représentans, vous avez enfin organisé la révolution..., et le Français dans son dévouement ne connoît plus pour assurer sa liberté que le courage ou la mort, la justice ou la mort, la terreur ou la mort.

» La terreur ! elle est le salut même de ses lâches ennemis que la pitié veut bien épargner : continuez, représentans, opposez cette Méduse de la terreur à ces mielleux et perfides orateurs qui voudroient vous toucher en faveur de leurs amis ou peut-être de leurs complices. Les sociétés populaires chargées de surveiller tous les traîtres... vous dénoncent aujourd'hui leur pro-

jet de faire avorter les grandes mesures révolutionnaires....; ce sont ceux qui, souillant cette enceinte, se demandent quand donc cessera cette boucherie de députés? Répondez, législateurs, ce sera lors du supplice du dernier des coupables, lorsque l'assemblée la plus auguste sera aussi la plus pure, lorsqu'aucun audacieux n'osera improuver la vengeance nationale, engourdir le zèle admirable des comités révolutionnaires... Ne souffrez pas qu'on vous dise impunément que la terreur glaçant une partie de la Convention, ses délibérations cessent d'être libres, la Convention ne fut jamais plus libre; jamais elle ne fut plus grande que depuis le 31 mai; ses immortels décrets l'attestent à l'univers. La terreur ne peut glacer que des coupables ou des lâches : que ceux-là se retirent; non, qu'ils restent, le tourment des esclaves est de voir des hommes libres...

» Profitez, représentans, de l'imprudent avis qui vous est donné, qu'en présence de la *montagne* il existe un côté droit... Eh quoi! vous qui êtes la Minerve des Français, touchés d'une pitié indiscrette, vous laisseriez le crime enlever de dessus votre égide la Méduse de la terreur, afin que les vrais amis de la patrie, se trouvant sans armes, puissent être égorgés! Non, redoublez de sévérité, accusez sans distinction d'auteurs et de complices; accusez sans exception

tous les coupables ; suspendre un mouvement révolutionnaire, s'arrêter au milieu de la victoire, c'est reculer, c'est se faire assassiner sur le champ de bataille.

» Nous vous demandons, au nom des patriotes immuables qui tiennent leurs séances aux Jacobins, et de vingt sociétés qui leur sont affiliées..., de traiter plus sévèrement les généraux et les représentants..., de donner une plus grande extension au tribunal révolutionnaire..., surveillance et vigueur, voilà ce que la *montagne* a juré avec toute la république ; vous remplirez vos devoirs, et les Français tiendront leurs sermens. »

Lorsqu'on laisse prononcer une pareille harangue dans le siège de la souveraineté nationale, il est évident que le corps qui gouverne est dissous, que les lois ne sont plus qu'un vain simulacre, et que la force a déchiré les dernières pages du pacte social.

Ce système de terreur avec lequel Dufourny proposoit de déchirer le sein de la France, ne tarda pas à se propager au-delà de ses frontières : Robespierre, au nom du comité de salut public, fit porter à la Convention, *au milieu des plus vifs applaudissemens*, un décret où elle déclaroit, au nom du peuple français, que sa *résolution constante étoit d'être terrible envers ses ennemis* qui ne respecteroient pas son territoire ; et ce décret qui amena par degré le

bouleversement de l'Europe , fut traduit dans toutes les langues , et envoyé dans toutes les monarchies et dans toutes les républiques.

Il est probable que David jugea que ce moment où la Convention étendoit le sceptre de la terreur sur la France et sur les nations étrangères , étoit celui où la république étoit parvenue au dernier période de sa grandeur ; car il vint , au nom du comité d'instruction publique , lui faire décréter une statue colossale au peuple français , de la hauteur de quarante-six pieds , qui s'appuieroit sur la massue d'Hercule : ses attributs devoient être désignés par de mesquines banderoles , comme dans l'enfance des arts : on devoit lire sur ses bras le mot de *force* ; sur sa poitrine , celui de *nature* ; et sur son front , celui de *lumière* : il fut statué que ce monument seroit érigé à la pointe occidentale de l'île , et qu'il auroit pour base les débris amoncelés des trophées de la tyrannie et des idoles de la superstition. Cette statue colossale , imaginée par la terreur , demandoit que son règne fût plus long pour être exécutée. L'insurrection thermidorienne qui arriva neuf mois après , en ramenant un petit nombre de principes , en limitant le nombre des échafauds , fit reconnoître que le peuple français n'avoit jusqu'alors rien fait de colossal , et le plan de la statue resta enseveli dans les archives de la république.

Cependant les fruits amers du système de la terreur ne tardèrent pas à se faire sentir : les proconsuls, en mission dans les départements, luttèrent à qui mettroit plus d'énergie à remplir les vœux de Dufourny, des Jacobins et de la *montagne* : on a conservé en ce genre une lettre de Collot-d'Herbois, datée de Lyon, dont la féroce franchise fait frémir.

« Nous poursuivons, dit-il, notre mission avec l'énergie des républicains; nous ne descendrons pas de la hauteur où le peuple nous a placés, pour nous occuper des misérables intérêts de quelques hommes plus ou moins coupables envers la patrie... : nous n'avons point de faveurs à accorder; nous ne devons voir et nous ne voyons que la république, que vos décrets qui nous commandent de donner un grand exemple; nous n'écou-tons que le cri du peuple, qui veut que tout le sang des patriotes soit vengé une fois d'une manière prompte et terrible.

» Convaincus qu'il n'y a d'innocent dans cette infâme cité que celui qui fut opprimé par les assassins du peuple, nous sommes en défiance contre les larmes du repentir; rien ne peut désarmer notre sévérité.... Nous devons vous le dire, citoyens collègues, l'indulgence est une foiblesse dangereuse... : on n'ose pas encore vous demander le rapport de votre premier décret sur l'ancantissement de la ville de Lyon, mais on n'a

presque rien fait jusqu'ici pour l'exécuter. Les démolitions sont trop lentes ; il faut des moyens plus rapides à l'impatience républicaine : l'explosion de la mine et l'activité de la flamme peuvent seules exprimer la toute-puissance du peuple ; sa volonté ne peut être arrêtée ; comme celle des tyrans, elle doit avoir les effets du tonnerre. »

Cette lettre de cannibale que je rapporte ici parce qu'elle coïncide avec les événemens dont je trace l'histoire, tient à ce fameux siège de Lyon qui, destiné à occuper une place mémorable dans les annales révolutionnaires, doit former seul un chapitre de cet ouvrage : je déblaye toutes les ruines qui gênent ma route avant d'y arriver.

A l'époque où les grandes mesures révolutionnaires occupoient tous les esprits le code civil, sans lequel il n'y a point d'ordre social, sembloit négligé ; mais en revanche on donnoit la plus grande extension au code criminel. La Convention prostituoit sa dignité jusqu'à s'occuper du traitement des bourreaux ; elle statuoit que le transport de la guillotine se feroit aux dépens du trésor public ; que l'exécuteur de Paris auroit quatre aides, et recevroit en gratification une somme annuelle de mille écus, tant que le gouvernement français seroit révolutionnaire. Il ne manquoit à cette assemblée, pour dernier période d'opprobre, que de faire, comme à la

Chine, un titre d'honneur de la fonction de bourreau, et de donner à celui de Paris l'écharpe tricolore, quand il feroit tomber les têtes de Marie-Antoinette, de la princesse Élisabeth ou du vénérable Malesherbes.

Cependant les mesures qu'on prenoit, pour comprimer avec la terreur les insurrections naissantes, ne servoient qu'à les faire éclore : la terreur étouffe un moment ; mais la sève du courage n'en prend que plus de force dans les veines de l'homme magnanime. La Convention, ainsi qu'on l'a vu à chaque page dans les annales de la république, étoit le foyer de toutes les insurrections ; et la *montagne*, toujours occupée à les étouffer, voulut enfin les prévenir. Barrère crut avoir trouvé le moyen le plus sûr, et il proposa d'attenter à l'inviolabilité de ses collègues. L'assemblée venoit de statuer qu'aucun député ne seroit mis en état d'accusation avant d'avoir été entendu dans son sein. Il en demanda le rapport, sous le prétexte que le décret avoit été émis dans un moment où l'on avoit cédé à une autre influence qu'à celle de la raison, de la justice et de la loi. Billaud-Varennes appuya de ses phrases incendiaires la proposition insensée et barbare de son collègue ; il dit que l'assemblée constituante, avec sa prudence pusillanime, avoit tout gâté, et que le génie révolutionnaire ne devoit s'user qu'au tombeau. Alors la Convention se dépouilla de la seule

arme qui lui restoit contre les fureurs des démagogues , et le décret fut rapporté.

La porte ainsi ouverte à toutes les vengeances, la *montagne* sévit contre les moins pervers des républicains du jour, contre ceux qu'on accusoit d'avoir voulu retarder le mouvement révolutionnaire ; et par une bizarrerie qu'on ne rencontre que dans l'histoire des démocraties, ce furent les hommes qui s'étoient avilis à demander grâce à leurs farouches vainqueurs , ce furent Bazire et Chabot qui scellèrent les premiers de leur sang ce règne de la terreur, qu'ils avoient tant contribué à provoquer.

L'orage couva quelque temps en secret dans les comités de salut public et de sûreté générale ; ensuite , quand il put éclater sans danger pour les *frères et amis*, l'impitoyable Amar se présenta à la Convention : il annonça un complot horrible, dont les ramifications étoient immenses, et qui tenoit par un fil de la chaîne à Pitt et à Cobourg : le silence de la stupeur régnoit dans toute la salle : le rapporteur ajouta que Bazire et Chabot l'avoient dénoncé ; que le dernier avoit même déposé 200,000 fr. en assignats, qu'on lui avoit envoyés pour le corrompre ; mais ce qui confond toutes les idées , je ne dis pas de justice, mais seulement de pudeur, il se vanta en même temps de les avoir fait arrêter par mesure de sû-

reté générale, ainsi que deux autres de leurs collègues, Delaunay et Julien, dont ils avoient été les délateurs : la Convention approuva son comité.

La conspiration de Bazire et de Chabot en amena une autre : quelques jours après Monnet vint, au nom du comité de sûreté générale, faire la lecture de quelques pièces, qui déplaisoient à quelques-uns de ses collègues, ennemis de la *montagne*, et demanda, pour mesure préalable, que personne ne pût sortir de la salle, avant que l'assemblée eût prononcé sur le sort des prévenus : c'étoit pour la première fois qu'on avoit fait une prison, du lieu où ceux qui prenoient le titre de représentans du peuple exerçoient leur souveraineté : la Convention se hâta d'ériger en loi sa captivité.

Alors les pièces se lisent ; c'étoient les procès-verbaux des séances des commissaires des Bouches-du-Rhône, parmi lesquels étoit un arrêté pris sur la réquisition de Bernard, député suppléant, de ne pas reconnoître les décrets rendus depuis la journée de proscription du 31 mai : Bernard étoit présent ; il se défendit sans courage, déclara que son patriotisme étoit si connu, qu'on l'appelloit le *Marat* de Tarascon, et désavoua la signature au bas de l'arrêté.

Mélin de Douai, sur les débats qui s'élèverent, demanda qu'en mit l'accusé et les accusateurs en

arrestation , jusqu'au moment où le fait seroit éclairci : cette mesure étoit parfaitement révolutionnaire , et elle fut adoptée.

Toutes ces victimes de la terreur ne sortirent , comme nous le verrons , du lieu de leur captivité , que pour porter leurs têtes à l'échafaud.

Aux arrestations pour des causes politiques , s'en mêloient quelquefois d'autres pour des motifs étrangers au républicanisme : c'est ainsi que , sur la dénonciation de la section de Marat , le député Robert fut arrêté pour délit d'accaparement. Il échappa à la haine de ses délateurs , parce qu'on se souvint qu'au jugement du roi il avoit voté pour que la tête de Louis XVI tombât , et pour qu'ensuite la peine de mort fût abolie.

L'affaire de Perrein , ancien maire de Troie , et un des hommes les plus modérés de la Convention , est infiniment plus odieuse : on l'accusa , d'après d'obscures délations , d'avoir reçu du comité des marchés l'ordre pour une fourniture de toiles de coton , à raison de deux et demi pour cent d'intérêt , et d'en avoir fait passer , dans l'espace de six mois , pour cinq millions : Perrein , dont l'austère probité n'avoit jamais été soupçonnée , balbutia une faible réponse ; on le condamna à l'exposition publique en place de Grève , et à douze ans de fers : un *factum* parut pour sa défense , et il ne fut lu que par ses amis pour qui il étoit inutile : l'infortuné subit son jugement , et

mourut de chagrin dans un bague de Toulon. Après sa mort son innocence fut reconnue; un décret cassa le jugement qui l'avoit flétri, et ordonna qu'on payât à sa veuve le montant de ses indemnités. Il faut tenir compte à la Convention de cette satisfaction futile; car, dans ses principes, la majesté souveraine consistoit à oser tout et à ne rien réparer.

Lorsque le décret, qui enjoignoit de prendre contre les citoyens suspects des mesures révolutionnaires, fut proclamé dans les départemens, il y eut des communes qui, l'interprétant au gré de leur haine contre les agitateurs, arrêterent jusqu'aux membres des sociétés populaires qui cherchoient à les diviser. Laurent Lecointre lut une lettre à l'assemblée, où on lui mandoit que les prisons et les maisons d'arrêt regorgeoient de patriotes: c'étoit en vertu du droit de représailles que les vengeances s'exerçoient: dans les pays bien gouvernés, et où la loi parle seule, personne n'ayant d'injures publiques à punir, il n'y a point de droit de représailles.

Au milieu de cette fermentation générale, il étoit difficile que les députés qui avoient été proscrits après le 31 mai, et que leur évasion avoit fait mettre hors de la loi, trouvassent des asiles. Lidon, député de Brive, poursuivi par son collègue Lakanal, se voyant près d'être arrêté, se tua d'un coup de pistolet: le comité de surveillance de la ville

où il étoit né, furieux de voir sa proie échapper à l'échafaud, se vengea sur tout ce qui étoit cher au proscrit, en faisant arrêter son frère et sa maîtresse.

Un autre suicide bien plus important est celui de l'ancien ministre Roland ; instruit que sa femme étoit arrêtée, que la terreur promenoit son spectre hideux et sanglant sur le sol entier de la France, qu'il n'y avoit plus de repos à espérer, ni pour ceux qui avoient fondé la république, ni pour ceux qui désiroient de la détruire, il se tua sur la grande route de Paris à Rouen : on trouva sur lui quelques papiers, entr'autres, l'apologie de sa vie et de sa mort : sa vie turbulente, depuis l'origine de la révolution jusqu'au supplice de Louis XVI, que sa fameuse lettre à ce prince provoqua, avoit sans doute besoin d'apologie. Sa mort n'étoit point celle d'un sage, qui ne quitte la vie que quand la nature l'appelle : mais, malgré ses torts, on ne peut nier que ce démagogue n'eût un grand caractère ; le mal où il se laissa entraîner pesoit à son cœur, et quand il eut la liberté de faire le bien, il l'opéra avec énergie : s'il s'étoit trouvé dans les annales de la révolution un certain nombre d'hommes de la trempe de Roland, l'histoire de France à cette époque ne manqueroit ni d'intérêt, ni de dignité.

Le suicide de Roland se trouve lié par la chronologie à quelques événemens particuliers, qui

méritent de trouver place dans cet ouvrage, parce qu'ils font ressortir l'espèce d'esprit public qui régnoit alors, esprit composé de fanatisme dans la tête et de bassesse dans le cœur, avec lequel toutes les contradictions s'expliquent dans les annales si invraisemblables de la démagogie.

Les membres du comité de sûreté générale, Lebas et Vouland annoncèrent à la Convention, comme une découverte vraiment civique, un vol fait avec effraction dans une cave de l'hôtel la Vaupalière; il s'y trouva pour quarante mille écus de vins, outre des caisses qui renfermoient quatre cent soixante-trois mares d'argent, trente-huit de vermeil, et environ 4,200 francs en numéraire. Ces richesses furent trouvées de bonne prise, par une assemblée qui héritoit à son gré des vivans et des morts; et un décret fit verser dans le trésor national la dépouille du marquis de la Vaupalière.

Une découverte d'un autre genre, et qui se trouva encore plus du goût des démagogues, fut le texte d'un vieux roman imprimé vers l'origine de l'imprimerie, où se trouvoit cette maxime : « celui qui a commis un crime capital, quel qu'il soit, *le roi même*, doit subir le supplice auquel il aura été condamné par les juges et les citoyens. »

Cette doctrine qui tendoit à légitimer le régicide de Louis XVI, plut infiniment à la Convention, et, sur la motion de Grégoire, qui vouloit

qu'on rendit public *tout ce qui pouvoit servir à dévoiler l'infamie des rois*, il y eut un décret pour insérer au bulletin ce commentaire très-suspect d'une loi des Gaules, sous Mérovée.

En même-temps qu'on tiroit de l'oubli, des livres faits pour y rester, on condamnoit au feu les titres seigneuriaux qui rappeloient l'antique féodalité, et qui servirent longtemps de droit civil à la plus grande partie de l'Europe. Cette propriété de quatre-vingt mille familles françaises, propriété dont nous n'examinerons point les titres, mais qu'il auroit fallu épurer plutôt qu'ancantir, ne devoit pas trouver grâce auprès d'un gouvernement usurpateur, qui s'étoit joué d'un royaume de quatorze siècles, et d'une morale contemporaine des premières sociétés.

Une autre propriété, non moins chère à la France, étoit celle de l'instruction de la jeunesse, et elle dépérissoit de jour en jour. Le poète Chénier vint à cet effet réveiller l'attention de l'assemblée nationale; mais il lui dit que la seule manière d'acquitter cette première dette de la société envers ses membres, étoit de la former au républicanisme; il se plaignoit que chez un peuple, qui avoit lutté avec tant de courage pour renverser l'empire des prêtres, on laissât encore aux prêtres le soin de diriger l'éducation de la jeunesse. Il présenta les institutions républicaines, comme un cede de mœurs plus important encore

que le code des lois ; il proposa une gymnastique grecque à des hommes efféminés , et des fêtes nationales à des conjurés , qui célébroient dans les temples la commémoration d'un régicide. Tous ces paradoxes politiques, parfaitement à l'ordre du jour, furent accueillis dans le temps, et les applaudissemens redoublèrent à cette singulière péroraison :

« Fondateurs de la république et d'une constitution vraiment populaire (la table des chapitres de Hérault-Séchelles), une nouvelle gloire vous attend. Votre génie révolutionnaire déconcerte les rois, rebelles à la souveraineté du peuple, et laisse entrevoir aux nations opprimées le crépuscule de la liberté naissante ; mais l'éducation nationale reste à créer parmi nous..... Consommez vos travaux sacrés ; que la rouille des temps anciens ne souille plus vos institutions. Les mauvaises mœurs tuent les bonnes lois ; vous avez fait les lois, faites les mœurs ; continuez à diriger, d'une main ferme et rapide, le grand mouvement imprimé par le peuple français à l'esprit humain, et complétez cet évangile de l'égalité, qui doit triompher des préjugés les plus antiques et renouveler la face du monde. »

Danton, partant peut-être de l'idée de Chénier, qu'il falloit donner des institutions grecques à un peuple qui vouloit devenir l'instituteur du monde, proposa vers le même temps à la Convention d'a-

voir des jeux olympiques, et d'y consacrer les jours supplémentaires de son année républicaine, qu'elle avoit avilis par le nom ridicule de *sans-culotides*. Cette institution, suivant le démagogue, devoit marcher de pair avec l'organisation de l'instruction publique, qu'il appeloit le pain de la raison, dû par l'âge mûr à la jeunesse. Hâtez-vous, fit-il entendre, de donner des armes à ceux qui peuvent les porter, de l'instruction à l'âge qui commence, et des fêtes nationales à l'âge viril qui peut raisonner ses jouissances.

Toutes ces idées fausses ou paradoxales germoient depuis long-temps dans la tête des législateurs, quand on décréta l'organisation des écoles primaires dans toute l'étendue de la république.

Il ne s'agissoit de rien moins dans ces écoles, que de former l'éducation physique, morale et intellectuelle; et le fondement de cette triple instruction étoit la déclaration des droits de l'homme et l'histoire des traits mémorables du patriotisme de ce temps-là.

On entroit dans les écoles à six ans, parce que disoit Chénier, au moment où les devoirs maternels cessent auprès d'un enfant, la république doit s'en emparer; l'instituteur étoit salarié par la nation, et prenoit le titre de fonctionnaire public.

Ces écoles primaires tombèrent à leur nais-

sance, parce que la masse de la nation n'y eut aucune confiance, parce que les instituteurs n'avoient que le nom de commun avec les Rollin, les Brumoy et les confrères des Massillon et des Malbranche; parce que des pères sages ne croyoient pas qu'une déclaration des droits pût remplacer auprès de leurs enfans, les langues classiques, et un catéchisme démagogique la morale de la religion.

Cependant il faut être juste, il échappa dans ce période à la Convention quelques germes d'idées saines sur la gloire des arts, que l'histoire impartiale doit s'empresser de recueillir.

Le même Chénier que nous avons vu déraisonner sur les écoles primaires, demanda et obtint que René - Descartes, le premier philosophe de l'Europe moderne, car Newton ne vint qu'après lui, fût vengé de l'oubli de ses contemporains par une espèce d'apothéose. En conséquence, il y eut un décret, qui statua que Descartes méritoit les honneurs dus aux grands hommes, et que la cendre de ce philosophe seroit transférée avec pompe au panthéon.

La Convention prit en même temps des mesures pour accorder des indemnités aux femmes des marins, qui composoient les équipages des vaisseaux *la Boussole* et *l'Astrolabe*, commandés par l'infortuné la Pérouse; elle se pronouça aussi

d'une manière bienveillante sur le voyage d'Entrecasteaux, destiné à la recherche de ce célèbre navigateur.

Au milieu de ces discussions l'assemblée imagina d'exercer sa puissance jusque parmi les morts. Chénier, au nom du comité d'instruction publique, vint dénoncer un homme, qui s'étoit emparé quelque temps à l'assemblée constituante, de l'admiration publique, mais dont le génie étoit souillé par la plus profonde immoralité, c'étoit le demagogue Mirabeau. Il prouva que vendu à la cour, dont il avoit l'air d'être le fleau, il étoit à la fois l'homme du peuple et l'homme du roi : cette duplicité se trouvoit caractérisée dans une lettre de Louis XVI à Lafayette, dont la découverte de l'armoire de fer donna connoissance.

On rappela que Mirabeau, à l'époque de sa mort, avoit promis de déclarer la guerre à la révolution ; et la Convention, considérant qu'il *n'est point de grand homme sans la vertu*, décréta que le corps du fondateur de la démagogie seroit retiré du Panthéon. Cette vengeance exercée contre de froides cendres, fut accompagnée d'un trait effroyable d'immoralité ; le second article de la loi statuoit, que le même jour où l'on enlèveroit le corps de Mirabeau, celui de Marat lui seroit substitué. Et par un troisième article, on ordonnoit que la Convention en masse,

le conseil exécutif, les autorités constituées de Paris et les sociétés populaires assisteroient en corps à cette apothéose du plus vil comme du plus féroce des hommes.

CHAPITRE VIII.

Procès de la reine. — Anecdotes sur cette princesse et son supplice.

PARMI les nombreuses victimes de la tourmente révolutionnaire qui se succédoient sans cesse sur l'échafaud, emportant avec elles à la fois le mépris et les regrets, dévouées par une faction à l'opprobre, et par l'autre à l'apothéose, il en est une bien auguste, bien digne des hommages de tout ce qui porte encore la morale et la patrie dans son cœur; mais que l'insouciance calomniatrice de presque toutes les plumes françaises, pendant dix ans, semblé avoir condamnée à un oubli, que l'histoire, juge éternel de toutes les justices humaines, doit s'empresser de réparer.

Cette grande victime, dont le nom est si peu fait pour l'oubli, est une tête couronnée: c'est l'infortunée, que les assassins de Louis XVI crurent avilir, en l'appelant *la veuve Capet*; mais qui n'en fut pas moins la reine de France pour les juges qui la condamnèrent, comme elle ne cessera jamais de l'être, pour la postérité qui se lève pour la venger.

Ce n'est pas un des moindres phénomènes de ces temps abominables, dont ma plume est con-

damnée à tracer le tableau, que ce concert de la nation presque entière à oublier celle qui fut pendant vingt ans l'objet de son idolâtrie. A peine, dans ce long intervalle de dix années, quelques voix isolées tentèrent-elles d'apprendre aux contemporains à être justes; à peine un écrivain courageux donna-t-il les matériaux d'une histoire impartiale. Marie-Antoinette, que nous nous sommes enorgueillis, pendant une génération, d'avoir pour souveraine, semble, depuis la mort injuste qu'elle a soufferte, aussi inconnue pour nous qu'une Indienne contemporaine de Brama, qui s'est brûlée sur le bûcher de son époux, ou que la veuve d'un Pharaon, embaumée dans sa pyramide.

Marie-Antoinette, reine de France, étoit, comme l'on sait, issue, par l'empereur François, son père, d'une famille illustre, qui donna vingt-deux ducs à la Lorraine; et par sa mère, Marie-Thérèse, reine de Hongrie et de Bohême, de cette puissante maison d'Autriche, qui fournit treize empereurs à l'Occident. Son neveu étoit alors sur le trône des Césars; une de ses sœurs régnoit à Naples. Jamais on ne vit, depuis la civilisation du globe, une puissance plus solidement affermie contre les revers.

Marie-Antoinette, avant l'invasion de la démagogie, parut à la France ce qu'elle étoit en effet, c'est-à-dire la digne fille de Marie-Thérèse,

l'héroïne de la Hongrie, ayant non moins de grandeur d'ame que de beauté, et retenant avec cette grandeur d'ame les cœurs que sa beauté lui avoit gagnés. Il n'y avoit qu'une seule voix à cet égard. L'envie même, qui s'attache toujours à ce qui est grand, se taisoit. On auroit regardé son ennemi comme un être mal organisé, qu'il falloit plaindre, plutôt que comme un criminel de lèse-majesté qu'il falloit punir.

Ce qui légitimoit cet enthousiasme, étoit l'étonnante bienfaisance de l'épouse de Louis XVI. Sa vie entière n'a été qu'un long tissu d'actions nobles et généreuses: et ce qui rendoit cette bienfaisance encore plus touchante, c'est la grâce qui l'accompagnoit. Quand elle accordoit un don, elle sembloit payer une dette; on la voyoit rougir comme la personne qu'elle rendoit heureuse. Tandis que les autres obligent avec empire, elle obligeoit avec reconnoissance.

Les plébéiens abjects qui la détrônèrent, trouvoient mauvais qu'organisée comme la dernière de ses sujettes, elle eût joui pendant vingt ans de la toute-puissance; mais Marie-Antoinette, née pour commander, comme fille des Césars et épouse du premier souverain de l'Europe, ne se trouvoit jamais mieux que quand elle pouvoit secouer le joug du commandement; elle étoit contrainte quand il falloir représenter, et un jour qu'elle s'étoit échappée d'une audience d'appareil à la

salle du trône, *Dieu soit loué*, dit-elle à la princesse de Lamballe, avec l'accent de la vérité : *enfin je ne suis plus reine, je suis moi.*

Elle étoit encore *moi*, c'est-à-dire une femme à grand caractère, quand, à l'approche de la tempête populaire où elle fut submergée, voyant changer peu à peu l'opinion publique, corrompue par les inconséquences ineptes du cardinal de Rohan et le machiavélisme sans génie du prince *Égalité*, elle exigea du lieutenant général de police, qu'il lui rendroit compte de tous les libelles qu'on publioit pour l'avilir, afin d'avoir un prétexte pour la détrôner. *Je voudrois, dit-elle, connoître les hommes qui me laissent, et voir si je pourrois les punir en les rendant heureux.*

Cet oubli magnanime des injures constituoit particulièrement le caractère de la reine. On sait qu'à la suite de la scène effroyable du 5 octobre, où elle joua avec tant de distinction le rôle d'épouse et celui de mère, lorsque les magistrats du Châtelet, chargés de suivre la procédure, vinrent lui demander des lumières sur cette grande conjuration contre le trône, elle répondit ce mot mémorable : *J'ai tout vu, j'ai tout entendu, mais j'ai tout oublié.*

Marie-Antoinette, du moment que Louis XVI eut accepté d'être le roi constitutionnel des Français, ne fit servir son influence sur son vertueux, mais faible époux, qu'à le concilier avec les re-

présentans de son peuple et avec lui-même. Elle sentoit que le trône impuissant étoit réduit à plier, et elle plia comme lui, pour l'empêcher de se rompre. A la cérémonie du quatorze juillet, au Champ de Mars, lorsque le roi eut prêté son serment devant le simulacre de la patrie, elle prit, à son exemple, le prince royal dans ses bras, et le présenta au peuple, tendant ses innocentes mains vers l'autel, comme pour répéter le serment de son père. Le trait fut senti par toutes les factions, et applaudi avec enthousiasme. On cria de tous les points du Champ de Mars : *vive la reine!* Malheureusement ce fut pour la dernière fois.

L'évasion de Louis XVI à Varennes, conçue sur un mauvais plan, et encore plus mal exécutée, fut reprochée à cette princesse par les agitateurs comme un crime de lèse-nation; cependant on sait que ce plan de faire quitter en fugitif, à l'héritier de soixante-trois rois, la monarchie où il avoit régné avec quelque gloire, n'étoit pas le sien; mais le prince, après de longues irrésolutions, s'étoit prononcé; et la reine, qui n'avoit point d'armées à ses ordres, ne pouvoit plus qu'obéir à son roi et à son époux.

Le 20 juin, lorsque les rebelles forcèrent le château, et placèrent du canon jusque dans les appartemens de leur souverain, la reine, qu'on s'étoit proposé d'assassiner, se montra la digne fille

de Marie-Thérèse. Quand elle vit Louis XVI entraîné par les flots toujours renaissans des scélérats, qui faisoient étinceller jusque sur sa tête le fer sanglant de leurs piques, elle ne prit conseil que de son courage ; elle fendit la garde nationale qui la protégeoit, pour aller trouver l'infortuné ; on lui représenta que son dévouement ne prévien-droit aucun malheur : *n'importe*, s'écria-t-elle, *ma place est auprès du roi, et c'est là que je dois mourir.*

Le 10 août, Marie-Antoinette, à la vue des Marseillais, de la populace des faubourgs, qui défilèrent sous les ordres des perturbateurs, des canons alignés dans le Carrousel, et braqués contre le château, prévint que si le roi étoit foible le trône seroit renversé ; elle essaya de vaincre ses irrésolutions, de réfuter LES SOPHISMES des perfides conseils qui lui furent donnés. Louis XVI n'eut pas la force de se dérober à sa fatale destinée ; il prit la route de l'assemblée nationale avec sa famille : et là, le président signifia la sentence qui le déclaroit suspendu ; ensuite on le transféra dans la prison du Temple, d'où il ne sortit que pour aller mourir.

Marie-Antoinette, détrônée, regretta un moment sa puissance ; cependant réfléchissant qu'elle étoit encore épouse et mère, elle écarta toute idée de désespoir : consoler Louis, instruire ses enfans, fut l'objet constant de toutes ses sollici-

tudes ; et les jouissances qui en résultèrent pour sa sensibilité lui firent oublier bientôt qu'elle les goûtoit dans une prison.

Cependant les féroces ennemis de cette princesse ne s'endormoient pas ; Chabot l'accusa , devant la Convention , d'avoir excité les Suisses , le 10 août , à assassiner le peuple ; et on répéta cette calomnie , contre une reine captive , dans tous les journaux de sang et de fiel , qui étoient soudoyés par le gouvernement.

Pendant ce temps-là , Danton et les Catilina de la démagogie , exécutoient les massacres des prisons : on vint dans celle de la reine ; et les cannibales , instruits que la princesse de Lamballe , qu'ils venoient de tuer , avoit été l'amie de son cœur , vinrent secouer sa tête sanglante sous ses fenêtres ; on sauva à Marie-Antoinette cet horrible spectacle ; mais un municipal eut la barbarie de l'en instruire , et elle tomba évanouie ; ces raffinemens de férocité pouvoient être du goût de Denis de Syracuse ; mais l'histoire ne dit pas qu'il en ait fait usage contre les victimes entassées dans la prison des *Carrières*.

Un des grands supplices de la reine , pendant sa longue détention au Temple , fut d'être sans cesse obsédée par les regards des commissaires de la commune , qui épioient sa pensée et l'empoisonnoient sans cesse. Un jour qu'elle parcourroit , avec le prince royal , un volume de l'his-

toire de France, elle tomba sur la trahison du connétable de Bourbon; et le municipal prétendit que le choix d'un tel tableau annonçoit son dessein, d'inspirer à son fils des sentimens de vengeance contre la patrie. Cette absurde dénonciation fut portée au conseil, qui ne voyant plus désormais, dans son auguste captive, que la mère d'un connétable de Bourbon, jura son supplice.

Le procès du roi vint, et la Convention imagina de séparer le prince de sa famille; le décret fut exécuté dans toute sa rigueur. La reine, détenue avec ses enfans et sa sœur au secret, ne communiqua plus qu'avec les geoliers, les commissaires de la commune, et un ancien serviteur plus féroce qu'eux tous, qui passoit la nuit à imaginer le mal qu'il pouvoit lui faire, et le jour à l'exécuter. Ce monstre ne manquoit jamais, en la quittant, de déposer la *feuille du Père Duchêne* sur sa cheminée. Il osa même un jour lui montrer du doigt l'atroce motion de Tellier, où ce tigre demandoit à la Convention que l'on fabriquât un canon du calibre d'une tête humaine, pour envoyer à l'ennemi celle de Louis XVI.

Lorsque le roi fut sur le point de subir son jugement, l'illustre Malesherbes obtint qu'on laisseroit ce prince communiquer avec sa famille. Marie-Antoinette, instruite du décret, sentit qu'elle avoit encore un instant de bonheur à goûter avant de cesser d'être, et se livra, devant

ses impitoyables surveillans , à toute l'explosion de sa touchante sensibilité : *vous ne pleuriez pas ainsi*, lui dit le féroce Simon , l'instituteur du prince royal, *quand vous assassinez le peuple au 10 août*. La reine dissimula son indignation : *ce peuple, que j'ai toujours aimé*, répondit-elle, *ne me connoît pas*.

Enfin, Garat , ministre de la justice lut au roi détrôné sa sentence ; ce dernier parla avec attendrissement, non de lui , mais de la reine et de ses enfans ; on lui répondit, au nom de la Convention , *que la nation , toujours grande et toujours juste , veilleroit au sort de sa famille*, et cette assurance rendit moins amers au monarque les courts momens qui le séparaient de son supplice.

« Cet engagement , dit le seul historien courageux que nous ayons sur Marie-Antoinette (1), avoit été contracté, pour ainsi dire, sur l'autel même où la victime royale alloit être immolée, et en présence du ciel, dont les portes s'ouvroient pour le recevoir ; il étoit sacré, mais en étoit-il pour des régicides ; ceux-ci ne faisoient des ser-

(1) Voyez son histoire par l'auteur de l'*Éloge de Louis XVI*, imprimée à Paris en 1797. Cet ouvrage est une des meilleures sources où je me fais gloire d'avoir puisé , surtout depuis l'époque de la translation de Marie-Antoinette à la Conciergerie.

mens que pour les violer : ils violèrent celui-ci au moment même où ils le prononcèrent. »

Un décret de la Convention déclara que Marie-Antoinette serviroit d'otage contre les conspirateurs du dedans et du dehors ; et on avoit cent moyens de faire naître des complots et des guerres, pour avoir un prétexte de faire traîner la fille des Césars à l'échafaud.

Nous avons vu toutes les intrigues que firent jouer les démagogues, depuis le 21 janvier jusqu'au commencement d'octobre, pour faire partager à Marie-Antoinette la destinée de son époux. On fit parler les journaux vendus à la faction dominante, les sociétés populaires, les autorités constituées des départemens ; quand l'horrible complot fut à sa maturité, Robespierre leva tout à fait le masque, et obtint un décret qui traduisoit l'auguste victime au tribunal révolutionnaire.

Pour accumuler sur la tête de l'infortunée tous les genres d'opprobre, la Convention refusa de rédiger son acte d'accusation ; comme on ne la regardoit plus que comme une simple particulière, veuve d'un homme mort par ordre de la loi, on en laissa le soin à l'accusateur public, Fouquier-Tinville, d'autant plus fait pour ce rôle odieux, qu'il réunissoit la soif du sang des tigres à l'âme abjecte des bourreaux.

La nuit où l'on vint enlever la reine du Temple pour la transférer à la Conciergerie, celle-ci ne

se dissimula point l'horreur de sa destinée ; elle consola sa fille éperdue , en l' flattant de son retour ; mais prenant la main de sa sœur , plus aguerrie , et la portant sur son cœur : *adieu* , lui dit-elle , *adieu pour toujours ; nous ne nous verrons désormais qu'avec le fils de S. Louis.*

Arrivée à minuit dans sa nouvelle prison , il se trouva que la crainte de laisser percer le mystère odieux de cette translation , avoit empêché d'en instruire le concierge ; celui-ci en fit l'observation , et le municipal répondit , dans le style du *Père Duchêne* , qu'une plume chaste ne doit pas transcrire , « *qu'importe ! le cachat le plus infect , et pour lit quelques bottes de paille ; voilà tout ce qu'il faut à cette femme* » : Richard (c'est le nom du concierge) avoit de la sensibilité , ce qui est rare dans une telle place ; il logea , le reste de la nuit , l'infortunée dans son propre appartement , et le lendemain il la transféra dans une pièce commode , quoique peu apparente , qu'on appeloit la salle du conseil.

L'humanité , que Marie-Antoinette n'avoit pu rencontrer parmi les représentans d'un peuple qui se disoit *grand et généreux* , elle la trouva chez le gardien abject d'une prison : celui-ci mit tous ses soins à rendre moins amers à cette princesse les derniers liens qui la retenoient à la vie : tous les jours , il alloit lui demander ses ordres pour ses repas , et celle-ci ne se lassoit pas de

répondre : *ce qui est bon pour votre famille, le sera assez pour moi.* Richard n'en parcourait pas moins chaque matin les marchés de la ville, pour tâcher d'épier le goût de son auguste prisonnière : un jour il aborde une fruitière du Pont Saint-Michel, et lui demande le meilleur de ses melons, quel qu'en fût le prix : ce mot la fit rêver ; c'est donc, dit-elle, pour une personne de bien grande importance ? Oh ! sans doute, répond Richard, pour une personne de la plus haute importance, . . . ou qui du moins le fut autrefois. La fruitière devine le secret ; elle renverse à l'instant tous ses melons, choisit le meilleur, prie Richard, les larmes aux yeux, de le porter à la reine, et refuse d'en recevoir le prix. De pareils traits soulagent un peu la plume de l'homme de bien, condamné à tracer la plus pénible comme la plus dégoûtante des histoires.

Il en coûta cher à Richard, quelque temps après, de ne s'être pas fait le licteur insolent des décevirs : on le traduisit avec toute sa famille au tribunal révolutionnaire, et on ne lui dissimula pas que c'étoit pour s'être montré trop humain dans ses rapports avec la reine. Il est certain que sous le régime effroyable de la terreur, toutes les fois qu'on entroit dans quelque édifice surveillé par le gouvernement, on étoit obligé de laisser son humanité à la porte, lorsqu'on ne vouloit pas y laisser sa tête.

Cette sensibilité de Richard empêcha peut-être Marie-Antoinette de blasphémer la vertu, comme un ancien en quittant la vie; car, à cette époque, cette princesse essuyoit un abandon apparent de la France entière; son nom qui étoit dans tous les cœurs honnêtes n'abordoit sur aucune bouche; et l'héroïne de la bienfaisance, qui pendant vingt ans avoit tari tant de larmes, ne trouvoit personne qui essuyât les siennes.

Enfin l'heure du martyre de la fille de Marie-Thérèse approchoit; le tribunal révolutionnaire commença son ministère de sang par l'acte d'accusation de Fouquier-Tinville, acte non moins absurde et non moins atroce que celui qui condamna la Pucelle d'Orléans au bûcher. Ici je ne dois guère me permettre que de transcrire les pièces officielles: (1) le récit le plus simple des malheurs de la reine constitue la meilleure de ses apologies.

« Quel est votre nom, dit d'un ton altéré le président du tribunal?

(1) Il y a cependant quelques traits que je ne prendrai pas dans le *Moniteur*: c'est un fait connu que, d'après les instructions secrètes des agens de la montagne, le rédacteur se permit d'altérer la vérité par quelques mots d'addition ou de retranchement; je me guiderai dans ces cas-là par les notes que j'ai reçues d'un homme digne de foi, qui, au péril de sa vie, assista, sans changer de couleur, à cet horrible interrogatoire.

» — Marie-Antoinette de Lorraine, ancienne archiduchesse d'Autriche.

» — Votre état ?

» — Veuve de Louis , *ci-devant* roi des Français.

» — Votre âge ?

» — Trente-huit ans. »

Après ces trois questions , on lut à la reine son acte d'accusation, écrit, non avec les formes de la loi , mais dans le style des libelles.

Le préambule présentait Marie-Antoinette, *veuve de Capet*, comme prévenue d'avoir conspiré contre la France : ce mot vague de *conspiratrice* étoit l'injure à l'ordre du jour, avec laquelle les comités révolutionnaires désignaient toutes les personnes qu'ils signaloient pour l'échafaud, depuis Charlotte Corday qui tua Marat , jusqu'à la femme du peuple, qui refusoit de changer contre un assignat son dernier écu qui portoit l'image de Louis XVI.

L'accusateur public dit ensuite , qu'à l'instar des *Messaliné*, des Brunchaut, des Frédegonde et des Médicis, qu'on qualifioit autrefois reines de France , et dont les noms odieux ne s'effaceraient jamais des fastes de l'histoire, Marie-Antoinette a été, depuis son séjour en France, le fléau et la sangsue des Français. *Messaline* doit être bien étonnée de se trouver , dans ce morceau d'érudition, qualifiée *reine des Français* : mais

on ne demandoit pas, d'un chef du tribunal révolutionnaire, qu'il sût lire, pourvu qu'il sût égorger.

Le délateur en titre prétend, après cette période, qu'avant même l'*heureuse* révolution, qui a rendu au peuple français sa souveraineté, l'accusée avoit des rapports politiques avec *l'homme qualifié roi* de Hongrie et de Bohême. Cet *homme qualifié roi*, étoit, comme l'on sait, l'empereur Joseph II, son frère, l'un des princes les plus absolus qui aient occupé le trône des Césars, qui donnoit des conseils à tout le monde, et qui n'en recevoit de personne, pas même de sa sœur.

Fouquier-Tinville dit ensuite que non contente de ces manœuvres, *la veuve de Capet*, de concert avec les frères de Louis, et l'*infâme et exécrationnable* Calonne, alors ministre des finances, avoit dilapidé, d'une manière effroyable, les finances de la France, pour *satisfaire à des plaisirs désordonnés*, et payer les agens de ses intrigues criminelles. L'histoire du temps, les comptes ministériels, les pièces secrètes même de l'armoire de fer, se taisent sur ces dilapidations de la reine. Quant aux *plaisirs désordonnés*, cette imputation atroce est née du libelle de l'intriganté Lamotte, que l'infortunée, jusqu'au dernier moment de sa vie, soutint n'avoir jamais connue, et s'est propagée d'après le système bien connu des tyrans

de la France, de justifier leurs assassinats en calomniant leurs victimes.

Il est *notoire*, ajoute l'acte d'accusation, que l'accusée a fait passer à diverses époques à l'empereur des millions, qui lui ont servi et lui servent encore à faire la guerre à la république. Ce fait est si peu *notoire*, que pendant les dix-neuf ans du règne de Louis XVI, après avoir fait une balance exacte des dépenses de la France et de ses recettes, on n'en a pas trouvé une seule où l'emploi seulement d'un million ne fût pas fixé; d'ailleurs on connoît la fameuse réclamation officielle de l'ambassadeur de l'Empire contre cette inculpation, dont l'invraisemblance seule peut détruire l'atrocité.

Les autres délits, d'après l'acte d'accusation, sont la répétition de tous les contes répandus dans le journal de Marat et dans les feuilles du *Père Duchêne*; tels que d'avoir amené les Gardes du corps dans le fameux repas de Versailles, à fouler aux pieds la cocarde tricolore; d'avoir organisé un cabinet autrichien, et soudoyé au château des chevaliers du poignard.

L'interrogatoire commença ensuite; la plénitude raisonnée des questions y contraste singulièrement avec la noble simplicité des réponses.

« Avant le 14 juillet 1789, ne teniez-vous pas des conciliabules nocturnes avec la Polignac? et

n'étoit-ce pas là qu'on délibéroit sur les moyens de faire passer des fonds à l'empereur ? —

» Je n'ai jamais tenu de conciliabules.

» — Vous participâtes aux délibérations, pour entourer les représentans du peuple de baïonnettes, et pour en faire, s'il étoit possible, assassiner la moitié.

» — Voilà la première fois que j'entends parler de pareilles mesures.

» — Avez-vous eu connoissance du projet du comte d'Artois, de faire sauter la salle de l'assemblée nationale ?

» — Jamais mon frère n'eut un pareil projet. »

Dans une autre séance, on demande à la reine si elle lit l'*Orateur du Peuple*. On lui tend mille pièges pour savoir si elle a donné un oeillet avec un papier à l'administrateur Michonis, dans sa prison du Temple, et on traite ce trait de confiance de délit capital. On l'interpelle de déclarer si le 20 juin, jour où le peuple fit l'honneur à son mari de le décorer du bonnet rouge, elle ne délibéroit pas la nuit sur les moyens de renverser Paris... Le président, l'accusateur public, les jurés et les juges sembloient tous alors frappés d'un esprit de vertige : ils ne voyoient pas que la sentence de la postérité, qui devoit flétrir à jamais leurs noms, étoit écrite à chaque ligne dans un si étrange interrogatoire.

Le président lui dit un autre jour : « Vous avez

tellement influencé l'organisation de la garde royale, que vous y avez admis jusqu'à des prêtres réfractaires et des chevaliers du poignard. » Un regard d'indignation de la part de la reine fut sa seule réponse.

« Lors de votre mariage avec Louis Capet, n'avez-vous pas conçu l'idée de réunir la Lorraine à l'Autriche. —

» Jamais.

» — Mais enfin vous portez le nom de cette Lorraine.

» — Je ne suis pas maîtresse de ne pas porter le nom de mes pères.

Le président chercha ensuite à l'embarrasser au sujet de l'affaire du Collier; la reine répondit toujours, avec le calme de l'innocence, et quelquefois avec sa fierté, qu'elle n'avoit vu de sa vie la dame Lamotte; et quand on lui objecta que, peu de temps avant la mort du roi, on avoit brûlé par ses ordres un libelle de cette femme, à la manufacture de Sèvres, elle ajouta qu'elle n'avoit point donné d'ordres, et que si on l'avoit consultée, on auroit laissé dans l'oubli un libelle, où elle seule étoit calomniée.

Un grand nombre de témoins furent confrontés avec la reine, et elle sortit pure et grande de cette épreuve, qui d'ailleurs ne pouvoit flétrir que le tribunal et les démagogues de la *montagne*.

Tout ce qui, parmi ces témoins, avoit un nom

ou le sentiment de sa dignité, ne chargea en aucune manière l'auguste victime qui, abandonnée du ciel et des hommes, ne luttoit plus qu'avec sa vertu contre l'adversité.

Manuel, connu par ses délits révolutionnaires, et encore plus par ses remords, pouvoit sauver sa vie en calomniant la reine, et il ne voulut pas l'acheter à ce prix.

Le comte de la Tour du Pin, ancien ministre de la guerre, défendit son administration, mais ne dit pas un mot, qui pût tendre à affaiblir la vénération des gens de bien pour leur souveraine.

Bailly alla plus loin : après avoir déclaré qu'il n'avoit jamais eu de relation intime avec la famille royale, il ne dissimula pas que l'acte d'accusation contre Marie-Antoinette lui paroissoit fondé sur des faussetés.

Le comte d'Estaing parla en chevalier français. Il déposa qu'il avoit à se plaindre de l'accusée ; mais qu'appelé à dire la vérité tout entière devant la loi, il n'avoit rien à témoigner contre elle, d'après les délits qu'on lui imputoit. Interpellé sur la nuit désastreuse du 5 au 6 octobre, il déclara qu'il avoit entendu des conseillers de cour proposer à la reine de fuir, pour échapper au peuple de Paris qui venoit l'assassiner ; mais que celle-ci avoit répondu avec un grand caractère : *si je dois être tuée par le peuple, ce sera aux pieds du roi, et je ne fuirai pas.*

Tous ces grands témoignages ne firent qu'ulcérer le tribunal. Il n'en persista pas moins à porter contre la reine la sentence qu'on lui avoit dictée ; et quelque temps après, Manuel, Bailly, les comtes de la Tour du Pin et d'Estaing, punis pour avoir conservé leur ame devant des juges de sang qui avoient répudié la leur, périrent aussi par le dernier supplice.

Les autres témoins étoient les héros féroces de la démagogie, ou des hommes vils soudoyés par elle. Il en coûte de dénoncer ces noms flétris à l'histoire.

C'est une domestique appelée Millot, qui dépose *avoir entendu dire*, que la reine avoit fait passer à l'empereur deux cents millions.

C'est le cordonnier Simon, instituteur du prince royal, qui prouve que l'accusée est son égale, en lui disant des injures.

C'est Garnerin qui prétend que Marie-Antoinette accaparoit les denrées de première nécessité, pour affamer Paris et le dégoûter de la révolution.

C'est un ^{aujourd'hui} Dange, administrateur de police, à qui on demande son opinion sur l'accusée, et qui répond : si elle est coupable, elle doit être jugée. On l'interpelle ensuite de déclarer si elle est patriote, et il dit *non* ; si elle aime la république, et il répond encore *non*, avec la même férocité.

Le seul homme qui joua avec énergie, je ne dis

pas avec succès, le rôle du dieu du mal dans cette sanglante tragédie, fut le farouche Hébert, l'auteur des feuilles cyniques du *Père Duchêne*. D'après le plan qu'il avoit concerté avec Robespierre, de frapper du même coup et le fils et la mère, il osa déposer que Marie-Antoinette se permettoit avec le prince royal des orgies incestueuses inconnues aux Messalines. La reine ne répondit à l'infâme calomniateur, qu'en jetant sur lui le regard du mépris; le président lui-même, tout vendu qu'il étoit aux tyrans de la Convention, n'osa appuyer sur une imposture aussi absurde; mais un juré, dont l'ame étoit aussi perverse que celle d'Hébert, osa réclamer l'interpellation. Alors l'auguste princesse dit que si elle ne s'étoit pas justifiée, c'est que la nature elle-même se refusoit à répondre à une pareille inculpation faite à une mère; puis se tournant avec une noble fierté vers le peuple, *j'en appelle*, dit-elle, *à toutes les mères qui sont ici : c'est à leur cœur à me défendre.*

Ce trait sublime fut senti par tout le monde, et les hommes mêmes qui vouloient la mort de la reine, se surprirent à désirer que son infâme calomniateur la devancât au supplice.

L'interrogatoire terminé, le président demanda à la reine, d'après les formes du code criminel, si elle avoit quelque autre moyen de défense. « J'observe seulement, répondit l'infortunée, qu'aucun

ténoin n'a articulé contre moi un seul fait positif; d'ailleurs j'étois l'épouse de Louis XVI, et je devois lui obéir. »

On donna ensuite la parole aux défenseurs officiels. La reine qui savoit que Malesherbes n'étoit pas à Paris, qui peut-être avoit quelque préjugé contre ce grand homme, ne le chargea point de sa défense; et le tribunal en nomma d'office. Comme les regards de la France étoient fixés sur lui, afin de se donner un air d'impartialité, il les choisit parmi des orateurs qui avoient un nom; ce furent Chauveau-Lagarde et Tronçon-Ducoudray.

Ce ne fut que la nuit du 13 octobre, l'avant-veille du jugement, que les deux avocats furent prévenus du ministère délicat qu'ils avoient à remplir. Ils obtinrent trois entrevues avec l'accusée, chacune d'un quart-d'heure, et en présence d'un officier de garde et d'un gendarme, chargés de les dénoncer. L'un se chargea de justifier la reine de ses intelligences avec l'ennemi du dehors, et l'autre, de sa complicité avec les conspirateurs.

Ces défenses, soit que leurs auteurs, courbés sous la verge du despotisme, n'aient pas osé tout dire, soit qu'ils aient été mal servis par les journaux contemporains, sont très-mesquines, sans logique et sans effet. On sait bien que des plaidoyers aussi véhémens que ceux de Démosthènes

n'auroient pas sauvé l'accusée; mais enfin les deux orateurs ne devoient pas compromettre leur renommée; il falloit qu'ils parlassent d'après leur ame, et qu'ils sussent mourir.

Les deux plaidoyers terminés, le président Hermann proposa aux jurés ces quatre questions qui embrassoient, d'après lui, toute l'horrible procédure :

« Est-il constant qu'il ait existé des intelligences avec les puissances étrangères, tendantes à leur fournir des secours en argent, et à leur ouvrir l'entrée de notre territoire ? »

« 2°. Marie-Antoinette d'Autriche, veuve de Louis Capet, est-elle convaincue d'avoir entretenu ces intelligences ? »

« 3°. Est-il constant qu'il a existé une conspiration, tendante à allumer la guerre civile dans l'intérieur de la république ? »

« 4°. Marie-Antoinette est-elle convaincue d'avoir participé à cette conspiration ? »

Les jurés étoient tous dans la conspiration de la démagogie contre l'honneur et la liberté de la nation française; ils prononcèrent affirmativement sur les quatre questions. Le président demanda à la reine, si elle avoit quelque réclamation à présenter au tribunal. L'infortunée secoua la tête d'indignation, et n'honora pas le scélérat en place d'une autre réponse.

Les défenseurs officiels de Marie-Antoinette,

de leur côté, furent loin de déployer le courage calme de Malesherbes dans le procès du roi. Interpellés s'ils avoient quelque observation à faire contre l'avis unanime des jurés, l'un d'eux, Chauveau-Lagarde, garda le silence de la terreur ; l'autre, Tronçon-Ducoudray, bien moins excusable encore, osa se permettre de repousser le cri de sa conscience. *Citoyen président*, dit-il, *la déclaration du jury étant précise et la loi formelle, j'annonce que mon ministère à l'égard de la veuve Capet est terminé.*

Il étoit difficile que les défenseurs officieux, qui n'avoient pu assister à la délibération des jurés, réfutassent leurs abominables sophismes ; mais ils avoient entendu le discours du président du tribunal, qui, aux yeux du public du moins, avoit pu amener une infraction aussi solennelle de la morale et des lois conservatrices de l'ordre social ; et si une goutte de sang français avoit circulé dans leurs veines, ils auroient foudroyé ce discours de leur raison victorieuse. En voici quelques morceaux qui mettront le lecteur à portée de juger s'il y avoit de la différence entre l'audience du tribunal révolutionnaire, et la caverne de Polyphème.

« Citoyens jurés, le peuple français, (*où étoit-il alors ?*) par l'organe de l'accusateur public, (*Fouquier-Tinville l'organe d'une nation gouvernée par Charlemagne, Henri IV et*

Louis XIV !) a accusé devant le jury national (dis le jury de Danton et de Robespierre), Marie-Antoinette d'Autriche, veuve de Louis Capet, d'avoir été la complice ou plutôt l'instigatrice de la plupart des crimes, dont le dernier tyran de la France s'est rendu coupable. (*Il est vrai que le dernier monarque, né avec l'ame des Titus et des Antonins, je ne dis pas avec leur génie, se rendit coupable de n'avoir pas dans l'origine, en abattant les têtes des d'Orléans et des Mirabeau, sauvé le sang de plusieurs millions d'hommes. Il est vrai aussi que Marie-Antoinette, aussi ennemie de l'effusion du sang qu'elle étoit magnanime, fut complice, ou plutôt l'instigatrice de ces crimes, qui, dans des temps plus heureux, lui auroient mérité des statues.*)

» Le peuple Français l'accuse d'avoir eu elle-même des intelligences avec les puissances étrangères, (*ces intelligences ne furent pas criminelles, car on n'a pu produire une seule ligne de la main de la reine, parmi ces pièces du procès, qui soit de nature à l'inculper*), notamment avec le roi de Bohême et de Hongrie, son frère; (*Voilà la première fois qu'on a fait un crime à une sœur d'avoir des intelligences avec son frère.*) avec les ci-devant princes émigrés, avec des généraux perfides (*il n'y a pas la plus légère trace de cette correspondance dans la procédure*); d'avoir fourni aux ennemis de la république des

secours en argent, et d'avoir conspiré avec eux contre la sûreté intérieure et extérieure de l'état. (*On a vu dans l'interrogatoire le profond mépris, qu'inspira la déposition d'une domestique sur la fable des 200 millions. Pour la conspiration contre la double sûreté de l'état, c'est une injure bannale que les démagogues appliquoient à tous les personnages illustres qu'ils vouloient flétrir, avant de les envoyer au supplice.*)

» Un grand exemple est donné en ce jour à l'univers (*oui, l'exemple de l'immoralité et du régicide*), et sans doute il ne sera pas perdu pour les peuples qui l'habitent.

» Une femme, qu'environnoit naguère tous les prestiges les plus brillans, que l'orgueil des rois et la bassesse des esclaves avoient pu inventer, occupe aujourd'hui au tribunal de la nation, la place qu'occupoit il y a deux jours une femme du peuple; et cette égalité (*ce n'est pas celle du crime, c'est celle de l'opprobre et de la mort*) lui assure une justice impartiale, (*C'est Hermann, c'est Fouquier-Tinville, c'est le crime et l'abjection personnifiés dans les jurés et les juges, qui se permettent de parler d'une justice impartiale.*)

» Vous avez à juger toute la vie politique de l'accusée, depuis qu'elle est venue s'asseoir à côté du dernier roi des Français. (*C'est le comble de l'ineptie, de faire juger à de malheureux plé-*

beïens vingt ans de règne, et de ne leur donner pour ce travail, qui feroit trembler des hommes d'état, que le frivole intervalle d'un interrogatoire.)

» S'il eût été permis, en remplissant un ministère impassible, de se livrer à des mouvemens que la passion de l'humanité commandoit, nous eussions évoqué devant vous les mânes de nos frères égorgés à Nanci, au Champ-de-Mars, aux frontières, à la Vendée, à Lyon, à Toulon et à Marseille, par suite des machinations infernales de cette moderne Médicis; nous eussions fait amener devant vous les pères, les mères, les épouses, les enfans de ces malheureux patriotes: que dis-je malheureux? ils sont morts pour la liberté et fidèles à leur patrie. Toutes ces familles éplorées et dans le désespoir de la nature, auroient accusé Antoinette de leur avoir enlevé ce qu'elles avoient de plus cher au monde, et dont la privation leur rend la vie insupportable. (*Jene connois rien de froid comme cette prosopopée de collègue, parce qu'elle repose toute sur des faits si évidemment faux, qu'un reste de pudeur empêcha d'en faire usage dans l'interrogatoire.*)

» En général, tous les détails faits pour servir à l'histoire de la révolution, ou au procès de quelques personnages fameux et de quelques fonctionnaires publics infidèles, disparaissent devant l'accusation de haute trahison qui pèse essentiel-

lement sur Antoinette d'Autriche. (Ici l'orateur entre d'une manière infidèle dans l'examen de quelques dépositions à charge, et ne dit pas un mot de celles qui sont à décharge; il ne nomme ni Bailly, ni Manuel, ni le comte d'Estaing; mais il s'étend avec complaisance sur la domestique qui a entendu dire, que la reine faisoit passer à son frère 200 millions: jamais les tyrans les plus odieux ne mirent plus d'audace, dans leur infraction raisonnée des lois criminelles. Quant aux preuves du fameux délit de haute trahison, on va en juger; copier fidèlement le texte, suffit pour le réfuter.)

» Lors du voyage, connu sous le nom de Varennes, c'est Marie-Antoinette qui, de son aveu, a ouvert les portes pour la sortie du château; c'est elle qui a fait évader sa famille.

» Au retour du voyage et à la descente de sa voiture, l'on a observé sur le visage d'Antoinette et dans tous ses mouvemens, le désir le plus marqué de vengeance.

» Le 10 août, où les Suisses du château ont osé tirer sur le peuple, l'on a vu sous le lit d'Antoinette des bouteilles pleines et d'autres vides....

» Les personnes qui, par devoir de surveillance fréquentoient le Temple, ont toujours remarqué dans Antoinette un ton de révolte contre la souveraineté du peuple; elles ont saisi une image représentant un cœur, et cette image est

un signe de ralliement, dont presque tous les contre-révolutionnaires que la vengeance nationale a pu atteindre, étoient porteurs.

» Après la mort du tyran, Antoinette suivoit au Temple, à l'égard de son fils, toute l'étiquette de l'ancienne cour ; le fils de Capet étoit traité en roi, il avoit dans tous les détails de la vie domestique, la préséance sur sa mère ; à table il tenoit le haut bout, et étoit servi le premier.

» Je finis par une réflexion générale que j'ai déjà eu occasion de vous présenter, c'est le peuple français qui accuse Marie-Antoinette ; tous les évènements politiques qui ont eu lieu depuis cinq ans déposent contre elle. »

On ne revient pas de son étonnement, quand on voit que c'est sur de pareilles inepties que repose le plus grand des délits politiques, celui de haute trahison ; quand des orateurs distingués comme Tronçon-du-Coudray et Chauveau-Lagarde se croient écrasés par un si absurde réquisitoire.

La reine, pendant les vaines formalités du tribunal de sang, avoit été conduite hors de l'audience ; lorsque les jurés eurent prononcé, le président, intérieurement satisfait, mais affectant au dehors une modération hypocrite qui étoit démentie par sa perversité, s'adressa à un peuple immense qui remplissoit la salle : « Si les citoyens qui m'écoutent, dit-il, n'étoient pas des hommes

libres, et par cette raison capables de sentir toute la dignité de leur être, je devrois peut-être leur rappeler, qu'au moment où la justice nationale va prononcer, la loi, la raison, la moralité, leur commandent le plus grand calme; que la loi leur défend tout signe d'approbation, et qu'une personne, de quelques crimes qu'elle soit couverte, une fois atteinte par la loi, n'appartient plus qu'au malheur et à l'humanité. »

En ce moment, les gardes ramenèrent la reine à l'audience; le président invité par l'accusateur public à appliquer la loi, recueillit les opinions des juges et prononça la sentence :

« Le tribunal, d'après la déclaration *unanime* » du jury, condamne Marie - Antoinette, dite » Lorraine d'Autriche, veuve de Louis Capet, à » la peine de mort; déclare ses biens, si elle en a » dans l'étendue du territoire français, acquis et » confisqués au profit de la république, et or- » donne que le présent jugement sera exécuté » sur la place de la révolution. »

L'infortunée fille des Césars en entendant cet arrêt de Cannibale, ne laissa paroître aucun signe d'effroi; elle regarda avec majesté ses juges et le ciel dans le plus sublime des silences; on auroit dit à la vue de sa sérénité, qu'interprète de la loi elle avoit prononcé le jugement, et que le tribunal étoit sur la sellette. Ce moment, qui fut senti, même des scélérats qui étoient venus à

l'audience dans l'intention de l'insulter, est un des plus beaux de la vie de cette grande et honorable victime.

La sentence de la reine fut prononcée vers cinq heures du matin du 16 octobre, on la reconduisit dans la maison d'arrêt de la Conciergerie.

L'historien de sa vie affirme que la fermeté de cette princesse, pendant tout le cours de cette sacrilège procédure, a droit à l'admiration de la postérité; les séances commençoient dès neuf heures du matin et ne finissoient que bien avant dans la nuit. Pendant tout ce temps-là, on ne lui permettoit de prendre aucune nourriture, et un jour, sur ses instances, un officier de gendarmerie appelé de Busnes, ayant été lui chercher un verre d'eau, il fut dénoncé pour cet acte d'humanité et obligé de s'en justifier comme d'un délit capital. Il avoit été convenu, suivant la tradition du temps, entre quelques membres dominans du comité de salut public et les juges du tribunal, de la réduire pendant l'interrogatoire à un tel état de faiblesse, que la désorganisation physique de son corps lorsqu'elle iroit au supplice, pût être prise par le peuple pour un signe de découragement. On craignoit les souvenirs que pouvoient réveiller, dans une multitude facile à émouvoir en sens contraire, l'attitude imposante de cette femme à grand caractère et la fierté de ses regards.

La reine avoit beaucoup souffert du froid dans

la séance de son jugement; en entrant pour la dernière fois dans sa prison, elle se jeta toute vêtue sur son lit et s'enveloppa les pieds avec une de ses couvertures. Les gendarmes de garde attestèrent qu'elle dormit quelques heures avec la sérénité du juste, qui passe sans effroi du sommeil de la nature à celui de l'éternité.

Vers sept heures, le curé de Saint-Landry, porteur d'un ordre du tribunal révolutionnaire, entra avec fracas dans la chambre de l'infortunée, et lui dit qu'il venoit lui apporter les consolations de la religion. La reine vit à ses propos que c'étoit un prêtre constitutionnel; elle le remercia de son zèle indiscret, et lui dit qu'elle s'étoit procuré les secours consolateurs que sa conscience demandoit, par des moyens qui étoient son secret, et dont elle ne devoit compte à personne.

On prétend que ce curé de Saint-Landry, au premier moment de sa mission révolutionnaire, avoit commencé son exhortation par ces mots : *Votre mort va expier...*, mais que la reine l'interrompit brusquement par cette exclamation : *Oui des fautes, mais pas un crime*. Le curé constitutionnel fut atterré et garda le silence.

Cependant le rappel, dès cinq heures du matin, époque du jugement, avoit été battu dans toutes les sections : à sept, toute la force armée étoit sur pied : on avoit placé une artillerie formidable

aux extrémités des ponts, à toutes les places et à tous les carrefours, depuis le palais de Justice jusqu'à la place de la Révolution. On voyoit que l'atroce gouvernement, tout en affectant de mépriser Marie-Antoinette, de la traiter comme la plus abjecte des plébéiennes, trembloit que le peuple même dans son état de démoralisation, ne vint lui arracher sa victime : c'est le premier des supplices des pervers de lier sans cesse, malgré eux, l'idée du crime qu'ils vont commettre, avec celle de la vengeance qui doit le suivre.

Il étoit onze heures quand on vint avertir la reine qu'elle alloit cesser d'être : aucun mouvement de dépit ne lui échappa ; le ciel étoit dans son cœur, et son visage en offrit toute la sérénité. Elle portoit depuis la mort de Louis XVI une robe de deuil qui avoit quelque prix. Des êtres vils qui spéculioient sur sa dénouille lui représentèrent que cette robe, qui annonçeroit une sorte de vénération pour la mémoire d'un tyran, pourroit inviter une populace soudoyée à l'accabler d'injures, et elle consentit à accepter en échange un mauvais manteau de lit depiqué blanc en lambeaux : montée sur la charrette, l'exécuteur lui lia les mains derrière le dos ; ensuite le curé de Saint-Landry, vêtu en laïc, car déjà on rougissoit de se montrer ministre de la religion, dit à l'infortunée que le moment approchoit de montrer quelque courage : « *Du courage*, répondit

vivement l'héroïne , *il y a plusieurs années que j'en fais l'apprentissage , et ce n'est pas au moment que mes maux vont finir qu'on m'en verra manquer. »*

Le conseil-général de la commune, les comités révolutionnaires et le gouvernement avoient mis en usage tous les modes de tyrannie qui leur étoient familiers, pour rendre l'agonie de la reine plus douloureuse. Les détachemens de gendarmerie à pied et à cheval, qui entouroient la voiture, étoient composés d'hommes de sang dévoués aux perturbateurs; ils étoient précédés de ces mégères des tribunes, qu'on appeloit des furies de guillotine, et des brigands les plus immoraux qu'avoit vus l'autre des Jacobins. Le comédien Grammont à leur tête, le sabre nu à la main, excitoit le peuple à applaudir, par ses vociférations, à ce qu'il appeloit, par une dérision atroce, *la justice nationale.*

L'attente de la *montagne* fut remplie. La reine, tout le long de la route, n'entendit que les cris répétés, *à bas la tyrannie, vive la république!* Mais toujours calme, elle contemploit ce peuple abusé et avili, comme s'il s'agissoit d'une pièce de théâtre où elle ne jouât aucun rôle : elle parloit peu au confesseur qu'on lui avoit donné sans la consulter. Les flammes tricolores, les inscriptions absurdes placées au-dessus de toutes les portes, sembloient absorber toute son attention;

elle sourioit, mais sans mouvement de mépris ou de haine, sur cette force armée de trente mille hommes, formant une double haie dans les rues où elle passoit, comme si la patrie étoit en danger, parce qu'une reine détrônée alloit mourir.

Il ne faut pas croire que Paris entier fût, dans cette circonstance terrible, complice de l'assassinat de la reine; tout ce qu'il y avoit d'hommes de bien dans cette immense cité, et ils étoient en grand nombre, malgré les décrets des Cannibales, les prisons qu'on multiplioit partout et les échafauds, se tenoient renfermés dans leurs maisons, dévorant en silence leur désespoir. Plusieurs femmes, que la curiosité plus forte que la terreur avoit conduites à cet affreux spectacle, ne pouvant le soutenir, tombèrent sans connoissance, et quelques-unes moururent des suites des convulsions qu'elles avoient éprouvées. La masse des habitans de Paris a toujours été pure des crimes qu'on a commis en son nom; mais cette masse étoit inerte et passive comme celle de la Convention; elle laissa opérer à une minorité diuense le mal qu'une simple attitude de défense auroit pu arrêter, et elle n'arrivera pas sans flétrissure au tribunal de l'Histoire.

Enfin le cortège effroyable arriva sur le midi à la place Louis XV, où l'échafaud étoit dressé: lorsqu'il s'arrêta, la reine parut fixer avec une sorte d'émotion douloureuse le jardin des Tuile-

ries, et surtout le château où n'étoient plus les êtres qu'elle avoit comblés de bienfaits. Le prêtre qui l'accompagnoit la tira de sa rêverie, en lui donnant une dernière bénédiction au nom du dieu de bonté, dont elle étoit une des plus pures images; ensuite l'héroïne monta les marches de l'échafaud, avec la même légèreté qu'elle montoit dans le temps de sa gloire celles de l'orangerie de Versailles, et, à la vue de l'instrument de mort qui s'élevoit sur sa tête, s'étendit d'elle-même sur l'autel où elle alloit être immolée. Elle périt à l'âge d'un peu moins de trente-huit ans, entre le pont tournant des Tuileries et le piédestal de cette hideuse statue de la liberté, que des artistes révolutionnaires avoient substituée à celle du vainqueur de Fontenoy.

L'exécuteur prit de ses mains abjectes cette tête auguste par les tresses de ses cheveux, et la montra long-temps au peuple; son visage ne parut point décoloré, et le mouvement convulsif de ses paupières servoit à donner de l'expression à ses yeux prêts à s'éteindre. Le corps de cette princesse fut ensuite déposé sans honneur au cimetière de la Madeleine, et enseveli dans de la chaux comme celui de Louis XVI.

Marie-Antoinette avoit confié à son défenseur-officieux Tronçon-Ducoudray, deux petits anneaux d'or et une boucle de ses cheveux, avec prière de les remettre, après sa mort, à une dame

qu'elle honoroit de la plus vive amitié : celui-ci , arrêté le lendemain du supplice de la reine , avec son collègue Chauveau-Lagarde , et interrogé par le féroce Amar au comité de sûreté générale , n'eut rien de plus pressé que d'avouer le dépôt sur lequel on ne l'interrogeoit pas , et de le livrer. Cet acte de faiblesse le sauva , et on le mit en liberté après son interrogatoire.

Ainsi périt une des grandes souveraines qui aient occupé un trône européen , depuis l'Élisabeth de la Grande - Bretagne ; c'est parce que , depuis près de dix ans , les vainqueurs et les vaincus semblent , de concert , l'avoir oubliée , que par esprit de justice , je me suis étendu sur son procès et sur sa mort plus que la nature de ces annales ne sembloient l'exiger. C'est parce que la postérité n'est pas encore commencée pour elle , que j'ai osé devancer ses jugemens : j'aurois été plus court , si la nation avoit été juste ; et mon courage ne se déploie avec tant de force , que parce que mes contemporains n'en ont pas assez montré.



CHAPITRE IX.

Suppression en dernier ressort de la Compagnie des Indes. — Proscription des étrangers et des sociétés populaires de femmes. — Premières atteintes données à la liberté publique par l'armée révolutionnaire. — Machine infernale. — Réhabilitation de la mémoire de Calas et du chevalier de LaBarre.

IL est difficile, après le supplice de la reine, de soutenir au même degré l'intérêt dramatique dans le récit des crimes révolutionnaires. Cependant il faut bien poursuivre sa carrière; seulement l'histoire doit proportionner le cadre à la grandeur des tableaux.

Il étoit resté des débris du système de Laws, qui bouleversa la France au commencement du dix-huitième siècle, une compagnie des Indes, qui peu à peu s'agrandit au point de protéger nos colonies, et de doubler par le commerce la prospérité française. La révolution, sur la fin de ce dix-huitième siècle, amena aussi un système de Laws par l'introduction du papier-monnaie; mais, pour ne mettre aucun contre-poids dans la balance politique du bien et du mal, loin d'encourager la compagnie des Indes, elle la tyrannisa et finit par la dissoudre.

Il y avoit déjà eu une compagnie des Indes supprimée par l'assemblée constituante en 1790; mais cette suppression n'étoit, à bien prendre, qu'une épuration; un décret du corps législatif avoit renouvelé ses actions; et, conduite par de nouveaux administrateurs, elle alloit prendre un nouvel essor; mais la Convention qui, jalouse de la toute-puissance, ne vouloit point avoir de vice-rois dans les colonies, étendit sur elle sa main de fer, et la détruisit pour jamais.

Ce fut Delaunay d'Angers qui vint, au nom du comité des finances, anéantir cette dernière ancre de salut, lorsque la république voguoit sans gouvernail au milieu de la mer des tempêtes.

Il suppose que l'existence actuelle de la compagnie des Indes n'étoit qu'un vain simulacre imaginé par Calonne, pour couvrir et servir à la fois un vaste système de brigandage; et partant de deux lois de 1792, éludées par les actionnaires, il demande qu'elle restitue les vaisseaux que l'état lui avoit confiés, et qu'elle paie une amende de 2,249,786 livres. Cette affaire, qu'une politique sage auroit envisagée, sous tous ses rapports, avant de la décider, n'entraîna qu'un quart-d'heure de discussion. Il fut décidé que la compagnie seroit supprimée sans retour, et que les scellés seroient apposés sur ses magasins.

On prétendit dans le temps que le décret sur la suppression de notre compagnie des Indes étoit

un effet de l'influence du cabinet anglais sur les désorganiseurs de la Convention; mais il est difficile d'admettre une pareille intelligence, du moins à en juger par toutes les mesures hostiles et immorales que prit notre gouvernement à cette époque, pour purger la France des insulaires de la Grande-Bretagne et de ses marchandises.

La mode qui, même sous le fléau de la terreur, avoit un trône en France, préféroit les étoffes de Londres, les bijoux d'acier de Birmingham, aux objets correspondans qui sortoient de nos manufactures. Au lieu d'encourager, d'après les grands principes, notre industrie, de manière que les marchandises anglaises, ne soutenant plus la concurrence avec les nôtres, tombassent d'elles-mêmes, la Convention imagina de décréter que toutes les marchandises manufacturées dans les trois royaumes, ainsi que dans leurs colonies, seroient prosrites du sol de la république, et que tout homme, fonctionnaire public ou simple particulier, qui en favoriseroit l'importation, seroit puni de vingt années de fers.

Il n'y avoit qu'un pas de la proscription des marchandises à celle des hommes, et ce pas fut aisément franchi.

Un décret demandé avec fureur par le poète Fabre-d'Églantine, qui, en qualité d'homme de lettres, auroit dû abjurer toute haine nationale, statua que tout Anglais, Écossais, Irlandais,

Hanovrien , de l'un et l'autre sexe , qui se trouveroit à la promulgation de la loi sur le sol français , seroit à l'instant mis en état d'arrestation dans des maisons de sûreté ; que les scellés seroient apposés sur leurs papiers , et que leurs biens , ainsi que ceux de leurs enfans , quoiqu'absens , de quelque nature qu'ils pussent être , seroient confisqués au profit de la république.

Un autre poète , Pons de Verdun , qui n'avoit pas acheté , comme Fabre - d'Églantine , par une comédie de *Philinte* , le droit de divaguer en politique , enchérit sur la férocity de son confrère , en demandant que la grande mesure prise contre les Anglais s'étendît à tous les étrangers avec qui la France étoit en guerre. Chabot et quelques autres un peu plus modérés , voulurent circonscrire cette effrayante prescription ; mais Robespierre parut à la tribune , et prétendit que la république ne devoit admettre aucune distinction parmi ses ennemis , et que l'égalité de dangers auquel ils nous exposoient , devoit amener l'égalité de vengeance. « Les voilà , dit-il , ces prétendus philanthropes qui , sous prétexte de calculer le bien de l'état , tentent de plonger le législateur dans l'apathie. Ce sont ces agens qu'ils faut atteindre ; c'est à eux qu'il faut parvenir , en dépit du masque qui les couvre ; ces agens-là sont de tous les pays , et il faut les frapper tous à la fois. »

Il n'y avoit qu'un scélérat de la trempe de Robespierre qui, à propos de la proscription des étrangers, aiguïsât un peignard à double tranchant, pour faire une nouvelle Saint-Barthélemi de ses collègues. La *montagne* l'applaudit avec transport ; cependant sa loi n'auroit pu passer, si Barrère ne l'avoit pas appuyée.

« Quand il s'agit, dit celui-ci, d'une grande mesure, il n'y a point de distinction à faire : faisons une loi parfaite en révolution, c'est-à-dire, une loi générale et prise dans le sens le plus rigoureux ; les exceptions sont la rouille qui corrompt de pareilles institutions républicaines. En révolution il faut frapper tous ses ennemis ; comme nos guerriers les frappent sur les champs de bataille... »

» L'Angleterre a mis à mort un représentant du peuple (Beauvais, au siège de Toulon.) Cette infamie ne peut se laver que par la perte de l'Angleterre... L'Autriche a reçu de Dumouriez quatre otages, et en les gardant elle a consommé la plus lâche des trahisons : point d'exception pour l'Autriche... Qu'ont fait les Prussiens ? Ne se sont-ils pas annoncés comme nos plus grands ennemis ? La Hollande n'est que leur intermédiaire, et nous devons frapper à la fois les maîtres et les valets. »

Après cette diatribe contre les puissances, la Convention se crut assez éclairée, et elle décréta

qu'on retiendrait dans des maisons d'arrêt, jusqu'à la paix, tout étranger né sujet des gouvernemens en guerre avec la république.

On n'osa pas soumettre à cette proscription les femmes, qui avoient épousé des Français avant le décret ; mais on rendit ce trait de pudeur illusoire, en mettant la clause, *à moins qu'elles ne soient suspectes, ou mariées à des hommes suspects.*

Avant que cette loi fût promulguée, on en avoit déjà fait éprouver la rigueur dans Abbeville à une parente du ministre Pitt, qui faisoit ses apprêts pour retourner à Londres. André Dumont en rendit compte, avec son urbanité ordinaire, à l'assemblée nationale. « Nous venons d'arrêter, dit-il, une parente de l'*infâme* Pitt : cette *mégère* avoit conçu précédemment le projet de partir ; je vais l'envoyer à Paris. » Je doute que, même après la bataille de Cannes, le sénat de Rome se fût cru le droit d'arrêter, et surtout de flétrir ainsi une parente d'Annibal.

Ce peu de galanterie des hommes révolutionnaires pour un sexe, dont la faiblesse a droit de se faire protéger par la force, se manifesta encore mieux quelque temps après dans la querelle des Jacobins avec les Jacobines, où celles-ci furent sacrifiées.

Il y avoit longtemps que des femmes déma-

gues, imbuës de la chimère de l'égalité, voyoient impatiemment que les hommes s'arrogeassent exclusivement le droit de commander. La grande influence des Jacobins sur le gouvernement excitoit surtout en elles une ambition rivale; elles résolurent de traiter, comme eux, les grandes questions politiques, afin de les supplanter un jour. D'après ces spéculations attrayantes, elles s'organisèrent en société populaire, et choisirent le local même des Jacobins pour tenir leurs séances. Un pareil club, dans un temps de calme et de paix, n'auroit excité que le sourire des *amis de l'égalité*; mais dans un âge révolutionnaire on ne sourit point : les Jacobins ne voulurent point partager le pouvoir suprême, et travaillèrent à faire taire les Jacobines ou à les envoyer à l'échafaud. Un prétexte se présenta bientôt pour les rendre odieuses à la Convention, et ils en profitèrent.

Les Jacobines, dans leurs séances, aux tribunes de l'assemblée nationale, et quelquefois dans les places publiques et aux spectacles, se permettoient la hideuse coiffure du bonnet rouge. Elles imaginèrent un jour, pour servir la chose publique, de forcer les femmes à les imiter : les unes se répandirent dans les marchés, les autres dans l'église de St.-Eustache, et sommèrent, au nom de la liberté, toutes les citoyennes qu'elles ren-

contrèrent de prendre leur costume ; celles-ci refusèrent, prétendant qu'elles ne devoient obéir qu'à la loi ; delà une rixe, où on se battit quelque temps de part et d'autre avec les armes de la nature. Cette infraction de la tranquillité publique fit du bruit ; les Jacobines prévinrent la dénonciation, et se présentèrent à la barre de la Convention pour justifier la violence de leur patriotisme. « Ne décidez rien, législateurs, dit une des pétitionnaires, sans nous avoir entendues : souvenez-vous qu'une femme a causé les malheurs de la France, et qu'elle vient d'expier ses forfaits. »

Le comité de sûreté générale, un des foyers du jacobinisme, trouva très-mauvais qu'on se permit ainsi d'opprimer une classe de la société sans son aven. Amar, un de ses chefs, devenu tout d'un coup ami de la raison, pour satisfaire sa haine, vint présenter l'affaire à la Convention sous un autre point de vue. Il représenta que la nature, en laissant au sexe sa faiblesse originelle, lui refusa le beau privilège de résister à l'oppression : il ajouta, que d'ailleurs des Françaises, plus esclaves par l'habitude des préjugés religieux et nobiliaires que les hommes, devoient être, entre les mains des ennemis nés de la liberté et des prêtres, des instrumens de discordes pour agiter la république. Ensuite il demanda que les clubs et les sociétés populaires des femmes, sous quelque dénomination qu'on les désignât, fussent défendus. En vain on

objecta , qu'à moins d'adopter le sophisme de Mahomet, qui déclaroit les femmes destinées exclusivement à nos plaisirs, il sembloit bien odieux de leur refuser le droit de s'assembler paisiblement pour s'occuper des intérêts de la patrie, les conclusions d'Amar eurent l'assentiment général, et la loi qu'il proposoit fut adoptée.

Les Jacobins ne bornèrent pas leur tyrannie à ce décret ; ils cherchèrent bientôt des prétextes pour rendre odieuses celles des Jacobines, qui avoient montré le plus d'énergie dans l'affaire des bonnets rouges ; et une d'entr'elles, connue par quelques pièces de théâtre, sans verve et sans style, mais qui ne manquoient pas d'effet, Olympe de Gouges, perdit la vie sur un échafaud.

A mesure que la terreur étendoit son sceptre de fer sur Paris, on en présentait partout l'image effrayante aux départemens. Le comité de salut public fit dans la capitale et aux environs, l'essai de l'armée révolutionnaire qu'on venoit d'organiser, et il se proposa bien, si ce mode effroyable de gouverner remplissoit son attente, d'en étendre le fléau sur tous les points de la république.

Le général de cette armée étoit un poète, nommé Ronsin, auteur de tragédies écrites dans le style de Brébœuf, et mortes en naissant. Insolent sans force, et orgueilleux sans moyens, il projeta de détrôner un jour ses protecteurs, comme s'il s'étoit agi de héros de théâtre que la baguette drama-

tique élève ou abaisse à son gré, et il se brisa devant la puissance colossale de la *montagne*, qui, si Robespierre avoit eu quelque génie, auroit peut-être donné des lois à l'Europe.

Ronsin obtint un jour de faire défiler son armée de *sans-culottes* devant l'assemblée nationale, et après lui avoir fait faire halte au milieu de la salle, il la harangua :

« Depuis que la terreur, citoyens, est à l'ordre du jour, depuis que vous avez décrété que le gouvernement étoit révolutionnaire, tous les amis de la liberté se sont placés à la hauteur des circonstances... Le moment n'est pas loin, où nous signalerons partout l'insurrection des peuples contre les rois : si l'intérieur de l'empire est encore agité par des malveillans et des traîtres.... qu'ils tremblent ! la liberté ne descend du ciel qu'au milieu des orages..... qu'ils tremblent ! les hommes du 10 août et du 14 juillet sont debout ; ils sont là, prêts à marcher pour l'exécution des lois révolutionnaires..... Guerre éternelle aux aristocrates, aux royalistes, aux modérés ; guerré à mort à tous les tyrans ! »

Ronsin, applaudi, encouragé par le président de la Convention, fit solliciter par le conseil-général de la commune une autre faveur ; celle d'avoir à la suite de son état-major un tribunal révolutionnaire, qui le disputât en énergie avec celui des Hermann et des Fouquier-Tinville. Il

est certain que ce plan de dévaster à la fois la France avec des soldats et des bourreaux, étoit merveilleusement combiné, pour faire de la belle monarchie de Louis XIV un vaste cimetière : mais le général des *sans-culottes* se permit tant d'inepties, tant d'abus de pouvoir, dans l'intervalle de l'organisation du décret au comité de législation, que son attente ne fut pas remplie ; il s'en consola, en tentant la conquête de la Vendée, où, comme on s'en doute bien, il échoua.

Pendant que le gouvernement révolutionnaire déchiroit l'intérieur de Paris, il étendoit ses ravages aux frontières : enflé des victoires de l'armée du Nord contre le prince de Saxe-Cobourg, il donna une loi digne de lui, contre les villes qui ne se laissoient pas mettre en ruines avant de se rendre : Barrère dit froidement à la Convention *que quelques villes n'étoient rien pour la république*, qu'il ne falloit sur la frontière que des fortifications, des camps fermés et des patriotes pour les défendre ; et d'après ces phrases à l'ordre du jour, il fut statué, que puisque la reddition de Condé, de Valenciennes et du Quesnoy, étoient des monumens de lâcheté et de perfidie, l'assemblée nationale ne dérogeroit jamais à la loi, qui ordonnoit la démolition de toute ville qui capituleroit avant d'avoir soutenu l'assaut.

Il faut mettre encore au rang de toutes les atrocités de ce gouvernement révolutionnaire l'espèce

d'adoption d'une machine de guerre infernale proposée par Moreau, et dont un nommé Bonnemain étoit l'inventeur. Le rapporteur dit qu'il ne croyoit pas devoir rendre compte de la manière dont cet instrument de mort étoit organisé; mais il déclara que l'examen qu'il en avoit fait le persuadoit de son effet terrible, pour détruire les ennemis intérieurs et extérieurs de la république. Dans une circonstance à peu près pareille, le chimiste Dupré, un demi-siècle auparavant, avoit offert à Louis XV une machine de ce genre, aussi dévastatrice que l'ancien feu grégeois: ce prince, qui n'étoit ni Titus ni Trajan, trouva qu'il n'y avoit déjà que trop de découvertes nuisibles au genre humain: il acheta le fatal secret et l'ancéantit. La Convention, plus aguerrie ne fit pas, contre le rapport de Moreau, la moindre objection: elle décréta une gratification de deux mille écus à l'auteur de la machine infernale, pour en faire l'essai devant des commissaires; et il est probable que si dans la suite on ne l'a pas exécutée dans les champs de Fleurus, ou dans les plaines de la Vendée, c'est que l'essai ne répondit pas à la férocité de ceux qui en avoient acheté le secret.

Par une contradiction bien digne de cette assemblée de démagogues, tandis qu'elle adoptoit des machines infernales, faites pour couvrir l'Europe de deuil et de désastres, elle rendoit un hom-

mage hypocrite à la cendre de quelques infortunés, immolés par le fanatisme religieux, sous le règne de Louis XV, et dont Voltaire avoit commencé l'apothéose.

Il y eut un décret qui *anéantissoit* le jugement prononcé par le parlement de Paris, le 5 juin 1766, contre le chevalier de Labarre et d'Étalonde de Morival, accusés d'avoir donné, dans une orgie, des coups d'épée à un crucifix ; la loi les supposoit victimes de la superstition et de l'ignorance, et réhabilitoit leur mémoire.

Peu de jours après, la Convention rendit un décret de ce genre où les législateurs mirent encore plus d'emphase et d'ostentation.

« Il sera élevé, aux frais de la république, sur la place où le fanatisme a fait périr Calas, une colonne de marbre, sur laquelle l'inscription suivante sera gravée : *La Convention nationale, à la nature, à l'amour paternel et à Calas, victime du fanatisme.* »

Cette apothéose avoit un motif secret qui n'échappa pas aux regards contemporains : il s'agissoit de rendre odieux deux parlemens, composés de magistrats attachés à l'ancienne monarchie, et par conséquent ennemis nés des novateurs : il étoit bien évident que dans cette occasion les législateurs ne se monroient tolérans que pour satisfaire des haines. La mémoire des Calas et des Labarre importoit peu à leur politique féroce ;

mais ils vouloient remuer les esprits avec cette comédie philanthropique, pour atteindre les magistrats vénérables de Paris et de Toulouse, et les trainer, comme ils firent, à l'échafaud.



CHAPITRE X.

Continuation des mesures de férocité pour soutenir le régime établi. — Guerre entre la commune de Paris et la *montagne*. — Orage contre le général Ronsin. — Suicide du ministre Clavière. — Bâteaux à soupapes de Nantes. — Principes et décrets sur le mode du gouvernement révolutionnaire.

UN gouvernement qui s'organise par des crimes, en exige sans cesse de nouveaux pour se soutenir : dès qu'il cesse de proscrire, il se perd, parce que ses victimes, qui n'étoient qu'étonnées, reprennent le sentiment intérieur de leurs forces, et rien ne démontre mieux qu'un pareil gouvernement est contre nature.

Comme les sociétés populaires étoient les colonnes de ce gouvernement désorganisateur, ce fut à elles que s'adressa le comité de salut public, pour connoître quels étoient les hommes dignes de régir un empire qui ne marchoit qu'à l'aide des machines infernales, des échafauds et des régicides.

« Le besoin de fonctionnaires publics est pressant, leur dit ce comité suprême dans son adresse : c'est la dette de la patrie que nous devons acquitter ; mais c'est surtout au patriotisme à indiquer

ceux que le patriotisme distingue. Il faut éloigner de ces listes indicatives tous ces hommes froids, égoïstes ou indifférens à la révolution républicaine; la loi d'Athènes les auroit frappés de mort: il faut en éloigner les individus qui ont donné le plus léger regret à la royauté; la république ne peut être bien administrée que par ceux qui l'aiment avec énergie.»

Les recherches que demandoit le comité, par rapport aux candidats, devoient embrasser leur état dans l'ancien régime, leur état depuis la révolution, leurs actions civiques, leur caractère moral, et quelques détails sur leurs ouvrages.

On se doute qu'avec de pareils renseignemens, les sociétés populaires n'admirent dans leurs listes que des démagogues forcénés ou des automates: le mérite tranquille, le génie courageux ne trouvèrent point de porte pour entrer dans la nouvelle carrière politique, et la France marcha à pas de géant vers une immoralité, qui étoit le symptôme le plus assuré de sa décrépitude.

Pendant qu'on étoit à la recherche des nouveaux patriotes, on employoit toutes les ruses de l'inquisition pour se saisir des anciens. A Bordeaux Grange-neuve, une des victimes du 31 mai étoit envoyé au supplice; un décret traduisoit au tribunal révolutionnaire le baron de Dietrich et le général Biron: deux des victimes de la rage révolutionnaire, qui avoient le plus marqué dans

la révolution, furent les deux frères Rabaud-Pommier et Rabaud Saint-Étienne. Amar, instruit par ses nombreux espions, qu'ils vivoient obscurs dans une humble maison du faubourg Poissonnière, les fit saisir pendant la nuit avec leur argent et leurs papiers, et les envoya à la Conciergerie. Comme, d'après les formes atroces des jugemens contre les hommes mis hors de la loi, la simple identité de nom suffisoit pour perdre les prévenus, le lendemain les deux infortunés périrent sur l'échafaud, et Amar s'en vanta devant la Convention, comme s'il avoit repris Toulon ou gagné une bataille de Fleurus.

Il y avoit alors, suivant les calculs de Thuriot, cent mille hommes arrêtés dans les prisons de la république : toutes les familles de ces victimes du despotisme révolutionnaire venoient réclamer contre l'injustice de pareilles mesures ; les femmes surtout, qui se croyoient assez protégées par leur foiblesse, parloient aux membres du comité de salut public avec un cotrage qui les importunoit ; Robespierre s'en plaignoit amèrement à la Convention : « Nous ne voyons que des femmes, s'écria cet homme farouche ; est-ce qu'il leur est permis, lorsque la France est en guerre avec tant de tyrans, d'oublier leur qualité de citoyennes, pour ne se rappeler que celles de filles, de sœurs ou d'épouses ? » Il proposa un comité inquisitorial, tiré de ceux de salut pu-

blic et de sûreté générale, qui seroit composé de membres qui resteroient inconnus au public, et qui examineroient, d'après les pièces et d'après leurs lumières, des moyens de rendre libres les patriotes incarcérés. Cette disposition fut convertie en loi au milieu des applaudissemens, et on en prit occasion de ne plus admettre les justes plaintes des femmes qui, contrevenant aux lois révolutionnaires, avoient l'audace criminelle de solliciter des tigres pour sauver leurs enfans, leurs pères ou leurs époux.

Manuel, décrété d'arrestation pour quelques paroles indiscretes, échappées à sa franchise, contre les crimes du gouvernement, crut pouvoir solliciter par lui-même une justice, qu'on auroit refusée à sa mère ou à quelque individu de sa famille : il écrivit une lettre à la Convention, où il se justifioit du délit qu'on lui imputoit, et demandoit à être libre. Un député appuya sa demande, et attesta qu'il lui avoit vu déployer dans une circonstance délicate la prudence et l'énergie du plus pur républicanisme : déjà les esprits commençoient à se bien disposer en faveur d'un citoyen, qui avoit rendu tant de services à la révolution ; malheureusement Amar étoit là, cet Amar qui, semblable au lion rugissant de l'Évangile, cherchoit sans cesse des yeux une proie nouvelle à dévorer : « Non, dit-il, il ne peut y avoir de privilège sous le règne de la liberté ; Manuel su-

bira le sort des autres détenus ; devant la loi tout disparoit ; l'homme seul reste coupable ou innocent , et la loi ne voit que son crime ou son innocence ; tous les citoyens sont sous le niveau de l'égalité : nous ne ferons pas un rapport particulier pour Manuel , lorsque peut-être vingt pères de familles gémissent victimes de dénonciations mensongères et calomnieuses, attendant leur tour d'être jugés. »

Cet aveu d'Amar fait frémir ; il prouve que dans un gouvernement révolutionnaire on est tour à tour oppresseur et victime. L'assemblée, séduite un moment par la morale , revint à la logique d'Amar, et passa à l'ordre du jour.

Cependant cette Convention turbulente, en se créant de nouveaux ennemis, ne diminuoit pas la haine des anciens : on a vu le tableau de ses querelles avec cette commune usurpatrice, qui fit naître les crimes du 31 mai ; celle-ci, peu satisfaite des sacrifices qu'on lui avoit faits, en exigeoit sans cesse de nouveaux : elle auroit voulu décimer tous les mois l'assemblée nationale, pour régner avec plus d'empire sur ses débris. Dans cette occasion elle prit le voile de l'humanité pour saper le pouvoir de sa rivale. Billaud-Varennes vint, au nom du comité de sûreté générale, dénoncer à ses collègues un réquisitoire de Chaumette, qui lui avoit été dénoncé à lui-même par les comités révolutionnaires des sections.

Ce réquisitoire étoit destiné à signaler devant les lois les hommes perfides qui divisoient les *sans-culottes*, apprennent à l'assemblée nationale à se défier de la commune, et à la commune à se défier de l'assemblée nationale. « Quoi, disoit le procureur de la commune, les membres de la *montagne* cherchoient à nous opprimer! Rappelons-nous ces momens de crise, où les *montagnards* et les municipaux de Paris, en défendant la même cause, ont eu simultanément un pied lancé au hasard pour la liberté en danger, et l'autre sur l'échafaud; et aujourd'hui que la victoire nous est commune, on cherche à jeter parmi nous la pomme de la discorde!

Le résultat étoit de tirer les comités révolutionnaires de la tutelle du comité de sûreté générale, pour les faire communiquer en droiture avec le conseil général de la commune : Chanmette partit du principe que les comités de sections, étant une émanation de la municipalité, ne devoient pas s'en séparer. « Déclarons, disoit-il à la fin de son insidieux ouvrage, que nous ne souffrirons pas que le pouvoir, qui a été déposé dans leurs mains, devienne un moyen d'exercer des vengeances personnelles; il faut que le père soit rendu à ses enfans, et les enfans à leur père; l'époux à sa femme, et la femme à son époux; et si les circonstances exigeoient qu'on séparât ce que la nature a uni, il faudroit encore respecter jusqu'aux soupirs

d'une femme éplorée. » Assurément ce langage n'a rien de révolutionnaire, et l'on regrette que celui qui en fait usage, ne l'ait pas tiré de son cœur, plutôt que du désir d'usurper la toute-puissance.

Le piège tendu par Chanmette n'échappa pas aux yeux clairvoyans de Barrère; il observa que les conseils généraux des communes n'étoient que des corps administratifs; et que dès qu'ils franchissoient ces limites, ils conduisoient l'état par la main à l'anarchie; il fit entendre, avec adresse, à ses collègues, que du moment que les grandes mesures révolutionnaires passeroient dans d'autres mains que dans les leurs, elles deviendroient nécessairement contre révolutionnaires. La Convention, d'après ces principes, décréta, 1°. la cassation de l'arrêté de la commune; 2°. la défense de réunir dans un même lieu les comités révolutionnaires; 3°. la peine de dix ans de fers contre tout homme qui contreviendrait à la nouvelle loi.

Il sembloit d'autant plus important de ne pas donner un ressort central aux comités révolutionnaires. qu'ils exerçoient déjà, avec une espèce de despotisme dictatorial, leur droit de faire arrêter les gens suspects. On avoit supposé d'abord, d'après l'assertion de Thuriot, qu'il n'y avoit que cent mille hommes d'arrêtés; mais un calcul de Merlin de Thionville approchoit plus d'une

effrayante vérité : on comptoit autant de comités révolutionnaires sur la surface de la république , que de municipalités , et il y avoit quarante-quatre mille de ces dernières ; il étoit difficile que , tout compensé , chacun de ces comités ne fissent pas arrêter cinq individus , ce qui portoit le nombre des détenus à deux cent vingt mille. Quand on eut enveloppé d'un vaste filet ce nombre effroyable de victimes , il étoit tout simple que la faux de la terreur s'arrêtât ; mais Danton , dont le génie fécond en atrocités alloit toujours au-delà du machiavélisme de ses collègues , enflamma de nouveau ces ames de fiel et de sang , par la harangue dont je vais donner l'analyse.

« Les détenus se divisent en trois classes bien distinctes : l'une renferme les victimes peu nombreuses de quelques erreurs ; l'autre les individus suspects sur qui le ser national doit rester suspendu jusqu'à la paix ; et la troisième les coupables avérés qui doivent être frappés de mort. Je ne décide rien , mais il me semble qu'il vaudroit mieux outrer l'action révolutionnaire que de la ralentir. Pénétré de cette idée , que quand une fois l'arc révolutionnaire est tendu contre nos ennemis , il ne faut jamais le laisser se débänder ; je vous propose un décret au sujet des parens des émigrés : je demande que , dans le cas où ils ne

justifieroient pas qu'ils ont fait tous leurs efforts pour empêcher leurs enfans de quitter le territoire français, ils n'aient plus de droit dans les maisons d'arrêt, où on les surveille, qu'à recevoir du pain, et que tous leurs biens soient acquis à la république, pour soutenir la guerre de la liberté.»

La Convention demanda vingt-quatre heures pour délibérer sur cette motion infernale; ensuite elle décréta, sans discussion, que les biens de tous les individus dont les enfans mineurs étoient émigrés, seroient séquestrés.

Au milieu de toutes ces horreurs révolutionnaires, l'homme de bien respira un moment, en voyant arrêter un des hommes qui les dirigeoit, le feroce Ronsin, à qui on avoit confié le commandement de l'armée des *sans-culottes*.

Ce fut Fabre d'Églantine, qui ne valoit pas mieux que Ronsin, qui le dénonça; il prévint la Convention que ce dernier avoit donné sa confiance à un Vincent, qui, depuis qu'il étoit au département de la guerre, avoit fait plus de mal que Rolland dans ses deux ministères. Cet homme, suivant lui, parloit partout en maître, et partout se faisoit obéir; il avoit à ses ordres des bandits à moustaches, promenant de grands sabres dans les rues de Paris; des placards insolens de Ronsin couvroient les murs des places publiques, et c'étoit

Vincent qui les protégeoit. L'assemblée ne voulut pas en entendre davantage, et elle décréta d'arrestation Vincent et Ronsin.

Cependant les sociétés populaires de Paris n'abandonnèrent pas des hommes qui avoient sacrifié leur honneur au triomphe de la démagogie ; les Jacobins furent les premiers qui se présentèrent dans l'arène. L'orateur de la députation félicita l'assemblée nationale d'avoir sauvé la république, en mettant la terreur à l'ordre du jour ; il observa que ses ennemis secrets avoient voulu lui faire adopter une marche rétrograde, en lui amenant des femmes, des enfans pour lui demander la liberté d'hommes vraiment suspects, espérant la fléchir, en prenant devant elle tous les masques et toutes les attitudes ; cet exorde adroit n'étoit amené que pour demander la révocation du décret qui mettoit dans les fers Vincent et le général de l'armée révolutionnaire, que la société des *frères et amis* regardoit comme des hommes à grand caractère, et surtout d'excellens patriotes. La réponse de Couthon, qui occupoit le fauteuil, fut assez ambiguë : il fit un grand éloge des Jacobins, et dit ensuite que la Convention prendroit dans sa sagesse les mesures de vigueur que le salut de la patrie lui commanderoit.

Les Cordeliers, quoique jaloux des Jacobins, dont l'orgueil les humilioit encore plus que la puissance, firent cause commune avec eux dans

l'affaire des détenus. « La société dont je suis l'organe, dit l'orateur, *semblable à l'antique Rome*, est ferme dans ses principes ; plus elle a d'ennemis à combattre, et plus elle est forte ; elle a attaqué avec courage un pouvoir exécutif perturbateur :... *elle a renversé le trône* ; elle combattra jusqu'à la mort les factieux qui vous désorganisent.

» Mais Vincent et Ronsin gémissent sous le poids d'une accusation... Eh bien, ma société vous déclare qu'elle les a toujours reconnus comme de bons citoyens, *comme de vrais Cordeliers*, et qu'elle les reconnoît encore... Que tarde-t-on à les juger : s'ils sont innocens, ils défendront jusqu'à la mort la république, ou ils périront avec elle. »

Cette audace des Cordeliers servit mal les brigands républicains qu'elle protégeoit. La Convention, tout avilie qu'elle étoit par la haine publique et par le sentiment pénible de ses crimes, sentit qu'elle ne devoit pas reculer devant des adorateurs de Marat, et nous verrons bientôt Vincent et Ronsin sacrifiés.

Cependant la *montagne* continuoît le cours de ses proscriptions ; il y avoit dans les prisons un ancien ministre des contributions publiques, qui avoit attaqué et renversé le trône, et s'étoit repenti d'avoir livré la France aux bourreaux : c'étoit le genevois Clavière ; on l'avoit oublié

quelque temps, parce qu'il ne pouvoit plus nuire aux démagogues ; mais comme il eut la maladresse de publier une apologie de son ministère, ses implacables ennemis se rappelèrent qu'il vivoit encore, et résolurent d'ajouter cette nouvelle victime à Brissot et aux trente-deux ; l'infortuné, instruit qu'il ne pouvoit échapper à sa destinée, le jour même où on lui présenta son acte d'accusation, se donna dans le sein un coup de couteau, et expira à l'instant. Ce fut Fouquier-Tinville qui annonça cet événement à la Convention ; on voit, par les mots de *conspirateur*, de *ministre infidèle*, dont il le flétrit, combien il regrette que sa victime lui soit échappée ; il termine sa lettre en disant que désormais, pour éviter de pareils suicides, lorsque l'acte d'accusation sera présenté aux prévenus, il les fera fouiller et garder par des gendarmes, jusqu'à ce qu'ils aient subi leur sentence.

Pendant que la Convention exterminoit individuellement dans Paris les ennemis qu'elle s'étoit créés, Carrier, dans Nantes les exterminoit en masse ; ce farouche proconsul avoit lu dans Tacite, de quelle manière l'abominable Néron s'étoit défait de sa mère Agrippine ; et à son exemple, il avoit fait construire des batteaux à soupape, qui une fois au milieu d'un fleuve, se désuissaient et engloutissaient au milieu des ondes, les malheureux qui y étoient entassés. Ces ef-

effroyables naufrages s'exécutoient la nuit, et au milieu du mois de décembre, dans un courant où la Loire étoit le plus impétueuse. Non loin de ces bateaux construits pour être submergés, s'en trouvoient d'autres plus solidement fabriqués, remplis des satellites du nouveau Néron, qui mutiloient et tuoient à coups de crocs et d'avirons, ceux qui luttoient contre les vagues pour échapper à la mort. De jeunes hommes et de jeunes filles étoient enchainés les uns aux autres, étoient précipités ensemble dans le fleuve, et les directeurs de ces scènes épouvantables appeloient cela des mariages républicains.

Il y a peut-être un crime plus grand que celui d'imaginer de pareilles barbaries, c'est de les annoncer froidement à des hommes qui prenoient le titre de législateurs, et de plaisanter sur des assassinats qui font frémir la nature. Voici textuellement une phrase de la lettre datée du 20 frimaire de l'an deux, qu'écrivit ce monstre à la Convention. *Cet événement a été accompagné d'un autre, qui n'est plus d'un genre nouveau. Cinquante-huit individus, désignés sous le nom de prêtres réfractaires, sont arrivés d'Angers à Nantes; aussitôt ils ont été enfermés dans un bateau sur la Loire. La nuit dernière, ils ont été tous engloutis dans cette rivière. Quel torrent révolutionnaire que la Loire!*

Personne, dans cette effroyable Convention,

ne laissa échapper le plus léger mouvement, je ne dis pas d'indignation, mais seulement d'effroi, en entendant la lecture de cette lettre. *Le torrent révolutionnaire* glissa sur ces âmes de fiel et de sang, c'est dans leur longue tyrannie, un des traits qui provoque le plus le courroux de l'histoire et les malédictions du genre humain.

On ne pouvoit guère choisir un moment plus favorable que celui de la Saint-Barthélemi des prêtres, exécutée dans Nantes, avec des bateaux à soupapes, pour manifester les principes du gouvernement révolutionnaire : c'est ce que fit à cette époque, au nom du comité de salut public, Maximilien Robespierre. La célébrité de ce discours, du moins au moment où il fut prononcé, en fait un monument de l'histoire contemporaine : en voici une rapide analyse.

« La théorie du gouvernement révolutionnaire est aussi neuve que la révolution qui l'a amené. Ce mot n'est pour l'aristocratie qu'un sujet de terreur ou un texte de calomnie; pour les tyrans, qu'un scandale; pour bien des gens, qu'une énigme. Il faut enfin l'expliquer.

« La révolution est la guerre de la liberté contre ses ennemis. La constitution est le régime de la liberté victorieuse et paisible.

« Le gouvernement révolutionnaire a besoin d'une activité sans bornes, précisément parce qu'il est en guerre. Il doit aux bons citoyens toute

la protection nationale ; il ne doit aux ennemis du peuple que la mort.

« Si le gouvernement révolutionnaire doit être plus actif dans sa marche , et plus libre dans ses mouvemens , que le gouvernement constitutionnel , en est-il moins juste et moins légitime ? non : il est appuyé sur la plus sainte de toutes les lois , le salut du peuple ; sur le plus irréfragable de tous les titres , la nécessité.

« Il doit voguer entre deux écueils , la faiblesse et la témérité , le modérantisme et l'excès ; le modérantisme , qui est à la modération , ce que l'impuissance est à la chasteté ; et l'excès qui ressemble à l'énergie , comme l'hydropisie à la santé.

« Que faut-il faire dans la position pénible où nous nous trouvons ? Poursuivre les inventeurs coupables de systèmes perfides ; protéger le patriotisme , même dans ses erreurs ; éclairer les patriotes , et élever sans cesse le peuple à la hauteur de ses droits et de ses demandes. S'il falloit choisir entre un excès de ferveur patriotique et le néant de l'incivisme , ou le marasme du modérantisme , il n'y auroit pas à balancer. Un corps vigoureux , tourmenté par une surabondance de sève , laisse plus de ressources qu'un cadavre.

« Gardons-nous surtout de tuer le patriotisme , en voulant le guérir. Le patriotisme est ardent par sa nature ; si donc on regardoit comme criminels tous ceux qui , dans le mouvement révo-

lutionnaire, auroient dépassé la ligne exacte, tracée par la prudence, on envelopperoit dans une proscription commune avec les mauvais citoyens, tous les appuis de la république. Cette ligne de démarcation est difficile à tracer. Les rois et les fripons cherchent sans cesse à l'effacer; ils ne veulent point avoir affaire avec la raison ni avec la vérité.

« Surtout il faut que l'autorité de la Convention nationale soit respectée, non seulement au sein de la république, mais encore dans l'Europe entière; il faut que nous prenions la ferme résolution de préférer notre propre gouvernement, à celui du cabinet de Londres et des cours de l'Europe; car si nous ne gouvernons pas, les tyrans régneront. »

Ce discours sans logique, ou du moins qui ne présente que celle des petits tyrans instruits par Machiavel, fut applaudi sans mesure par des hommes, qui ne savoient gouverner la France qu'avec des sophismes et des tables de proscription. De ce moment, on donna la plus grande extension au gouvernement révolutionnaire, dont on avoit depuis long-temps décrété le principe; mais dont le mode d'exécution n'étoit pas aisé à rencontrer, même pour le génie du mal. Voici quelques articles marquans de cette loi, sur le mode de mettre en activité le régime révolutionnaire. C'est à regret que je donne le nom au-

guste de loi, à ce qui n'est vraiment qu'une conspiration contre la morale et le bonheur des hommes.

« La Convention nationale est le centre unique »
» de l'impulsion du gouvernement. »

« Tous les corps constitués et les fonctionnaires »
» publics sont mis sous l'inspection immédiate du »
» comité de salut public et de celui de sûreté générale. Chaque ministre est tenu de rendre, »
» tous les dix jours, au comité de salut public, »
» le compte des opérations de son département, »
» et de lui dénoncer les agents qu'il emploie, et »
» qui n'auroient pas rempli exactement leurs »
» devoirs. »

« L'application des lois révolutionnaires et des »
» mesures de sûreté générale est confiée aux municipalités et aux comités révolutionnaires, à »
» la charge d'en rendre compte, tous les dix jours, »
» au district de leur arrondissement. Quant à »
» Paris, pour que l'action de la police n'éprouve »
» aucune entrave, les comités révolutionnaires »
» des sections continueront à correspondre directement, et sans intermédiaire, avec le comité »
» de sûreté générale. »

« A la Convention seule appartient le droit »
» d'interpréter ses propres décrets, et ce n'est »
» qu'à elle que, dans le doute, on pourra s'adresser. »

« Il est défendu aux autorités intermédiaires, »

» chargées de surveiller l'exécution des lois, d'or-
 » donner l'élargissement des citoyens arrêtés. Ce
 » droit appartient exclusivement à la Convention,
 » aux comités de salut public et de sûreté gé-
 » nérale, aux tribunaux et aux représentans du
 » peuple dans les départemens et près les ar-
 » mées.

» Les comités de salut public et de sûreté gé-
 » nérale sont tenus de dénoncer à la Convention
 » les agens nationaux, et tout autre fonctionnaire
 » public, chargé personnellement de la surveil-
 » lance des lois révolutionnaires, pour les faire
 » punir s'ils prévariquent.

» Les représentans du peuple pourront sus-
 » pendre et remplacer provisoirement les géné-
 » raux, à la charge d'en instruire le comité de
 » salut public dans les vingt-quatre heures.

» Les missions des agens envoyés par le comité
 » de salut public, le conseil exécutif, et les re-
 » présentans du peuple, se bornent à faire exé-
 » cuter les réquisitions et les mesures révolution-
 » naires.

» Toute réunion centrale établie soit par les
 » représentans du peuple, soit par les sociétés
 » populaires, est révoquée comme subversive
 » de l'unité d'action du gouvernement, et ten-
 » dante au fédéralisme; celles qui existent encore
 » sont obligées de se dissoudre dans les vingt-
 » quatre heures.

» Toute armée révolutionnaire, autre que celle
» établie par la Convention, est licenciée, et les
» citoyens qui la composent sont obligés de se
» séparer à l'instant, sous peine d'être regardés
» comme rebelles à la loi, et traités comme tels.

» Les représentans du peuple dans les départe-
» mens sont chargés d'achever sans délai l'épu-
» ration complète de toutes les autorités consti-
» tuées.

» Les membres du conseil exécutif, coupables
» de négligence dans l'exécution des lois, sont
» punis par la privation du droit de citoyen pen-
» dant six ans, et par la confiscation de la moitié
» de leurs biens. Il en est de même des officiers-
» généraux; les commissaires et agens particu-
» liers coupables des mêmes délits, encouront la
» peine de cinq ans de fers. Le contrefacteur du
» bulletin des lois est puni de mort. »

Il est difficile de lire ce long code, composé de soixante-neuf articles, sur le mode d'exécution des lois révolutionnaires, sans se convaincre que les hommes qui l'ont rédigé ne furent pas des tyrans soupçonneux et farouches: tant l'unité centrale y est bien conservée! tant on prend de précautions contre les agens, à qui on donne un fragment de la toute-puissance! tant on donne de moyens aux perturbateurs, pour semer partout la crainte, les délations et les échafauds, pourvu que le poignard à double tranchant de la tyran-

nie n'aïlle pas, après avoir frappé les gouvernés, réagir sur les premiers mobiles du gouvernement. Ce code est à quelques égards un chef-d'œuvre de machiavélisme ; et sans lui, six mois plutôt, le décenvirat français auroit été renversé.

CHAPITRE XI.

Suite des fastes chronologiques du règne de la terreur.
— Décrets qui en perpétuent la durée. — Pompe triomphale des Jacobins, pour célébrer l'anniversaire du supplice de Louis XVI. — Prolongation indéfinie de la guerre avec l'Europe. — Héroïsme militaire des soldats de la république. — Fin de l'insurrection du Calvados.

Plus nous avançons dans l'histoire du gouvernement révolutionnaire, plus les scènes sanglantes se présentent à nos pinceaux ; il n'est pas possible de suivre cette tyrannie raisonnée, jusque dans ses dernières ramifications. Il faut bien faire, comme Tarquin l'ancien, et se contenter d'indiquer avec la baguette de la destruction, les tiges les plus élevées des pavots ; et il n'y aura encore dans nos tableaux, tout pittoresques qu'ils sont, que trop d'uniformité.

Un des moyens les plus sûrs pour propager la terreur, étoit de forcer les arts à s'en faire les tributaires et les panégyristes : c'est ce qu'exécuta David, en bouleversant les anciennes académies de peinture, de sculpture et d'architecture, et en substituant à un *muséum*, composé en grande partie d'hommes aussi éclairés que sages, un con-

servatoire qu'il remplit de démagogues. Il dit à la Convention, en lui faisant adopter son projet de loi, que plusieurs hommes connus se plaindroient sans doute, mais que s'ils avoient perdu par l'effet des circonstances des places dues à leurs talens, il ne tenoit qu'à eux d'y rentrer par des chefs-d'œuvre.

C'est d'après le même principe, que l'assemblée nationale décerna une somme de 100,000 francs pour les vingt spectacles de Paris, qui, par leur avilissante soumission aux caprices des désorganiseurs, avoient le mieux servi la révolution; l'opéra eut pour sa part 8,500 liv., et les *républicains* de la foire St.-Germain 2,800 liv. Il est dit dans le préambule du décret que ces 100,000 francs seront répartis aux vingt spectacles, qui ont donné chacun quatre représentations de pièces patriotiques, *pour et de par le peuple*: cette expression de par le peuple est un vrai blasphème politique, il fait entendre que la populace de Paris est le souverain. Au reste, il ne faut pas envier à cette Convention abjecte le privilège de partager la toute-puissance avec les furies de guillotine et les coupe-jarrets de l'armée révolutionnaire, avec les forts de la halle et les dames de la Grève.

L'esprit public, parmi les gouvernans, étoit alors si porté à la férocité, que les accusés même ne se trouvoient pas à l'abri des poursuites révolutionnaires, quand ils avoient subi un jugement

qui ne portoit pas la peine de mort. Le comte de Barbotan, ancien membre de l'assemblée constituante, un des plus riches propriétaires du département du Gers, avoit été traduit devant le tribunal criminel de son arrondissement, pour le délit si honorable d'avoir fait passer de l'argent à des parens émigrés, qui périssent de faim loin des frontières : sur douze jurés trois eurent le courage de l'absoudre, et les neuf autres le condamnèrent à la réclusion jusqu'à la paix. On demanda de toute part dans la Convention la revision du procès. Bourdon de l'Oise vouloit que les trois jurés fussent arrêtés comme suspects ; Charlier, que le comte fût traduit à Paris devant le tribunal révolutionnaire. L'affaire fut renvoyée aux comités de sûreté générale et de législation, il y eut un rapport fait par Dubarran. Ce Dubarran étoit un homme de sang de la trempe d'Amar ; il présenta de nouvelles preuves de la collusion de l'accusé avec des émigrés, prétendit que la loi avoit tort de déférer aux jurés la question intentionnelle dans les délits révolutionnaires, parce qu'elle pouvoit sauver des accusés ; déclara textuellement *que s'il lui eût été possible de soulever le voile, qui lui cachoit les trois individus qui avoient absous l'accusé, il les dénonceroit à la France entière comme ayant forfait à leur devoir*, et plaida cette cause odieuse avec tant de succès, qu'il intervint un décret, qui annulla le jugement

du tribunal criminel du département du Gers, et traduisit le comte de Barbotan au tribunal révolutionnaire. Il est bien manifeste que dans tout état, où l'on intervertit ainsi la loi, il n'y a point de loi; que dans tout état où des institutions douces passent pour contre-révolutionnaires, la masse des citoyens n'est gouvernée que par des conspirateurs.

Dans l'intervalle du procès, le fils du comte, arrêté par les satellites des sociétés populaires, prévint son jugement en se jetant du haut d'une fenêtre, et lui-même amené à Paris avec opprobre comme le plus vil des criminels, expira sur l'échafaud.

Le vrai motif de l'acharnement contre le comte de Barbotan étoit la grandeur de ses richesses territoriales : la même cause amena la proscription de Vemmerange. Un membre du comité des finances vint faire entendre à la nation, que ce fameux traitant étoit débiteur envers la nation de 9,500,000 liv. ; et avant qu'une affaire aussi peu vraisemblable fût jugée contradictoirement par les tribunaux, il demanda qu'on mît tous ses biens en séquestre. Cambon, l'abbé Terray de ces temps là, qui avoit son esprit de rapine sans ses talens, trouva cette proposition fort juste ; il proposa en outre que désormais on ne reçût ni devant les tribunaux, ni dans les comptes de la nation, pour pièces de comptabilité, les lettres

purement ministérielles. Levasseur renchérit encore sur Cambon ; il s'étonna qu'un homme qui avoit 9,500,000 liv. fût libre ; il demanda son arrestation et sa traduction devant le tribunal révolutionnaire.

Une cause bien plus intéressante aux yeux de l'opinion publique que celle de Barbotan et de Vemmerange, est celle du notaire Chaudot, qui passoit pour l'Aristide de Paris, à une époque où l'immoralité générale faisoit douter de l'existence de l'Aristide de l'antiquité.

Il y avoit eu un emprunt fait en 1790 par les princes de Galles, d'Yorck et de Clarence, fils de Georges III, roi d'Angleterre, qui avoit été ouvert chez le notaire Brichard : les actes que fit naître l'emprunt furent signés par son confrère Chaudot ; c'est l'usage de demander ainsi des signatures de confiance qu'on ne refuse jamais. On dénonça cette négociation : les deux notaires et le maître clerc du premier furent traduits devant la chambre ardente d'Hermann et de Fouquier-Tinville, qui les condamna à mort. Il n'y eut qu'un cri dans Paris contre l'iniquité du tribunal, par rapport à Chaudot. La Convention qui ne se crut pas assez forte dans le moment pour le braver, transigea avec ses principes, et accorda un sursis à cette honorable victime.

Dans l'intervalle, la section du Contrat Social, où demeturoit Chaudot, et, ce qui est bien plus

étonnant, la société populaire et son comité révolutionnaire réunis vinrent présenter une pétition à l'assemblée nationale en faveur de l'infortuné; après avoir rendu hommage à son civisme pur et raisonné, on s'étendoit dans ce mémoire sur le moral du personnage. Né bienfaisant, il ne connoissoit d'autre jouissance que celle de faire des heureux; il alloit au-devant des besoins de tous ceux qui souffroient; et à cet égard les opinions politiques ne le décidèrent jamais dans ses préférences : aristocrate ou *sans-culotte*, tout lui étoit égal, pourvu qu'on fût homme : les sollicitans représentèrent aussi que sa mort frapperoit sa femme, quatre enfans, une foule d'amis dont il étoit le père, et une section entière dont on le regardoit comme le dieu tutélaire. La pétition, que l'assemblée ne voulut pas entendre, fut renvoyée aux comités de sûreté générale et de législation.

Ce fut Oudot qui, au nom de ces farouches comités, se chargea de donner un démenti à l'opinion publique : il avoua que le juré s'étoit trompé en déclarant que Chaudot avoit été complice d'une conspiration contre le peuple français, et, par une contradiction bien digne de ces temps de délire et de féroce, il voulut que la sentence fût conservée. « Une instruction criminelle, dit-il, n'est pas dans les preuves matérielles, dans les restes inanimés d'une procé-

dure ; ce seroit vouloir juger un être vivant par son ombre ou par son cadavre. »

Lorsqu'on marche d'après une logique aussi étrange, il n'est pas étonnant qu'on ne fasse que des faux pas. « Quant à l'humanité qu'on vante tant dans l'accusé, dit le sophiste Oudot, on vous trompe, législateurs ; la véritable humanité est de punir les ennemis du peuple, c'est de maintenir l'énergie du gouvernement révolutionnaire. »

Ce rapport digne des délateurs qui fatiguoient le sénat de Tibère, fut applaudi par la Convention : elle rapporta le décret de sursis en faveur de Chaudot, et l'infortuné, malgré les murmures de cent mille hommes de bien que l'atrocité des lois révolutionnaires réduisoit à l'impuissance, fut envoyé au supplice.

C'est dans ces circonstances que Carrier, arrivé de la Vendée tout couvert du sang de ses concitoyens, encore rayonnant de la gloire d'avoir revivifié les bateaux à soupapes de Néron, monta à la tribune de l'assemblée nationale, et fut vivement applaudi, quand il proposa de ne faire aucune grâce à des ennemis vaincus. Ce trait rapproché de la féroce froide avec laquelle on fit périr Chaudot, n'est point indifférent pour celui qui étudie le cœur humain dans les pages de l'histoire.

Il ne manquoit plus au scandale public, ex-

cité par l'affaire de Chaudot, que de légitimer la procédure odieuse du tribunal révolutionnaire. Granet de Marseille, un des tyrans du midi de la France, demanda qu'il fût décrété, que ce tribunal prévaricateur n'avoit jamais cessé de bien mériter de la patrie, et l'infamie de cette loi ne fut sauvée que par un mot non moins absurde de Monaut, c'est qu'il ne falloit point de décret pour établir un fait de ce genre : *Le tribunal révolutionnaire n'ayant jamais pu perdre l'estime des bons citoyens ; et la justice, ainsi que le zèle le plus pur, dictant tous ses jugemens.*

Au milieu de toutes ces extravagances de canibales, il étoit difficile que le conseil exécutif, qui en général n'étoit pas à la hauteur de la démagogie régnante, se crût en sûreté : on commença par dénoncer le ministre de la marine Dalbarade, pour n'avoir pas avancé dans le service un capitaine Trulé, *pour qui la Convention avoit une haute estime*, et on demanda qu'il fût décrété d'accusation.

Bourdon de l'Oise partit de cette folle délation, pour déclamer contre le ministère tout entier ; il prétendit que ce n'étoit qu'un reste de la monarchie qu'il falloit anéantir.

Barrère sauva Dalharade, et il ajouta qu'on avoit tort d'attaquer sans cesse les ministres ; que c'étoit le ministère lui-même qu'il falloit abattre, parce qu'il étoit colossal. Il est étrange que

Barrère se plaignit d'un pouvoir exécutif qui, à cette époque, n'étoit plus qu'un vain simulacre, puisque les lois nouvelles plaçoient dans les deux comités de salut public et de sûreté générale l'action centrale du gouvernement.

Les lois, à ce période de désastres, se multiplioient d'une manière effrayante, et toutes portoient plus ou moins l'empreinte de l'esprit révolutionnaire.

On demanda à la Convention que toutes les inscriptions qui avoient survécu aux monumens de la royauté fussent définitivement détruites; mais Grégoire sauva jusqu'à un certain point le tort que ce vandalisme alloit faire aux arts, en faisant décréter que toutes les inscriptions des monumens antiques, de quelque genre qu'elles fussent, restassent dans leur intégrité, ne permettant que dans les ouvrages modernes de l'art, la suppression de celles qui sont consacrées à la monarchie et à la féodalité.

On commençoit à se plaindre dans les sociétés populaires de ce que la masse des citoyens, effrayée du mouvement révolutionnaire, restoit dans l'inertie, ne songeant qu'à se faire oublier. Merlin de Douai augmenta la race des oppresseurs en faisant décréter, dans l'art. 6 d'une loi du 18 nivôse (janvier), que *tout citoyen* pouvoit conduire un homme suspect devant les dépositaires de la force publique : cependant peu de patriotes se per-

mirent de jouer un rôle aussi déshonorant , parce que le suspect , n'étant pas encore en présence de la loi , pouvoit se juger dans le cas de la défense personnelle , et répondre à l'assaillant par un coup de poignard.

Une loi antérieure au 10 août avoit ordonné la démolition des forts et des châteaux de l'intérieur de la France ; et depuis cette époque on abattoit , sous ce prétexte , tous les édifices qui faisoient quelque ombrage aux *sans-culottes*. Quelques esprits sages , quoique démagogues , firent sentir combien une loi pareille , si elle étoit exécutée dans toute sa rigueur , désorganiseroit la république ; car il s'ensuivroit qu'on pourroit détruire les habitations d'une certaine étendue , et faire passer sur les grandes propriétés des citoyens le niveau de l'égalité. L'égalité d'habitation , dit-on avec adresse , ne se trouve point dans la déclaration des droits ; et si elle s'y trouvoit , il faudroit y ajouter encore celle des fortunes , ce qui seroit renverser la constitution par sa base. Le projet d'une assemblée de législateurs qui ne sont pas nés à Sparte , n'est pas qu'une république habitée par vingt-cinq millions d'hommes ressemble à un couvent de moines divisé en cellules uniformes. D'après ces considérations , la loi contre les châteaux devoit être modifiée , et elle le fut en effet : il n'en resta que ce qui ne pouvoit être retranché , sans

contredire ouvertement le gouvernement révolutionnaire.

Par le nouveau décret il fut statué que tout château fort de l'intérieur, autre que les postes militaires, seroit démoli dans l'espace de deux mois; mais on entendit expressément que l'édifice destiné à l'habitation du propriétaire, seroit conservé, pourvu qu'on abattit les tours, les murs garnis de créneaux et les pont-levis, et qu'on dégageât les portes des emblèmes de la féodalité.

Parmi les conspirations des désorganiseurs contre l'ordre public, dont ils vouloient faire des lois, il faut mettre celle contre la grammaire française, qui fut tramée aux Jacobins, et dont Léon Dufourny présenta les élémens à la Convention.

Il prétendit qu'un peuple n'étoit complètement libre que lorsque, par un rappel nominal, tous les mots de la langue des esclaves avoient comparu au tribunal de la raison : parmi ceux qu'il falloit exclure de la grammaire française, il désignoit celui de *roi*, et tous ceux qui émanent de la *royauté*, tels que *régie*, *régisseur* : il ne vouloit conserver de toute cette nomenclature que le mot *honorable* de régicide.

La Convention adopta jusqu'à un certain point l'idée absurde de Léon Dufourny, en statuant, par un décret, que, *pour ne point rappeler le souvenir d'une royauté odieuse à des républi-*

cains, l'ancienne *régie* des poudres prendroit à l'avenir le nom d'*agence* nationale des poudres et salpêtres.

Barrière proposa en même temps dans un rapport de donner une grammaire uniforme à tous les citoyens d'une même république : il se plaignit, d'après les préjugés du temps, que notre langue, longtemps esclave, eût pris quelque temps la teinte des distinctions nobiliaires, qu'il fallût adopter des formules particulières pour paroître de la bonne compagnie : mais il ne put s'empêcher de rendre justice à la sagesse, à la précision, à la force même de cette langue, devenue celle de l'énergie, grâce aux écrivains classiques du beau siècle de Louis XIV : il demanda qu'on envoyât des instituteurs de cette langue dominante parmi les Basques, les Bas-Bretons, et dans les départemens qui avoisinent l'Italie et l'Allemagne ; « que nos institutions, dit-il, ne ressemblent en rien à celles d'un régime qui n'est plus ; ne laissons parler à tous les individus de la nation que la langue nationale ; c'est à la monarchie qu'il convient de ressembler à la tour de Babel : il n'y a qu'une langue universelle pour le tyran, celle de la force pour avoir de l'obéissance, et celle des impôts pour avoir de l'argent. »

Malgré ces phrases révolutionnaires, que Barrière n'auroit sûrement trouvées ni dans Port-Royal ni dans Fénelon, le fond de son rapport

étoit juste sous quelques rapports ; et, ce qui confond toutes les idées, il fut adopté.

Un décret statua qu'il seroit envoyé un instituteur de langue française, dans chaque commune de campagne des départemens, qui parlent un italien ou un allemand corrompu, le basque et le bas-breton ; qu'on ne les choisiroit ni dans la caste des nobles ni dans celle des prêtres ; qu'ils enseigneroient à la jeunesse des deux sexes la langue française et la déclaration des droits de l'homme, et qu'ils auroient quinze cents livres d'indemnité.

Nous touchons à l'anniversaire du supplice de Louis XVI, qui a déshonoré le nom français aux yeux de l'Europe : on doit s'attendre que les scélérats qui l'ont provoqué changeront ce jour de deuil en jour de fête, s'honorant, aux yeux de leurs contemporains, de ce qui devoit les couvrir d'opprobre aux yeux des siècles.

Il y eut en effet, le 21 janvier, une pompe triomphale, exécutée par les Jacobins pour célébrer cet horrible événement : un corps de musiciens et les drapeaux des quarante-huit sections les précédoient ; le cortège entra dans la salle de l'assemblée nationale aux cris de *vive la montagne, mort aux tyrans !* L'orateur se plaça à la barre, et voici quelques phrases de sa diatribe démagogique, qu'il suffit de transcrire pour leur servir de contrepoison :

« Représentans d'un peuple libre, c'est aujourd'hui l'anniversaire de la mort légale d'un *tyran* : un si beau jour, qui retrace aux ames républicaines un acte ordonné par la raison et par la nature, doit être célébré par tout homme qui sait apprécier sa dignité. . . .

» Hommes de la *montagne*, la société vous invite à décréter que cet anniversaire sera célébré tous les ans. . . . Point de liberté, point d'égalité avec un roi : vous avez détruit un roi, vous avez donc bien mérité de la patrie. »

Vadier, qu'on a appelé l'*homme aux soixante ans de vertu*, étoit président; il répondit, comme on pouvoit le penser, que l'anniversaire de la mort du tyran étoit un jour de gloire pour le peuple français; que cette fête devoit surtout électriser le courage des *sans-culottes*, et venger le genre humain des outrages qu'il reçut pendant quatorze siècles de tyrannie : il ajouta qu'il reconnoissoit à tant d'énergie les hommes du 10 août et du Champ de Mars : la fin de son discours mérite, par sa franchise en scélératesse, d'être rapportée.

« Soyez assurés, citoyens, que des hommes qui ont voté la mort du tyran (*Louis XVI*), que ceux qui ont défendu l'ami du peuple (*Marat*), qui n'ont jamais quitté le sommet de cette glorieuse *montagne*, sauront triompher de toutes les intrigues; ils braveront les forces de

vils potentats et de leurs lâches esclaves ; bientôt tous les trônes s'écrouleront ; ils tomberont en poudre devant la majesté du peuple français. »

Cette réponse, applaudie avec fureur, fut suivie de l'effroyable décret, que le 21 janvier il seroit célébré tous les ans une fête dans toute l'étendue de la république.

Cambon profita de l'enthousiasme démagogique pour faire envoyer l'adresse des Jacobins, avec la réponse du président, aux départemens, aux sociétés populaires et aux armées, et pour provoquer un cri simultané de la part des législateurs : *mort aux tyrans, et paix aux chaumières.*

Couthon proposa ensuite d'envoyer douze commissaires, tirés de la *montagne*, pour célébrer la fête du jour avec les Jacobins, aux pieds de l'arbre de la liberté ; mais la Convention, plus patriote encore que Couthon ne le croyoit, se détermina à y aller en masse, comme si tout entière elle eût composé la *montagne*.

Cependant la fête du régicide fut troublée par un événement auquel on donna l'interprétation la plus sinistre. Au moment où la pompe triomphale s'approchoit de la place de la Révolution, quatre infortunés y arrivoient d'un autre côté pour y subir leur supplice ; il sembloit que la Convention ne s'étoit rendue à la fête, que pour se repaître du supplice de ses victimes, pour voir leur sang rejaillir sur elle : le lendemain il y eut

un décret de circonstances qui, statua que désormais l'assemblée nationale n'assisteroit à aucune fête, sans en avoir ordonné la marche et la police, et le surlendemain ce même décret fut rapporté (1).

Cette fête sinistre se termina par la pétition d'une troupe de jeunes orphelins, qui demanda à la Convention la permission d'abattre l'arbre de la liberté, planté par Louis XVI, à l'entrée du jardin des Tuileries, et d'en substituer un autre. Vadier répondit qu'il appartenoit en effet à des mains innocentes, et consacrées aux vertus républicaines, de renverser un arbre élevé à la liberté par l'hypocrisie; il les invita à aller dans l'instant exécuter leur dessein généreux, et leur dit qu'ils auroient bien mérité de la patrie.

(1) Cette odieuse solennité a continué à exciter chaque année l'indignation de l'Europe, jusqu'à l'avènement du gouvernement consulaire. On sera bien aise sans doute de trouver ici les vers que cette indignation a dictés à l'auteur du *Printemps d'un proscrit* :

Nous avons tous connu, dans l'éclat de sa gloire,
Ce roi dont nos neveux bénissent la mémoire;
Son ombre erre plaintive autour de ces palais,
Témoins de sa splendeur, témoins de ses bienfaits:
Et, quand le crime heureux obtient l'apothéose,
Je cherche en vain la tombe où la vertu repose!
Sa poussière ignorée est le jouet des vents;
Un peuple aveugle insulte à ses mânes errans;

Les Jacobins n'avoient pas choisi un moment bien favorable pour célébrer l'anniversaire du supplice de Louis XVI : tous les rois de l'Europe avoient une cause commune à venger, et ce n'étoit pas en s'applaudissant du plus grand des crimes, qu'ils pouvoient se flatter de les désarmer ; mais ils n'avoient qu'une politique, c'étoit d'amonceler des ruines devant eux, sans s'embarrasser s'ils en seroient écrasés ; et, contre l'ordre des probabilités, cette politique, qui devoit les perdre, les sauva.

Merlin de Thionville proposa à la Convention de s'aliéner plus que jamais les peuples de l'Allemagne, en s'emparant de leurs propriétés ; il représenta que quand les Prussiens parurent d'abord sur le sol de la république, ils dévastèrent tout, ne laissant aux Français que des pommes de terre pour se nourrir. Cet exemple lui parut bon à imiter : *partout où nous passerons, dit-il, ne laissons à des esclaves que ce qu'il leur faut pour ne pas mourir. Quand nous nous emparerons des remparts d'une ville ennemie, il faut les*

Et, quand janvier ouvrant les portes de l'année,
Ramène de sa mort la fatale journée,
Ses bourreaux vont offrir à leurs dieux inhumains
Ce sang pur et sacré qui souille encor leurs mains.
Le supplice a son culte, et le meurtre a sa fête !
Détourne, ô Dieu ! les maux que ce jour nous apprête.

renverser, et défendre à la paix aux despotes de les reconstruire. » De telles infractions du droit des gens n'ont été que trop souvent en usage dans les guerres du fanatisme politique ou du fanatisme religieux; mais je crois qu'elles ont été pour la première fois rédigées en maxime par Merlin de Thionville, dans un aréopage de législateurs.

C'est ce même Merlin qui, dans la séance du 5 nivôse, où présidoit Couthon, dit ce mot si fait pour nous rendre odieux à tout le corps germanique : *Si le neveu de Cobourg m'offroit son épée pour tuer l'empereur, je déclare que je m'en saisirois, et m'en servirois sans scrupule.*

C'est la guerre avec la Grande-Bretagne, que la république nouvellement organisée devoit le plus redouter, et c'est celle que le gouvernement révolutionnaire provoqua avec le plus d'audace.

Dès le 2 nivôse, il fut rendu un décret, par rapport au massacre de trois cents Français fusillés sur la frégate *la Modeste*, près du port de Gènes, qui déclaroit que le gouvernement anglais étoit seul coupable de cet attentat, et que seul il seroit puni de sa férocité, pour venger la France et toutes les nations libres.

On objecta à Barrère, qui souffloit avec le plus de fureur le feu de cette guerre avec nos voisins, qu'il vouloit donc effacer les Anglais du système de l'Europe, populariser une guerre désastreuse, faire insurger Londres contre Paris, et verser

Plymouth sur Brest ou sur Rochefort ; mais il persista à dire que pour faire une campagne glorieuse et surtout utile, il falloit se battre à outrance ; que c'est avec ces principes, aussi anciens que les droits de la nature, que la république devoit se présenter à l'Europe royaliste ; qu'elle seule étoit en état de soutenir une guerre à volonté ; qu'elle seule pouvoit mettre sous les armes douze cent mille soldats à l'ouverture de chaque campagne.

Cependant la paix, dont l'homme de bien, même dans l'effervescence du fanatisme politique, ne sauroit perdre la consolante image, étoit appelée par vingt-cinq millions d'hommes. Les perturbateurs craignirent les résultats de cet esprit de concorde, et ils allèrent dans les sections propager le système des incendies militaires ; et des massacres sur les champs de bataille : celle de l'Unité vint hurler à la barre de la Convention les mots de *guerre éternelle aux rois et aux tyrans* ; Barrère, de son côté, réchauffa par ses discours les apophthegmes usés de la démagogie.

« Quels sont donc, dit-il à la tribune, les hommes qui osent parler de paix ? des aristocrates sans doute qui sentent que la révolution va les atteindre ; des modérés qui ne sauroient vivre dans l'atmosphère vigoureuse d'une république ; des descendans des castes privilégiées qui voient s'établir le règne de l'égalité ; de mau-

vais citoyens qui espèrent échapper à la surveillance des hommes libres.

» S'il faut la paix aux royalistes, il faut l'énergie guerrière à des hommes qui ont l'âme romaine ; s'il faut la paix aux esclaves, il faut la fermentation de la liberté aux hommes dignes de la sentir ; s'il faut la paix aux gouvernemens de l'Europe, il faut toute l'activité révolutionnaire à la république française.

» La mort vaut mieux qu'une paix insignifiante : une guerre désastreuse l'emporte sur une paix factice ; ni paix, ni trêve, ni armistice aux tyrans coalisés : voilà le mandat patriotique que nous tenons du souverain que nous représentons, et nous n'en laisserons pas déchirer les pages. »

Quelques jours après, Barrère revint, au nom du comité de salut public, électriser l'assemblée en faveur de la guerre, comme si la France n'eût été que sur la défensive, comme si elle avoit eu à venger l'invasion de son territoire, à l'exemple des vainqueurs de Marathon et des héros des Thermopyles !

Il conseilla à des citoyens qu'il disoit égarés, de ne pas se laisser bercer par les illusions de la paix, parce que l'aristocratie étoit là pour les applaudir, et la coalition des rois pour les éconter.

Il ajouta que la promesse des souverains, de reconnoître la république, devoit peu leur en imposer, comme si la république avoit eu besoin

d'eux pour exister ! comme si la destinée ne nous eût pas imposé la loi de tolérer provisoirement les rois , jusqu'à ce que nous eussions le pouvoir de les détroner !

« Vous voulez la paix , ajoutoit-il , eh bien , soit : la paix et la ruine des tyrans , la paix et le réveil des peuples. La liberté écrit ses traités de paix avec du fer sur le roc , le despotisme écrit ses traités diplomatiques avec de l'or sur le sable. »

Barrère , avec ses mouvemens incendiaires , triompha de la logique , de la morale et du cri de la nature. On envoya son discours aux douze cent mille soldats qui avoient juré d'être libres , et la guerre fut déclarée à toute l'Europe , par une république qui venoit de naître , et qui portoit déjà tous les germes de sa destruction.

Au reste , la manière dont nos généraux faisoient la guerre étoit bien propre à propager au-delà des frontières le système de terreur , qu'on suivoit dans l'intérieur de la république. On fatiguoit de réquisitions les propriétaires dans les villes même qui avoient ouvert leurs portes ; à la moindre résistance , on incendioit les bourgs et les villages ; on avoit établi dans l'armée qui venoit d'envahir le Palatinat , sous les ordres du général Hoche , une *commission d'évacuation* qui fut chargée d'enlever les denrées , les meubles , et jusqu'aux instrumens de cuisine et aux serrures

de maisons : ce n'étoit pas tout à fait ainsi que dans des temps plus heureux les Condé, les Vendôme, les Catinat et les Villars faisoient leurs campagnes, et quand Turenne, cédant aux instances d'un ministère odieux, se permit de mettre le même pays en cendres, il flétrit aux yeux de sa nation même une partie de la gloire qu'il devoit à sa grandeur d'ame et à ses victoires.

Veut-on savoir quel étoit à cette époque le système militaire qui se trouvoit à l'ordre du jour ? qu'on lise dans la séance du 9 pluviôse un discours de Rulh, prononcé à la tribune, et qui fut très-applaudi par la *montagne* :

« Je demande, dit-il, que les représentans du peuple, près l'armée du Rhin et de la Moselle, soient chargés d'écrire au ministre du despote palatin et à la régence de ce *vil scélérat* (la fidélité de l'histoire m'oblige à transcrire des mots, que la décence et l'urbanité de la langue repoussent) *de ce vil scélérat embéguiné d'une mitre électorale*, que si dans trois fois vingt-quatre heures les banquiers de leur maître à Francfort n'ont pas payé au roi de Prusse la somme qu'il exige des Français détenus à Mayence, les villes, bourgs, villages, et hameaux de ses grands bailliages qui sont dans nos mains, seront réduits en cendres.

» Que la vengeance nationale commence à se déployer, en mettant le feu à tous les châteaux

de ces contrées, à commencer par celui de l'électeur de Mayence à Worms ; qui longtemps a servi de repaire à l'infâme Condé et à ses complices.

« Nous en avons agi ainsi dans la Vendée , et la Vendée a été détruite : acceptons cet augure , pour les succès que nous pouvons espérer ailleurs. »

Au reste , il faut être juste : les soldats républicains , en tout temps , pleins de bravoure et de courage , déployoient quelquefois une sorte d'héroïsme qui ennoblissoit leur cause , et faisoit pardonner à leur funeste démagogie. Ils n'exécutèrent presque jamais l'odieuse loi contre les prisonniers.

Un jeune homme d'Abbeville a une de ses mains emportée par un boulet ; il reçoit à l'autre un coup de sabre ; obligé d'emprunter une main étrangère pour écrire à sa famille , il dicte ce billet à quelques pas de la mêlée : *Ma mère , j'ai une main qui ne peut plus me servir ; je ne parle pas de l'autre , elle est restée sur le champ de bataille : mais nous sommes vainqueurs ; aime-moi toujours.*

Un canonnier du département de l'Yonne est blessé à mort ; son frère , servant aussi dans l'artillerie , vole à son secours : *Laisse-moi , dit le mourant , retourne à ta pièce , et venge ma mort.*

C'est avec de pareils soldats que quelques milliers de Grecs repoussèrent des millions de Perses, et que les Arabes de Mahomet ont conquis un tiers du globe.

Au milieu des triomphes que la république obtenoit dans la guerre du dehors, elle goûtoit aussi la satisfaction de voir la guerre civile s'affaiblir; et ce qui doit bien étonner à cette époque d'immoralité publique et de barbarie raisonnée, il y en eut une qui se termina presque sans effusion de sang; il s'agit de l'insurrection du Calvados. Arrêtons-nous un moment sur ce fait, destiné à donner une teinte moins rembrunie aux pinceaux de l'histoire.

On a vu que Félix Wimpffen, au mois de juillet 1793, voyant la France en proie à la tyrannie farouche d'une assemblée de régicides, et ne supposant d'autre moyen de sauver l'état qu'une sanglante insurrection, avoit écouté les propositions d'une partie de la Bretagne et de la Normandie coalisées, et étoit devenu général d'une armée départementale; l'acte auquel il dut son commandement étoit émané de l'assemblée centrale de la coalition, séante à Caen, et il ne manque pas d'énergie.

« L'assemblée considérant que la déclaration des droits a été violée, que la Convention a cessé de représenter le peuple français, au moment où trente-quatre de ses mandataires ont été arrêtés,

déclare qu'elle regarde comme nuls tous les actes de la portion qui reste de la représentation nationale, depuis le 27 mai jusqu'à la révision qui en sera faite, lorsqu'elle aura recouvré son intégrité, et appelle le général Wimpffen au commandement des armées départementales.»

Peut-être auroit-il mieux valu ne point faire mention dans cet acte, du fantôme démagogique de la déclaration des droits, peut-être y auroit-il eu plus de décence à dater l'usurpation de l'assemblée nationale du 21 janvier, époque de son régicide, que du 27 mai, où elle céda trente-quatre de ses membres à la commune conspiratrice de la capitale : mais ici je ne suis qu'historien ; ce sont des faits et non un cours de droit public qu'on doit me demander, dans le récit des évènements du second ordre, qui n'ont pas grandement influé sur la destinée de la république.

Après la prise de Passy par l'armée des insurgés, Wimpffen écrivit à Custines pour le sonder sur la coalition, où celui-ci pouvoit jouer un grand rôle ; Custines, qui étoit loin de prévoir que la Convention paieroit un jour ses services par l'échafaud, répondit au général qu'il l'avoit mal jugé, et que du moment qu'il ne tenoit pas de la loi la qualité dont il étoit revêtu, il ne le regardoit plus que comme un chef de rebelles.

Le ministre de la guerre destitua Wimpffen, nomma le général Seffer pour lui succéder ; mais

comme ce dernier n'avoit point d'armée pour faire valoir son titre, il ne parut point au Calvados.

Pendant ce temps-là, Pétion et Barbaroux, que la Convention avoit mis hors de la loi, électrisoient une partie de département qui n'étoit pas encore insurgée, et rassembloient des troupes de volontaires pour s'emparer de la ville de Vernon.

Mais à la promulgation de l'acte constitutionnel, les corps administratifs de Caen et de Lisieux se séparèrent des insurgés, et envoyèrent l'acte de leur rétractation à l'assemblée nationale; à la même époque, les représentans du peuple qui avoient été arrêtés à l'origine de l'insurrection, furent mis en liberté, et reprirent leurs fonctions.

Malheureusement le proconsul Carrier, qui fut envoyé alors en mission au Calvados, se permit des actes arbitraires qui aliénèrent les esprits, lorsque le département faisoit un pas vers la réunion; il fit arrêter quelques agens d'une conspiration qui n'existoit plus; il proscrivit le général Soucy, qui n'échappa à l'échafaud qu'en se brûlant la cervelle. Il fit conduire dans les prisons de Paris le fils et la femme de Pétion; ce monstre n'étoit pas fait pour ramener les peuples au bonheur par la paix. Barrère, qui étoit moins sanguinaire quand les démagogues ne l'effrayoient pas, le fit remplacer par Robert-Lindet, qui, en suivant une

marche contraire à celle de Carrier, parvint à rendre le Calvados au parti qu'on appeloit la république.

Robert-Lindet, quoiqu'il fût un des chefs de la démagogie, eut le bon esprit de laisser croire aux habitans du Calvados qu'ils n'étoient pas criminels, mais égarés; que l'instruction, sans le secours des soldats, pourroit les rendre citoyens; aussi dès qu'on connut son caractère, on s'empressa partout à déposer les armes: il n'y eut entre les républicains et les insurgés que des combats de générosité.

Une négociation s'ouvrit alors pour la sûreté générale; elle dura quinze jours, et se termina suivant l'attente des deux partis; Robert-Lindet, d'après les ordres de la Convention, se contenta d'épurer les administrations, et de renouveler en entier celles qui avoient semé les germes de la discorde; ensuite, pour sauver ce qu'on appeloit la dignité nationale, le donjon et le château de Caen, où les représentans du peuple avoient été outragés, furent démolis, et on planta sur leurs débris un poteau, où furent inscrits les noms de Buzot, de Pétion et de Barbaroux, déclarés traîtres à la patrie et mis hors de la loi.

Quant au général Félix Wimpffen, on se souvint des lauriers dont il s'étoit couvert à la défense de Thionville, et on le laissa se retirer tranquillement où il voulut, sans s'assurer de sa personne et sans proscrire sa tête.

Ainsi se termina cette guerre civile, la moins odieuse de celles dont la France eût à gémir ; mettez un Carrier ou un Collot-d'Herbois à la place de Robert-Lindet, et Caen ou Évreux auroient été réduits en cendre, et la Normandie, un des anciens jardins de la France, seroit devenue comme la Vendée, un amas de ruines baignées de sang humain.

CHAPITRE XII.

Suite de la guerre à la royauté. — Décret donné d'après un rapport de Saint-Just, sur l'énergie du gouvernement révolutionnaire. — Proscription de Ronsin, de Vincent et d'Hébert, qui amène la suppression de l'armée révolutionnaire. — Procès de Bazire, de Chabot et de Fabre-d'Églantine. — Arrestation et supplice de Danton. — Prétendue conspiration du Luxembourg.

LA Convention ne pouvoit être modérée longtemps : le calme qu'elle montra dans l'insurrection du Calvados, sembloit un état contre nature. Du moment qu'elle put revenir à sa féroce énergie, elle continua à se montrer telle qu'elle fut dans son principe, c'est-à-dire, l'ennemie éternelle des trônes, et la désorganisatrice des républiques.

Ce fut Grégoire, l'évêque de Blois, qui, toujours ennemi, par exaltation de tête, des puissances que sa religion lui disoit d'aimer, donna le signal à ses nouvelles fureurs contre la royauté. Il vint, au nom du comité d'instruction publique, lui dénoncer une lettre de Charles IX, du 10 octobre 1559, adressée à son frère le duc d'Alençon ; il s'agissoit de donner le cordon de ses ordres à un seigneur de Montrevel, pour avoir tué d'un coup de pistolet le connétable de Montmorency.

« Pour le service signalé que m'a fait Charles de Louviers, seigneur de Montrevel, présent porteur, étant celui qui a tué Mony, de la façon qu'il vous dira, je vous prie, mon frère, de lui bailler de ma part le collier de mon ordre, ayant été choisi et élu par les frères compagnons dudit ordre, pour y être associé ; et faire ensorte qu'il soit, par les manans et habitans de ma bonne ville de Paris, gratifié de quelque honnête présent selon ses mérites ; priant Dieu, mon frère, qu'il vous tienne en sa sainte et digne garde.

» Écrit au Plessis-les-Tours, votre bon frère,

» Signé CHARLES. »

Une pareille lettre assurément n'auroit été écrite ni par François I^{er}, ni par Henri IV, ni par Louis XVI ; mais tout odieuse qu'elle est, à peine entreroit-elle en parallèle avec celles qu'écrivoient tous les jours Carrier, Danton et Robespierre. Le dénonciateur a raison sans doute de l'appeler une *infamie royale* ; mais c'est une infamie à la Convention d'avoir décrété que, pour augmenter l'horreur des peuples contre les rois, le billet de Charles IX seroit inséré au bulletin des lois, et que la pièce originale seroit déposée à la bibliothèque de la nation.

Pendant ce temps là on lisoit à l'assemblée nationale une lettre d'André Dumont, datée de Compiègne, où il s'exprimoit ainsi :

« On vient de trouver dans les livres de l'infâme Voyer-d'Argenson deux gravures sur satin, l'une représentant *Capet, l'exécrable mémoire*, et l'autre son fils monté sur un dauphin; on lui fait tenir à la main un drapeau couvert de fleurs-de-lis, au milieu desquelles on voit la figure de la *scélérate* Antoinette. Ces deux gravures sont envoyées au comité de sûreté générale. »

Lakanal, à propos de secours à accorder à des militaires hors de service, commençoit ainsi son discours de démagogue :

« Déjà le *tyran*, que nous avons abattu, outrageoit effrontément la chartre des droits de l'homme, retrouvée dans les ruines de la Bastille, lorsque, jaloux de la liberté qu'ils avoient conquise, les Français offrirent le spectacle *sublime* et terrible d'un peuple conspirant pour la patrie. Le jour marqué pour le triomphe du despotisme éclaira sa défaite, et le trône de la *tyrannie* tomba, brisé dans le sang des martyrs de notre indépendance. »

Ce style n'est pas tout à fait celui d'André-Dumont, mais l'esprit qui l'a dicté est le même, ce qui en rend l'effet bien plus dangereux. Cette déclamation de rhéteur conduisit la Convention à décréter, qu'il seroit élevé au Panthéon une colonne de marbre noir, sur laquelle seroient gravés en lettres d'or les noms des citoyens morts pour l'égalité le 10 août.

Le dernier trait de ce genre que je rencontre à

cette époque , est la fureur de la Convention contre le carrosse du sacre , qui étoit resté obscurément dans un hangard du faubourg St.-Denis. Montmayou , interprète d'un comité d'aliénation , invita l'assemblée à *balayer les restes impurs de la tyrannie*. Il lui représenta que la voiture du sacre ne pouvoit se vendre , soit à cause de sa forme colossale , soit par la réunion qu'on voyoit dans ses panneaux de tous les attributs de la féodalité ; il fit craindre aussi que s'il se trouvoit des acquéreurs , ce ne fussent des aristocrates , qui , en l'achetant voudroient , avec une intention perfide , conserver quelques débris de la royauté ; et à l'instant , dans un délire d'enthousiasme , il fut décrété à l'unanimité , que le carrosse du sacre seroit mis en pièces , qu'on enverroit les matières d'or et d'argent qui en proviendroient à la trésorerie , que le cuivre dédoré serviroit à la fonte des canons , et que les panneaux , si leurs peintures n'offroient pas des monumens de l'art , seroient brûlés.

Quand St.-Just vit que tous ces coups portés à la royauté relevoient un peu l'esprit public à la hauteur de la *montagne* , il ajouta à l'effervescence générale , par un rapport incendiaire au nom du comité de salut public , qui amena un décret vraiment fait pour purger la Convention du soupçon , d'avoir été humaine en étouffant l'insurrection du Calvades.

On y déclare traître à la patrie tout homme

convaincu d'avoir excité des inquiétudes dans Paris, à dessein d'empêcher l'arrivage des denrées, d'avoir donné asile à des émigrés, d'avoir introduit des armes dans Paris, dans le dessein d'assassiner le peuple, d'avoir tenté d'altérer la forme du gouvernement républicain.

On y qualifie la résistance au gouvernement révolutionnaire, comme un attentat contre la liberté publique, et on y statue que tout homme qui tente d'avilir ou d'entraver la Convention, qui est le centre de ce gouvernement, sera puni de mort.

On y nomme six commissions populaires pour juger promptement les ennemis de la révolution, détenus dans les prisons.

Tout prévenu de conspiration contre la république, qui se soustrait à l'action de la justice, y est mis hors de la loi.

L'histoire du temps rapporte que ce décret, dont aujourd'hui nous avons peine à soutenir la lecture, fut, à l'époque où l'orateur le lut, couvert d'applaudissemens, adopté à l'unanimité, traduit, par un ordre exprès, dans toutes les langues, et envoyé aux quarante-quatre mille communes de la France, aux sociétés populaires et aux armées.

Cette énergie donnée au gouvernement révolutionnaire fut fatale au général Ronsin, à Vincent et à d'autres patriotes de cette trempe, arrêtés

parce que leur ambition donnoit de l'ombrage aux gouvernans. Les cris des sociétés populaires, auxquelles ils étoient affiliés, venoient de leur faire rendre la liberté ; mais le farouche Robespierre, qui ne pardonnoit jamais, les fit rentrer dans leurs prisons, pour les conduire à l'échafaud. Il est probable que, devenus libres, ces hommes ulcérés se permirent des propos injurieux contre les chefs du gouvernement ; qu'ils se pratiquèrent des intelligences avec les mécontents, qui affluèrent en foule à Paris. Quoi qu'il en soit, ils se crurent le génie de Coriolan, parce qu'ils avoient sa soif de vengeance, et ils vinrent se briser contre le colosse qu'ils vouloient renverser.

Il paroît que la trame qui perdit ces conspirateurs vulgaires, fut ourdie entre Robespierre et l'abominable Fouquier-Tinville ; le dernier écrivit à la Convention que, d'après le pouvoir qu'elle lui avoit donné par deux décrets, il venoit de faire arrêter Ronsin, Vincent, Hébert, Monmorro, Ducroquet, et le général Lanmur. Couthon monta aussitôt à la tribune, et il assura que les détenus avoient projeté le massacre des représentans du peuple. Sur cette assertion dénuée de preuves, les nouveaux Coriolans furent regardés comme des monstres, et Fouquier-Tinville comme un demi-dieu.

Si l'on pouvoit ajouter quelque foi à un imposteur aussi effréné que Saint-Just, on trouveroit

quelques lumières sur la conspiration de Ronsin et d'Hebert, dans son fameux rapport sur les crimes des factions.

« Hebert, dit-il, fut un des grands ennemis de la révolution, parce qu'il organisa la famine dans Paris.... Pendant ce fléau, Ronsin habitoit un palais sur le Boulevard, il avoit quarante chevaux, et soupoit à Passy avec des aristocrates.

« Le tyran, à sa mort, c'est toujours Saint-Just que j'analyse, avoit légué à ses peuples la guerre civile, les détenus l'ont fomentée sans relâche. »

Toutes ces accusations sont bien vagues; elles ressemblent bien à celles d'un scélérat puissant, qui désarme sa victime, et ensuite la calomnie.

On ne trouve guères plus de preuves dans le jugement du tribunal révolutionnaire, qui condamne en masse tous ces conspirateurs, pour avoir tenté de renverser le gouvernement républicain, d'ouvrir les prisons, afin de livrer la représentation nationale à la fureur des scélérats, et la république aux horreurs de la guerre civile. Il y avoit déjà long-temps que le président Hermann, et l'accusateur public Fouquier-Tinville assassinoient les hommes avec ces phrases; et de pareilles sentences ne sont pas faites pour flétrir les infortunés qu'on envoie au supplice.

Ce qu'il y a de plus probable dans cette nuit de conjectures, c'est qu'il y avoit deux factions

de démagogues en rivalité, l'une connue sous le nom de *société populaire des Jacobins*, et l'autre s'intitulant *société populaire des Cordeliers*. Ces deux factions s'accusoient et cherchoient à s'enlever la puissance; elles se caressoient à la manière de Néron, et vouloient s'étouffer. Hébert, Roussin, Moumorro dominoient aux Cordeliers; Amar, Robespierre, aux Jacobins. A la fin, la faction d'Hébert jeta le gant à sa rivale; on se permit à la tribune de ce club; de dévoiler l'âme atroce d'Amar, de Billaud-Varennés, de jeter des soupçons sur l'ambition sourde de Robespierre: alors l'orage éclata. Les Cordeliers s'avisèrent de provoquer l'insurrection, de voiler en pompe, d'un crêpe funèbre, la déclaration des droits de l'homme; on se jura de part et d'autre une haine éternelle, et les perturbateurs les plus adroits envoyèrent les autres à l'échafaud.

Lorsque la nouvelle de l'indiscrétion des Cordeliers parvint aux Jacobins, Legendre qui alors l'étoit lui-même, et qui s'en honoroit, prit feu. *Quoi! dit-il, la déclaration des droits a été voilée! Est-ce qu'il est possible de voiler la Nature? Ce mot, qui n'est qu'extravagant, fut trouvé sublime; et il fut statué dans cette société populaire, qu'elle ne communiqueroit plus avec sa rivale, que quand elle seroit régénérée.*

La régénération, dans la langue des Jacobins,

signifioit la *mort*; et leurs souhaits ne tardèrent pas à être accomplis.

Le tribunal révolutionnaire condamna à la fois dix-neuf personnes pour le délit de la conspiration contre les Jacobins; les chefs étoient des brigands; sans doute, qui avoient amené, par leurs intrigues et par leurs écrits, la destruction de la monarchie, l'assassinat juridique de Louis XVI, et tous les désastres dont la France gémissoit depuis dix-huit mois. Les bourreaux de tous les peuples amis de l'homme devoient faire tomber leurs têtes; mais ce n'étoit pas à leurs complices, bien plus coupables encore qu'eux, à les trainer à l'échafaud.

Ronsin et Dubuisson étoient deux poètes tragiques, qui jouoient dans le monde le rôle des scélérats qu'ils avoient mis sur la scène; on les auroit assez punis, en sifflant leurs pièces, et en les déclarant incapables d'occuper aucune place.

Vincé étoit un soldat de fortune mal élevé, qui pouvoit, en qualité de gendarme, rendre plus odieuse la demeure des prisons; l'imprimeur Moumorro, qui faisoit paroître sa femme dans le costume de courtisane, sur l'autel de la raison; le prussien Anacharsis Clootz, qui faisoit des romans de république universelle, et dédiait ses livres inintelligibles aux planètes, étoient moins dignes de la ciguë que de l'hellébore.

Je ne vois dans cette liste d'hommes sacrifiés à une faction dominante, que l'abominable Hébert vraiment digne de son sort; cet homme qui démoralisa Paris avec sa Feuille du *Père Duchêne*, qui écrivit contre Louis XVI détrôné et captif au Temple, qui eut l'infamie d'accuser la reine d'inceste, méritoit de subir un supplice plus cruel que celui auquel il fut condamné.

Il étoit difficile, après le supplice du général de l'armée révolutionnaire, que ses troupes, sans discipline, et destinées à faire la guerre aux citoyens qu'elles devoient protéger, pussent se maintenir : ce fut Barrère qui la fit dissoudre; il eut l'adresse, pour ne point se faire trop d'ennemis, de faire retomber leurs brigandages sur Ronsin, qui les commandoit. « C'est lui, dit-il, qui a cherché, par ses attentats, à décrier le gouvernement révolutionnaire; mais il a vécu, et la république s'est affermie le jour de son supplice. » Ensuite l'orateur tombant sur les vices de son organisation même, prétendit, non sans raison, que, dans un pays libre, et où tous les citoyens étoient soldats, l'armée révolutionnaire étoit une institution anti-démocratique, en ce qu'elle supposoit deux classes de soldats et deux classes de citoyens. La Convention ne trouva point de réponse à ce raisonnement; elle sentit surtout à quel danger elle seroit exposée, si quelque Cromwel faisoit jamais mouvoir contre elle cet instrument

de tyrannie, et l'armée révolutionnaire fut licenciée.

Paris étoit si fort affaîssé sous le sceptre de la terreur, que, quoique les chefs de la faction des Cordeliers eussent un grand nombre de partisans dans toutes les ramifications de la démagogie, les autorités constituées, les sociétés populaires, les sections, vinrent tour-à-tour complimenter l'assemblée nationale sur la découverte de la grande conjuration qui devoit l'anéantir. On parla beaucoup du salut de la patrie dans les harangues. Les orateurs firent des phrases révolutionnaires, et le président de la Convention répondit, suivant l'usage, par d'autres phrases.

Au milieu de ces déclamations ridicules, on distingua dans le temps, une réponse de Tallien, qui occupoit alors le fauteuil de la Convention, à un discours de la section de Marat, où s'étoit passée l'insurrection des Cordeliers. « Le nom que vous avez pris, l'antique gloire que la section s'est acquise dans la révolution, vous imposent de grands devoirs; je ne rappellerai pas ici l'erreur momentanée où vous entraînèrent des intrigans, dont le glaive de la loi a fait justice. Le *grand homme* dont vous portez le nom, eût désavoué votre conduite; il eût arraché avec indignation ce voile funèbre que vous avez jeté sur l'ouvrage de la Nature, sur l'immortelle déclaration des droits. »

Il sembloit que la mort d'Hébert, de Ronsin et des autres ennemis de la faction dominante devoit étancher sa soif du sang humain ; mais les triomphes de ce genre enhardissent toujours à tenter d'autres. Au moment où l'on y pensoit le moins, le terrible Amar se présenta à la Convention avec d'antrestables de proscription à la main, et le sang des députés vint encore ruisseler sur l'échafaud.

Les nouveaux coupables étoient Delaunay d'Angers, Julien de Toulouse, Chabot, Bazire et Fabre - d'Églantine : leur conspiration n'étoit que contre les finances de la république ; ils épouvantoient les compagnies de traitans, jouoient sans péril à la hausse ou à la baisse, et par cet agiotage abject jetoient les fondemens d'une immense fortune. Comme cette dénonciation pouvoit n'entraîner que quelques années de fers, Vadier, l'interprète de Robespierre, empoisonna cette espèce d'acte d'accusation, en ajoutant que la turpitude pécuniaire dont le comité de salut public poursuivoit les auteurs, tenoit à un système affreux de corruption, qu'il s'agissoit d'organiser une guerre civile entre les catholiques et les protestans, trame d'un genre nouveau pour laquelle il y avoit déjà dix-huit personnes d'arrêtées : il assura que Fabre, le chef de cette machination, étoit le premier pensionnaire de Pitt, et que ce ministre de la Grande-

Bretagne tenoit dans ses mains les fils de cette grande conspiration contre la république. Une affaire présentée avec des couleurs aussi odieuses fit une grande impression sur la *montagne*. Fabre-d'Églantine et les autres accusés, étant déjà dans les prisons, ne pouvoient se défendre : alors il y eut un décret d'accusation contre les quatre députés *prévenus*, dit l'art. 1.^{er}, *d'une conspiration qui tend à détruire par la corruption le gouvernement républicain*, et qui les traduisoit devant le tribunal révolutionnaire.

Fabre-d'Églantine étoit le plus coupable des quatre *prévenus*, parce que le comité de sûreté générale acquit des preuves d'un faux matériel qu'il avoit commis, dans la rédaction d'un acte de l'assemblée nationale : ce Fabre, un des soutiens de la scène française dans nos temps dégénérés, puisqu'il avoit fait l'excellente comédie de *Philinte*, étoit un des hommes les plus immoraux qui eussent souillé le sol de la république. Cette considération affoiblit les regrets que les amis des arts eurent de le perdre. « En vain, dit-il, après son jugement, qu'il avoit dans son porte-feuille une comédie meilleure que *Philinte*, aucune larme n'honora son supplice. »

Le procès des quatre *prévenus* de la conspiration contre les finances publiques dura quelque temps : enfin le tribunal révolutionnaire les envoya à l'échafaud avec Danton. Ce dernier dé-

magogue, l'un des hommes qui ont le plus marqué depuis Mirabeau dans la révolution française, par son grand caractère, par son éloquence d'abandon, et par sa perversité, mérite, un peu plus que Fabre-d'Églantine, d'occuper les crayons de l'Histoire.

Il y avoit long-temps que Robespierre voyoit avec peine ce rival qui l'effaçoit en talent, et dont l'influence croissant de jour en jour, l'alarmoit dans ses vues sur la toute-puissance : mais cet homme, aussi vil qu'il étoit atroce, n'osoit l'attaquer que dans l'ombre ; il l'entoura d'abord de nombreux espions qui étoient à ses gages ; il le fit déchirer dans des libelles anonymes ; ensuite, quand la défaveur d'une partie de la *montagne* lui fit espérer qu'il pourroit lui porter des coups plus directs, il insinua au comité de sûreté générale qui lui étoit dévoué, qu'il étoit temps de l'arrêter : l'intrigue réussit ; on s'empara de la personne de Danton au milieu de la nuit ; alors Robespierre leva tout à fait le masque, il auroit tremblé devant Danton discourant à la tribune ; il le flétrit impunément quand il le vit à demi vaincu et dans les fers.

Il faut rendre justice ici, même aux ennemis du genre humain : Danton tout atroce qu'il étoit à la tête du gouvernement, se trouvoit un homme tout différent dans l'intérieur de la société ; il avoit une sorte de sensibilité, aimoit les arts qui

repoussent l'effusion du sang, et se plaisoit à se faire le dieu tutélaire de sa famille. Avec ces qualités sociales on a des amis, et il s'en aperçut dès le commencement de son infortune. A peine Legendre eut-il appris le crime de Robespierre, que bravant le péril qui menaçoit sa tête, il vint défendre avec chaleur le héros de la démagogie.

« Législateurs, dit-il, vous ne voyez en moi que le fruit du génie de la liberté; mon éducation n'est point l'ouvrage des hommes, elle n'est que celui de la nature : ainsi vous ne devez attendre de moi que l'explosion du sentiment. Danton est pur, il l'est autant que le meilleur d'entre nous : cependant il vient d'être arrêté. Je demande qu'il soit traduit à la barre, qu'il ait la liberté de se défendre, et que vous seuls ayez le droit de le condamner ou de l'absoudre : je n'interpelle ici personne, mais craignez l'effet des haines sourdes et des passions individuelles : il m'appartient sans doute de parler ainsi, quand il s'agit de l'homme qui, en 1792, fit lever la France entière sur le point d'être envahie par la Prusse : cependant il est arrêté. Sans doute on a craint qu'une vérité importune ne s'échappât de sa bouche : encore une fois, il est de votre dignité de ne point dédaigner ce grand accusé, et de votre justice de l'entendre. »

Il étoit difficile de répondre à l'éloquence de

Legendre ; mais Robespierre savoit que l'éloquence ne fait que glisser sur des hommes profondément pervers qui ont fait l'apprentissage de l'art de gouverner , par des régicides : il lut dans les yeux de ses nombreux complices qu'il pouvoit en sûreté frapper sa victime , et il monta à la tribune.

L'orateur s'étonne d'abord que la mesure d'admettre les détenus à la barre , qui fut rejetée lorsque Chabot et Bazire la proposèrent , se trouve accueillie en ce moment par quelques membres de l'assemblée , quand il s'agit de Danton , comme si des législateurs devoient avoir deux poids et deux mesures , comme si l'intérêt de quelques républicains ambitieux et hypocrites devoit l'emporter sur celui du peuple français. Il fit entendre que personne ne devoit être supérieur à ses concitoyens , qui étoient tous égaux devant la nature et devant la loi ; et que si le protégé de Legendre fut quelque temps l'idole des républicains , il étoit temps de la briser.

Barrère , non moins altéré de sang , entreprit froidement de justifier les bourreaux. Il s'éleva contre une nouvelle espèce d'aristocratie , qui vouloit établir des prééminences entre les législateurs. « Ne serois-je donc plus , dit-il , dans le sein de l'assemblée nationale de France ; ne parlerois-je que devant le sénat de Venise , où une noblesse farouche

opprime le peuple avec des privilèges et des fers ? On parle autour de moi de la dictature des comités : moi, je ne connois ici de dictature que celle des ennemis de l'ordre de choses actuel, que celle des hommes qui prennent tour à tour des masques différens, tantôt celui du modérantisme, tantôt celui de l'exagération ; quelquefois celui de la souplesse, plus souvent celui de l'audace. »

La Convention commençoit à être ébranlée : le beau mouvement de Legendre, à force d'être analysé, perdoit insensiblement tout son effet ; c'est en ce moment que Saint-Just vint, au nom des comités de salut public et de sûreté générale, faire son rapport sur les crimes de Danton et de ses complices. Ce rapport avoit pour titre : *De la conjuration ourdie par des factions criminelles, pour absorber la révolution française dans un changement de dynastie*. C'étoit frapper l'assemblée nationale par son intérêt le plus sensible ; car la France une fois redevenue royale, les assassins de Louis XVI n'avoient plus d'autre perspective que l'échafaud ; l'ouvrage, d'ailleurs, étoit fait avec l'intelligence la plus perfide. Ce dernier épisode amena le dénoûment de la tragédie, et par conséquent le triomphe de Robespierre.

« Citoyens, dit Saint-Just, la révolution est

dans le peuple et non pas dans la renommée de quelques personnages : cette idée est la garantie du peuple contre les tyrans.

» Il y a quelque chose de terrible dans l'amour sacré de la patrie : il est tellement exclusif qu'il immole tout sans pitié et sans respect humain , à l'intérêt général ; c'est lui qui précipite Manlius , qui entraîne Regulus à Carthage , jette Curtius dans l'abîme , et met *Marat au Panthéon*.

» Il faut quelque courage pour vous parler encore de sévérité , après tant d'actes de sévérité que vous avez exercés ; l'aristocratie dit : ces législateurs vont s'entre-détruire , mais l'aristocratie ment à sa conscience , c'est elle seule que nous détruisons. La liberté n'est point compromise par le supplice d'un Brissot ou d'un Ronsin , elle ne le sera pas davantage par celui des hommes que nous allons vous dénoncer.

L'orateur entre ensuite dans l'énumération des factions diverses , que , suivant lui , l'étranger a soulevées.

L'orléanisme est la première qui s'offre à ses crayons : il le représente étendant depuis 1789 ses ramifications dans les trois législatures , dissimulant sans cesse et ne brusquant rien , contrarié par l'énergie des hommes de bonne foi et par la force de la vertu du peuple , se laissant aller au cours de la révolution , se voilant avec art , et n'osant jamais rien.

Mirabeau vint donner une autre direction à l'esprit public, il vouloit la royauté du Bourbon régnant, sans patriciat, et peut-être à force de génie et d'audace il l'auroit obtenue, si la mort n'étoit venu le frapper au milieu de sa carrière.

Une nouvelle scène, dit Saint-Just, que je ne fais qu'analyser, s'ouvrit sous l'impuissante législation; *les crimes du tyran avoient fait abhorrer la royauté*; cependant Brissot, Pétion, Vergniaud et la Gironde vouloient la maintenir dans la maison d'Orléans, mais les patriotes l'emportèrent, et la république fut fondée.

Dumouriez vint, c'étoit l'ame de la faction : il vouloit le bannissement de Louis XVI, mais non sa mort, parce qu'il entroit dans son plan de donner le sceptre à la dynastie d'Orléans; on crut abattre l'hydre en envoyant Égalité au supplice, mais le monstre ne perdit qu'une de ses têtes.

Hébert, tout en déclamant contre Louis XVI, étoit le partisan de la royauté; il en étoit de même d'Anacharsis Clootz, qui aimoit l'univers excepté la France. Il faut leur adjoindre Manuel, Lanjuinais et d'autres qui se cachent derrière la toile. La dynastie d'Orléans fut leur idole, et ils lui sacrifioient la patrie et la république.

Un autre parti se présenta ensuite, qui adopta les opinions les plus contraires, et se joua de toutes. Tantôt royaliste, tantôt républicain, d'ordinaire ami de l'étranger, ce parti, sans énergie, malgré

son ambition, conduisit la révolution comme une intrigue de théâtre.

Fabre-d'Églantine fut à la tête de cette faction; il fut le continuateur de toutes celles qui avoient précédé ou suivi la sienne, employant les intrigues des autres pour intriguer par elles; il joua sur les esprits et sur les cœurs, sur les passions et les préjugés, comme un compositeur de musique sur le clavier d'un instrument.

Il y eut un autre parti chargé de corrompre les représentans du peuple pour faciliter le scandale et la révolte aristocratique que l'on méditoit, ce fut celui de Chabot; un autre, initié dans le secret de tous ceux qui existoient encore, fut chargé de détruire le gouvernement actuel, ou en l'écartant avec violence, ou en opérant son renouvellement.

Toutes ces factions que soudoie l'étranger croient la république française déjà usée : quoi ! vous êtes usés, et vous avez vaincu l'Europe, et il vous reste douze cent mille combattans ? Songeons donc que le peuple a reconnu la république, sa volonté suprême n'a pas besoin de sanction étrangère; sa réponse à tous les tyrans est le mépris et la victoire.

Danton ainsi que Fabre ont stipulé pour la royauté; et il faut bien le croire, puisque l'ambassadeur de France en Suisse, nous mande la consternation des émigrés, depuis la mise en ju-

gement de Fabre, l'ami et le complice de Danton.

Ce Danton fut fait administrateur du département de Paris par Mirabeau, à une époque où toute la France étoit encore royaliste ; il rédigea avec Brissot la fameuse pétition du Champ de Mars, et il échappa à la fureur de Lafayette *qui y fit massacrer deux mille hommes.*

Quand Mirabeau ne fut plus, Danton conspira avec les Lameth ; il resta neutre pendant l'assemblée législative, et caché dans Arcis-sur-Aube au milieu des périls de la patrie ; il revint à Paris le 9 août pour y dormir cette nuit terrible qui décida du sort de l'empire.

Danton enrichit Fabre - d'Églantine pendant son ministère ; ensuite il protégea Brissot contre Marat, en s'isolant de la *montagne* ; enfin il se fit le défenseur de Dumouriez, dont la Convention a éclairé, mais non pas puni les perfidies.

Danton, à son retour de la Belgique, provoqua la levée en masse des patriotes de Paris, pour marcher aux frontières ; mais cette motion toute patriotique qu'elle étoit en apparence, tuoit la patrie par le fait ; si cette levée s'étoit exécutée, qui auroit résisté à l'aristocratie, qui déjà avoit tenté un si grand nombre de soulèvemens ?

Ce même conspirateur vit avec horreur la révolution du 31 mai ; Hérault-Séchelles, Lacroix et lui demandèrent la tête d'Henriot qui avoit été l'âme de ce mouvement populaire ; on l'accuse

encore d'avoir envoyé un ambassadeur à Pétiou et à Wimpfen, pendant l'insurrection du Calvados; des lettres de l'envoyé d'Espagne à Venise, adressées au duc d'Aranda, font entendre qu'on le soupçonnoit à Paris d'avoir eu au Temple avec Marie-Antoinette, de criminelles conférences.

Danton, mauvais citoyen, a conspiré; faux ami, il a révélé sur Camille-Desmoulins des secrets qui l'ont perdu; homme pervers, il a comparé l'opinion publique à une femme de mauvaise vie; il a dit que l'honneur étoit ridicule, que la gloire et la postérité étoient des sottises.

Et ce Danton qui fut renvoyé du comité de salut public, où il tendoit sans cesse des pièges à ses membres, et qui, cachant sa vengeance sous un voile hypocrite de tolérance, disoit à ce propos : *je ne me fâche point, je ne conserve pas de rancune, mais j'ai de la mémoire.*

Camille-Desmoulins, né vraiment tolérant, commença par être dupe de Danton, ainsi que Philippaux, et finit par être son complice. Ce Camille osa, dans une de ses feuilles, appeler la Convention la cour de Tibère; et Fabre-d'Églantine, en lisant cet article, se mit à pleurer; mais, dit Saint-Just, qui est meilleur rhéteur que physicien, *le crocodile pleure aussi.*

Hérault-Séchelles qui s'étoit placé à la tête des affaires diplomatiques, mit à cette époque tout en usage pour éventer les plans du gouvernement

et les faire passer à l'étranger, de concert avec Fabre-d'Églantine et avec Dubuisson, à qui il fit faire plusieurs voyages en Suisse pour y conspirer sous le cachet même de la république.

Danton, lui-même, étoit si bien vendu à l'étranger, qu'il dînoit souvent avec des Anglais, avec l'espagnol Gusman et avec l'infâme Saint-Amaranthe, belle-mère de Sartine; c'est là que se faisoient les fameux repas à cent écus par tête.

Saint-Just termine ce rapport verbeux, qui dut tenir six heures de lecture, en recommandant à la Convention d'être inflexible; parce que, disoit-il, c'est l'indulgence même qui est féroce, puisqu'elle menace la patrie. Il s'objecte le fameux mot de Vergniaud : *que la révolution est comme Saturne qui s'apprête à dévorer tous ses enfans.* Mais il répond que la révolution n'a encore dévoré que ses ennemis; toutes les réputations, dit-il, qui se sont écroulées jusqu'ici, étoient des réputations usurpées; peu importe que le temps ait conduit des vanités diverses à l'échafaud, au cimetière, au néant, pourvu que la liberté reste. Le monde est vide depuis les Romains, et leur mémoire le remplit et prophétise encore la liberté.

Ce discours si vanté dans le temps, et qui étoit si digne en effet des éloges des Jacobins, n'a qu'une dialectique de circonstances; on y trouve des faits mathématiquement reconnus faux : tels

que celui du massacre de deux mille hommes au Champ de Mars, tandis qu'il n'y eut que quatorze démagogues qui y furent blessés, ou qui y perdirent la vie. Tous les rapprochemens qu'il fait ne donnent que des demi-lumières ; la plupart de ses portraits sont infidèles. Aujourd'hui un pareil acte d'accusation ne rendroit odieux que le dénonciateur, mais une partie de la Convention suivoit Robespierre, et l'autre trembloit devant lui. On adopta donc les conclusions de Saint-Just, et on décréta d'accusation Camille-Desmoulins, Héroult-Séchelles, Danton, Philippiux et Lacroix, comme prévenus de complicité avec d'Orléans, Dumouriez, Fabre-d'Eglantine, et les ennemis de la république, ainsi que d'avoir trempé dans la conspiration tendante à détruire la représentation nationale et à rétablir la monarchie.

A peine la nouvelle de l'arrestation de Danton fut-elle répandue dans Paris, que les sections, les sociétés populaires vinrent en masse féliciter la Convention sur son énergie ; les hommes lâches qui les composaient, instrumens serviles de la tyrannie du moment, ne savoient que ramper aux pieds de l'idole qu'on offroit à leur culte, et ensuite les renverser ; personne, par sa popularité, n'avoit eu, pendant quinze mois, plus d'ascendant que Danton sur l'esprit de la multitude ; et personne, lorsque Robespierre parla contre

lui, ne fut plus outragé; Danton, mieux apprécié, ne méritoit ni tant d'enthousiasme ni tant d'acharnement.

Au reste, ce fameux démagogue, qui se livroit hors de l'enceinte de sa vie politique à toute la mollesse d'Épicure, une fois détenu dans une maison d'arrêt, montra une sérénité philosophique qui s'allioit fort bien avec la gaité cynique qui faisoit la base de son caractère, et avec une sorte de courage digne d'une meilleure cause; bien convaincu que son farouche ennemi ne pardonnoit à personne, et encore moins à des rivaux, il se joua, pour ainsi dire, avec la mort qui planoit sur sa tête.

Vadier, qui vouloit jouir des tourmens de sa victime, alla le voir au tribunal révolutionnaire, et fut si étonné du tableau d'un coupable qui se montroit supérieur à ses juges, qu'il vint en faire part à la Convention, mais en empoisonnant, suivant son usage, ce qu'il avoit vu: « Il tient, dit-il, contre les ministres des lois, et par conséquent contre la république qui les a créés, les propos les plus injurieux. » Quand on lui a demandé des détails sur le délit de sa conspiration: *Il est glorieux, a-t-il répondu, de conspirer contre un gouvernement qui conspire; dans un autre moment, en parlant de ses ennemis, qui sont sans doute le comité de salut public, celui de sûreté générale, et la Convention tout entière, cet*

homme audacieux a dit : *Mes ennemis! ils se verront avant peu déchirés par lambeaux.* « Eh bien, ajoute Vadier, que ce chef de complots, qui, par ses formes robustes, son éloquence colossale, et sa figure hideuse, effraya la liberté elle-même, apprenne que la masse de la Convention est composée d'*hommes essentiellement vertueux*, qui ne déchireront que les désorganiseurs de la patrie et du gouvernement révolutionnaire. »

A ces mots hardis de Danton, on peut joindre les gestes du plus grand mépris contre la bande des jurés et celle des juges qui composaient le tribunal. Lorsqu'on lui faisoit des interpellations, évidemment absurdes, il répondoit par un sourire sardonique ou par le silence d'une feinte distraction.

Cependant l'assemblée nationale eut la faiblesse de se blesser du courage cynique de Danton : comme le tribunal révolutionnaire s'étoit cru forcé de suspendre le cours de ses délibérations, un décret l'invita à les reprendre. Il étoit dit dans la loi que le président emploieroit tous les moyens qu'elle mettoit en son pouvoir, pour faire respecter son autorité, et empêcher les accusés de troubler la tranquillité publique, et d'entraver la marche de la justice.

Le tribunal continua en effet la procédure ; quand le président, suivant les formes d'usage,

demanda à Danton son nom et sa demeure : *Ma demeure*, répondit l'intrépide épicurien, *sera bientôt le néant ; et mon nom, vous le trouverez dans le Panthéon de l'histoire*. L'interrogatoire fut court, et le tribunal se vengea. On prétend que pendant qu'on lui prononça sa sentence, il lut de son côté une ode de Chaulieu.

Quatorze infortunés, dont plusieurs à peine se connoissoient, furent enveloppés dans la même condamnation ; ils furent tous jugés convaincus de complicité avec d'Orléans et Dumouriez ; on y joignit la formule bannale d'avoir tenté d'avilir la représentation nationale, et de rétablir la monarchie.

Les quatre députés Bazire, Philippaux, Delaunay et Lacroix, jouèrent un personnage muet dans cette sanglante tragédie.

Chabot s'étoit empoisonné, mais on le força à prendre du contre-poison, et il vivoit encore quand il subit son supplice.

Fabre - d'Églantine, dont l'immoralité avoit glacé le courage, étoit à demi-mort quand on l'éleva sur l'échafaud.

Hérault-Séchelles, dans son premier interrogatoire, répondit à ses juges : « Je m'appelle Marie-Jean ; ce sont des noms peu brillans même parmi les saints ; il fut un temps où je siégeois à votre place, et dès ce temps-là j'étois l'objet de la haine des parlementaires. »

Camille-Desmoulins, interpellé sur son âge, répondit cyniquement et à la Danton : j'ai l'âge du *sans-culotte* Jésus, trente-trois ans.

Danton ne fit paroître aucune altération sur son visage ; il monta sur l'échafaud avec une sorte de gaieté, et sortit de la vie avec la même insouciance que le fameux Rabelais, qui dit, en rendant le dernier soupir : *Je vais chercher un grand peut-être.*

Danton a été également mal jugé par ses amis et par ses ennemis ; ceux qui n'ont examiné que les horreurs de sa vie publique, ont dit que la nature l'avoit jeté dans le moule des monstres qui échappent quelquefois à ses caprices ; ceux qui l'ont vu dans l'intérieur de sa famille, qui l'ont entendu développer avec force les causes de la révolution, en prédire les désastres, s'attendrir même sur les malheurs dont il avoit été l'instrument, en ont fait un être extraordinaire, moins digne de l'échafaud que de l'apothéose.

Il est possible que Danton ne fût point né méchant ; les arts qu'il cultivoit avec enthousiasme, le bien individuel qu'il fit, les amis qu'il eut avant 1789, qu'il conserva au milieu de ses places, et qui lui ont survécu, l'annoncent assez ; mais paradoxal cynique et démagogue par caractère, quand une fois il se vit jeté dans une révolution organisée par des bourreaux, il en prit peu à peu les farouches habitudes ; c'étoit son exaltation de tête qui lui

faisoit répandre le sang; et quand sa sensibilité naturelle revenoit, il n'étoit plus temps de revenir sur ses pas; fait par l'originalité de ses vues et de son éloquence d'abandon pour être chef de parti, on le compara à Catilina, et il le devint.

Au reste, le mal qu'il fit comme homme d'état, étant incalculable, le bien passager qu'il fit comme homme, doit ne former qu'un foible poids dans la balance; il est certain que ce fameux démagogue a préparé la France à l'anarchie, en faisant accorder à chacun des ouvriers qui assisteroient à l'assemblée de leurs sections un droit de 40 sous; on ne peut nier qu'il n'ait fait décréter que les rênes de l'état seroient confiées au décemvirat du comité de salut public, qu'on érigerait l'affreux tribunal d'Hermann et de Fouquier-Tinville, et que le gouvernement seroit révolutionnaire jusqu'à la paix, c'est-à-dire jusqu'à l'entière désorganisation de l'ordre social; on sait aussi qu'il ne fut étranger ni à l'abominable nuit du 6 octobre, ni au massacre des prisonniers d'Orléans dans l'orangerie de Versailles; surtout il est démontré que c'est lui qui signa froidement les ordres pour les abominables assassinats des prisons; à tous ces titres le sceau de l'indignation publique doit être imprimé à jamais sur son front, et son nom ne doit parvenir qu'avec l'opprobre qui accompagne les scélérats dans les pages impartiales de l'histoire.

La mort de Danton et de ses infortunés collègues se trouve liée avec la prétendue conspiration des prisons, qui fit périr tant de victimes : car tel étoit l'ordre politique du temps, que les crimes naissoient des crimes, et y ramenoient sans cesse.

Il y avoit quelque temps qu'on se plaignoit à la *montagne* que les ennemis de la révolution renaissent comme le polype sous le couteau qui les mutiloit ; on l'attribua au peu d'activité du tribunal révolutionnaire qui n'envoyoit encore que douze à quinze détenus par jour à l'échafaud : afin d'organiser en grand ce système d'assassinats juridiques, la commune conspiratrice, de concert avec les tigres souverains qui étoient à l'assemblée nationale, imagina de faire naître, à force de mauvais traitemens, des émeutes dans les prisons, afin d'avoir occasion d'en faire des manœuvres contre l'état, et de les punir comme telles : voilà l'origine de la conspiration du Luxembourg.

Ce fut un nommé Alexandre Laflotte, ci-devant ministre de la république française à Florence, qui, craignant de perdre la vie, eut la bassesse de la racheter, en concertant, avec le concierge de la maison d'arrêt où il étoit détenu, le délit et la peine de ses compagnons d'infortune. Il déposa tenir d'Arthur Dillon, que Danton, Lacroix et Héroult-Séchelles ayant déclaré aux jurés du tribu-

nal révolutionnaire, qu'ils ne vouloient répondre qu'à la Convention dont ils étoient membres, le peuple avoit applaudi à ce trait de dignité; que ce même peuple, apprenant l'acharnement de Saint-Just et de Robespierre contre les accusés, avoit ensuite témoigné son mécontentement avec quelque énergie; qu'il pouvoit en résulter que les comités de salut public et de sûreté générale feroient égorger les prisonniers, d'abord à la Conciergerie, ensuite dans les maisons d'arrêt; que dans ce cas il falloit résister à l'oppression, et que si lui Dillon trouvoit des hommes de cœur, il se mettroit à leur tête, parce qu'il vouloit la république, mais sans tyrans et sans inquisiteurs.

Il paroît, par la même déposition de l'ancien ministre à Florence, que l'unique complot de Dillon (s'il a existé) consistoit à inviter la femme de Camille-Desmoulins, qui avoit mille écus dans sa cassette, à les sacrifier à des hommes du peuple pour faire circonvenir le tribunal révolutionnaire: il est vrai qu'il parla de quelques autres détails qu'il ne pouvoit confier qu'au comité de sûreté générale; mais ces détails ne lui parvinrent pas, et le sang coula avant qu'il ne vint de nouvelles lumières au gouvernement.

Saint-Just se hâta d'annoncer à l'assemblée nationale la prétendue conjuration des prisons: empoisonnant à sa manière la déposition d'Alexandre Laflotte, il dit que le même général Dillon . *qui*

avoit ordonné à son armée de marcher sur Paris, avoit déclaré que la femme de Desmoulins avoit touché de l'argent pour exciter un mouvement populaire, tendant à assassiner les patriotes et le tribunal révolutionnaire : Vadier vint après lui; il affirma positivement que Dillon et Simon, un des membres de la Convention, détenu avec lui, conspiroient dans sa prison : (conspirer dans une prison ! ces deux mots semblent se contredire) qu'ils avoient organisé (toujours dans les cellules de leur cachot) une cohorte de scélérats qui devoient sortir du Luxembourg avec un mot d'ordre, (personne n'avoit d'armes, on leur ôtoit jusqu'à leurs rasoirs) s'emparer des avenues des comités de salut public et de sûreté générale, (ces avenues étoient gardées par la force publique et par les gendarmes) tomber sur les membres qui les composent, et les immoler à leur fureur, (c'est-à-dire, qu'une douzaine de prisonniers sans armes, et poursuivis par une garde nombreuse du Luxembourg aux Tuileries, iroient égorger une trentaine de chefs républicains, dictant leurs lois de sang au milieu des baïonnettes). Vadier ajouta, en parodiant un mot de Cicéron, « et ces hommes respirent encore ! Mais le peuple est là pour soutenir notre énergie... Quant à moi, je le déclare, si je connoissois un traître parmi les membres qui composent nos deux co-

mités, j'aurois le courage, quoique la vieillesse ait glacé mon sang, de le poignarder de ma main.»

Ce mouvement oratoire, si beau dans la bouche d'un Timoléon, mais si absurde dans celle d'un Vadier, fit son effet; on crut à la conspiration des prisons, et on prit des mesures pour faire périr les conspirateurs.

Fouquier-Tinville se surpassa dans l'acte d'accusation; il prétendit que le général Dillon, depuis le 10 août 1792, conspirait contre la république; qu'il avoit mis le comble à ses trames en s'associant avec le député Simon, l'agent et le complice de Hérault-Séchelles, la femme de Camille-Desmoulins, et Lambert, le porte-clef de la maison d'arrêt du Luxembourg, pour aller massacrer les représentans du peuple, et replacer Louis XVII sur le trône de son père, mort sur l'échafaud.

Ce digne agent des fureurs de Saint-Just et de Robespierre, non content de flétrir le général Dillon, lui associa dix-huit détenus qui avoient eu le malheur, comme lui, d'être renfermés dans la maison d'arrêt du Luxembourg.

L'un étoit le commissaire du conseil exécutif, Lacroix, accusé d'un crime irrémissible en révolution, d'avoir procuré au duc du Châtelet, émigré, de faux certificats de résidence.

Un autre étoit le général Beysser , parce qu'il avoit été lié avec Hébert et Ronsin , avant qu'ils se fussent faits tribuns du peuple.

Il fut trouvé utile d'envelopper dans cette horrible procédure les veuves d'Hébert et de Camille-Desmoulins.

Mais on fut tenté de pardonner à l'accusateur public la mort du comédien français Grammont , devenu , à force de bassesses , adjudant-général de l'armée révolutionnaire , et que nous avons vu protéger , le sabre à la main , l'escorte de cannibales qui conduisit la reine à l'échafaud.

Les hommes de bien bénirent aussi la vengeance céleste , quand ils virent , dans la liste de proscription de Fouquier-Tinville , Chaumette , le procureur-général de la commune de Paris , et l'odieux Gobel , le premier évêque constitutionnel de la capitale.

Chaumette , qui avoit pris le nom d'Anaxagore pour flétrir sans doute cet ancien philosophe , étoit accusé , dans le réquisitoire de Fouquier-Tinville , (qui le croiroit !) d'avoir coopéré à anéantir la morale , et à étouffer en France toute espèce de vertu. C'est-là qu'on apprend que cet ancien maître d'école , qui a joué un rôle si dominant parmi les désorganiseurs , étoit soudoyé par Pitt , et qu'il écrivoit à son père , en lui faisant passer trente mille francs , qu'il n'achetât ni

domaines nationaux ni biens d'émigrés, parce que la révolution ne dureroit pas.

Gobel est un des proscrits que la plume de l'accusateur public ménage le moins, et il faut avouer que pour la première fois, depuis son ministère terrible, il a raison : il le représente fondant le gouvernement français sur la subversion de l'esprit public et sur l'athéisme. Gobel, quelques mois auparavant, avoit déposé ses lettres de prêtrise à la barre de la Convention, et cette honteuse bassesse ne lui fit point trouver grâce auprès des sicaire de la *montagne*.

Le procès des dix-neuf prétendus conjurés entraîna parmi les jurés trois heures de débats : il y en avoit qui vouloient sauver les plus coupables de tous, Gobel, Chaumette et Grammont ; mais à la fin, les conclusions de l'accusateur public furent adoptées ; on les condamna en masse, et ils allèrent tous au supplice.

Une dernière scène d'horreur acheva le tableau sinistre que je viens de crayonner ; le jour même où Legendre faisoit l'apologie de Danton, où l'on concertoit, dans les comités particuliers des démagogues, la conspiration des prisons, deux commissaires de la société populaire de Cette, en Languedoc, se présentèrent à la barre de la Convention, et l'orateur s'exprima ainsi.

« Législateurs, la trahison voltige encore au-

tour du peuple ; elle veut s'élever avec la monarchie. Eh bien ! élevons-la sur l'échafaud ; représentans du souverain, *mettez la mort à l'ordre du jour.* »

Ce mot d'antropophages réveilla un peu l'ame engourdie de quelques hommes qui obéissoient au mouvement révolutionnaire sans le diriger, et de violens murmures leur échappèrent.

L'orateur continua sans se décourager. « Marat disoit au peuple : *il faut, pour assurer la liberté, trois cent mille têtes.* Si, plus docile à la voix de son ami, le peuple eût d'abord déployé sa toute-puissance, il eût écrasé le germe de la Vendée, du fédéralisme, et d'une guerre qui dévorera des millions d'hommes ; mais nous sommes foibles, et la liberté chancelle. »

Le président étoit Talien ; il avoit eu le temps, pendant que l'abominable pétitionnaire déclamoit sa seconde période, de voir la défaveur qu'avoit entraînée la première parmi ses collègues ; alors il mit dans sa réponse de la dignité.

« Ce n'est pas la mort qui est à l'ordre du jour, c'est la justice. . . . En exerçant des actes d'une sévérité impartiale, qu'exigent de nous la confiance du peuple et notre conscience, nous remplissons d'austères devoirs ; mais à l'impassibilité du législateur succède la sensibilité de l'homme ; en frappant les coupables, nous gémissons sur la perversité de nos semblables. . . . Citoyens, le

langage que vous venez de faire entendre dans cette enceinte est indigne d'un républicain ; car on ne peut s'appeler ainsi sans être Français et homme ; la vertu et la probité sont à l'ordre du jour, et nous ne deviendrons point des anthropophages.»

Les deux pétitionnaires furent chassés de la barre par un décret ; mais un représentant ayant demandé qu'on traduisit l'orateur au comité de sûreté générale, pour qu'on prit des renseignemens sur son immoralité, la Convention s'y refusa sous prétexte que ce seroit porter atteinte à la liberté des pétitions, et passa froidement à l'ordre du jour.

CHAPITRE XIII.

Translation des cendres de Rousseau au Panthéon. — Incendie de Bédouin. — Décret sur les prisonniers de guerre. — Commission populaire des cinq sections. — Assassinat de Collot-d'Herbois. — Nouvelle activité donnée au tribunal révolutionnaire, histoire de ses principales victimes.

DEPUIS le supplice de Danton, la Convention tant de fois décimée par les désorganiseurs, garda le silence de la stupeur jusqu'à la révolution thermidorienne, qui enleva le sceptre républicain à Robespierre. Pendant ce temps-là la France ne semble exister que sur les champs de bataille, où ses guerriers rappellent sa gloire primitive, et au tribunal révolutionnaire, où ses jurés et ses juges conspirent pour l'anéantir. Les guerres de la république occuperont quelques chapitres particuliers dans le cours de cet ouvrage, parce que des tableaux pareils perdent tout leur intérêt à être morcelés parmi les événements contemporains qui regardent l'administration intérieure. Ainsi, après un coup-d'œil rapide jeté sur le sommeil du gouvernement pendant trois mois, je serai condamné comme l'historien sublime des Tibère, des Caligula et des

Néron, à ne décrire que les massacres juridiques exécutés par les bourreaux des Saint-Just, des Couthon, des Collot - d'Herbois et des Robespierre.

Au milieu de ces scènes sanglantes, la Convention s'occupa un moment des honneurs à rendre à la mémoire de l'auteur d'*Émile* et du *Contrat Social*.

La destinée de cet homme justement célèbre avoit éprouvé quelques vicissitudes en France depuis la révolution.

Quelques bons esprits s'étant plaints, mais avec un peu trop d'amertume, en 1790, que le *Contrat Social* ouvroit la porte à toutes les insurrections, les hommes populaires, sur lesquels influoit le génie turbulent de Mirabeau, en prirent occasion de rendre des honneurs publics à ce philosophe, et ce fut son délit même qui donna matière à son apothéose. En conséquence, il fut statué qu'on lui érigerait un monument, et que ses cendres seroient transférées à Ste.-Geneviève; alors Palissot qui avoit livré Rousseau au ridicule dans sa *Comédie des Philosophes*, s'empressa basement de désavouer son ouvrage. Comme Girardin qui possédoit ses restes dans ses jardins d'Ermenonville refusoit de donner à la nation un pareil dépôt, un autre décret lui fit ériger une statue; on vouloit la placer dans l'intérieur de la salle de la Convention, mais Marat venoit d'être

assassiné, on préféra le buste de ce vil énergumène pour inspirer les représentans de vingt-cinq millions d'hommes, à la statue du philosophe de Genève; enfin la veuve du dernier, à la tête d'une députation de la commune de Saint-Denis, parut à la barre de la Convention, sollicita l'exécution des anciens décrets, et il fut décrété que les restes de cet écrivain seroient transférés avec pompe au Panthéon.

C'est à cette époque que la veuve Rousseau déposa sur le bureau de l'assemblée deux manuscrits des *Confessions* de son époux. La suscription portoit qu'ils ne devoient être ouverts qu'en 1801; mais la Convention qui ne respectoit pas plus la volonté des morts que les propriétés des vivans, décida qu'on les ouvrîroit, quoiqu'on ne fût qu'au milieu de 1794.

Des Genevois républicains à la manière des Danton, étoient alors à Paris; ils vinrent féliciter la Convention sur le décret qui ordonnoit le transport de leur héros philosophe dans le dernier asile des grands hommes: ils dénoncèrent dans leurs discours les aristocrates de leur patrie, qui conspirèrent trente ans avec les despotes français pour proscrire ce fameux philanthrope, et déclarèrent que Genève régénérée avoit changé en temple la maison où il avoit pris naissance. Carnot qui étoit président, répondit que Rousseau étoit au-dessus de tout éloge, parce qu'il avoit vivifié

la morale, et fait passer la vérité de l'esprit, où elle restoit inerte, au cœur où elle rencontre le germe des vertus. « Genève, ajouta-t-il, lui a donné le jour : la France a recueilli son dernier soupir ; mais son génie appartient à l'univers. »

La fête funèbre pour la translation de la cendre de Rousseau, se célébra le 10 vendémiaire de l'an 3, (octobre 1795). L'avant-veille, on avoit enlevé à Ermenonville son urne cinéraire placée dans l'île des Peupliers : le cortège, arrivé à la place de la Révolution, déposa l'urne dans le petit jardin des Tuileries que Louis XVI avoit consacré à l'éducation du prince royal ; ensuite le convoi environna le char sur lequel étoit la statue du sage, se réunit à l'envoyé de Genève *régénérée*, et à la Convention qui assista à la cérémonie avec le ruban tricolor. La musique exécuta pendant toute la marche les airs du *Dévin du village*, et la cendre de Rousseau reçut le honteux honneur du Panthéon.

La fête de cette apothéose fut un peu troublée par les nouvelles désastreuses qu'on reçut du midi. Une lettre du proconsul Maignet, le Carrier des deux départemens des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse, rappela à quelques membres de la Convention, qui étoient purs encore, celle qui lui avoit annoncé les bateaux à soupapes engloutis sur la Loire par le tourbillon révolutionnaire.

Il y avoit au pied du mont Ventouse un vallon

entrecoupé de défilés, où se trouvoit une commune de Bédouin, qui, jusqu'à ce moment, avoit refusé de plier le genou devant l'idole de la révolution : Maignet avoit fait élever dans son sein un arbre de la liberté, mais qui ne provoquoit aucun hommage. On prétend que le féroce proconsul, redoutant que cette commune rebelle ne devint le foyer d'une nouvelle Vendée, fit, pendant la nuit, couper l'arbre par le pied, pour avoir une occasion d'exécuter une scène de destruction et de carnage.

Quoi qu'il en soit de ce fait, qu'une tradition constante a confirmé, mais qui est trop atroce pour que l'histoire s'en empare avant que les interprètes de la loi aient parlé, l'arbre républicain de Bédouin fut trouvé à la pointe du jour séparé de ses racines : alors l'indignation patriotique de Maignet s'alluma : il faut le laisser parler lui-même ; voici quelques textes de sa lettre à l'assemblée nationale :

« *L'infâme* commune de Bédouin, plus audacieuse que tous les despotes, vient de se soulever contre la volonté nationale, en foulant aux pieds les décrets de la Convention, et en renversant le signe auguste de notre régénération, l'arbre de la liberté.

» Depuis longtemps Bédouin a manifesté sa haine contre la révolution ; cinq commissions successives y ont échoué... Aussitôt que j'ai appris

cet attentat horrible, j'y ai envoyé trois cents hommes, et j'ai tout fait enchaîner, prêtres, nobles, parens d'émigrés, et autorités constituées.

» J'aimois à croire qu'il y auroit quelques individus qui, pénétrés du crime commis dans cette commune, s'empresseroient d'indiquer les coupables pour soustraire leurs noms à l'infamie; mais un silence absolu m'a prouvé qu'ils étoient tous au rang des complices.

» Alors ne voyant dans cette commune qu'une horde d'ennemis, j'ai investi le tribunal criminel du pouvoir révolutionnaire, pour faire tomber tout de suite les têtes les plus coupables; et j'ai ordonné qu'une fois l'exécution terminée, les flammes fissent disparaître jusqu'au nom de Bédouin.

» Puissent périr ainsi tous ceux qui oseront braver la volonté nationale, et méditer de nouveaux complots contre la république! »

Il faut relire deux fois une pareille lettre, pour se persuader qu'il a réellement existé chez une nation civilisée, un être assez atroce, pour faire un délit de lèse-majesté nationale, d'un arbuste renversé, pour en prendre occasion de *faire tout enchaîner, prêtres, nobles et magistrats, de faire tomber des têtes de simples villageois, et d'embraser une commune entière, de manière que son nom même disparaisse.*

Mais enfin, il peut paroître, dans une tourmenterévolutionnaire, plus d'un Carrier, plus d'un Lebon. De pareils attentats, quand ils sont individuels, ne sortent pas des bornes de la vraisemblance. Mais ce qui confond toutes les probabilités humaines, c'est l'assentiment que la Convention donna à cette atrocité, en *approuvant la conduite du représentant du peuple Maignet*, ce sont les termes des procès-verbaux, et en ordonnant l'insertion de la lettre au bulletin des lois.

Il semble que la Convention, en approuvant l'incendie de Bédouin, pour le délit d'un arbre coupé, ne sauroit marcher plus loin dans la carrière des crimes; mais il lui en restoit un plus grand encore à commettre; c'est celui dont elle se rendit coupable envers l'Angleterre, l'Europe et l'humanité, en statuant froidement que des guerriers qui déposaient les armes et se rendoient à leurs vainqueurs, seroient égorgés sur le champ de bataille.

Ce décret, tel qu'il n'en existe dans aucune législation de la terre, est du temps de notre fameuse victoire de Fleurus: il s'agissoit de faire, ce qu'on appelle, dans la langue des Tibère et des Machiavel, *un coup d'état*. L'Angleterre étoit alors la seule puissance qui éclairât l'Europe sur la conjuration de la république pour l'asservir. L'orateur accoutumé du comité de salut public, l'interprète de toutes les fureurs de la mon-

tagne, Barrère, qui étoit dévoué par crainte à Robespierre et qui rachetoit tous les jours sa vie par la vie des autres, fut chargé de faire un rapport contre les Anglais. Le but des désorganiseurs fut parfaitement rempli. Le rapporteur n'hésita pas à dire que la Grande-Bretagne *corrompoit par système l'espèce humaine*; qu'elle en faisoit mourir une partie pour asservir l'autre; que Georges III, le père de ses peuples, étoit *un tyran perfide et atroce*. Ce discours excita, disent les papiers du temps, les applaudissemens les plus vifs. La sentence de mort prononcée contre les soldats de Pitt et du *tyran imbécille qu'il gouverne*, fut partout répétée, et en décréta solennellement, *qu'il ne seroit plus fait aucun prisonnier de guerre Anglais ou Hanovrien*.

Il ne manquoit à cet abominable délit de gouvernement, que de s'en glorifier aux yeux de l'Europe entière; et il fut statué que le discours, ainsi que le décret, seroit traduit dans toutes les langues vivantes, et distribué à chaque membre de l'assemblée nationale, au nombre de six exemplaires.

On se doute combien l'incendie de Bédouin, et le décret contre les prisonniers de guerre, excitèrent de murmures dans Paris. Cette loi sanguinaire portée contre les Anglais étoit aussi un arrêt de mort contre les soldats français qu'on

exposoit à toute la rigueur des représailles. Robespierre le sentit, et il chercha à distraire l'indignation du public en déclamant aux Jacobins contre le duc d'Yorck. Les murmures des gens de bien ne firent que s'accroître, et, quoiqu'écrasés par la terreur, ils parvinrent jusqu'au comité de salut public qui, à la manière des tyrans, ne songea à les réprimer que par de nouveaux attentats. Mais les prisons regorgeoient de victimes, et le tribunal révolutionnaire, tout occupé qu'il étoit à créer des conspirations, ne suffisoit pas à les frapper. Les assassins des Français imaginèrent alors de créer une commission ardente de cinq *sans-culottes*, bien prononcés pour la plus atroce des démagogies, qui se transporteroient dans les maisons d'arrêt, interrogeroient les détenus, et multiplieroient le nombre des infortunés destinés à l'échafaud.

L'arrêté du comité de salut public, qui donna une ombre de légalité à cette mesure inquisitoriale, chargeoit la commission de faire le recensement des *suspects* destinés à être déportés, et de dresser la liste des patriotes injustement arrêtés. Tout le reste des détenus qui ne se trouvoit pas compris dans ces deux classes, devoit être envoyé au tribunal révolutionnaire.

Les cinq commissaires étoient un Thibolot, greffier de la municipalité de Vitry, un Degaloquier, et un Fournierot, membres des comités de

surveillance de leurs sections, le laboureur Laveyron, et l'atroce Subleyras, vice-président du tribunal révolutionnaire.

Ces *sans-culottes* commencèrent leur mission par des espèces d'arrêts de mort. On se flattoit que les sept mille prisonniers, qui étoient alors dans les maisons d'arrêt de Paris, disparaîtroient de son sein, comme le nom de la commune de Bédouin; mais pendant ce temps là, l'orage se préparoit en silence contre le gouvernement le plus oppresseur qui ait jamais existé. Il creva contre Robespierre, et la commission périt avec lui.

C'est à la même époque, et d'après les vues qui firent organiser la commission populaire, qu'on s'avisa de revivifier la fable du massacre des patriotes au bourg de la Chapelle, sous l'administration de Bailly et de Lafayette: ce fut Sergent qui en donna l'idée à la Convention; et, sur sa motion, celle-ci décréta que le comité de sûreté générale rechercherait tous les individus suspects d'avoir trempé dans ce prétendu complot, et les feroit traduire devant le tribunal révolutionnaire.

Cependant, l'indignation publique contre les tyrans de la France, toute concentrée qu'elle étoit, éclatoit de temps en temps, de manière à les exaspérer. Il se trouva des hommes courageux qui se dévouèrent pour délivrer la patrie

des monstres qui la gouvernoient. Un de ceux, parmi ces derniers, qui marquoit le plus dans les annales du crime, étoit Collot - d'Herbois, qui étoit encore tout couvert du sang des Lyonnais, et qui avoit proposé aux Jacobins de faire sauter toutes les prisons pour faire périr d'un seul coup toutes les victimes. Un homme à imagination exaltée, voyant le sommeil de la justice nationale par rapport à ce grand conspirateur, résolut de venger Lyon et la France.

Cet homme s'appeloit *Lamiral*. Il avoit été au service du ministre Bertin, et avoit été placé à la loterie nationale, en qualité de garçon de bureau; il attendit à une heure après minuit, le Phalaris de Lyon dans son escalier, et lui tira un coup de pistolet, au moment où il montoit dans son appartement. L'instrument de mort fit long feu, et le monstre fut sauvé.

Les cris de Collot-d'Herbois appelèrent une patrouille; on monta dans la maison où l'assassin étoit caché; il se défendit, et tira un coup de fusil qui blessa un des soldats; on l'arrêta ensuite, et on le conduisit au tribunal révolutionnaire.

Lamiral ne déguisa point son projet; il déclara que son plan avoit été de tuer tour-à-tour Collot-d'Herbois et Robespierre; qu'il avoit acheté exprès quatre-vingt-dix francs une paire de pistolets; et que si ces armes avoient été bien fabriquées, il auroit rappelé Brutus à la France et à l'Europe.

On l'interrogea particulièrement sur le péril qu'avoit couru Robespierre : il répondit avec une franchise audacieuse, que le matin même il s'étoit rendu à la Convention ; que la longueur et le peu d'intérêt des rapports l'avoient endormi ; que, sans ce sommeil, il auroit tiré un coup de pistolet au tyran, qu'il se seroit tué avec l'autre, et que la France auroit été sauvée.

On lui demanda quel étoit le motif qui l'avoit porté à attenter à la vie de deux représentans du peuple ; il ne dissimula pas que c'étoient leurs crimes : il ajouta qu'il n'avoit pas prétendu commettre des assassinats, mais s'honorer envers la république d'un trait de bienfaisance.

Transportons-nous dans la pensée au 10 thermidor, qui prépara la déportation de Collot-d'Herbois dans les déserts de Sinamari, et amena le supplice de Robespierre. Croit-on qu'alors Lamiral auroit été regardé comme un monstre, par le peuple, dont il vouloit être le Timoléon ? Tant il est vrai que dans les orages révolutionnaires, c'est presque toujours le moment, bien ou mal choisi, qui détermine l'opprobre d'une action ou sa moralité, qui constitue le crime ou la vertu.

Barrière, envoyé par le comité de salut public, pour lier ce meurtre mal exécuté avec la haine publique qu'on vouloit inspirer contre les rois, vint à la Convention faire un rapport véhément contre Lamiral, qui servit par contre-coup à reu-

dre odieuses l'Angleterre et la maison d'Autriche.

» C'est trop peu pour les tyrans de l'Europe, dit-il, d'avoir fait immoler en France Marat et Lepelletier; d'avoir stipulé au milieu de nous pour la guerre civile, pour tous les crimes, pour la noblesse et pour la royauté : il leur faut encore de nouveaux martyrs de la foi républicaine, de nouvelles victimes aux *héritiers égyptes des Capet* et des contre-révolutionnaires qui ont péri sur l'échafaud.

» Il faut aux gouvernemens royaux des forfaits et des assassinats. Qu'on empoisonne, qu'on assassine, est la réponse des tyrans coalisés à nos défis guerriers : quel autre présent pourrions-nous attendre de ces fléaux de l'espèce humaine, qu'on appelle *empereurs et rois* ?

« Oui, partout vous trouvez le fatal génie de l'Anglais. . . ; c'est la même tête, (celle de Pitt) qui dirige les mains qui assassinèrent dans Rome le ministre de paix Basseville, le fer qui dans Paris frappa l'ami du peuple, la guillotine sur Châlier, et les armes à feu sur Collot-d'Herbois.

» Le gouvernement anglais, n'en doutons point, a disséminé la calomnie dans les deux mondes, et vomit parmi nous la guerre et la trahison : il a peuplé Paris de conjurés, et entouré la représentation nationale d'assassins ; mais le peuple veille, la Convention délibère, et le tribunal révolutionnaire agit.

» Heureusement, l'attente de nos farouches ennemis a été trompée; Collot-d'Herbois est au milieu de nous : nous l'avons vu, ce matin, avec *le courage calme qui n'appartient qu'au patriotisme et à la vertu.* »

La Convention chargea le tribunal révolutionnaire de punir l'assassin de ce proconsul de Lyon, qui réunissoit *le patriotisme à la vertu*, et de rechercher avec le plus grand soin les auteurs et instigateurs de cet attentat, commis contre le gouvernement révolutionnaire de la république. Le décret statua, suivant l'usage dans les grands dangers de la patrie, que le rapport seroit traduit dans toutes les langues, et envoyé aux tribunaux, aux districts, aux départemens et aux armées.

L'enthousiasme de la Convention, à la nouvelle que le complot contre les jours de Collot-d'Herbois n'avoit pas réussi, se communiqua aux Jacobins. On y déclara que le républicain qui avoit exposé sa vie pour sauver ceux du martyr de la patrie, étoit *jacobin* de fait; et on délivra à l'instant à ce dernier le diplôme qui l'associoit à la bande honorable des Lebon, des Carrier, des Maignet et des Robespierre.

Cependant Robespierre et Collot-d'Herbois, qui étoient alors en France les génies du mal, ne pouvoient se contenter de faire tomber une seule tête; il leur falloit, comme au Saturne de Carthage, des sacrifices par hécatombes. Collot-d'Her-

bois avoit ses victimes , Robespierre voulut avoir les siennes. Le danger que le premier avoit couru, avoit augmenté sa popularité; Robespierre en fut jaloux, il voulut aussi se présenter comme un martyr de la république : on arrangea en conséquence une conspiration nouvelle, et le sang coula par torrens. Une jeune personne, de l'âge de Charlotte Corday, mais qui n'avoit pas toute son énergie, Cécile Renault, se rendit, dans l'intervalle du procès, chez Robespierre, dans l'unique intention, dit-elle dans son interrogatoire, de voir comment étoit fait un tyran; mais celui-ci restoit aussi invisible que les despotes de l'Orient. La jeune fille témoigna assez d'humeur de ce contre-temps, pour donner des soupçons et se faire arrêter. C'est alors qu'elle dit, dans un mouvement de dépit, que l'innocence de son âge l'empêchoit de dissimuler, *Oui, je donnerois mon sang pour avoir un roi, au lieu des trente mille tyrans qui nous gouvernent.* Ce mot étoit son arrêt de mort, et on la traîna au tribunal révolutionnaire.

Ce tribunal, vendu à la *montagne* et aux sociétés populaires, surpassa leur attente; il enveloppa cinquante-trois détenus dans la prétendue conspiration de Lamiral, et les envoya tous le même jour à l'échafaud.

On voyoit dans cette liste l'ancien gouverneur des Invalides, Sombrenil; il avoit soixante-qua-

torze ans ; le comte de Fleury , le prince de Saint-Mauris , un Laval-Montmorenci et un Rohan-Rochefort, qui jamais n'avoient entendu parler de Laniral, et qui ne connoissoient Collet-d'Herbois que par les gazettes.

Par une abnégation de toute pudeur, Fouquier-Tinville y joignit toute la famille de Sartine, le fils et des Saint-Amaranthe, qui, à l'époque de la tentative de Lamiral, languissoit dans les prisons, et n'avoit au-dehors aucune correspondance. Parmi ces derniers étoit l'épouse du jeune Sartine, âgée de dix-neuf ans, et son frère, beau comme l'Apollon du Belvédère, qui en avoit à peine seize.

La famille Renault fut enveloppée tout entière dans la proscription de la jeune rivale de Corday, son frère, sa tante, ancienne religieuse, et son père, qui avoit soixante-trois ans.

Les cinquante-trois condamnés allèrent tous, vêtus de la chemise rouge des assassins, à l'échafaud.

A cette époque, le tribunal révolutionnaire, qui servoit si bien la prétendue patrie des démagogues, acquit un grand pouvoir. Couthon disserta long-temps à la tribune, sur les moyens de multiplier ces boucheries. Il dit que jamais la justice nationale n'avoit pris une attitude plus imposante, ni déployé plus d'énergie : « le délai pour punir les ennemis de la patrie, dit-il, ne doit être que le temps de les reconnoître : il s'agit moins de

les punir que de les ancantir : l'indulgence envers eux est atroce, la clémence est parricide. »

Le résultat de ces maximes démagogiques fut la présentation d'un projet de réorganisation du tribunal, dont voici les principales dispositions.

On faisoit Dumas président à la place d'Hermann ; on créoit trois vice-présidens ; on donnoit quatre substitués à l'accusateur public Fouquier-Tinville ; on fixoit le nombre des juges à douze, et celui des jurés à cinquante : le tribunal, pour marcher plus rapidement au carnage, se partageoit en quatre sections.

On ne demandoit d'autres preuves de délit pour la peine de mort, qu'un simple document matériel, verbal ou écrit ; et, dans le cas où il existeroit des preuves matérielles ou morales, indépendantes de la preuve testimoniale, on ne devoit point entendre de témoins.

Il étoit dit, que la loi qui accorde pour défenseurs aux républicains calomniés des jurés patriotes, n'en accordoit point aux conspirateurs.

Un membre de la Convention, à la lecture d'un projet de loi aussi atroce, dit avec raison, que s'il étoit adopté tel qu'on le présentoit, il ne lui restoit plus qu'à se brûler la cervelle : mais Robespierre déclara que tout ajournement compromettoit le salut de la patrie ; qu'il n'y avoit pas un seul article qui ne fût fondé sur la justice et sur

la raison ; et l'effroyable réorganisation du tribunal révolutionnaire fut décrétée.

Condamnés maintenant à voir le gouvernement dans le comité de salut public qui ordonne les assassinats, et dans le tribunal révolutionnaire qui les exécute, parcourons rapidement les exécutions sanglantes qui eurent lieu depuis le 10 mars 1793, époque où un premier décret fit juger ce qu'on appeloit alors les délits de lèse-nation, par une commission inquisitoriale, et surtout dans les trois mois dont nous dénonçons les attentats à la justice des siècles. Il est affreux que l'histoire d'une nation long-temps grande et généreuse, se trouve, à cette époque, tout entière dans son martyrologe.

Le premier homme de marque qui fut sacrifié dans ces autodafés de la politique, fut le maréchal de camp Blanchelande, gouverneur de nos Antilles françaises. On l'accusoit d'avoir autorisé des détentions et des déportations arbitraires, et surtout d'avoir protégé un parti contre-révolutionnaire, *qui portoit un pompon de couleur blanche pour signe de ralliement*. L'officier-général attesta le Dieu vengeur, dans le sein de qui il alloit tomber, qu'il n'y avoit pas un mot de vrai dans l'accusation. Il fut condamné à la peine de mort, et la subit le 15 avril. Une brochure du temps que j'ai sous les yeux, et qui a pour titre :

Compte rendu aux sans-culottes, dit au sujet de cette noble victime de la démagogie: « Qu'est-ce qu'une guillotine pour de telles horreurs, et pourquoi de tels monstres n'ont-ils pas plusieurs têtes?.. On souhaiteroit que des hommes tels que Blanchelande eussent mille vies, pour expier dans les tortures leurs sanguinaires atrocités. »

Le 22 du même mois est consacré par un attentat contre cette liberté de la presse, qui passoit pour le Palladium de la république. Le tribunal fit périr l'homme de lettres Clinchamp pour une brochure de quatorze pages, ayant pour titre : *Aux amis de la vérité*, brochure qui, à force de répandre un jour sombre sur les crimes de la Convention, tendoit à provoquer la résurrection de l'ancien régime.

Le 4 mai fut fatal au fermier-général Kolly et à un comte de Beauvoir, né à Constantinople ; on les accusa d'avoir fait revivre une caisse de commerce, dans l'intention révolutionnaire de préparer le discrédit des assignats ; et sous ce prétexte, aussi ridicule qu'atroce, on fit tomber leurs têtes. L'épouse de Kolly, impliquée dans l'affaire, crut se dérober à son sort en se disant enceinte, mais malgré son esprit, ses amis nombreux et la justice de sa cause, elle monta peu de temps après à l'échafaud.

Le 22, arriva le tour d'un Polonais, le général Miasinski ; celui-ci avoit approuvé l'arrestation

des quatre commissaires de l'assemblée nationale par Dumouriez, ce qui, dans la langue révolutionnaire, signifioit être le complice d'un scélérat. Il dit aux juges, après la lecture de sa sentence, qu'ils *assassinoient* celui qui avoit répandu son sang pour la république.

C'est le 18 juin que fut plaidée au tribunal la cause du gentilhomme breton la Guionnais, pour être entré dans un plan d'insurrection en faveur de la royauté, connue sous le nom de conjuration du marquis de la Rouerie; sur les trente-un accusés qui comparurent, deux furent condamnés à la déportation, et douze à la peine de mort; ceux-ci montrèrent dans leurs derniers momens un grand courage; plusieurs, en montant à l'échafaud, crièrent *vive le roi!*

C'est à cette époque qu'Anaxagoras Chaumette, le procureur-général de la commune, fâché de ce que pendant trois mois il y avoit eu si peu de sang versé à la place de la Révolution, disoit au conseil-général de la commune, que d'honnêtes artistes s'occupoient en ce moment à faire des guillotines à trente colliers, qui feroient tomber trente têtes à la fois.

Cependant, malgré le projet de la machine infernale, les démagogues de cette époque, qu'on appelle l'an 2 de la république, n'envoyèrent au supplice leurs ennemis que de loin en loin; on ne voit guère parmi ces nobles victimes, qu'un gé-

néral Lécuyer et un fils naturel du prince Charles de Lorraine, outre Custines et la célèbre Charlotte Corday, dont la mort occupe une place distinguée dans cette histoire.

Le 6 octobre, si fameux dans les annales du crime, coûta la vie au député Gorsas, mis hors de la loi, et à la belle-mère de Pétion, qui n'avoit pas trempé dans les attentats de ce régicide.

De là jusqu'aux premiers jours de 1794, le tribunal révolutionnaire fit un pas de géant vers la terreur.

Il fit périr, parmi les hommes dévoués à la république, le ministre des affaires étrangères Lebrun, le député Cussy, qui mourut plein de remords d'avoir servi avec quelque talent la cause de la démagogie, les trois généraux Brunet, Houchard et Lamarlière, et jusqu'à deux femmes qui méritoient un autre sort, Olympe de Gouges qui avoit fait des pièces de théâtre républicaines, et la célèbre Roland, veuve du ministre de l'intérieur, qui avoit été chère aux Jacobins, et qui tomba sous leurs coups avec un courage qui auroit dû les faire rougir.

Parmi les personnes connues pour regretter l'ancienne monarchie, on distinguoit le baron de Dietrich, de l'académie des sciences, et maire de Strasbourg, la fameuse comtesse du Barry, le duc du Châtelet et le vieux ministre des finances Laverdy ; on avoit jeté un sac de bled dans le résér-

voir d'une terre qui appartenoit à ce dernier, et on l'accusa ensuite d'avoir voulu livrer la république aux horreurs de la famine.

D'autres victimes du tribunal de sang excitèrent aussi quelque intérêt; l'ancien membre de l'assemblée constituante Barnave, le ministre de la justice Duport-Dutertre, l'ingénieur Rabaut St.-Étienne, et le député de la Convention Kersaint, qui s'étoit lavé avec tant de courage du délit d'avoir siégé avec une cohorte de régicides.

L'année 1794 s'ouvrit par le supplice de deux hommes que leur sort devoit rapprocher des rois, qui servirent les républicains, et par reconnaissance en furent égorgés, c'étoient le maréchal de Luckner et le général Biron.

Deux évêques apostats qui avoient prêté le serment constitutionnel les suivirent, l'abbé Goutte et l'abbé Lamourette, l'un évêque d'Autun et l'autre de Lyon: aucun des partis n'honora de regrets leur odieuse mémoire.

La démagogie ne pardonna pas plus à ses ennemis qu'à ses complices; elle fit tomber pendant quatre mois un grand nombre de têtes distinguées; dans la robe, celle du président de Salaberry et des intendants de Bourbonnais et de Rouen, Réverseaux et Monthyon; dans le commerce, celle de Laborde, l'ancien banquier de la cour, ainsi que celle du plénipotentiaire Mesnard de Chousy dans la diplomatie.

Quant à la noblesse, tout ce qui se laissa traîner aux comités révolutionnaires fut puni de n'avoir pas émigré. On fit périr impitoyablement un comte de Barbotan, maréchal de camp, ainsi que le marquis de Balleroy et deux femmes titrées, qui cherchoient dans leurs terres à se faire oublier des désorganiseurs ; la marquise de Marboeuf, sœur de la maréchale de Lévis, et une marquise de Dureta, née la Rochefoucault.

Dans ce période d'atrocités que je me contente de parcourir à grands traits, il y a deux hommes qui méritent une attention particulière, c'est le duc d'Orléans et Bailly, premier maire de Paris et membre de trois académies.

Le duc d'Orléans, espèce de Catilina sans génie et sans moyens, après l'affreuse journée du 6 octobre, à laquelle il coopéra, et la mort de Louis XVI qu'il osa voter, ne tarda pas à subir la destinée des traîtres ; il fut puni par ses complices. Marat, qu'il faisoit dîner avec lui au Raincy, fit donner un décret qui l'enveloppoit dans la disgrâce des Bourbons ; ensuite on l'accusa d'intelligence avec Dumouriez, et sous ce prétexte on l'envoya prisonnier au fort St.-Jean à Marseille. Rulh voulut en vain le sauver, d'après l'examen de ses papiers, qui ne pouvoient le compromettre. La faction qui l'avoit eu long-temps pour chef, mais qui vouloit sa mort, le fit transférer à Paris pour le faire juger par le tribunal révolutionnaire.

Fonquier-Tiuville interrogea ce prince d'après un acte d'accusation composé par le farouche Amar; il lui demanda s'il avoit eu des intelligences particulières avec Brissot, Pétion et d'autres conspirateurs; il lui reprocha d'avoir mis sa fille *entre les mains de la Genlis, femme adroite et perfide, qui depuis osa émigrer*. Après ces questions insignifiantes, il lui en fit d'autres qui pouvoient amener des réponses de caractère.

N'est-ce pas par suite d'une combinaison, que vous avez voté la mort du *tyran*, tandis que Sil-lery, votre complice, a voté contre elle? —

« Non, j'ai voté *en mon ame et conscience*. —

« N'avez-vous pas dit à un député : *Que me demanderas-tu, quand je serai roi?* —

« Jamais je ne tins un pareil propos. —

« Et si c'étoit Poul-tier à qui vous l'auriez tenu, et qui vous répondit : *Je te demanderois un pistolet pour te brûler la cervelle?* —

« Je persiste à nier le fait. —

« Quels sont les motifs de votre prétendue mission en Angleterre? —

« On savoit que j'étois lié avec le parti de l'opposition, et alors on vouloit la paix avec cette puissance. —

« Avez-vous eu connoissance des manœuvres criminelles de Dumouriez? —

« Non. —

« Vous en imposez aux jurés, puisque ce cons-

pirateur étoit votre créature, puisque votre fils commandoit sous ses ordres, et qu'il a partagé sa fuite.»

« Je n'ai jamais reçu de Dumouriez que deux ou trois lettres, où la chose publique n'étoit pour rien. »

Voidel, l'ami de d'Orléans (il étoit digne de ce nom) répondit aux accusations de Fouquier-Tinville; son plaidoyer fut verbeux et froid: on défend toujours mal l'homme que le cœur condamne. Le président Hermann, sur la déclaration unanime du jury, prononça contre le premier prince du sang la peine de mort.

D'Orléans retrouva, en entendant la fatale sentence, un peu de ce courage que l'immoralité de sa vie avoit paru étouffer. *Il suffit*, dit-il, *marchons à la mort*; ensuite il traversa, la tête haute et défiant ses juges, la salle d'audience, et monta avec légèreté sur la charette funèbre, où il se plaça entre deux compagnons de son infortune, le député Coustard et un pauvre serrurier, à qui il prodigua vainement de nobles consolations. Un peuple immense le suivoit, l'accablant d'imprécations, et remerciant le ciel de ce que le trône auquel il avoit tant aspiré s'étoit converti en échafaud. Le prince ne parut en aucune manière ému; c'est le seul jour, depuis 1789, où il se montra homme et du sang des rois; son regard étoit à la fois assuré et modeste, son attitude fière et dé-

cente. Ses conducteurs eurent la barbarie de le tenir long-temps arrêté devant son palais; il s'amusa à en lire les inscriptions nouvelles, ensuite se retournant du côté opposé, il parut mesurer de l'œil la hauteur du château-d'eau; c'est avec la même intrépidité qu'il monta les marches de l'échafaud : il sembloit que l'opprobre de sa vie dût s'expier par le courage de sa mort. D'Orléans fut exécuté à la même place, où son vote perfide avoit fait tomber la tête de Louis XVI.

Quatre jours après, une autre victime, moins coupable, l'infortuné Bailly, dans un supplice infiniment plus douloureux déploya encore plus de courage.

Bailly fut, sans s'en douter, un des fondateurs de la république française, et il fut loin de pressentir qu'il en seroit une des premières victimes. Cette république n'étoit, dans son intelligence, qu'une rêverie platonique; elle devint, dans celle des désorganiseurs, une torche d'incendie qui mit le feu dans l'Europe.

Dès qu'il se vit arrêté, il crut à la justice des démagogues et aux lumières d'un tribunal révolutionnaire; alors il se mit à composer une apologie bien prudente, bien froide, de la fameuse journée du Champ-de-Mars, dont on lui faisoit un délit inexpiable. Les jurés ni les juges ne s'avisèrent de lire la brochure; ils l'avoient déjà condamné sans le voir ni l'entendre, le jour où on

l'amena à la Conciergerie, de sorte que son vague interrogatoire ne servit qu'à donner un motif apparent à sa sentence.

Son acte d'accusation portoit, qu'abusant de la confiance du peuple, il avoit, de concert avec Lafayette, favorisé l'évasion de *Capet*, de sa femme et de la famille du *tyran*, servant de tous ses moyens le complot ourdi aux Tuileries contre la souveraineté du peuple ;

Qu'ensuite il avoit osé mettre en vigueur au Champ-de-Mars l'odieuse loi martiale, et qu'il s'étoit présenté sur cette espèce de champ de bataille, à la tête d'une force armée considérable, pour *jouer du plaisir de faire égorger ses frères*. L'acte ajoute, pour prouver la *scélératesse* de Bailly, qu'au lieu de diriger le feu de l'artillerie sur les assaillans, il fit tirer sur les citoyens paisibles et sans armes assis sur les gradins, qui ne furent avertis du péril qu'en recevant la mort.

Le seul style de cet acte devoit donner une idée du jugement. Bailly, toujours confiant, toujours jugeant les hommes d'après de vains systèmes, ne crut à la perversité du tribunal que quand on lui lut le dispositif de la sentence qui l'envoyoit à l'échafaud.

Quelles que fussent les erreurs politiques de Bailly pendant ses administrations, il aima la patrie pour elle-même ; en général, il fut persécuté pour le bien qu'il fit, et non pour les fautes d'inex-

périence qui lui échappèrent. L'Histoire, en plaignant sa destinée, peut seule expier le crime de son supplice. Quelques écrivains l'ont jugé très-sévèrement; nous-mêmes nous l'avons jugé avec rigueur, mais notre jugement s'adoucit devant son échafaud, et nous ne nous sentons pas le courage de condamner ceux qui ont été condamnés par le tribunal révolutionnaire.

Son supplice fut horrible; la sentence portoit que l'infortuné seroit exécuté au Champ-de-Mars; que le drapeau rouge seroit attaché à la voiture du bourreau et brûlé ensuite de ses mains. On fit durer la marche de la victime pour prolonger son agonie; ensuite, quand l'échafaud fut dressé, on le changea de place, ce qui demanda deux heures de travail. Bailly promenoit d'un air calme ses regards sur cette multitude, dont il sembloit déplorer l'égarement; les mains liées derrière le dos, il se couvoit tranquillement sa tête inondée par une pluie qui tomboit à torrens. Un tigre à figure humaine lui ayant dit avec ironie : *Bailly, tu as peur*, il se contenta de répondre : *Non, mais j'ai froid*. Enfin, après avoir bu jusqu'à la lie ce calice de l'ignominie; le président du jeu de paume, le premier maire de Paris, vit donner le signal de sa mort par le même peuple dont il avoit été l'idole.

Jusqu'au mois de mai, il y avoit eu une sorte de modération dans le nombre des victimes du

tribunal révolutionnaire ; mais à cette nouvelle époque , le sang humain coula à torrens sur l'échafaud ; les quatre premiers jours , soixante-cinq personnes de tout âge et de tout sexe furent condamnées à mort , parmi lesquelles Anisson-Duperron , directeur de l'imprimerie royale , et trente-cinq infortunés de Verdun , sur la tombe desquels le chantre de *la Pitié* , qui vient enfin de se faire entendre , a jeté quelques fleurs ; on ne fit grâce qu'à deux jeunes filles de dix-sept ans , si cependant on peut donner ce nom à vingt ans d'emprisonnement , qu'on substitua au dernier supplice.

Le 5 du même mois , en vit condamner à la fois trente-cinq , parmi lesquels étoient le général Lafferrière , le comte de Béthune-Charost , l'amiral d'Estaing , le duc de Villeroy , le ministre de la guerre Latour du Pin , le premier président du grand conseil Nicolai , le lieutenant de police de Crosne et le lieutenant civil Angrand-d'Alleray. Quand le président du tribunal demanda l'âge du dernier , et que celui-ci répondit , *soixante ans* , une voix de l'assemblée ajouta , *de vertus* ; ce suffrage honorable fut son arrêt de mort.

Les quatre jours suivans coûtèrent la vie à quatre-vingt-sept infortunés , dont on regretta surtout le lieutenant-général Choiseul-la-Baume , et douze grenadiers du bataillon des Filles-St.-Thomas qui , avant le 10 août , avoient servi avec quel-

que énergie la cause des lois, des mœurs et de l'ancienne monarchie.

C'est le 8 de mai que périrent, d'après un rapport platement infidèle de Dupin, vingt-huit fermiers généraux, parmi lesquels étoit le célèbre académicien Lavoisier, qui n'avoit vécu que pour la gloire des lettres et le bonheur des hommes; on lit dans la sentence du tribunal révolutionnaire, qu'ils étoient convaincus *d'avoir mis dans le tabac de l'eau et des ingrédients nuisibles à la santé des citoyens qui en faisoient usage.*

Le 10 vit trainer à l'échafaud vingt-cinq victimes, dont les deux Loménie, l'ancien ministre de la guerre et le coadjuteur de Sens, la veuve du ministre Montmorin et la marquise de Sennosan, sœur de l'illustre Malesherbes; sur la même charrette étoit la princesse Élisabeth, à laquelle nous consacrerons un chapitre particulier dans cette histoire.

De cette époque jusqu'au 1^{er} juin, le tribunal semble se reposer, car on ne compte en tout que cent soixante-sept victimes traînées à l'échafaud; c'étoient presque tous des plébéiens. Ce qui prouve que la démagogie, quand elle a en main la toute-puissance, frappe indifféremment ses soldats et ses ennemis. On distingue dans l'autre classe la baronne de Saisseval, le constituant de Marguerite, et quelques fermiers généraux qui avoient

échappé à la première proscription. Le conseiller au parlement Fréteau avoit défendu sa cause avec tant de chaleur et de vérité, que d'après les applaudissemens de l'auditoire, les jurés furent contraints de l'absoudre; mais le comité de salut public s'indigna qu'on eût été juste envers un conseiller au parlement; quelque temps après on le remit en cause, et il expira à son tour sur l'échafaud.

Les treize premiers jours du mois de juin, la foudre révolutionnaire ne tomba encore que sur des plébéiens; il y en eu deux cent treize: dans ce nombre, on ne voit guère d'hommes connus qu'un colonel anglais qui s'appeloit Newton, et que le nom illustre de l'auteur de la *Gravitation*, nom qui appartient à l'Europe entière, ainsi que la gloire qui l'accompagne, ne put dérober à l'échafaud.

Il y eut dans l'intervalle seul du 14 au 18, cent soixante-deux personnes condamnées à mort, parmi lesquelles le comte de Camache, le prince de la Trimouille, vingt-six membres du parlement de Toulouse, et les nombreuses victimes qui, ainsi que je l'ai annoncé, accompagnèrent, en qualité d'assassins, Lamiral au supplice.

De là, jusqu'au premier juillet, on exécuta trois cent trois prisonniers à la Grève révolutionnaire, parmi lesquels trente-six périrent pour

la prétendue conspiration des prisons : on y distingua le fameux satirique Linguet, le père de la duchesse de Polignac, le maréchal de Mouchy et sa femme, le prince de Broglie, la duchesse et la maréchale de Biron, le frère du ministre Saint-Priest, le marquis de Guiche, et un page d'Adouville, frère adultérin de Louis XVI.

On compte dans les sept premiers jours de juillet une boucherie de deux cent dix-sept personnes condamnées à mort, dont l'intendant des menus Papillon de la Ferté, la comtesse de Boisgelin, le premier président de la chambre des comptes Nicolai, deux gentilshommes du beau nom de Fénélon, vingt-deux magistrats qui restoient de l'ancien parlement de Toulouse, et trois généraux révolutionnaires.

La liste sanglante, jusqu'au 23 juillet, porte trois cent soixante noms presque tous obscurs, excepté un jeune Nicolai, à peine dans l'adolescence, qui avoit parlé avec quelque chaleur pour sauver son père, premier président de la chambre des comptes, un procureur-général du parlement de Rennes, du beau nom de la Chalotais, et le fils du grand Buffon.

Le 23 juillet vit périr à la fois cinquante-cinq infortunés : l'intérêt public se porta sur Boucher d'Argis, qui avoit écrit avec chaleur sur l'affreuse nuit du 6 octobre, sur le prince de Mont-

bason, le comte de Soyecourt, le général Beauharnais, et un prince allemand du nom de Salm-Kirbourg, qui, pour prix des sacrifices qu'il avoit faits en faveur de la révolution française, ne s'attendoit guère qu'un peuple hospitalier l'enverroit à l'échafaud.

On vit, au 24 et au 25, tomber soixante et quinze victimes, parmi lesquelles on comptoit les deux comtes de Vergennes père et fils, le duc et la duchesse de St.-Aignan, le marquis de Roquelaure, le baron de Trenck, opprimé si longtemps par Frédéric le Grand, roi de Prusse, les deux hommes de lettres André Chénier et Roucher, l'abbé d'Espagnac et une abbesse vénérable de Montmartre, du nom de Laval-Montmorency.

Enfin, le 26 et le 27 coûtèrent la vie à quatre-vingt-dix-huit accusés, tant illustres que vulgaires : on nommoit parmi les premiers le comte de Crussol-d'Amboise, le duc de Clermont-Tonnerre, l'évêque d'Agde, Saint-Simon, la première présidente du parlement de Toulouse, les comtesses de Narbonne et d'Ossun, la princesse de Chimay et la maréchale d'Armentières.

Une héroïne qui excita encore plus d'intérêt est la princesse de Monaco, qui ne périt que parce qu'elle portoit sur elle 30,000 francs de diamans ; elle avoit montré dans sa prison de Sainte-Pélagie tout le calme de l'innocence, et toute la sérénité de la vertu. Une heure avant

de comparoitre au tribunal révolutionnaire, un détenu lui fit entendre que si elle vouloit se déclarer enceinte, elle conserveroit la vie; mais elle ne voulut pas la devoir à un mensonge qui pouvoit la faire rougir. Le conseil, cependant, s'il n'étoit pas bon, étoit du moins utile; car trente heures après, une révolution nouvelle vint: les longs attentats d'une tyrannie de quinze mois furent dévoilés; et, malgré les Jacobins, la commune conspiratrice de Paris et l'inertie de la masse des gens de bien, il n'y eut plus que le sang impur des démagogues qui coula sur les échafauds.

CHAPITRE XIV.

Procès de la princesse Elisabeth. — Supplice de Malesherbes.

AVANT que ces deux personnages célèbres scellassent de leur sang la cause des lumières et de la vertu, quelques infortunés, moins faits par leur naissance ou par le rôle qu'ils jouoient dans la république pour fixer les regards de leurs contemporains, avoient montré un dévouement digne de l'âge d'or de Rome ou du Péloponèse : des femmes surtout avoient donné à cet égard un grand exemple aux hommes. Je trouve à la tête de la *Philosophie du bonheur* une anecdote en ce genre, qui mérite de servir d'introduction à l'histoire des malheurs de la sœur auguste de Louis XVI.

Il y avoit dans Sainte-Pélagie une dame du nom de Vilaines, épouse d'un lieutenant-général du présidial de Riom, appelé d'Avaux, qui, pendant quarante-deux ans d'administration, avoit toujours passé pour l'Aristide de son département. L'infortuné, outre le poids de l'âge, avoit encore d'effrayantes infirmités : on le destina, à cause de son austère probité qui n'éclaircit que trop la rapacité des *sans-culottes*, à com-

paraître devant le tribunal de Fouquier-Tinville. Sa digne épouse vit bien qu'une route de quatre-vingts lieues, sans secours, sans médecin, au milieu des imprécations d'un peuple égaré, étoit un arrêt de mort, et elle voulut partager le sanglant sacrifice. Elle n'avoit contre elle aucun mandat d'arrêt; et libre, elle monta sur la charrette des gendarmes, pour rendre à son époux tous les services de la tendresse et de la vertu. Il est probable que cette victime volontaire fut jugée de bonne prise par les tigres aux ordres des décemvirs; car à son arrivée à Paris, elle fut renfermée elle-même à Sainte-Pélagie, et traduite quelques mois après au tribunal révolutionnaire.

O honte! ô crime! ma plume chancelle, et mes larmes amères ne peuvent couler: cette femme connue par soixante ans d'estime publique, cette héroïne de l'amour conjugal, cette nouvelle Arrie à qui Rome auroit érigé une statue, et bien! treize minutes d'interrogatoire ont décidé de son sort; et elle a péri sur l'échafaud, à côté de son époux innocent qu'elle tenoit embrassé.

La princesse Élisabeth, séparée à Versailles de la sensible d'Avaux, par l'intervalle de la puissance, mais rapprochée d'elle dans sa prison du Temple par son inaltérable vertu, avoit l'âme douce et expansive de Fénelon: elle ne s'occupoit qu'à doter les jeunes personnes d'une noblesse indigente, à procurer aux autres des travaux com-

patibles avec leur délicatesse, et à rendre heureux tout ce qui l'approchoit. Le jour où Louis XVI décida qu'elle seroit inoculée, elle fit de son côté inoculer soixante jeunes filles de Versailles ou des environs, qu'elle combla en même temps de bienfaits.

Il y a en ce genre un trait inoui peut-être dans la cour des rois. La princesse Élisabeth avoit beaucoup d'amitié pour la fille ingénue et vertueuse d'une dame de sa maison : celle-ci n'avoit d'autre dot que son innocence, et il se présentoit un parti avantageux qui exigeoit cinquante mille écus. Il eût peut-être été aisé de faire concourir le roi aux frais de cet établissement ; mais l'état étoit obéré, et Élisabeth sentoit que ce n'étoit pas à des peuples déjà écrasés à payer les bienfaits de ceux qui les gouvernent. Louis XVI, en composant sa maison, lui avoit accordé, outre un fonds pour son entretien qu'on appeloit *la cassette*, un revenu fixe de 25,000 francs pour ses diamans et ses bijoux ; elle obtint du monarque que ces 25,000 francs seroient comptés pendant six ans de suite au mari de sa protégée, pour constituer sa dot ; et pendant tout ce temps elle se passa de diamans, disant que toutes les parures de ce genre ne valoient pas un bienfait.

Il fut un temps où Élisabeth, entraînée par l'exemple de sa tante, religieuse à St. Denis, désira de prendre le voile ; mais Louis XVI la re-

tint auprès de lui par un seul mot : *ma sœur, j'ai besoin de vous* ; tout ce qui partoit du cœur faisoit son effet sur cet enfant de la nature, qui n'exista jamais que pour elle, pour une piété éclairée et pour la vertu.

La sœur de Louis XVI avoit un grand sens et jugea toujours très-bien les héros de la révolution française. Parmi les hommes hideusement célèbres, à qui les factieux en donnèrent le nom, le duc d'Orléans fut celui qu'elle apprécia le mieux ; lorsqu'on lui représentoit que sa popularité dangereuse un jour le feroit roi, elle répondoit qu'il ne seroit alors qu'un roi fainéant, gouverné par le maire du palais Mirabeau. A l'époque de l'évasion de la famille royale à Varennes, elle dit sur ce prince un mot encore plus profondément raisonné : « d'Orléans a manqué son coup, son ambition sans moyens l'a perdu ; il ne tenoit qu'à » lui d'être régent, le conseil secret des désorganisateurs le vouloit, et son refus préserve à jamais la France du malheur de l'avoir pour » maître.

Le vrai triomphe d'Élisabeth fut à la journée effroyable du 20 juin, où Santerre avec les rebelles des sociétés populaires et des Faubourgs, osa traîner une pièce de canon jusque dans l'appartement du souverain, pour en briser les portes. La princesse fut presque toujours à côté de son frère, l'entretenant avec feu, pour l'empêcher

d'entendre les injures qu'on lui prodiguoit, et le protégeant de son corps contre les baïonnettes : ce n'étoit point à sa personne qu'on en vouloit, cependant elle fut sur le point d'être la victime de son dévouement. Quelques-uns des cannibales la prirent pour la reine, et crièrent dans la langue cynique du père Duchesne : « Voilà l'autrichienne, il faut l'égorger. » Quelques Gardes du corps s'empressèrent de désabuser ces furieux en la nommant : *eh ! pourquoi*, dit l'héroïne, *ne pas leur avoir laissé croire que j'étois la reine ? Vous leur auriez peut-être épargné un grand crime.* Le mot est sublime, et il l'est d'autant plus, que le mauvais esprit des cours entretenoit alors entre les deux princesses de la mésintelligence.

La prison d'Élisabeth à la tour du Temple, fit peu d'impression sur elle, parce qu'elle y étoit avec son frère et sa famille, et que les tyrans n'ôtent rien à leurs victimes, quand ils leur laissent la jouissance de la nature. Ce ne fut qu'au supplice du roi qu'elle vit un mur immense s'élever entre elle et le bonheur ; cependant la reine, sa nièce, et Dieu surtout lui restoient, et elle ne crut pas que sa douleur lui dit de mourir.

La translation de la reine à la Conciergerie, commença à lui dessiller les yeux ; la scène qu'elle occasionna est déchirante ; ce fut au milieu de la nuit, que les satellites de la mort entrèrent à la tour et commandèrent impérieusement à Marie-

Antoinette de se lever ; madame Royale , réveillée par les sous rauques de leurs voix effroyables , fit un cri de terreur qui pénétra dans la chambre où reposoit Élisabeth : elle accourt avec précipitation , et trouve sa belle-sœur qui d'un air calme et majestueux tentoit de rassurer une fille éperdue qui la tenoit enlassée dans ses bras : « Ma fille , disoit la reine , je reviendrai , je parlerai à mes juges , jamais des Français n'oseront condamner une étrangère qu'ils n'ont pas droit de juger. » — « O ma mère ! s'écrioit la jeune infortunée , ils ont bien fait mourir mon père qui ne leur fit jamais que du bien. » Élisabeth contint ses pleurs prêts à s'échapper , fit asseoir madame Royale sur ses genoux , et rompit ainsi l'entretien.

La reine , prête à quitter la tour du Temple , prit la main d'Élisabeth , et la portant sur son cœur , *adieu* , dit-elle à demi-voix , pour n'être entendue que d'elle , *adieu pour toujours... je lègue ma fille à votre tendresse* ; les gardes ne lui permirent pas d'en dire davantage , Marie-Antoinette sortit , et alla mourir.

Élisabeth , depuis sa détention au Temple , s'étoit accoutumée à toutes les privations ; on lui ôtoit l'un après l'autre tous les petits meubles nécessaires aux ouvrages de l'aiguille , qui pouvoient servir à la distraire. On trouve à cet égard une anecdote touchante dans les précieux mémoires de Cléry : un jour la princesse recusoit des habits

du roi tombés en lambeaux, et n'ayant point de ciseaux elle rompoit le fil avec ses dents : « quel contraste, dit Louis XVI, qui la fixoit avec attendrissement, il ne vous manquoit rien dans votre joli château de Montreuil. — Eh ! mon frère, répond la princesse, est-ce que je puis avoir des regrets, quand je partage vos malheurs ? »

Les privations d'Élisabeth augmentèrent à mesure qu'elle approchoit du terme de sa carrière ; on ne la nourrissoit, ainsi que sa nièce, que des alimens les plus grossiers ; on n'entretenoit point leur mince garde-robe, à peine on leur permettoit d'avoir de la lumière ; et l'on sent combien ces petits supplices, répétés à tous les instans, devoient être sensibles pour des filles de rois, accoutumées dès le berceau à toutes les jouissances.

On parut oublier pendant quelques mois Élisabeth dans sa prison : déjà le soleil du printemps commençoit à pénétrer dans la froide enceinte de la tour où elle étoit renfermée ; déjà la princesse faisoit avec sa nièce des plans de travail, pour les longs jours qu'annonçoit le réveil de la nature ; mais Robespierre vivoit encore, il tourmentoit la France entière de sa toute-puissance, et il ordonna à la Convention de tirer l'ange du Temple, pour le trainer à l'échafaud.

Ce fut le 9 mai, à sept heures du soir, que cette intéressante victime de la démagogie fut arrachée des bras de madame Royale pour être conduite à

la conciergerie. A peine arrivée dans ce sinistre séjour, elle fut interrogée en secret, car ses farouches ennemis craignoient, que si elle faisoit parler, devant un nombreux auditoire populaire, son courage et sa sensibilité, leur proie ne leur échappât. Cet interrogatoire secret ne fut point transmis dans les journaux officiels du temps, mais on le trouve dans le livre qui a pour titre *le procès des Bourbons*, ainsi il n'est pas perdu pour l'histoire.

Élisabeth comparut devant un tribunal où ne siégeoient que trois hommes : Delège, un des vice-présidens de la chambre ardente révolutionnaire, Fouquier-Tinville, le génie du mal qui l'inspiroit, et Ducray, le greffier, qui écrivoit dans l'esprit du jour, les interpellations et les réponses.

« Avez-vous, dit Delège, conspiré avec le dernier tyran contre la sûreté et la liberté du peuple Français? —

» J'ignore, répond la princesse, à qui vous donnez ce titre de tyran; mais je n'ai jamais désiré que le bonheur des Français. —

» Avez-vous entretenu des intelligences avec les ennemis intérieurs et extérieurs de la république, et notamment avec les frères de Capet? Ne leur avez-vous pas fourni des secours d'argent? —

» Je n'ai jamais connu que des amis des Français: jamais je n'ai fourni de secours à mes

frères, et depuis le mois d'août 1792 je n'ai reçu de leurs nouvelles, ni ne leur ai donné des miennes. —

» Leur avez-vous fait passer des diamans? —

» Non. —

» N'avez-vous pas eu connoissance que le voyage de votre frère et de votre belle-sœur, le 18 avril 1791, pour Saint-Cloud, n'avoit été imaginé que pour saisir l'occasion de sortir de France? —

» Je n'ai eu d'autre connoissance de ce voyage, sinon que mon frère, alors malade, vouloit aller à la campagne, pour y respirer un air pur. —

» N'est-ce pas à votre sollicitation. . . . que Capet a fui de Paris dans la nuit du 20 au 21 juin 1791 (pour aller à Varennes)? —

» J'ai appris dans la journée du 20 que nous devions tous partir la nuit suivante, et j'ai obéi aux ordres de mon roi. —

» Le motif de ce voyage n'étoit-il pas de sortir de France et de vous réunir aux émigrés et aux autres ennemis du peuple Français? —

» Jamais mon frère ni moi n'avons eu l'intention de quitter la France. —

» Je vous observe que cette réponse ne paroît pas exacte : car il est notoire que Bouillé avoit donné des ordres à différens corps de troupes, de protéger votre évasion ; et que tout étoit préparé

à l'abbaye d'Orval, située sur le territoire autrichien, pour vous recevoir. —

» Mon frère devoit aller à Montmédy, et je ne lui connois point d'autres intentions. —

» Avez-vous connoissance des conciliabules secrets tenus chez Marie-Antoinette, ci-devant reine de France, et connus sous le nom de comité autrichien? —

» J'ai parfaitement connoissance qu'il n'y en eut jamais. —

» Qu'avez-vous fait, la nuit du 9 au 10 août? —

» Je suis restée dans la chambre de mon frère, où nous avons veillé. —

» Cette même nuit, n'avez-vous pas été, avec Marie-Antoinette, dans une salle où étoient les Suisses occupés à faire des cartouches? —

» Je n'y ai pas été, et n'ai nulle connoissance qu'il existe une pareille salle. »

Cet interrogatoire, où Élisabeth, sans compromettre son courage, tint un langage si mesuré, rassura ses ennemis sur le danger de la faire parler devant un nombreux auditoire. Dès le lendemain, on l'amena à la salle d'audience, avec vingt-quatre infortunés, qui eurent le douloureux honneur d'être associés à son jugement.

L'acte d'accusation de Fouquier-Tinville respiroit son ame de sang : « C'est au moment, dit-il, où l'excès de l'oppression a forcé le peuple à briser ses chaînes, que la famille ci-devant royale

s'est réunie pour le plonger dans un esclavage plus cruel que celui dont il sortit. Ces forfaits amoncelés de Capet, d'Antoinette, de ses frères et d'Élisabeth sont trop connus, pour qu'il soit nécessaire d'en tracer ici le tableau : ils sont écrits en caractères de sang dans les annales de la révolution. . . .

» Élisabeth a coopéré à toutes les trames, à tous les complots ourdis par ses infâmes frères, par . . . Antoinette, par toute la horde de conspirateurs qui s'étoient réunis autour d'eux. Elle a encouragé tous les assassins de la patrie, les complots de juillet 1789, et la conjuration du 6 octobre. C'est elle qui, en juin 1792, a fait passer à d'Artois, son frère, des diamans qui étoient une propriété nationale.... C'est elle qui vouloit, par l'orgueil et le dédain le plus humiliant, avilir les hommes libres qui consacroient leur temps à garder le tyran. C'est elle qui prodiguoit des soins aux assassins envoyés aux Champs-Élysées, pour provoquer les braves Marseillais, et qui pansoit leurs blessures. Élisabeth avoit médité, avec Capet et Antoinette, le massacre des citoyens de Paris, au 10 août. Elle aidoit la barbare Antoinette à mordre les balles ; . . . et, trompée dans son espoir, conduite à la salle de la souveraineté nationale, elle révoit encore aux moyens d'égorger les représentans, au milieu desquels elle avoit été chercher un asile. »

On doute si l'on est éveillé, quand on lit ce dégoûtant libelle, où toutes les épithètes sont des injures, où tous les argumens sont des sophismes, où tous les faits cités sont des calomnies : il n'y avoit qu'un Fouquier-Tinville qui pût imaginer de pareilles horreurs, comme il n'y avoit qu'une populace de *sans-culottes* qui pût les entendre, et une princesse Élisabeth qui pût les pardonner.

La lecture de ce libelle fut suivie d'un interrogatoire public, pareil à peu près à celui qui avoit été fait en secret la nuit du 9; les mêmes interpellations absurdes ou injurieuses amenèrent les mêmes réponses.

L'affreux Dumas, qui présidoit le tribunal, consulta ensuite les jurés, qui, d'après la conscience de l'accusateur public (ils n'en avoient point d'individuelle), se réunirent à l'unanimité à la peine de mort : alors il prononça la sentence.

Elle portoit qu'il avoit existé des conspirations formées par Capet, sa femme et sa famille, pour assassiner le peuple et anéantir la liberté; qu'Élisabeth et vingt-quatre autres accusés étoient convaincus d'en être les complices; et que la loi les condamnoit tous à la peine de mort.

Élisabeth, quand elle entendit cet effroyable arrêt, ne changea pas de visage. Elle avoit appris, en entrant à la Conciergerie, la destinée de la reine, et dès ce moment elle avoit désiré de s'y réunir. Lorsqu'elle se trouva seule avec les infor-

tunés, qui devoient l'accompagner à la place de la Révolution, elle s'oublia tout à fait pour ne leur parler que d'eux-mêmes. Elle leur montra les portes du ciel ouvertes pour les recevoir; leur dit qu'il étoit de leur intérêt d'aller trouver une patrie qui ne pouvoit être ingrate; et sembla semer de fleurs jusqu'aux marches de l'échafaud.

Je tiens d'une personne qui eut le courage de suivre le char funèbre, où les vingt-cinq victimes de la démagogie étoient entassées, depuis le Palais de Justice jusqu'à la place de la Révolution, qu'Élisabeth conserva, tout le long de la route, une attitude noble et tranquille; elle causa avec la sœur de Malesherbes et la veuve du ministre Montmorin, comme si elle eût encore été dans la galerie de Versailles, sans faire attention aux vociférations d'une populace effrénée, qui applaudissoit à son infortune, si ce n'est pour dire que ce peuple n'étoit qu'égaré, et qu'elle étoit loin de l'accuser de sa mort.

Arrivée au pied de l'échafaud, la férocité de ses ennemis l'y poursuivit encore: on eut la barbarie de ne lui en faire monter les marches, que lorsque les vingt-quatre autres têtes furent tombées: ainsi on peut dire qu'elle mourut vingt-quatre fois avant de recevoir le coup mortel. Enfin la hache régicide vint la frapper à son tour, et elle se réfugia dans le sein du père des hommes, dont elle avoit été un des plus parfaits ouvrages.

Quelque temps avant le supplice de la cécile Élisabeth, une autre victime, non moins digne de l'intérêt de la France et de l'Europe entière, avoit imprimé un sceau d'opprobre ineffaçable à la révolution, c'est l'illustre Malesherbes.

Ici disparoit le machiavélisme, qui a persécuté dans l'ombre la sœur de Louis XVI, qui l'a interrogée dans l'ombre à la Conciergerie. La personne du héros que je vais crayonner, est toute imprégnée des rayons de lumière : il n'y a rien d'authentique comme les matériaux qui ont servi à l'*Histoire* de ce sage, dédiée au prince de Linange, et publiée en 1803. Pour avoir droit à la croyance des siècles, je n'ai besoin que d'analyser cet ouvrage.

Malesherbes, fils du chancelier de Lamoignon, avoit trois titres à la haine des perturbateurs : sa naissance illustre, son génie et sa vertu.

Ses malheurs, dit l'historien qui me sert de guide, commencèrent avec ceux de la France ; car il avoit une patrie, et il s'en honora comme Aristide et Phocion, ses modèles, lors même qu'elle le rejetoit de son sein. Les ames aimantes ne peuvent soupçonner que ce qui leur est cher ne les paie pas de retour, et il semble qu'il faut savoir haïr pour croire à l'ingratitude.

En 1791, voyant que le parti désorganisateur l'emportoit, que la famille royale se déconsolait par faiblesse, et que Louis XVI lui-même se per-

doit à force de vertus , il s'imposa un exil volontaire, dans la terre qu'il avoit auprès de Fontainebleau. Mais instruit , après la catastrophe du 10 août , que son maître , qui s'étoit honoré du nom de son ami , étoit en jugement , il sortit de sa retraite , et se rapprocha des ruines du trône , pour empêcher , s'il étoit possible , l'infortuné qui y fut long-temps assis , d'en être écrasé.

Nous avons vu dans le temps , quel effet eut la lettre touchante qu'il écrivit au président de l'assemblée nationale , pour obtenir le droit de défendre son souverain : ce qui signifioit déjà , aux yeux des hommes qui voyoient bien , le droit de mourir avec lui ; et c'est alors qu'un personnage distingué d'une nation rivale , qui avoit désespéré jusqu'à ce moment du sort de la France , se rassura , *en voyant* , ce sont les termes de M. Burrek , *le plus infortuné des rois défendu par le plus vertueux des hommes.*

Dès le 22 janvier 1793 , c'est-à-dire le lendemain du supplice du roi , Malesherbes fit les apprêts de son départ pour sa terre , afin d'être moins obsédé des souvenirs déchirans , qui alloient empoisonner les derniers instans de sa vieillesse. On s'empressa à l'en dissuader ; le sage balançoit , mais un motif de délicatesse le détermina à suivre sa destinée. Il s'agissoit , à cette époque , de défendre la reine : celle-ci ne pouvoit , sans faire injure au dernier ami de son époux , ne pas le

nommer, et elle répugnoit à un pareil choix. Malesherbes, toujours généreux, même quand il avoit à se plaindre des êtres qu'il avoit le plus aimés, partit. Cette démarche ne sauva pas la reine, et accéléra l'instant de son propre supplice.

Malesherbes fut oublié pendant dix mois dans sa terre : il sembloit s'être séparé d'une patrie, qu'il porta soixante ans dans son cœur. Les perturbateurs ne le voyoient pas, et sa présence importune n'éveilloit pas le remords dans leurs cœurs glacés : malheureusement une imprudence de son gendre, le président de Rosambo, détermina la foudre incertaine, et la fit éclater sur sa tête.

Dans l'intervalle de la destruction du parlement et de l'organisation d'un nouvel ordre judiciaire, il y avoit eu une chambre de vacations présidée par le gendre de Malesherbes, qui arrêta à l'unanimité une protestation contre les lois perturbatrices qui venoient d'anéantir, en quelques mois, un trône où soixante-trois rois avoient été assis; elle fut remise, avec les signatures de tous les magistrats, au président de Rosambo, avec prière de n'en faire aucun usage indiscret, et la chambre se sépara.

Rosambo, décidé à couvrir d'un voile impénétrable le dépôt qu'on lui avoit confié, fit fabriquer par un fondeur une clef de tuyau pour une garde-robe à l'anglaise, dont l'intérieur étoit

creusé pour recevoir le fatal parchemin : un seul homme étoit dans sa confidence, c'étoit un vieillard depuis trente ans à son service ; le serviteur de trente ans s'avisa d'aller à une société populaire, il en sortit sans morale, et le secret fut trahi.

On se hâta de venir arrêter l'infortuné Rosambo dans la terre de son beau-père ; on entra avec lui dans le cabinet désigné par le traître ; on fit jouer le ressort de la clef du tuyau, et on en tira la protestation fatale, qui fit couler le sang le plus pur de la haute magistrature sur l'échafaud.

Le lendemain les satellites d'un comité révolutionnaire de section vinrent enlever Malesherbes lui-même avec ses petits-fils, le trainèrent à Paris, dans la maison d'arrêt des Madelonnettes, et le transférèrent de là avec toute sa famille, qui formoit trois générations, à la prison de ce Port-Libre, célèbre dans des temps plus heureux, sous le nom de Port-Royal.

L'instant où le sage entra sous ces murs funèbres amena une scène déchirante ; à peine son nom fut-il prononcé, que tous les captifs se levèrent à la fois, et lui déférèrent au milieu d'eux une place d'honneur : « Non, dit ce grand homme, je vois un vieillard qui m'efface en âge, et c'est à lui que cette place appartient. » Tout le monde

fondit en larmes , et Malesherbes cacha les siennes dans le sein de sa fille.

Le 20 avril , le président de Resambo périt avec quinze présidens à mortier ou conseillers de grand'chambre qui avoient signé l'honorable arrêté de la chambre des vacations du parlement ; on observa que sept d'entre ces hommes vénérables formoient entr'eux près de cinq cents ans.

Le soir, on présenta à Malesherbes, qui déjà étoit à la Conciergerie, son acte d'accusation dressé par le farouche Fouquier-Tinville; cet acte lui étoit commun avec les duchesses de Grammont et du Châtelet, une jeune princesse Lubomiska, née polonoise, et un grand nombre d'autres infortunés; il le lut avec plus de sérénité que son dénonciateur ne l'avoit écrit, et se contenta de dire : « On auroit pu, en rédigeant cet acte, y mettre un peu plus de vraisemblance. »

La sentence du tribunal déclara tous les accusés convaincus en masse d'avoir trempé dans les complots tramés contre la liberté depuis 1789, complots, dit le texte, en vertu desquels le tyran et tous les ennemis de la nation tentèrent, par l'abus d'autorité, par la corruption, par la guerre intérieure et extérieure, par les trahisons, les violences, les assassinats, de dissondre la représentation nationale, et de rétablir le despotisme, et tout autre pouvoir attentatoire au peuple et à sa souveraineté.

Ce fut le 21 avril 1794, quinze mois, jour pour jour, après la mort tragique de Louis XVI, que son digne ministre, son compagnon d'infortune et son ami, fut tiré de la Conciergerie pour être conduit à la place de la Révolution; déjà il ne tenoit plus à l'existence que par un fil, et l'inaltérable sérénité du juste se mentroit encore sur son visage à demi voilé des ombres de la mort; en traversant la cour du Palais, les mains liées, la faiblesse de sa vue l'empêcha de voir une pierre qui obstruoit le passage, son pied la toucha, et il chancela : *voilà*, dit le moderne Socrate à son voisin, *un sinistre présage : un romain à ma place seroit rentré*; et il continua, en souriant, sa marche hors de l'enceinte de sa prison.

Arrivé au théâtre ordinaire de l'opprobre, qui, pour lui, n'étoit que celui de sa gloire, on fit subir à l'illustre vieillard une partie des angoisses dont on avoit aggravé la fin tragique de Bailly : sa fille, sa petite-fille et son gendre furent frappés avant lui; cette lente et douloureuse agonie ne lui arracha aucune plainte; son tour de périr vint ensuite, et comme Louis XVI et la princesse Élisabeth, avant d'abaisser sa tête sur la planche fatale, il pardonna à ses nombreux assassins.

Malesherbes avoit soixante et douze ans et un peu plus de quatre mois, quand, par une mort qui ne convenoit qu'à ses juges, il fut enlevé à sa patrie et à l'Europe.

CHAPITRE XV.

Tableau du fanatisme révolutionnaire contre le culte catholique et toutes les révélations. — Philosophisme substitué à la religion. — Apostasie érigée en civisme. — Scandale des décrets de la Convention. — L'athéisme devient le seul culte apparent de la république.

LA France a été depuis juillet 1793, jusqu'à la comédie de la réintégration de l'Être-Suprême dans le ciel, jouée par Robespierre, le théâtre d'une persécution d'abord sourde et ensuite ouverte contre la religion dont elle s'honoroit depuis quatorze cents ans ; mais l'histoire mutilée, et par ordre chronologique de toutes ces infractions de la première des lois sociales, n'auroit produit aucun effet dans ces annales. Il m'a paru plus convenable d'en présenter ici le tableau complet, pendant les onze mois du règne le plus absolu de l'athéisme ; il est dans l'histoire des grands peuples, des faits qu'il ne faut présenter que dans leur ensemble, pour qu'ils laissent une trace profonde dans la mémoire.

Les journaux officiels et semi-officiels du temps, les procès-verbaux de la Convention offrent à cet égard des anecdotes d'une singularité hideuse, que l'histoire doit rapporter dans toute leur

turpitude : ce sont des garans bien précieux d'événemens dont l'in vraisemblance semble accuser la vérité.

Il y avoit déjà du temps que la Convention nationale, en sanctionnant le mariage des prêtres, avoit préparé leur apostasie ; mais comme cette violation d'antiques sermens étoit un sujet de scandale pour les mœurs publiques, peu d'individus osoient obéir à la loi ; il falloit avoir la plus grande soif des dignités révolutionnaires, pour braver sur ce sujet les regards de l'opinion. Le haut clergé, attaché aux anciens principes, ajoutoit à cet éloignement naturel, en s'opposant à des unions que l'orthodoxie chrétienne déclaroit illégitimes ; les factieux qui menoient la Convention demandèrent, en juillet 1793, la destitution de tout évêque qui s'opposeroit au mariage des prêtres ; l'un d'eux ajouta que si c'étoit par principe d'incivisme, il falloit en outre le condamner à une année de fers : « Non », dit le fougueux Thuriot, *qu'il reste évêque s'il le désire, mais qu'il aille aux galères.* » Le décret qui termina cette discussion fut que tout évêque réfractaire en ce genre, seroit déporté et remplacé.

Cinq jours après vint le tour du clergé du second ordre : le comité de législation proposa de transporter à la Guyane les prêtres réfractaires ; *pourquoi ?* s'écria Danton ; *il vaut mieux qu'ils soient vomis sur les plages de l'Italie, comme*

la patrie du fanatisme ; qu'ils aillent grossir la cour du cardinal Maury , et s'ils rentrent en France , qu'ils meurent.

Il étoit difficile , d'après ces actes solennels du gouvernement , que les ministres des autels , qui n'avoient qu'une foi chancelante , la conservassent dans toute son intégrité ; aussi , de cette époque jusqu'à la fin de 1793 , le haut et le bas clergé constitutionnel prodiguèrent à l'envi le scandale des abjurations ; c'étoit l'abomination de la désolation dans le lieu saint , comme il est dit dans l'Apocalypse.

Le premier exemple de cet avilissement , donné par un membre du nouveau corps épiscopal , date du 22 septembre : ce jour-là un évêque citoyen de Périgueux présenta à la Convention son épouse , qu'il se glorifioit d'avoir prise dans la caste plébéienne des *sans-culottes*. Le président du conseil se dégrada jusqu'à embrasser publiquement ce couple adultère ; et un Julien demanda à ce sujet , que tout évêque qui imiteroit le trait de civisme de celui de Périgueux , eût deux mille livres de rente de plus de traitement. Cependant le corps législatif montra dans cette occasion un reste de pudeur ; il ne pensa pas qu'il fût nécessaire de mettre un prix au sacrilège , et on passa à l'ordre du jour.

Pendant que la Convention applaudissoit dans Paris l'apostasie des évêques , ses proconsuls don-

noient dans les départemens le signal d'une insurrection impie contre les objets de la vénération religieuse : ils engagèrent des sociétés populaires, à apporter dans la capitale ce qu'ils appeloient les *hochets* du cardinal de la Rochefoucault : ces *hochets* étoient son Saint-Esprit et sa croix d'or, qui furent fondus à la Monnoie, pour assurer du numéraire aux *sans-culottes*.

Rulhière alla encore plus loin dans le département de la Marne : ce représentant des athées, arrivé dans Reims, harangua la populace, à la place Royale, sur la haine qu'elle devoit porter aux prêtres et aux rois ; ensuite il se saisit de la sainte Ampoule, qu'un antique préjugé avoit fait descendre du ciel pour le baptême de Clovis, brisa le vase qui la renfermoit, au milieu des applaudissemens de ses satellites, et en envoya les débris à l'assemblée nationale. La Convention applaudit à cet acte de délire, et crut avoir anéanti pour jamais la religion et la monarchie.

La digue une fois rompue, il y eut une lutte de bassesse et d'impiété entre une foule de prêtres, qui aspiraient aux doubles honneurs de la politique et de l'incrédulité.

Un curé de Boissise écrivit aux législateurs, qu'il fut long-temps prêtre, c'est-à-dire, *charlatan*, mais qu'alors il étoit de bonne foi ; et il se dépouilla, entre leurs mains, du sacerdoce.

On vit un bénéficiaire de Sainte-Geneviève, qui

se disoit Jacobin depuis 1789, quoiqu'à cette époque il n'y eût point de Jacobins, remettre à la Convention les titres sacrés qui le lioient à un ministère qui, suivant lui, *n'étoit bon qu'à abjurer*. L'abbé de Balincoirt, en jetant sur le bureau ses lettres de prêtrise, déclara que la terre ne seroit heureuse, *que quand il n'y auroit plus ni prêtres ni rois sur sa surface*. Un chanoine, du nom de Massabian, répudia le sacerdoce en présence même du corps législatif, et lui demanda le baptême civique, *parce qu'il ne croyoit plus à d'autre religion qu'à celle de la patrie et de la vertu*.

Les éloges donnés à tous ces crimes abjects électrisoient partout les prêtres sans morale et sans courage : le curé d'un petit village, qui portoit le nom de Roland, écrivit aux représentans du peuple français, qu'il avoit vécu quarante ans dans le *métier de prêtre*, et qu'il revenoit aux principes, *parce que toutes les religions du monde ne sont que les résultats de l'ignorance et de l'orgueil*.

Le 7 novembre vit le scandale porté à son comble, lorsque le premier des évêques constitutionnels français vint en pompe mettre une espèce de couronne sur le buste hideux de l'incrédulité : ce jour-là l'évêque de Paris, Gobel, qui avoit acheté son siège par un crime, et qui devoit le quitter par un autre plus grand encore, se pré-

senta à la barre de la Convention avec ses grands vicaires, quelques cures parmi lesquels étoit celui de Vaugirard, les présidens des sociétés populaires et les autorités constituées de la commune et du département : Monmoro, qui lui servoit de chancelier, annonça que le premier des évêques citoyens venoit solennellement se dépouiller du caractère qu'il tenoit de la superstition, se régénérer et redevenir homme : Gobel prenant ensuite lui-même la parole, déclara que né plébéien il n'avoit accepté l'évêché de Paris, qu'afin d'attaquer plus sûrement le fanatisme, en se rapprochant de sa source; il ajouta qu'en ce moment, où la raison triomphoit des préjugés religieux, il venoit proclamer le premier sa victoire.

Cet événement fit une grande sensation parmi les athées dominateurs : la plupart des députés de la *montagne* se levèrent pour aller au devant de l'évêque apostat et de son cortège : un frère de la doctrine de Spinoza lui mit sur la tête le bonnet rouge, comme pour le purifier de la souillure qu'il tenoit de la mitre épiscopale; et c'est sous ce déguisement abject que le président se permit de l'embrasser.

Quand la loi autorise de pareils traits de bassesse, il est tout simple qu'ils se propagent. Ce même jour, l'évêque du département de l'Eure, Lindet, déclare qu'il n'a accepté la mitre des Athanase et des Bossuet, que pour suivre la marche

de l'opinion publique; et il demande qu'on remplace par des fêtes civiques les fêtes absurdes de la religion.

Un autre prélat, du nom de Guy-Vernon, se réunit à Lalande, évêque de Nancy, pour abdiquer l'épiscopat, *afin*, disoient-ils, *de ne plus rester que citoyens*. Grégoire, évêque de Blois, (il faut rendre cette justice à l'implacable ennemi des trônes et des colonies) Grégoire, dis-je, eut seul alors le courage de résister au torrent; il exposa sa tête pour ne point compromettre ses principes; et, par une bizarrerie singulière des événemens, il ne perdit ni ses places ni sa popularité.

Il étoit difficile, quand des évêques ouvroient cette carrière d'abjection, que le clergé du second ordre ne s'y précipitât sur ses traces: presque tous les prêtres de la Convention abjurèrent: Chabot déclara à la tribune, qu'il renonçoit à ses deux pensions de grand vicaire épiscopal et de capucin, et que s'il ne déposoit pas ses titres de prêtrise sur le bureau, c'est que depuis long-temps il en avoit fait un autodafé.

L'abbé Sieyès ne fut pas le dernier à adorer l'idole régnante de l'athéisme. « Citoyens, dit-il, mes vœux appeloient depuis long-temps le triomphe de la raison; ce jour est arrivé, et je m'en réjouis comme d'un des plus grands bienfaits de la révolution française: quoique j'aie déposé, de-

puis un grand nombre d'années, tout caractère ecclésiastique, je déclare encore, et je déclarerai cent fois, s'il le faut, que je ne connois d'autre culte que celui de la liberté et de l'égalité, d'autre religion que l'amour de la patrie. . . . Si j'ai été retenu dans les chaînes sacerdotales, c'est par la même force qui comprimoit les ames libres dans les chaînes royales; au reste, c'est comme plébéien, et non comme prêtre, *je ne l'étois plus alors*, que j'ai été appelé à l'assemblée nationale: et il ne me souvient plus d'avoir eu un autre caractère que celui de député du peuple. »

Tous ces mots doivent être pesés, quand ils sortent de la bouche d'un homme qui a joué un grand rôle, ou plutôt qui a joué tous les rôles pendant douze ans d'une révolution fatale à tous ses chefs, et dont seul peut-être il n'a pas été la victime.

A la fin de cette étrange séance, le poète Fabre d'Églantine se leva, et se croyant toujours sur le théâtre; *la raison éternelle*, dit-il, *vient de faire un grand pas; je demande qu'on en consacre la mémoire*. On applaudit de tous les points de la salle; et *la raison éternelle* amena un décret, pour que le procès-verbal, qui renfermoit tous ces triomphes de la déraison anti-religieuse, fût envoyé à tous les départemens.

Un autre motif que celui d'un absurde et intolérant philosophisme, se joignit encore pour accé-

lérer cette subversion des cultes ; les législateurs vouloient , avec les dépouilles du catholicisme , remplir l'abîme incommensurable de la dette nationale qu'ils avoient centuplée , et ils y auroient réussi , si une révolution pareille à la nôtre n'étoit pas le tonneau des Danaïdes.

D'abord les proconsuls s'étoient contentés de se jouer des vases sacrés , sans les faire fondre en lingots. Bernard de Saintes écrivoit du département du Mont-Terrible , que les autorités constituées avoient , d'après ses insinuations , épuré l'usage des calices et des ciboires , et que ces coupes , consacrées depuis tant de siècles à l'imposture , ne servoient plus qu'à porter des santés à la république.

Le proconsul de Rochefort faisoit construire sur la place publique un énorme bûcher , pour y faire brûler avec pompe les images , les tableaux et les Madones de bois doré des églises ; il y jetoit encore des milliers de volumes pieux , et les *sans-culottes* à l'envi entretenoient le feu avec des brevaires , pendant que des Israélites démoralisés y portoient les bibles hébraïques de leur synagogue. La masse de ces ouvrages étoit , dit-on , si considérable , que l'incendie allumé à midi n'étoit pas encore éteint le lendemain à dix heures.

Mais toutes ces profanations ne remplissoient qu'à demi le vœu de la Convention ; elle vouloit à

la fois détruire et hériter; aussi ses adulateurs ne tardèrent pas à lui procurer cette double jouissance.

Dès le 23 octobre, une commune de Pontoise, à l'instigation de la société populaire, avoit envoyé à la Monnoie ses saints d'or et d'argent, après avoir renversé les tombeaux des riches, *afin, disoit-elle, de rendre leurs cendres à la terre.* Ce trait d'immoralité fut proposé pour modèle; alors une foule de députations des sections de Paris apportèrent à la commune les dépouilles sacrées du culte. Les paroissiens de St. Roch présentèrent à l'assemblée nationale leur patron avec le chien qui l'accompagne, et les vases de leur Sacristie; ils ajoutèrent qu'ils avoient fermé leur église aux prêtres, et qu'ils ne l'ouvriraient qu'aux républicains. Le président Laloy, qui se permettoit quelquefois de plaisanter sur le fauteuil, mais non avec le goût de Lucien, leur répondit qu'il les félicitoit de n'être plus les dupes de St.-Roch, pourvu que comme son chien ils fussent fidèles à la liberté.

La ville de St.-Denis paya son tribut à l'irréligion, en faisant passer à l'athée Chaumette le riche trésor de son abbaye; on y joignit bientôt celui de la chapelle de Brunoy, qui, grâce au faste insensé du fils de Montmartel, étoit devenu pour la France une espèce de chapelle de Lorette.

Quelquefois les déprédateurs mettoient de l'é-

tradition dans leurs brigandages. « Denis de Syracuse, disoit l'orateur de la commune de Sèvres, ôta à Jupiter son manteau d'or, sous prétexte qu'il étoit trop froid en hiver et trop chaud en été; nous avons aussi ôté à nos saints et à leurs ministres des vêtemens splendides, qui sans doute les importunent..... Le temps approche, ajoutoit d'un air sententieux le bâtard de la philosophie, le temps approche, où l'homme reconnoitra qu'il n'a pas besoin d'intermédiaire entre lui et la Divinité. »

Pendant ce temps là, une commune de Ste.-Geneviève-des-Bois envoyoit tout son trésor sacré à la Convention, en la priant de lui ôter son nom, et de lui permettre de n'avoir d'autres prêtres que des *sans-culottes*.

Bordeaux épuré, dit-on, mais par les désorganiseurs, faisoit passer aux hôtels des Monnoies vingt mille marcs d'argent de la dépouille de ses églises, et substituoit à son siège métropolitain un temple de la raison.

Lille est la ville des départemens qui déploya le plus son fanatisme anti-religieux; ses administrateurs envoyèrent à Paris en deux fois près de vingt-trois mille marcs d'argent ou de vermeil, et quatorze cents en or, outre deux cent soixante et dix karats de diamans, enlevés à la tunique des vierges saintes ou aux soleils des ostensoirs.

La richesse des produits de cette mine sacrée engagea bientôt les grands déprédateurs de la ré-

volution à l'exploiter dans les règles ; il y eut un arrêté du conseil-général de la commune de Paris pour faire dresser, par les autorités constituées, un état des effets d'or et d'argent, des pierres précieuses et des ornemens des églises, afin d'en faire le dépôt à la maison commune, où depuis longtemps toutes les richesses de contrebande alloient s'engloutir.

Cependant on s'aperçut bientôt que toutes ces précautions d'une commune plus que suspecte n'étoient qu'un mode de régulariser le désordre. Le corps législatif profita de la découverte d'une agathe quelque temps égarée, qui représentoit Agrippine et Néron, et que le jeu des teintes de la pierre faisoit supposer aux trois couleurs nationales, pour créer un comité chargé de recevoir de tous les points de la France ce qu'elle appeloit les dépouilles de la superstition. Son attente fut remplie, grâce au zèle des quarante-quatre mille comités révolutionnaires. Les trésors qui en résultèrent auroient servi à la république à acheter quelques trônes de l'Europe, si elle n'avoit pas trouvé plus commode de les renverser.

Il ne faut, à cet égard, ajouter aucune foi, suivant l'auteur du *Mémoire en faveur de Dieu*, au calcul de Cambon, qui, le 2 novembre 1794, n'évaluoit qu'à trente millions le dépoillement des églises ; il a été prouvé dans le temps, par es dix mille procès-verbaux qui existoient dans les

comités de la Convention, que chacune des cinquante mille paroisses de la France pouvoit produire l'une dans l'autre dix livres ou vingt marcs d'or ou d'argent ; ce qui, en supposant un tiers pour l'un de ces métaux et les deux tiers pour l'autre, forme une somme de plus de 270 millions ; ajoutons-y les dépouilles surabondantes des monastères, des églises des capitales, les ornemens précieux des chapelles, les vols, les dilapidations, et vous arriverez aisément à un total de près d'un milliard.

L'athéisme, à cette époque, faisoit un tel progrès, qu'un évêque du département du Cher en fit une espèce de symbole raisonné, qu'il envoya à l'assemblée nationale, et qui fut accueilli par un décret de mention honorable et d'insertion dans le *Bulletin des lois* : il ne manqua à sa célébrité que d'être traduit dans toutes les langues, comme les rapports de Barrère et les constitutions polyglottes.

De ce moment, l'immoralité religieuse n'eut plus de frein. Le proconsul André - Dumont écrivoit des départemens de l'Ouest : *Ici le charlatanisme sacré a fait naufrage, et la déprétri-sation est à l'ordre du jour*. Vers le même temps un prêtre abjurateur demandoit au gouvernement une autorisation légale, pour changer son nom d'Érasme en celui d'Apostat, et le conseil-général de la commune statuoit que tous les arrêtés

anti-chrétiens, qui étoient émanés de lui, seroient traduits en italien, et envoyés au pape pour le guérir des erreurs avec lesquelles il avoit si longtemps gouverné l'Europe.

Tous ces attentats de la Convention contre la plus auguste des révélations furent couronnés par les mascarades cyniques qu'elle laissa jouer dans son sein.

Une nombreuse députation de la commune de Saint-Denis parut à la barre portant les images des saints et des rois, presque toutes d'argent massif, qu'elle avoit enlevées à son antique église et à la chapelle du trésor. L'orateur commença par parodier les deux vers de l'*OEdipe* de Voltaire :

Nos prêtres ne sont pas ce qu'un vain peuple pense,
Notre crédulité fait toute leur science.

Ensuite il plaisanta, à la manière abjecte des *sans-culottes*, sur le voyage du saint Sans-tête, qui marcha de Montmartre à Saint-Denis, et il finit par une prosopopée de rhéteur : « O vous, jadis, les instrumens du fanatisme, saints, saintes, bienheureux de toute espèce, montrez-vous enfin patriotes, levez-vous en masse, marchez au secours de la patrie, partez pour la monnaie ; et puissions-nous par votre secours obtenir dans cette vie le bonheur que vous nous promettiez pour une autre. »

Cette harangue dont le talent ne pallioit ni l'inconvenance, ni l'impiété, fut suivie d'une espèce de procession anti-religieuse, au milieu de l'assemblée, que les députés ainsi que les tribunes couvrirent d'applaudissemens.

Quelques jours après, la section des Gravilliers joua dans le sein de la représentation nationale une comédie plus abominable encore : c'est la même section qui, en 1792, avoit osé se délier du serment de fidélité envers ses rois ; constante dans ses principes, elle se délia, en 1794, du serment de respect et de reconnaissance que tout être intelligent doit au père de la nature.

A peine l'ordre eut-il été donné par le président de la Convention (ici je ne fais que transcrire les procès-verbaux), que le tambour se fit entendre ; quatre sapeurs, revêtus de chasubles et le sabre sur l'épaule, ouvrent la marche : l'avant-garde et une partie des *sans-culottes*, pareillement vêtus, les suivoient. La musique exécute un air d'église le plus triste qu'elle ait pu choisir : *tout le monde avoit un air contrit* ; tout à coup les instrumens jouent l'air de la *carmagnole*, et à l'instant les sacrificateurs dansent au milieu de la salle avec beaucoup de gaieté, offrant un spectacle très-pittoresque ; derrière eux étoit un dais pontifical et des croix.

L'orateur étoit placé sous le dais : ensuite venoit le buste de Marat, accompagné par les orphelins

de la patrie ; quand la procession fut sur le point de se terminer , les *sans-culottes* , qui s'étoient revêtus des ornemens de l'église , firent voler à la barre les aumuses , les chappes et les chasubles , aux cris de *vive la montagne* et de *vive la république* ! Un décret honora d'une *mention honorable* la conduite des *sans-culottes* de la section des Graviilliers.

La dernière mascarade de ce genre fut accompagnée de circonstances si viles , si dégradantes pour le caractère d'une assemblée de législateurs , qu'il sembleroit marcher sur la tête des rois , qu'elles semblent repousser jusqu'aux crayons de l'histoire. Il s'agit d'une bacchanale exécutée par la section de l'Unité , et qui rappela la fameuse nuit du 6 octobre , lorsque les forts de la Halle et les furies de la Grève , introduites dans la salle des états-généraux de Versailles , vinrent ivres de vin et de régicide , se porter dans les rangs du corps législatif , et provoquer avant le temps l'assassinat de Louis XVI. La fête de l'athéisme fut aussi odieuse sans être aussi sanglante. On vit entrer au milieu de la Convention des groupes de canonnières revêtus d'habits pontificaux ; ils étoient suivis d'une foule immense d'hommes du peuple , rangés sur deux lignes , couverts de chappes , de dalmatiques , de chasubles de velours , brodées pour la plupart en or et en argent , dont on venoit de faire la conquête facile dans la sacristie ouverte de Saint-

Germain-des-Prés ; on apercevoit ensuite sur des brancards une foule de calices, de ciboires, et de soleils des plus riches métaux, et une chasse ornée de pierreries, qui effaçoit par son éclat toutes ces dépouilles des églises ; la pompe insolente s'exécuta au son des instrumens militaires, qui exécutoient les airs de la démagogie, et au milieu d'une foule de Satyres, qui, dans le costume épiscopal, dansoient la carmagnole ; quand l'ivresse fut un peu calmée, le pontife de la mascarade religieuse prit la parole : « La voilà, s'écria-t-il d'un ton d'inspiré, cette religion d'erreur et de sang ! qu'elle disparaisse sur la surface de la terre ; nous jurons de n'avoir désormais d'autre culte que celui de la raison et de la république. »

Le président de l'assemblée, Laloy, acheva de prostituer la qualité de législateur, en répondant à ce vil histrion, qu'il avoit en un instant fait rentrer dix-huit siècles d'erreurs dans le néant ; et la Convention, plus dégradée encore, décréta l'impression *des cérémonies de cette journée mémorable*, et l'envoi à tous les départemens.

Le succès de cette mascarade mit le comble au délire populaire ; de tout côté on lutta à qui accableroit de plus d'outrages le christianisme renversé ; des sections de Paris brûlèrent leurs bréviaires, leurs bibles et leurs missels, *sous prétexte*, disoient-elles, *d'expiar les sottises que ces livres saints avoient fait faire à l'espèce humaine*. Le

proconsul Dumont , que ma plume suit et rencontre sans cesse , écrit à la Convention , du département de la Somme , que les églises y sont transformées en halles. Le corps législatif lui-même donne un décret qui fait de l'évêché de Paris une infirmerie. Toutes ces scènes déshonorantes pour le nom français , sont couronnées par un arrêté du conseil général de la commune , qui fait brûler en place de Grève les ossemens trouvés dans la châsse de Sainte-Geneviève.

Jamais , dit l'auteur du *Mémoire en faveur de Dieu* , dont je n'ai guère fait que transcrire les derniers paragraphes en les abrégant , jamais dans la primitive église les Néron , les Galère et les Maximin , dans leurs tyranniques orgies , n'imaginèrent des prétextes aussi ridicules pour motiver leurs persécutions contre le christianisme. *Le Christ est le chef des aristocrates* , disoit Henriot dans son comité révolutionnaire. Hébert aux Jacobins le défendoit d'une manière encore plus outrageante , en déclarant qu'il étoit *le fondateur des sociétés populaires*. On détruisoit à coups de hache les ornemens d'architecture des églises , parce que des têtes de saints les surchargeoient. On lacéroit les têtes de Vierges dans les tableaux de Raphaël ou du Titien. On invitoit les départemens à faire renverser tous les clochers , sous prétexte que par leur domination

sur les autres édifices, ils contrariaient l'égalité de la république.

Cependant malgré tout ce délire, le petit nombre d'hommes d'état qui se trouvoit encore à l'assemblée nationale, sentoit qu'une population de vingt-cinq millions d'hommes avoit besoin d'un frein pour les délits secrets ; il ne pouvoit se dissimuler qu'ôter un Dieu quelconque à une multitude sans principes, c'étoit ouvrir la porte aux crimes exécutés avec intelligence, aux assassinats et aux empoisonnemens : alors ces prétendus politiques imaginèrent de substituer au Dieu de l'Europe, qu'ils avoient détrôné, des fantômes métaphysiques, divinisés sous le nom de *Liberté* et de *Raison*, et cette nouvelle extravagance fut encore adoptée, soit par les proconsuls des départemens, soit par les désorganiseurs à écharpe tricolore de la capitale.

On vint d'abord chanter au sein de la Convention une espèce de cantique républicain, que les législateurs applaudirent avec fureur, comme si leur salle eût été métamorphosée en tréteaux des Boulevards. Voici le dernier couplet :

Pour évangile ayez vos lois,
Et l'air *ça ira* pour cantique ;
Pour enfer l'empire des rois,
Pour paradis la république.

Ensuite une députation du département de Paris

vint inviter, avec solennité, l'assemblée nationale à célébrer avec lui l'inauguration de la statue de la liberté, dans l'église métropolitaine de Notre-Dame, devenue, par une loi, le temple de la Raison; la harangue étoit si fort dans les principes du jour, que les représentans du peuple décrétèrent qu'ils s'y rendroient en masse: la fête s'exécuta en effet; ce fut plutôt le triomphe de la *montagne* que celui de l'être métaphysique dont on faisoit l'apothéose. Le poète Chénier composa une ode pour le célébrer; elle finissoit par cette strophe :

Guerriers libérateurs, race puissante et brave,
Armés d'un glaive humain, sanctifiez l'effroi :
Terrassé par vos coups, que le dernier esclave
Suive au tombeau le dernier roi.

L'inauguration terminée, Chaumette vint présenter à la Convention une femme habillée en Minerve, et coiffée du bonnet rouge, ce qui n'étoit pas dans le costume de la divinité qui éleva Télémaque; il dit ensuite que les voûtes gothiques de Notre-Dame, frappées si long-temps de la voix de l'erreur, venoient, pour la première fois, de retentir du cri de la vérité; et il ajouta, en montrant la Minerve qu'on avoit placée sur l'autel, que le peuple s'étoit écrié avec enthousiasme :
Plus de prêtres, plus d'autres dieux que la ti-

berté et la nature. Chaumette n'avoit pas l'éloquence de Démosthène et de d'Aguesseau, mais il avoit celle des démagogues, la seule dont on fit cas; grâce à la conviction qu'entraînoient avec elles ses périodes révolutionnaires, un décret statua que la femme qui étoit une danseuse de l'opéra, et qui représentoit le génie de la liberté, seroit assise à côté du président de l'assemblée nationale.

La béatification d'un être métaphysique, tel que la liberté, ne suffisoit pas aux apôtres de l'athéisme pour dégoûter la France de toute espèce de religion; ils imaginèrent de flétrir l'ordonnateur des mondes lui-même, en lui donnant pour collègue, dans le ciel, l'homme qui avoit le plus souillé la terre par le spectacle de ses crimes: de là l'idée du mausolée religieux de Marat, et le crime de son apothéose.

Le cynique Hébert, qui gouvernoit Paris avec sa feuille infâme du *Père Duchêne*, commença par sonder les esprits, en disant à la tribune des Jacobins: « Plusieurs sections de Paris s'empres- sent à rendre hommage à la cendre de l'*Ami du Peuple*. On voit prosternés autour de sa statue jusqu'aux hommes qui, pendant qu'il vivoit, machinèrent sa mort. Eh bien, puisqu'il faut des processions, des cérémonies religieuses à la multitude, que tardons-nous d'en décerner au mar-

tyr de la démocratie? Marat n'a-t-il pas plus de droits à sa place dans le ciel, que tous les saints que nous en avons bannis pour jamais? »

Le premier essai de la béatification de Marat se fit dans l'église d'Issy : on y plaça sur l'autel le buste de l'*ami du peuple*, et Villers qui avoit été député par la Convention pour assister à cette fête, dit à ses collègues assemblés, *qu'il ne trouvoit point d'expression, pour rendre les sentimens que cette touchante cérémonie lui avoit fait éprouver.*

Ce fut le 14 novembre que David, qui avoit prostitué son pinceau à peindre ce dieu des athées, demanda officiellement au corps législatif son apo théose. Le décret avoit été fait d'avance par les démagogues ; les représentans s'étoient enchaînés par une loi antérieure, qui leur interdisoit de déférer, avant un intervalle de dix ans, de pareils honneurs à leurs grands hommes : ils déro gèrent à cette loi en faveur d'un être, qui avoit autant mérité de la nature humaine que le protégé de David, et les restes impurs de Marat furent, comme nous l'avons raconté dans le temps, transférés avec une pompe religieuse au Panthéon.

Ce n'est point une exagération, est-il dit dans l'ouvrage célèbre que j'ai déjà cité dans ce chapitre, de dire que, dès ce moment jusqu'au supplice de Robespierre, il n'y eut vraiment de culte

dans Paris que celui de Marat. On faisoit des hymnes en son honneur ; on le représentoit dans des estampes, partageant avec le Christ les hommages de la terre. Cette dévotion religieuse ne se termina que lorsque l'opinion publique, plus forte que la propagande des athées, fit jeter à la voirie la cendre du scélérat sans génie, qui avoit usurpé les honneurs de l'apothéose.

Le comédien Monvel se rendit en grand appareil à l'église de St.-Roch, et prêcha l'athéisme dans la chaire même de la vérité. Des orateurs des sociétés populaires prêchoient cette doctrine dans les rues ; et, montés sur des bornes, ils défioient le dieu de la terre et du ciel : ô Dieu, s'écrioient-ils avec fureur, si tu n'es pas un vain nom, accable-nous de tes foudres. Ils se retournoient ensuite vers le peuple, en disant : *vous le voyez, Dieu n'existe pas ; car s'il existoit, il se seroit vengé.* Nous trouvons dans une lettre lue à la tribune des Jacobins cette phrase abominable : « Il faut que Dieu soit bien *sans-culotte*, puisqu'avant la révolution, et sous le règne impie des prêtres, nous n'avions que les récoltes les plus modiques, tandis que la terre nous les promet des plus abondantes, aujourd'hui que cette croyance ridicule a disparu. »

Enfin, quand l'athéisme eut la sanction des Jacobins de la *montagne* et du corps législatif, le conseil-général de la commune procéda avec

des arrêtés de comités révolutionnaires et des baïonnettes à l'expulsion de Dieu de tous les temples divers, où il recevoit depuis quatorze cents ans les hommages de la nation française.

Chaumette qui, depuis long-temps, avoit pris le nom d'Anaxagoras, dénonça alors les prêtres comme les ennemis nés du genre humain. « Les ministres des autels, dit le fougueux orateur, sont capables de tous les crimes ; ils se servent du poison pour assouvir leurs vengeances ; ils feront des miracles, si vous n'y prenez garde ; ils empoisonneront alors les plus chauds patriotes ; ils mettront le feu à la maison commune, à la trésorerie nationale ; et quand ils verront brûler leurs victimes, ils diront que c'est là justice du ciel qui les punit. Je requiers en conséquence que le conseil déclare qu'il est à sa connoissance, que le peuple de Paris est mûr pour la philosophie, et que s'il s'opère dans la ville quelque mouvement en faveur du fanatisme, tous les prêtres à l'instant soient incarcérés, attendu que Paris a déclaré qu'il ne reconnoissoit plus d'autre culte que celui de la raison. »

Le réquisitoire d'Anaxagoras fit son effet : il fut arrêté par le conseil-général, 1°. que les édifices sacrés de tous les cultes seroient fermés à l'instant ; 2°. que tous les ministres des autels demeureroient personnellement responsables des troubles qui dériveroient d'opinions religieuses ;

3°. que tout individu qui demanderoit l'ouverture d'une église seroit arrêté comme suspect ; 4°. que la Convention seroit invitée à rendre un décret, pour exclure des fonctions publiques tout homme souillé par le sacerdoce.

Il est donc bien évident que, dès le mois de novembre 1793, la France, sans culte public, voyant ses administrateurs délivrés du joug des principes, et la multitude de l'abri de la morale, n'ayant dans son sein que des prêtres apostats qui se jouoient des lois, ou des prêtres vertueux que les perturbateurs désignoient pour l'échafaud, étoit essentiellement athée. Dieu sans doute, que toutes les bouches blasphémoient, étoit encore dans les cœurs de plusieurs millions d'hommes ; mais il n'étoit que là, et l'athéisme seul montrant à découvert sa tête hideuse, paroissoit la religion du gouvernement.

CHAPITRE XVI.

Retour apparent du gouvernement aux principes. — Discours de Robespierre en faveur d'un athéisme un peu épuré ; décret immoral et peu religieux qui en est le résultat. — Fête de l'Être-suprême.

Cependant le gouvernement, en heurtant sans cesse la morale, s'aperçut qu'il se heurtoit lui-même contre l'opinion vénérable de cent siècles de civilisation, qui tôt ou tard le briserait. Delà vint, dit-on, un décret contradictoire de la Convention, qui paroîtroit presque religieux aux hommes assez simples pour croire à la bonne foi des chefs du parti démagogique ; mais on feroit trop d'honneur aux destructeurs du trône de leur prêter un pareil motif. On venoit tous les jours répéter au sein du corps législatif les formules indécentes de l'apostasie de Gobel ou de l'évêque du Cher. « Je ne doute pas, s'écria à la fin Danton, avec sa fougueuse véhémence, que tous les prêtres qui ont peur ne viennent ici successivement abjurer l'imposture ; mais il ne faut pas tant s'extasier sur la démarche de ces hommes qui ne font que suivre le torrent : ne nous engouons pour personne ; et si nous n'avons pas honoré le prêtre de

l'erreur ou du fanatisme, n'honorons pas davantage le prêtre de l'incrédulité. »

Cette espèce d'insurrection contre l'athéisme et le décret qui en résulta, par lequel toute espèce de mascarade anti-religieuse fut désormais interdite au sein de la Convention, n'annonce aux yeux des bons esprits qui ont suivi de près la marche des évènements, qu'une misérable lutte entre les représentans du peuple, qui vouloient gouverner seuls l'empire qu'ils avoient déchiré, et le conseil-général de la commune, qui, à force d'intrigue et d'audace, leur disputoit avec succès la toute-puissance. A cette époque, il avoit paru un arrêté de ce conseil qui faisoit fermer tous les édifices religieux de la capitale : la Convention ne le vit pas de bon oeil, non qu'elle le crût odieux, mais parce qu'il n'étoit pas émané de son sein.

Le principe qui amena Robespierre à s'élever un moment contre un athéisme dominateur n'a pas une source pure. Toutes les personnes, dit l'auteur du *Mémoire* qui me sert encore de guide, à qui il a été donné de sonder les sombres profondeurs de son ame scélérate, savent qu'il ne croyoit pas plus à Dieu qu'à la pudeur et à la vertu ; mais il regardoit la religion comme un bandeau qu'il falloit jeter aux peuples, pour les empêcher de voir la pesanteur de leurs fers ; et ce bandeau, le monstre se permettoit de le mettre ou de l'ôter au gré

de sa farouche politique : il se montrait sans religion, quand les hommes puissans qu'il vouloit abattre s'en faisoient une arme offensive; il étoit religieux, quand ses rivaux alloient à la puissance par l'irreligion.

D'après cette explication, toutes les contradictions apparentes disparaissent dans la vie de ce démagogue, et l'Être - suprême est lavé de l'opprobre d'avoir vu un moment ses autels relevés par un Robespierre.

Ce ne fut que cinq mois après, c'est-à-dire, au commencement de mai 1794, que ce monarque révolutionnaire voyant, d'après l'indignation publique, que le sceptre plébéien pouvoit lui échapper, tenta de le rendre un peu plus respectable, en feignant de le partager avec un Dieu auquel il ne croyoit pas. Ce jour-là il monta à la tribune du corps législatif, et tout en ménageant les Athées qui étoient de son parti, il lança d'une main mal assurée quelques traits contre la doctrine de la force aveugle, qui tendroit à réduire l'ame d'un Aristide ou d'un Newton à n'être qu'un souffle léger qui s'éteint aux portes du tombeau.

« L'idée d'un Dieu, (disoit le tartufe qui, pour la première fois de sa vie, aspirait à être éloquent) est une idée sociale et républicaine.

» Je ne connois aucun législateur, qui se soit avisé de nationaliser l'athéisme.

» Qu'est ce que des conjurés pourroient mettre à la place du Dieu qu'ils chassent de ses temples? Rien, si ce n'est le chaos, le néant et la mort. »

Il y a dans ce discours une dénonciation contre l'athéisme d'Hébert, de Danton, et, ce qui est bien étrange, des héros de la Gironde. Ces noms ne sembloient pas faits pour figurer ensemble dans un tableau d'immoralité.

» Hébert s'éleva contre un homme de lettres qui écrivoit pour la cause de Dieu. N'est-ce pas Vergniaud et Gensonné qui, à cette tribune même, voulurent faire bannir du préambule de la constitution, le nom de l'Être-suprême que vous y aviez placé? Et Danton qui sourioit de pitié au nom de vertu; Danton, dont le système étoit d'avilir tout ce qui peut élever l'ame, Danton, toujours froid et muet dans les plus grands dangers de la liberté, ne tint-il pas après ces orateurs le même langage? D'où vient un tel accord d'opinions entre des hommes d'ailleurs si divisés? Est-ce qu'ils auroient voulu faire pardonner leur indulgence pour l'aristocratie, par la guerre qu'ils déclaroient à la Divinité? »

Cette harangue froide en général, verbeuse, et plus forte de déclamation que de logique, se terminoit par un décret absurde et insignifiant, qui, d'après la puissance de l'orateur, fut, comme on s'en doute bien, adopté à l'unanimité.

L'article premier est conçu ainsi : *Le peuple*

français reconnoît l'existence de l'Être-suprême et l'immortalité de l'ame. C'est un mode très-impie d'énoncer une grande vérité, comme si l'Être-suprême n'existoit de droit, que depuis que le peuple qui républicanise le monde l'a reconnu : on a observé que si le gouvernement avoit voulu franchement abjurer l'athéisme, il se seroit exprimé ainsi : Au nom de l'Être-suprême, sans lequel il ne peut exister de république, le peuple français devenu libre statue, par les lois suivantes, sur son mode de religion. Mais le premier mode devoit être bien plus du goût d'un amas de démagogues qui, toujours aux ordres du foudre, quand il usurpoit la toute-puissance, détrônoient Dieu ou le rappeloient au gré de leur caprice. Ce premier article du décret fit une grande sensation ; car à peine l'eut-on proclamé, qu'on s'empressa de l'inscrire en lettres d'or sur le fronton de tous les édifices religieux de la capitale.

L'article 3, en faisant l'énumération des devoirs de l'homme religieux, ne dit pas un mot du culte extérieur de la religion : en revanche il en ajoute un qui a échappé jusqu'ici à tous les législateurs, c'est celui de *punir les tyrans* ; ce qui dans la langue des démagogues ne signifie autre chose, sinon que la foi républicaine est dans le régicide.

Les fêtes religieuses, suivant l'article 5, emprunteront leurs noms des événemens glorieux

de la république française : c'est pour la première fois qu'on a imaginé en France de célébrer l'Être-suprême; en célébrant des événemens qui ont concouru à renverser ses autels.

L'article 7 fait une énumération de trente-six autres fêtes à célébrer les jours de repos civil, et qui répondent aux trente-six décades du calendrier républicain.

La première est désignée par ces mots, à l'Être-suprême, à la Nature : ici Robespierre a jeté tout à fait le masque qui le couvre. Il est bien évident que le Dieu dont il veut relever les autels, n'est pas l'être des êtres qui a tout fait, qui vivifie tout, et dont la puissance est reconnue par tous les peuples. L'insolent démagogue, en traduisant l'Être-suprême par le mot *Nature*, a manifestement abattu d'une main l'édifice sacré qu'il élevoit de l'autre; en divinisant l'effet, il a porté une atteinte sacrilège à la cause.

Les autres fêtes décadaires sont instituées en l'honneur d'êtres métaphysiques, dont le peuple ne sauroit avoir aucune idée; c'est la *Vérité*, la *Pudeur*, l'*Héroïsme* : il y en a une pour le *Bonheur*, et une autre pour l'*Infortune*. La *liberté du monde* et la *haine des tyrans* figurent au milieu de cette liturgie d'un ordre nouveau, ce qui n'étonne pas dans une religion de démagogues; mais on y rencontre aussi le stoïcisme, ce qui semble bien étrange pour des hommes

tels que les plébéiens dominateurs de Paris, qui n'entendirent jamais parler de la philosophie sublime de Zénon, d'Épictète et de Marc-Aurèle.

Tous ces faits démontrent que jamais Robespierre ne songea réellement à mettre Dieu entre les peuples et sa longue tyrannie; mais l'athéisme, qui avoit été introduit en France par ses ennemis, lui étoit devenu odieux à cause du nom de ses apôtres, et il le fit disparaître pour lui substituer l'athéisme un peu plus imposant de la nature.

Un mois après cette momerie sacrée, ce chef des Jacobins fit célébrer dans Paris une grande fête en faveur de son Être-suprême, qui n'étoit assurément ni celui de Socrate, ni celui de Fénelon: c'est le peintre David qui en traça le plan, et le gouvernement le sanctionna soit par sa présence, soit par ses décrets. Cette fête est encore une preuve que l'athéisme mitigé continuoit à être, à cette époque, la providence de la république.

La pompe, suivant l'auteur du mémoire très-piquant et très-véridique que j'ai déjà eu occasion plusieurs fois de citer, se célébra non dans un temple consacré de temps immémorial à la Divinité, mais au milieu de ces Tuileries, profanées depuis trois ans par tant d'insurrections en sens contraire, par les orgies impures des Cannibales, et surtout par le sang humain que la chute du trône, le 10 août, y avoit fait répandre. Un am-

plithéâtre chargé de gradins y servoit de sanctuaire, et un siège élevé, d'autel. Les législateurs, en qualité de pontifes du nouveau culte, remplissoient le sanctuaire, et Robespierre, tout resplendissant de sa gloire usurpée, siégeoit sur l'autel élevé au dieu qu'il venoit de faire décréter.

Ce Robespierre ne laissa pas ignorer à la multitude, qu'en vain elle redemanderoit aux ordonnateurs de la fête son évangile proscrit, ses temples en ruines et ses prêtres déportés : il lui montra d'un geste de despote, non la voûte du ciel, mais les arbres du jardin, et lui dit qu'on l'avoit assemblée pour honorer l'auteur de la nature.

A quelques pas de l'amphithéâtre, on avoit érigé dans un bassin d'eau un monument qui représentoit, sous des formes fantastiques, le monstre de l'athéisme : Robespierre alla y mettre le feu, et du sein de l'incendie, il s'éleva à l'instant une espèce de machine d'opéra, que le programme de David appeloit *la Sagesse*, et qui, par ses proportions mesquines, fit regretter à l'homme de goût la Minerve déguisée sous le nom de *Mentor*, dans la belle conception du Télémaque.

Il y eut ensuite une procession civique et non religieuse jusqu'au Champ de Mars, où l'adulation pour les héros de la démagogie, avoit fait élever à grands frais un tertre factice, qu'on avoit honoré du nom de la *sainte montagne*.

Là on chanta, non des hymnes en l'honneur de l'ordonnateur des mondes, mais des strophes guerrières, à la façon du Tyrtée des Spartiates, dans lesquelles les femmes jurèrent de n'épouser que des soldats, et les hommes, de ne déposer leurs épées, qu'après avoir anéanti les tyrans de l'Europe.

Il est bien évident que, sans le nom d'auteur de la nature prononcé une fois, et que le tumulte empêcha d'entendre, sans la décoration incendiée qui représentoit l'athéisme, on pouvoit prendre cette pompe mal ordonnée, moins comme la fête de l'Être-suprême, que comme un triomphe décerné à Robespierre.

Il y a un peu plus de vernis religieux dans les deux discours que lut, du haut de son amphithéâtre, le héros révolutionnaire; mais Dieu n'est là que pour servir de passeport à ses diatribes contre les rois. On sent que ce nom auguste ne se seroit jamais rencontré sur ses lèvres, si son cœur n'avoit recélé le fiel de la rage, contre tout ce qui n'étoit pas roi amovible d'une république.

« N'est-ce pas Dieu, dont la main immortelle, en gravant dans le cœur de l'homme le code de l'égalité, y traça la sentence de mort des tyrans? N'est-ce pas lui qui, dès le commencement des temps, décréta la république? . . .

« Il n'a point créé les rois pour dévorer les peuples libres; il n'a point créé les prêtres pour nous

atteler, comme de vils animaux, au char des rois...

« Armés tour à tour des poignards du fanatisme et des poisons de l'athéisme, les rois conspirent toujours pour assassiner l'humanité... Peuple, ne crains plus leurs complots sacrilèges; ils ne peuvent pas plus arracher le monde du sein de celui qui le fit, que le remords de leur propre cœur..... L'Être-suprême n'est point anéanti.

« Français, vous combattez les rois; vous êtes donc dignes d'honorer la divinité.... Être des êtres, nous n'avons point à t'adresser d'injustes prières; tu neus connois; nos besoins n'échappent pas plus à tes regards, que nos plus secrètes pensées. Notre sang coule pour la cause de l'humanité, voilà notre prière, voilà nos sacrifices, voilà le culte que nous t'offrons. »

Tel est le récit de cette fameuse fête à l'Être-suprême, qui, au premier coup-d'œil, sembloit devoir reconcilier la terre avec le ciel; mais qui, ordonnée par un scélérat sans principes, et exécutée par des perturbateurs, ne servit qu'à instruire l'athéisme du secret de sa force, et à confirmer la nation française dans la marche rétrograde, qu'elle faisoit vers son antique barbarie.

La masse de la France démoralisée, fut trompée sur le sens de cette fête; on crut partout que le Dieu de Pascal et de Fénelon étoit le Dieu de Robespierre, et on s'empessa de féliciter la Convention sur son retour apparent aux principes.

Les sections de Paris, les sociétés populaires, celles même des départemens, fatiguèrent à cet égard les représentans, des hommages de leur admiration servile. Toutes ces adresses jetées dans le même moule, ne méritent pas même les honneurs de l'analyse.

Cependant on déféra au héros du jour, qui avoit si bien mérité des athées, des vandales, et des régicides, tous les honneurs que son orgueil avoit droit d'attendre. Son rapport, ainsi que le décret qui le termina, furent imprimés en vertu d'une loi, et envoyés aux communes, aux armées, et aux sociétés populaires de la république. Non contente de ce tribut d'enthousiasme, la Convention décréta que ces ouvrages, aujourd'hui parfaitement oubliés, seroient traduits dans toutes les langues.

La France continua donc de rester athée, malgré la pompe dramatique en l'honneur de l'Être-suprême, qui ne fut jamais une fête religieuse, mais une fête révolutionnaire.

Le christianisme, à cette époque, devint si peu la religion de la France, que toujours la Convention continua à encourager l'apostasie, le mariage des prêtres; toujours elle mit dans ses listes de proscription les ministres des autels à côté des ennemis de la patrie, afin de forcer ces premiers à le devenir, et de les punir ensuite

sous des formes légales , des attentats qu'elle les avoit forcés de commettre.

Il y avoit à peine six jours que Dieu étoit proclamé protecteur de la république française, lorsque Vadier vint, au nom des comités de sûreté générale et de salut public, renouveler contre les cultes révélés, et surtout contre le nôtre, les anciennes maximes d'intolérance. « Les charlatans chrétiens, dit cet homme de sang, dans son rapport, ont de tout temps fondé leur domination sacrée sur la terreur ; ils ont à cet effet défiguré la divinité ; et, pour la rendre plus hideuse, ils en ont modelé le fantôme sur leur image...

« La Saint-Barthélemi, les Vêpres Siciliennes, la conspiration des poudres, les autodafés, et tant d'autres horreurs religieuses, qui ont abreuvé la terre de sang humain pendant dix-huit siècles, ont pris leur source dans l'ame dépravée des prêtres ; cependant, sans leurs complots contre notre glorieuse révolution, nous ne songerions à eux, que pour déverser sur leurs têtes le mépris et le ridicule. . . Il ne m'appartient pas de prévenir les sages mesures que vous prendrez contre des prêtres scélérats ; mais mon amour pour la liberté m'engage à vous dire que toute composition, toute demi-mesure, tout acte de clémence envers eux, est un crime de lèse-humanité. Cette doctrine d'athéisme mitigé continua, même

après la chute de Robespierre, à constituer la religion du gouvernement. Cambon, vingt jours après la révolution thermidorienne, disoit à la tribune de la Convention : « proclamez un principe religieux ; aussitôt il faudra des temples, dont la garde sera confiée aux personnes qui s'en prétendront les ministres ; ensuite ils demanderont des traitemens, et ils finiront par établir des hiérarchies et des privilèges. »

Cette espèce de prophétie anti-religieuse fit son effet, et il fut décrété en principe, que désormais les frais et les salaires d'aucun culte ne seroient payés par la république.

Le 20 mai 1795, un autre décret brisa toutes les cloches consacrées au culte religieux ; il ne faut point de cloches à l'athéisme ; c'est à petit bruit qu'il marche à la dégradation de la morale et à l'avilissement du genre humain.

Ce règne d'un athéisme masqué sous le nom de *religion*, se propagea en France, jusqu'à l'avènement du directoire constitutionnel ; on le voit par des lettres des proconsuls André-Dumont et Poultier, qui se glorifient d'avoir propagé partout la *religion de la montagne*, et par un rapport de Lanjuinais, du 29 mai 1795, où il demanda en vain la tolérance des cultes, et la restitution pour l'homme paisible de ses édifices sacrés et de ses églises.

Le directoire, depuis son installation par les

conventionnels, jusqu'à sa chute, lors du régime consulaire, continua la persécution contre le christianisme, tantôt avec des décrets insidieux, tantôt avec les déportations et la hache révolutionnaire. C'étoit la suite du mot célèbre d'un de ses membres: *La république n'existera en France que quand il n'y aura dans son sein ni prêtre ni gentilhomme.*

Ainsi, depuis le renversement du trône, jusqu'à la loi consulaire, qui a rendu au christianisme, ses temples et ses ministres, on peut assurer que l'athéisme, ou marchant à front découvert, ou déguisé, n'a cessé d'être un seul jour la religion du gouvernement.

CHAPITRE XVII.

Révolution thermidorienne. — Dénouement de la longue conjuration de Robespierre ; supplice de ce tyran et de ses complices — Lente destruction du gouvernement révolutionnaire.

IL étoit temps que le sombre et farouche ennemi de Dieu, des trônes et des peuples, justifiat par sa chute la Providence. La France étoit épuisée par sa fièvre patriotique, par les assassinats juridiques qu'elle avoit laissé commettre, et même par ses victoires : encore un mois de tyrannie révolutionnaire, et elle étoit frappée à mort.

La position du comité de salut public se trouvoit très-critique : Robespierre s'en étoit éloigné depuis long-temps ; et, irrité d'y trouver des contradictions, dont son orgueil s'offensoit, il avoit mieux aimé conjurer contre lui, que de conjurer avec lui. Ce comité étoit instruit des dispositions hostiles de son ennemi ; mais il n'osoit que foiblement conjurer l'orage : cependant, quinze jours avant l'insurrection de thermidor, instruit que ce démagogue, pour grossir son parti, protégeoit les repas civiques et les fêtes sectionnaires, il chargea Barrère d'en demander la suppression à l'assemblée nationale. Celui-ci

représenta les prétendus repas de Spartiates, qu'on obligeoit les citoyens de faire à la porte de leurs maisons, comme une intrigue d'un genre nouveau, imaginée par les exécuteurs testamentaires des Hébert et des Chaumette. « La fraternité, dit-il, ne consiste pas à dîner en public dans la rue; il ne peut y avoir rien de commun entre l'égoïste opulent qui soupire après le retour des rois, et le *sans-culotte* plein de franchise qui n'aime que la patrie et la liberté. Dans d'autres temps et avec d'autres hommes, la Convention auroit eu besoin de rendre un décret pour détruire cette égalité plâtrée; mais avec des Français libres, l'intention du législateur suffit : c'est aux mœurs des républicains, c'est au tribunal révolutionnaire, c'est à l'opinion publique, que la Convention se confie pour la proscription de pareils banquets. »

Cette tournure étoit très-adroite pour dépopulariser Robespierre. La Convention, qui peut-être entrevoyoit déjà le motif secret de Barrère, exécuta son conseil, et décréta l'impression du rapport, avec l'envoi aux départemens et aux armées.

Le rapport du même orateur, en faveur de Joseph Lebon, gâta l'effet de celui qu'il avoit fait contre Robespierre. Il y avoit long-temps qu'on dénonçoit d'Arras les attentats du premier, qui rendoient le nom français odieux,

même aux républicains les plus prononcés : Barrère, organe servile du comité qu'il représentoit, reprocha à son client *des formes un peu acerbes* ; mais il ajouta qu'il avoit complètement battu les aristocrates, comprimé les malveillans, et fait punir les contre-révolutionnaires, et il demanda l'ordre du jour sur toutes les dénonciations hasardées contre ce proconsul. En conséquence, malgré *ses formes acerbes*, le Carrier d'Arras fut absous à l'unanimité.

Ce triomphe de Robespierre, par rapport à son lieutenant, qu'il avoit envoyé dans sa patrie pour y décimer la légion nombreuse de ses ennemis, ne fit qu'effleurer son ame scélérate. Depuis quelque temps, il étoit en proie à de sinistres pressentimens, qui lui sembloient les avant-coureurs de sa perte : il avoit tonné aux Jacobins sur l'inexécution du décret qui avoit mis la probité et la vertu à l'ordre du jour ; il s'exhaloit avec ses adulateurs (car il n'avoit point d'amis), en plaintes amères contre des rivaux auxquels, par indulgence, il permettoit de vivre ; il redoubloit le nombre de ses espions, mais sans se fier à eux ; car il est donné à tous les tyrans qui ne croient pas à la morale, de voir des ennemis dans tout ce qui porte le nom d'hommes.

La conjuration de Robespierre n'étoit point d'un ordre ordinaire : ce tyran ne ressembloit ni à Cromwel, ni à Denis de Syracuse ; il ne cons-

piroit pas comme Catilina contre un sénat, ou comme Spartacus contre les oppresseurs des esclaves; c'étoit un scélérat mal organisé, qui, la tête pleine d'idées paradoxales, mal digérées, se jetoit au milieu des événemens sans les prévoir et sans les maîtriser, ne comptant la vie des hommes pour rien, pourvu qu'il arrivât obliquement ou en droite ligne à ce qu'il appeloit un principe; sacrifiant ses partisans comme ses ennemis à la politique du moment, également jouet de la terreur qu'il ressentait et de celle qu'il savoit inspirer.

La plus grande partie des exécutions qui eurent lieu pendant le régime de la terreur, furent dues à Robespierre. Le comité de salut public discutait; Barrère faisoit le rapport, mais c'étoit le farouche dictateur qui prononçoit. Fouquier-Tinville, son favori, (il ne pouvoit en avoir que dans la classe des bourreaux), lui apportoit de deux jours l'un ses listes de proscription, et celui-ci marquoit d'un coup de crayon tout ce qui lui faisoit ombrage par la naissance, les lumières ou la vertu. Tout à coup il s'éleva une division dans le comité de salut public, les chefs se jetèrent à la tête les têtes qu'ils avoient coupées; ils se disputèrent leurs victimes. Robespierre se retira aux Jacobins, et il en fit chasser Collot-d'Herbois. Ce dernier resta au comité de salut public et prépara la chute de son rival.

Les exécutions se firent pendant plus d'un an entre les Champs-Élysées et le magnifique jardin des Tuileries, comme pour interdire aux êtres sensibles les deux plus délicieuses promenades de la capitale. Les plaintes des pères de famille, qui vouloient épargner ce spectacle déchirant à leurs enfans et à leur mère, celles des marchands qui fermoient leurs boutiques dans les rues adjacentes, obligèrent Robespierre à faire transporter sur la place de la Bastille le théâtre des massacres ; mais le faubourg Saint-Antoine, tout désorganisé qu'il étoit, menaça de se soulever : on fit reculer la guillotine jusqu'à la barrière du Trône, et les murmures recommencèrent avec plus de violence. Toutes ces contrariétés aigrirent le despote républicain, et il perdit la conscience de ses forces avec sa popularité.

On a dit, et je ne le répète que sur la foi de *l'Histoire de la conjuration de Maximilien Robespierre*, ouvrage curieux, et qui fournira à ces annales quelques anecdotes, on a dit qu'un des familiers de ce Phalaris lui ayant demandé, quand il s'arrêteroit dans le cours sanglant de ses proscriptions, il répondit froidement : *la génération qui a vu l'ancien régime le regrettera toujours ; ainsi tout individu qui avoit plus de quinze ans en 1789 doit être égorgé.*

Cependant personne n'osoit s'élever contre une tyrannie qui pesoit sur la France entière : un

malheureux égoïsme fermoit tous les yeux, étouffoit toutes les voix, glaçoit toutes les plumes ; un artiste seul se permit une estampe ; encore l'ironie manquoit son effet, parce qu'elle présentoit trop les crimes les plus atroces sous le point de vue du ridicule. On voyoit dans la gravure un peuple immense, entassé sur la place de la Révolution : chaque spectateur, quoique debout, étoit sans tête ; le bourreau seul conservoit la sienne ; mais, étendu sur l'échafaud, et la main sur le ressort de la guillotine, il alloit se décoller lui-même. La satire auroit eu plus de sel, si ce bourreau avoit eu la tête de Robespierre.

Robespierre pressentoit que, haï de tout le monde, il périroit quelque jour d'une manière tragique. Peu de temps après le massacre de la famille Renault, qu'il avoit accusée, pour s'en débarrasser, d'avoir voulu l'assassiner, il prononça un discours qui n'a pas été imprimé, et où percent, malgré le courage factice dont il se paroit, ses sinistres pressentimens.

« Entouré d'ennemis, je me suis déjà placé moi-même dans le nouvel ordre de choses où ils veulent m'envoyer : je ne tiens plus à une vie passagère ; je me sens mieux disposé à attaquer avec énergie tous les scélérats qui conspirent contre mon pays et contre le genre humain : je leur laisserai du moins un testament, dont la lecture fera frémir les tyrans et leurs complices ; je révélerai

peut-être des secrets redoutables, qu'une sorte de prudence pusillanime m'auroit déterminé à voiler. Si les mains perfides qui dirigent la rage des assassins ne sont pas encore visibles pour tous les yeux, je laisserai au temps le soin de lever le voile qui les couvre.

» J'ai assez vécu. J'ai vu le peuple français s'élever du sein de l'avilissement au faite de la gloire : j'ai vu ses fers brisés, et les trônes coupables qui pèsent sur la terre, près d'être renversés sous ses mains triomphantes. Achetez, législateurs, achetez vos sublimes destinées. Vous nous avez placés à l'avant-garde, pour soutenir le premier effort des ennemis de l'humanité : nous mériterons cet honneur, et nous vous tracerons de notre sang la route de l'immortalité. »

Ce discours fit un effet contraire à celui qu'il attendoit : les esprits s'exaspérèrent ; les menaces que le despote abject faisoit aux nombreux ennemis qu'il s'étoit créés, au moment même où il pressentoit qu'il alloit cesser d'être, leur rendirent un peu de leur ancien courage. Indignés d'avoir sans cesse l'épée de Damoclès suspendue par un fil sur leurs têtes, ils se déterminèrent, au moindre orage, à la diriger contre le tyran lui-même, et leurs vœux secrets ne tardèrent pas à être remplis.

Le jour de la fête de l'Être-suprême fut, contre le calcul ordinaire des probabilités, le précurseur

de l'orage. Robespierre étoit alors au plus haut période de sa grandeur : il avoit onze mille espions à sa solde ; les députés de la *montagne* et la société populaire des Jacobins formoient sa garde d'honneur ; le conseil de la commune proscrivoit en son nom ; le tribunal révolutionnaire avoit pris l'engagement avec lui, de faire tomber avec le canon trois mille têtes de proscrits au Champ de Mars. Mais sa popularité l'enivra. *Monté sur le faite*, comme le dit Corneille, *il n'aspira pas à descendre* : et sa chute subite et terrible vint justifier le long silence de cet Être-suprême, qu'il avoit insulté à la fois en le détrônant et en lui rendant sa toute-puissance.

Dans l'intervalle de la fête et de l'insurrection thermidorienne, le comité de salut public avoit fait arrêter un juré du tribunal révolutionnaire. On trouva dans ses papiers une liste de proscription dressée par Robespierre, à la tête de laquelle on lisoit les noms de Barrère, de Billaud-Varennès, de Collot-d'Herbois, de Bourdon de l'Oise, de Tallien et de Fréron. Alors les yeux achevèrent de se dessiller ; et, malgré le danger imminent qui les menaçoit, les proscrits se déterminèrent à se faire conjurés, afin de n'être pas victimes.

Ce fut le 26 juillet, qui répond au 8 thermidor, que Robespierre, égaré par sa sombre et fausse politique, prononça à la tribune de la Convention la harangue qui amena sa perte.

Il s'y plaignit avec amertume d'être calomnié, et signala comme ennemis du peuple tous ceux des gouvernans qui ne croyoient pas à sa vertu. Il eut la maladresse de flétrir les trois comités de salut public, de sûreté générale et des finances, parce que depuis long-temps il cessoit d'y dominer; et il annonça que seul il remédieroit à tant de maux, que seul il sauveroit la patrie. Cambon fut nommé parmi les hommes dangereux qui entravoient la marche du gouvernement; et les autres rivaux de son pouvoir, qui lui faisoient ombrage, parurent si bien désignés, que tout le monde put les reconnoître.

Ce discours produisit la tempête que les conjurés attendoient : de violens murmures, fruit d'une indignation long-temps concentrée, éclatèrent de toutes parts; et Robespierre, qui ne s'attendoit pas à une pareille explosion, fut obligé de reculer un moment. Un des proscrits s'étant plaint de ce que l'orateur avoit attaqué un de ses rapports, celui-ci répondit que le rapport, en effet, lui avoit paru erroné, mais qu'il n'avoit jamais songé à flétrir la personne du rapporteur. Il employa la même tournure oratoire, pour se débarrasser de Cambon, qu'il avoit eu l'imprudence de nommer. « J'ai dévoilé, dit-il, l'état alarmant de nos finances, mais je n'ai point voulu inculper l'auteur même de notre système de finances. »

Cette manière de se défendre annonçoit de la

foiblesse, et les proscrits commencèrent à respirer. Bourdon de l'Oise, qui sentoit combien le discours imprudent de Robespierre pouvoit lui faire de nouveaux ennemis, demanda, avec une ingénieuse perfidie, que l'assemblée en décrétât l'impression; et la motion fut appuyée par Barrère, sous le prétexte que, dans un pays libre, il ne devoit point y avoir de vérité cachée.

Couthon, le plus chaud des complices du tyran, ne vit pas, sans doute, dans quel sens on sollicitoit cette espèce d'hommage rendu aux talens de l'orateur: «Oui, dit-il, ce beau discours mérite un pareil honneur. Il faut que la France entière sache, qu'il est ici des hommes qui ont le courage de dire la vérité tout entière à leurs concitoyens. Je demande que le discours imprimé soit envoyé à toutes les communes de la république.» Couthon triompha pour la dernière fois, et le décret qu'il avoit sollicité fut rendu.

Pendant ce temps-là, Vadier étoit à la tribune: il déclara qu'il parleroit avec le calme qui convient à la vertu. Ce mot de *vertu*, qu'il avoit à la bouche depuis soixante ans, et à laquelle personne ne croyoit, ne fit naître que le sourire du mépris. Cependant, comme il parla dans le sens des conjurés, on l'écouta avec quelque bienveillance.

Billaud-Varennes alla plus au fait, en déclarant que Robespierre en imposoit à la Convention et à

l'opinion publique. Panis reprocha au farouche triumvir, de faire chasser de la société populaire des Jacobins qui il jugeoit à propos : « Il ne faut pas, dit-il, que tu aies plus d'influence qu'un autre représentant. Dis-nous si tu as proscrit nos têtes ; avoue-moi avec franchise si la mienne doit tomber sur l'échafaud. »

L'apostrophe étoit pressante ; Robespierre, qui n'avoit point l'art d'improviser, eut recours à des lieux-communs : « Je me suis, dit-il, présenté à découvert à mes ennemis ; je n'ai flatté personne, je n'ai calomnié personne, et je ne crains personne. »

Charlier ne fut pas la dupe de ce subterfuge : il lui dit que quand on se vantoit d'avoir le courage de la vertu, il falloit avoir aussi celui de la vérité ; et il l'interpella de nommer les hommes qu'il inculpoit, sous le voile, dans son discours contre la marche actuelle du gouvernement.

Robespierre gardoit le silence, et les interpellations se succédoient sans cesse : « Il est temps, dit Barrère, de terminer une discussion qui ne peut être utile qu'à Pitt et au duc d'Yorck. On s'effarouche du nom d'accusé qu'on nous donne ; mais ce mot doit être effacé de toutes les pensées : ce n'est point aux membres du gouvernement, que vous honorez de votre confiance, à descendre dans l'arène : nous répondrons aux déclamations

contre nous, par nos mesures contre les conspirateurs, et surtout par nos victoires. »

Cependant, comme les hommes menacés par Robespierre, ne vouloient point voir leurs noms inscrits sur des tables de proscription, ils se donnèrent tant de mouvement, que le décret d'envoi du discours incendiaire fut rapporté.

Robespierre, au sortir de la séance, se rendit aux Jacobins, et y lut le discours qui lui avoit fait tant d'ennemis à l'assemblée nationale. Il y trouva un auditoire parfaitement dévoué à sa cause, qui l'entendit avec le plus grand enthousiasme. Toute la bande de démagogues fit serment de défendre son chef jusqu'à la mort; et c'est alors que David, serrant le tyran dans ses bras : *Mon ami, lui dit-il, si tu bois la ciguë, je saurai la boire aussi avec un autre Socrate.*

Le lendemain Robespierre et les pros crits se réunirent à la Convention : les deux partis se mesurèrent long-temps des yeux, et personne n'osoit donner le signal du combat : enfin, Saint-Just, un des triumvirs, jeune homme de vingt-six ans qui n'avoit pas l'esprit assez mûr pour organiser de grandes conspirations, monta à la tribune, et sonna le tocsin qui devoit amener son supplice.

A peine vit-on l'imprudent orateur commencer l'apologie de son maître, que Tallien, qui étoit pressé de dénouer cette grande scène, demanda

la parole pour une motion d'ordre, chassa Saint-Just de la tribune, et déclara que la patrie étoit en péril, qu'il étoit temps de faire cesser des divisions qui menaient à l'anarchie, et qu'il falloit que le rideau entr'ouvert fût tout à fait arraché.

Billaud-Varennes succéda à Tallien, mit plus de mouvement que lui dans sa sortie contre le tyran, et prépara ainsi la victoire.

Il commença par entretenir ses collègues de la séance tenue la veille par les *Jacobins*; il dit qu'on avoit manifesté dans cette société une intention très-prononcée d'égorger la Convention; et un mouvement d'horreur qui s'éleva de toutes parts, lui fit apercevoir qu'il avoit touché la corde sensible dans l'ame de ses auditeurs. Alors poursuivant, d'après la même tactique, ses avantages: « Je vois, dit-il, sur la *montagne*, un de ces hommes qui menaçoient de faire périr les représentans du peuple. Ces mots étoient à peine prononcés, que le cri *arrêtez* partit de tous les points de la salle; et, en effet, la garde saisit le Jacobin indigne, et l'entraîna hors de la salle, au milieu des plus vifs applaudissemens.

« L'assemblée jugeroit mal, ajouta l'orateur, la position infiniment critique où elle se trouve, si elle se dissimuloit qu'elle est entre deux égorgemens; qu'elle sache qu'elle périra si elle est foible: *non, non*, disent les députés, en s'agitant avec violence sur leurs sièges; » et les tribunes les en-

couragent, en s'écriant : *vive la Convention ! vive le comité de salut public.*

Il n'y avoit plus qu'un pas à faire pour arriver à Robespierre ; Billaud-Varennes le fit. « Vous frémirez d'horreur, dit-il, quand vous saurez que la force armée est confiée à des mains parricides, et que son chef est dénoncé par le tribunal révolutionnaire lui-même comme un conspirateur ; vous frémirez quand vous apprendrez, que le scélérat qui trame ainsi la dissolution de la représentation nationale, est protégé avec la plus grande chaleur par un de ses membres, et que ce membre est Robespierre.

Robespierre s'élance à l'instant à la tribune, et de toutes parts, excepté de la *montagne*, on crie à *bas le tyran* : Tallien profite de l'indignation générale. « Je demandois tout-à-l'heure, dit-il, que le rideau se déchirât, et le voilà enfin déchiré : j'ai suivi hier le nouveau Cromwel aux Jacobins ; je l'ai vu souffler son ame de fiel et de sang sur son auditoire ; et je me suis armé d'un poignard, bien déterminé à lui en percer le sein, si la Convention n'avoit pas le courage de décréter d'accusation le plus farouche de ses ennemis.

Pendant ce temps là, l'adroit démagogue faisoit étinceler son poignard aux yeux de ses collègues, et ce geste muet lui faisoit plus de partisans que l'emphase de ses périodes.

Tallien profita de l'enthousiasme général pour

demander que l'assemblée nationale restât en permanence, et ordonnât l'arrestation du conspirateur : les deux propositions furent décrétées d'enthousiasme, aux cris mille fois répétés de *vive la république !*

Cependant les triumvirs n'étoient point nommés dans le décret; il ne frappoit que sur quatre hommes, dont l'affreux Dumas du tribunal révolutionnaire, et le général Henriot : Robespierre, revenu un peu de sa stupeur, remonta à la tribune, mais les apostrophes de *tyran* lui fermèrent une seconde fois la bouche. Barrère lut, par ordre de l'assemblée, un rapport, au nom du comité de salut public, pour substituer la garde nationale à la force armée qui n'étoit aux ordres que de Robespierre; ensuite il fit adopter la proclamation suivante, destinée à prévenir la guerre civile, ce qui étoit un trait de bonne politique dans les circonstances.

« Français, c'est au milieu des victoires les plus signalées, qu'un danger nouveau menace la république; ce danger est d'autant plus grand, qu'une partie des citoyens se laisse conduire au précipice, par l'ascendant de quelques réputations....

« Le gouvernement révolutionnaire, objet de la haine des ennemis de la France, est attaqué au milieu de nous; les formes du pouvoir républicain touchent à leur ruine.... Voulez-vous perdre

en un jour le fruit de six années de courage et de sacrifices ? Voulez-vous revenir sous le joug que vous avez brisé ? Non , sans doute... Eh bien ! que les citoyens de Paris veillent sur l'autorité militaire, toujours ambitieuse et souvent usurpatrice... Surtout, qu'ils viennent se rallier à la représentation nationale, et la patrie sera encore une fois sauvée. »

Vadier tenta de donner le dernier coup de massue à Robespierre, tombé sans force sur le champ de bataille ; mais cet athlète aux soixante ans de vertus n'étoit pas assez vigoureux ; envain l'appela-t-il *tyran*, aux acclamations universelles ; envain lui reprocha-t-il l'institution du tribunal révolutionnaire, et ses liaisons avec une illuminée, du nom de Catherine Théos, qui devoit le regarder comme un nouveau Messie : cette philippique, mal écrite et mal déclamée, n'accéléra pas d'une minute la catastrophe de Robespierre.

Ce fut Tallien qui, en citant de nouveaux faits, en mettant adroitement en contraste l'audace du tyran avec sa lâcheté, détermina le décret d'accusation contre lui : une tradition, rapportée par son historien, veut que, voyant son abandon, il se tourna avec indignation du côté de la *montagne*, en criant à ses membres : *vous êtes tous des lâches*. On ajoute que, trahi par les siens, il se tourna du côté droit, et dit, en lui tendant les bras : *eh bien, je m'adresse à la vertu* ; et que

la *vertu*, qu'il avoit tant calomniée pendant sa grandeur, l'abandonna froidement à ses remords.

La chute de Robespierre entraîna celle de plusieurs de ses complices, et surtout de Couthou et de Saint-Just : le dernier, qui n'avoit de l'audace que dans ses rapports, à la lecture du décret qui le mettoit dans les fers, pâlit, et tomba sans connoissance.

Le frère de Robespierre demanda lui-même à partager son sort, et ses vœux furent exaucés; c'est alors qu'une voix ayant dit, qu'enfin la liberté et la patrie alloient sortir de leurs ruines, il répondit avec ironie, en descendant à la barre : *sans doute, puisque les brigands triomphent.*

On conduisit les détenus au comité de sûreté générale, avec ordre de les faire transférer, avec une sûre garde dans une prison.

Collot-d'Herbois, qui présidoit la Convention ce jour-là, s'acharna sur les triumvirs, lors même qu'ils furent partis, et qu'il étoit évident qu'ils alloient à l'échafaud; ce qui prouva plus que jamais qu'en s'insurgeant contre eux, il n'avoit pas voulu servir la patrie, mais conserver sa tête : son apologie de Marat et de Châlier, le Marat de Lyon, mit encore plus à nu son ame atroce. « Robespierre, dit-il, prétendoit qu'il aimoit Marat; mais à la fête funèbre de cet ami du peuple, son nom chéri ne sortit pas une seule fois de sa bouche... Non, ils avoient, beau ces hypocrites,

parler sans cesse de Marat, de Châlier, ils n'aimoient ni Marat ni Châlier, Châlier surtout dont j'ai vu la conduite, dont j'ai chéri, respecté et admiré les vertus. »

Nous verrons dans l'histoire du siège de Lyon, au livre suivant, quelles étoient les *vertus* d'un Châlier qu'admiroit un Collot-d'Herbois : observons seulement qu'ici, vainqueurs et vaincus, tout étoit également pétri de fiel et de sang, et que la France n'auroit rien gagné au supplice de Robespierre, si bientôt après Collot-d'Herbois n'avoit été mourir de rage dans son exil de Sinnamari.

Pendant que Collot-d'Herbois s'acharnoit, si j'ose le dire, sur les débris de Robespierre, les nombreux partisans du dernier s'occupaient à le défendre ou à le venger; les Jacobins faisoient dans leur salle le plan d'une insurrection en sens inverse; ils envoyoient des commissaires soulever les sections, les ouvriers de Grenelle, et le camp de la plaine des Sablons.

La commune de son côté faisoit sonner le tocsin, couvroit la Grève d'hommes armés, et ordonnoit qu'on trainât sur le quai Pelletier des pièces d'artillerie, dont la bouche sembloit menacer l'assemblée nationale; en même temps, par son ordre, Paris fermoit ses barrières.

Les rebelles se portèrent, dès qu'ils en eurent reçu l'ordre, sur le comité de sûreté générale; il

en forcèrent l'enceinte , et en arrachèrent les triumvirs qu'ils conduisirent en triomphe à la maison commune. Deux officiers municipaux rencontrèrent d'un autre côté le gendarme qui conduisoit Robespierre le jeune à la Force; ils lui enjoignirent, au nom du peuple, de leur livrer son prisonnier, mais celui-ci refusa, sous prétexte qu'il ne reconnoissoit d'autres représentans du peuple que les membres de la Convention : les municipaux arrachèrent de ses mains le proscrit, et le firent lui-même incarcérer.

Au milieu de ce tumulte, le général Henriot parcouroit les rues, à la tête de quarante *sans-culottes* bien armés, qui ne respiroient que le pillage et l'assassinat : il arrête dans les rues les députés qui ne sont pas affiliés à la *montagne*, et menace de mettre le feu aux maisons qui ne se déclareront pas pour Robespierre.

L'historien de ce scélérat affirme, à cette époque, une anecdote bien étrange : Henriot, en courant partout en forcené, rencontra plusieurs voitures surchargées d'infortunés, que le tribunal révolutionnaire venoit de condamner à mort : Henriot qui sentoit le besoin de grossir sa troupe, ordonna aux gendarmes qui escortoient les condamnés, de le suivre; alors les bourreaux ralentirent leur marche, espérant, et faisant entrevoir leur désir, que le peuple leur fit une sorte de violence pour ramener les voitures dans la

cour de la Conciergerie ; mais personne ne fit le plus léger mouvement , et les exécuteurs , malgré eux , firent couler le sang le plus pur à l'échafaud.

Il est certain , au reste , que si , au milieu de cette nuit terrible , où les esprits étoient partagés , où Paris n'appartenoit à personne , Henriot eût montré plus d'intelligence , et Robespierre plus de courage , la victoire échappoit à la Convention , et le trône républicain retournoit aux scélérats , que la représentation nationale venoit de dévouer à l'échafaud.

Il étoit sept heures du soir quand Merlin de Thionville , arrêté par Henriot , et conduit à un corps-de-garde qui lui rendit la liberté , vint instruire ses collègues du danger qu'ils couroient : Legendre ranima un peu , par son éloquence populaire , les esprits qui sembloient abattus. « Eh ! qu'importe , dit-il , que le conseil général d'une commune se déclare en insurrection ? Toutes les fois qu'il émanera de vous un décret , comptez sur le peuple ; comptez sur les *montagnards* , car la *montagne* existe partout où l'on veut la république.... Je vais plus loin , et j'ose dire que la Convention entière n'est qu'une *montagne* , puisqu'elle n'est composée que d'hommes de bien ; et la preuve en est , que le décret d'arrestation des triumvirs a passé à l'unanimité.

Cette espèce de point de communication jeté

entre la *montagne* et la masse de la Convention , annonçoit une profonde politique dans l'orateur ; par ce moyen l'esprit de faction fut paralysé , et il n'y eut plus qu'une opinion dans l'assemblée et un seul plan de vaincre les conjurés pour ne pas devenir leur victime.

Pendant que Legendre parloit , des gendarmes dévoués à la Convention , agissoient ; cinq d'entre eux , suivirent le général Henriot , fondirent sur lui le pistolet à la main , et l'arrêterent : en même temps un décret manda à la barre la commune de Paris et son département.

La joie de la Convention fut de courte durée ; on vint lui apprendre qu'Henriot s'étoit échappé des mains des gendarmes , qu'il étoit au Carrouzel , cherchant à égayer le peuple , et à faire diriger contre la représentation nationale le canon destiné à la protéger. A l'instant ce conspirateur fut mis hors de la loi , et Barras fut nommé général en chef de la garde nationale.

Bientôt , sur les nouvelles alarmantes que Barrère venoit apporter au nom du comité de salut public , un décret nouveau enveloppa dans la proscription d'Henriot tous les fonctionnaires publics qui feroient avancer la force armée contre la Convention , et les conspirateurs qui , frappés du décret d'arrestation , n'obéiroient pas à la loi ; et comme cette loi générale ne sembloit pas encore assez précise , on y ajouta , sur la représenta-

tion de Vouland, que les triumvirs nommément étoient mis hors de la loi.

Toutes ces mesures vigoureuses firent leur effet : les sections vinrent tour à tour assurer la Convention qu'elles lui resteroient fidèles, et la commune, grâce à l'activité de Paris, fut investie d'hommes qui demandoient à grands cris le supplice de Robespierre ; des canons furent braqués pour détruire l'édifice, en cas de résistance.

De ce moment la victoire passa à l'assemblée nationale ; et, rassurée sur les dangers qu'elle avoit courus, elle ne s'occupa plus qu'à organiser ses plans féroces de vengeance.

Barrère qui, jusqu'alors, n'avoit donné que des nouvelles décourageantes, en donna d'heureuses : la plus importante regardoit le général Henriot ; les canonniers qu'il avoit voulu corrompre étoient restés fidèles à la patrie comme à la victoire, et peu à peu le scélérat, abandonné, même de ses complices, s'étoit trouvé dans une solitude affreuse, où il n'y avoit plus que le crime et lui.

C'est dans cette solitude, et dans un réduit obscur de la maison commune, que la force armée, envoyée à sa poursuite, l'atteignit ; à la vue de Robespierre le jeune qui se jetoit par la fenêtre et se fracassoit une cuisse sur le pavé, il voulut l'imiter, persuadé qu'étant plus agile, il seroit plus heureux ; mais une main céleste le poursui-

voit; il se brisa, en tombant, une côte, et, rampant sur ses membres disloqués, il alla, comme un animal immonde, se cacher dans un égout (1); des gendarmes l'en firent sortir à coups de baïonnettes; quand il se vit ainsi arrêté pour la troisième fois, il présentait un spectacle hideux; couvert de fange et de sang, il avait encore un de ses yeux sorti de son orbite et pendant sur la joue: c'est dans cet état affreux qu'on le traîna à la Conciergerie.

Couthon vit aussi son supplice commencer avant de monter à l'échafaud; on le trouva dans un vil réduit, le couteau à la main, et n'osant s'en frapper; les gendarmes, non contents de lui arracher cet instrument de mort, lui cassèrent les reins avec la crosse de leurs fusils: ils se firent cannibales pour punir des cannibales.

On se hâta de mettre sur des brancards ces trois conjurés; et Saint-Just, qui pleuroit comme un enfant, fut obligé de les suivre à pied, d'abord au comité de sûreté générale, et ensuite au tribunal révolutionnaire.

La destinée de Robespierre fut encore plus tragique; ce scélérat, s'il en faut croire son historien qui a travaillé quelquefois sur d'excellens

(1) Suivant une autre version, ce fut le juge du tribunal révolutionnaire Coffinhal, qui, se voyant trompé par ce perfide, le jeta par la fenêtre.

mémoires , fut trouvé dans une salle de la maison commune, le visage tourné contre un mur qu'il sembloit embrasser , comme si c'étoit un édifice sacré qui dut lui servir d'asile ; à l'approche des gendarmes , il se retourne ; et l'un d'eux , qui avoit sans doute quelque injure personnelle à venger , lui tira un coup de pistolet qui détacha la mâchoire d'en bas de la supérieure ; il tomba sur le coup ; on le plaça sur un fauteuil, le menton enveloppé d'une bande ensanglantée qu'on noua sur sa tête , et c'est dans cet état qu'on le conduisit au comité de sûreté générale : là , on le plaça sur une table ; il étoit difficile de soutenir long-temps ce tableau hideux ; son visage étoit décoloré, sa tête étoit ouverte , et le sang , qu'il avoit tant aimé à répandre , lui sortoit de la bouche , des narines et des yeux. Il me semble qu'un scélérat , dans une telle position , et surtout quand il va mourir , n'est plus qu'un infortuné : cependant on l'accabla d'injures et de malédictions ; il avoit , pendant quinze mois de tyrannie , répudié le cœur de l'homme , et il n'en trouva plus autour de lui , quand le ciel l'abandonna à son sort ; il resta deux heures entières dans ce supplice affreux , gardant le silence absolu de la rage impuissante ; ensuite on le transporta à l'Hôtel-Dieu , pour qu'un chirurgien mît un appareil sur sa blessure.

Il étoit temps que la conjuration des Jacobins fût étouffée : car ce qu'on en apprit alors au co-

mité de salut public , annonçoit un plan de défense vigoureux. Pendant que Henriot tentoit de diriger contre le palais national le feu de l'artillerie , le maire de Paris, Fleuriot, qui, depuis long-temps, étoit investi de la confiance des comités , faisoit sortir des prisons les accusés que la Convention y avoit envoyés ; on nommoit à la maison commune les triumvirs chefs d'un conseil exécutif ; le député du Pas-de-Calais , Lebas , agent et favori de Robespierre , composoit le ministère provisoire ; le président du tribunal révolutionnaire, Dumas , formoit une nouvelle liste de juges et de jurés , pour faire couler des fleuves de sang au Champ de Mars ou à l'échafaud.

La Convention ne se crut pas tranquille , tant que des ennemis aussi audacieux respiroient : elle n'attendit pas les délais ordinaires dans la punition des grands crimes , et décréta que les triumvirs , Dumas , Coffinhal , Henriot , les généraux Boudanger et Lavalette , Sijas et le député Lebas , seroient , dans la matinée même du 10 thermidor , qui répond au 28 juillet , mis à mort.

En même temps une nouvelle proclamation de Barrère fut lue avec un appareil militaire dans Paris , et affichée.

« Citoyens , des conspirateurs hypocrites , frappés par vos véritables représentans , s'étoient réfugiés dans le sein d'une municipalité perfide ; ils rassembloient une force armée , provoquoient

les républicains contre la représentation nationale, et menaçaient d'envahir les droits du peuple : mais le danger est passé aussitôt qu'il a été aperçu. Les sections de Paris, de cette cité célèbre, qui fut le berceau de la liberté, ont environné la Convention, et ont fait à ses membres un rempart de leur corps et un appui de leurs armes...

» Le 31 mai le peuple fit sa révolution : le 9 thermidor la Convention a fait la sienne : la liberté a applaudi également à toutes les deux.

» Puisse cette époque terrible être le dernier orage de la révolution ! »

Le supplice des triumvirs et de leurs principaux complices, auxquels on joignit quatre-vingt-quatorze membres de la commune de Paris, mis hors de la loi, occupa trois jours différens l'échafaud révolutionnaire : il en coûta la vie à cent cinq personnes. Ce massacre juridique ne réconcilia pas la masse des gens de bien avec la Convention; si au lieu de se venger, les législateurs s'étoient contentés de punir, la commune auroit été renfermée dans les bastilles républicaines, et on n'auroit envoyé au supplice que les triumvirs, l'abominable Dumas et le général Henriot.

Quoi qu'il en soit, la mort des tyrans en chef remplit Paris d'allégresse; le peuple, toujours avide de sang dans les tourmentes révolution-

naires, se porta en foule sur la route du palais de Justice à la place de l'exécution, et chargea d'imprécations les victimes; ces imprécations étoient justes alors, quoique déplacées, puisque les scélérats n'avoient plus le pouvoir de nuire; d'ailleurs on se souvenoit avec effroi que ce même peuple avoit, sur les instructions des agitateurs qui le menaient, vomé les mêmes injures contre Bailly, Marie-Antoinette et Louis XVI.

Le tableau de ces exécutions a été tracé avec autant de chaleur que de vérité par l'historien de Maximilien Robespierre. Ici il faut quitter les mémoires officiels du temps, qui gardent le plus profond silence, pour analyser rapidement quelques paragraphes de cet ouvrage.

Une charrette particulière conduisoit Couthon, Saint-Just, Henriot, et les deux Robespierre. C'est celle qui attira le plus les regards et les imprécations de la multitude: cependant la vengeance céleste éclatoit assez dans la punition de ces grands coupables, pour qu'un reste d'humanité dût faire observer aux spectateurs une espèce de silence religieux. Couthon et le jeune Robespierre étoient couverts de contusions qui les rendoient difformes. Henriot, rempli de fange et de sang, le corps presque nu, et ayant un œil qui ne tenoit à son orbite que par quelques filamens, forçoit les regards les plus féroces à se détourner: cependant, le peuple l'apostrophoit avec une sorte

de rage : *Le voilà , disoit-il , le voilà cet homme de sang , tel à peu près qu'il sortit de Saint-Firmin , après y avoir égorgé les prêtres.*

Maximilien Robespierre , les yeux baissés , et penchant sur sa poitrine une tête devenue hideuse par la désorganisation de sa mâchoire , portoit le même habit dont il étoit revêtu , le jour de la comédie sacrilège où il proclama l'existence de l'Être-suprême , au Champ de Mars. Ce contraste fit une grande sensation sur les hommes qui sa voient réfléchir : il étoit évident que le doigt de Dieu étoit-là , et que ce n'est point au nombre des fables politiques qu'il faut mettre la religion.

Le cortège arriva dans la rue Saint-Honoré devant la maison de Robespierre ; et la populace ayant forcé la charrette de s'arrêter , exécuta , sous les yeux de l'ancien tyran , une danse de cannibales.

Robespierre , parvenu à la rue Royale , non loin de l'échafaud , eut encore un tourment à subir. Une femme de moyen âge , vêtue proprement , et à qui probablement le régime révolutionnaire avoit enlevé tout ce qu'elle avoit de plus cher , fendit la foule , saisit les barreaux de la charrette ; et , s'adressant au despote à demi-mort : « scélérat , dit-elle , ton supplice m'enivre de joie ; descends au tombeau avec les malédictions de toutes les mères de famille et de toutes les épouses ! »

Les derniers momens de cet objet de la haine publique furent terribles : le bourreau en l'étendant sur la planche fatale, eut la barbarie de lui arracher brusquement l'appareil mis sur sa bouche mutilée ; ce qui renouvella toutes ses blessures. Enfin sa tête tomba, et la religion, la patrie, les mœurs et les lois furent vengées.

Chaque criminel, dont la hache fit justice, provoqua les applaudissemens de la multitude. Parmi les vingt-deux qui périrent le premier jour avec Maximilien Robespierre, on distinguoit, outre Henriot, le général Lavalette et les triumvirs, le président des Jacobins Vihiers, le maire de Paris Fleuriot, le prêtre apostat Bernard, et le cordonnier Simon, qui avoit été au Temple l'instituteur du fils de Louis XVI. L'intérêt public ne pouvoit se porter sur aucun de ces odieux personnages.

Dumas, le président du tribunal révolutionnaire, fut un des tyrans du second ordre, dont le supplice fut applaudi avec le plus de fureur. On connoissoit l'ame abjecte et atroce de ce satellite de Robespierre ; il aimoit à voir couler le sang, et avoit encore la barbarie de plaisanter ses victimes. Une femme de soixante et quinze ans, paralytique et sourde, fut amenée au tribunal révolutionnaire : comme elle donnoit à entendre que sa surdité l'empêchoit de subir son interrogatoire,

un greffier eut ordre de lui crier dans le tuyau de l'oreille : « Avez-vous conspiré contre la république ? — Eh ! comment , répondit l'infortunée , pouvois-je conspirer ? je suis sourde. — Ah ! sans doute , dit Dumas avec un sourire sardonique , cette femme a conspiré *sourdement*. » Les jurés trouvèrent la plaisanterie excellente , et envoyèrent l'accusée au supplice.

Parmi les conspirateurs mis hors de la loi , étoit le député Lebas , que les triumvirs avoient décoré à la maison commune d'un ministère de quelques heures. Quand il vit les gendarmes de la Convention nationale enfoncer ses portes , il se cassa la tête d'un coup de pistolet , et se déroba ainsi à l'opprobre de l'échafaud.

Coffinhal , vice-président du tribunal révolutionnaire , et un des conjurés les plus marqués au sceau de la réprobation conventionnelle , étoit parvenu à s'échapper des mains de ses gardes ; et revêtu en mendiant , il alla se cacher dans l'île des Cygnes , au-dessous des Invalides. Il y resta quarante-huit heures sans nourriture et sans abri , contre une pluie qui tomboit à torrents , et qui se renouveloit sans cesse. Enfin , mourant de faim et épuisé de fatigue , il sortit de sa retraite , et alla demander du pain et un vêtement à un ami du jour , à qui il avoit prêté vingt-cinq louis. Celui-ci ferma sous la clef , dans un cabinet , l'infortuné

qui l'avoit cru un homme en lui demandant l'hospitalité, et fit entrer la garde qui traina son créancier et son *ami* au tribunal révolutionnaire.

Coffinhal, dans le temps qu'il présidoit la chambre ardente de Robespierre, s'étoit signalé, comme Dumas, par ses sarcasmes outrageans contre les malheureux qu'il envoyoit au supplice. Un jour qu'il prononçoit à un maître en fait d'armes sa sentence de mort, *eh bien ! maître*, lui dit-il, *pare donc cette botte-là*. Lorsqu'à son tour ce scélérat marcha vers l'échafaud, un des amis du maître d'armes fit passer le manche de son parasol au travers des barreaux de la charrette, et en frappant la poitrine du vice-président, *eh bien*, lui dit-il, *cette botte en vaut bien une autre, et je te défie de la parer*. Coffinhal ne témoigna aucune émotion, et mourut avec un courage qu'on ne devoit pas attendre de sa perversité.

Telle fut la fin de cette longue conjuration de Robespierre contre la nation française, conjuration qui, quoique étouffée, laissa encore après elle un grand nombre de rameaux. Son impunité pendant quinze mois enhardit d'autres conjurés, et encouragea les mouvemens révolutionnaires de Babœuf et la longue tyrannie du 18 fructidor. Le plus grand mal qu'elle ait faite à une nation longtemps grande et généreuse, est de lui avoir ôté son Dieu, sa morale et son esprit public, et en

pervertissant la génération contemporaine ainsi que celle qui s'élevait, d'avoir abatardi les principes de vie de l'état, et accéléré sa décadence.

L'insurrection thermidorienne amena, non la destruction, mais une sorte d'épuration du tribunal révolutionnaire. On crut cette chambre inquisitoriale nécessaire à purger la république des Lebon, des Carrier, des Fouquier-Tinville, et de toute cette race de tigres à face humaine, qui, en provoquant le supplice des triumvirs, retardoient le leur. Dès le 14 thermidor, ou premier août 1794, époque où les cent cinq conjurés aux ordres de Robespierre avoient cessé d'être, il n'y avoit plus en France de gouvernement révolutionnaire ; mais la France ne fut pas mieux gouvernée.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

CHAPITRE PREMIER, page 8.

Des projets de constitution de Robespierre et de Saint-Just, 9. Rapport de Hérault-Séchelles sur son code populaire, 12. Examen de la constitution démagogique, et anecdotes sur sa discussion, 14. Peine de mort prononcée contre ceux qui l'altèrent ou la falsifient, 23. Décret pour son acceptation par le peuple français, *ibid.*

CHAPITRE II, page 25.

Actes révolutionnaires du gouvernement, 26. Discours de Robespierre sur le Dauphin, 29. Rapport de Cambon sur la situation de la république, 30. De quelques institutions sages surprises à l'assemblée nationale, 35. Unanimité avec laquelle le code démagogique est accepté, 38. Assassinat de Marat et ses suites, 39. Proscriptions, 54. Acharnement contre les trente-deux, 59. Décret qui déclare traîtres à la patrie ceux qui ont pris la fuite, et met les autres en état d'accusation, 63.

CHAPITRE III, page 63.

Désastres militaires de la France, 66. Arrestation de ses ambassadeurs, 69. Energie du comité de salut public, 70. Suite des mesures révolutionnaires et des proscriptions, 73. Destruction des mausolées, et dispersion de la cendre des rois, 79. Orage contre Danton, 83. Garat

abdique le ministère , 86. Epurement de la scène française à la façon des démagogues , 88. Position critique de la république , 90. Fête effroyable du 10 août , 92.

CHAPITRE IV , *page* 100.

Fin tragique du général Custines , 107. Destruction des académies , 114.

CHAPITRE V , *page* 117.

Suite des mesures pour l'extinction des lumières , 117. Désastres intérieurs et extérieurs de la France , 121. Toulon tombe au pouvoir des Anglais ; reprise de cette place , 127. Vengeances odieuses exercées par les vainqueurs , 136. Esprit de férocity dans les décrets de la Convention , 137. Fameuse loi des suspects , 142. Extension du tribunal révolutionnaire , 145. Organisation d'une armée révolutionnaire , 146. Triomphe du comité de salut public , 150.

CHAPITRE VI , *page* 152.

Ère républicaine , 154. Jugement et supplice des trente-deux , 162. Loi définitive qui organise le gouvernement révolutionnaire , 170.

CHAPITRE VII , *page* 172.

Règne de la terreur ; nouvelles conspirations qu'il fait éclore , 175. Proscriptions individuelles , 181. Evénemens particuliers , 185. Fausses mesures pour l'instruction publique , 187. Traits isolés pour l'encouragement des arts , 190. Epurement du Panthéon , 191.

CHAPITRE VIII , *page* 193.

Procès de la reine , 205. Anecdotes sur cette princesse et son supplice , 227.

CHAPITRE IX, *page* 230.

Suppression en dernier ressort de la Compagnie des Indes, 251. Proscription des étrangers et des sociétés populaires de femmes, 253. Premières atteintes données à la liberté publique par l'armée révolutionnaire, 258. Machine infernale, 240. Réhabilitation de la mémoire de Calas et du chevalier de Labarre, 241.

CHAPITRE X, *page* 244.

Continuation des mesures de férocité pour soutenir le régime établi, 244. Guerre entre la commune de Paris et la *montagne*, 248. Orage contre le général Ronsin, 252. Suicide du ministre Clavière, 254. Bateaux à soupapes de Nantes, 255. Principes et décrets sur le mode du gouvernement révolutionnaire, 257.

CHAPITRE XI, *page* 264.

Suite des fastes chronologiques du règne de la terreur, 264. Décrets qui en perpétuent la durée, 272. Pompe triomphale des Jacobins, pour célébrer l'anniversaire du supplice de Louis XVI, 276. Prolongation indéfinie de la guerre avec l'Europe, 280. Héroïsme militaire des soldats de la république, 286. Fin de l'insurrection du Calvados, 287.

CHAPITRE XII, *page* 292.

Suite de la guerre à la royauté, 292. Décret donné d'après un rapport de Saint-Just, sur l'énergie du gouvernement révolutionnaire, 293. Proscription de Ronsin, de Vincent et d'Hébert, qui amène la suppression de l'armée révolutionnaire, 299. Procès de Bazire, de Chabot et de Fabre-d'Églantine, 305. Arrestation et supplice de Denton, 304. Prétendue conspiration du Luxembourg, 321.

CHAPITRE XIII, *page* 329.

Translation des cendres de Rousseau au Panthéon, 331. Incendie de Bédouin, 353. Décret sur les prisonniers de guerre, 355. Assassinat de Collot-d'Herbois, 359. Nouvelle activité donnée au tribunal révolutionnaire; histoire de ses principales victimes, 342.

CHAPITRE XIV, *page* 363.

Procès de la princesse Elisabeth, 364. Supplice de Malesherbes, 381.

CHAPITRE XV, *page* 382.

Tableau du fanatisme révolutionnaire contre le culte catholique et toutes les révélations, 384. Philosophisme substitué à la religion, 389. Apostasie érigée en civisme, 390. Scandale des décrets de la Convention, 396. L'athéisme devient le seul culte apparent de la république, 400.

CHAPITRE XVI, *page* 407.

Retour apparent du gouvernement aux principes, 408. Discours de Robespierre en faveur d'un athéisme un peu épuré; décret immoral qui en est le résultat, 409. Fête de l'Être-suprême, 414.

CHAPITRE XVII, *page* 421.

Révolution thermidorienne, 421. Dénouement de la longue conjuration de Robespierre; supplice de ce tyran et de ses complices, 444. Lente destruction du gouvernement révolutionnaire, 450.

